

Toutes les unités
de l'armée du Salvador
en état d'alerte

(LIRE PAGE 4 UN ENTRETIEN
AVEC LE CHIEF POLITIQUE
DE LA GUÉRILLA.)



Hubert Beauve-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 540 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 96 c. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 76 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d. Tariff des abonnements page 14 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 YVES MONDOPAR 695572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

La « responsabilité personnelle » de M. Begin est mise en cause par la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila

Un scandale sans précédent

C'est l'ensemble du gouvernement de M. Begin qui est, d'une certaine manière, mis en accusation par les « trois sages » de la commission Kahane. Les neuf personnalités accusées d'être indirectement responsables du massacre de Sabra et de Chatila — du président du conseil au chef des services secrets, en passant par les ministres de la défense et des affaires étrangères et des généraux responsables des opérations militaires au Liban — constituent en effet l'armature de l'État.

Malgré la prudence du rapport Kahane, coché en termes juridiques, les conclusions sont sévères. Rien de comparable avec celles de la commission Agranath qui, en 1974, avait entraîné la chute du gouvernement de M. Golda Meïr, bien que celle-ci et ses ministres aient été mis hors de cause dans les « erreurs de jugement » commises à la veille de la guerre du Kippour.

Cette fois, M. Begin lui-même est blâmé pour son « indifférence » — redoutable qualificatif compte tenu du contexte — devant les conséquences prévisibles de l'entrée dans les camps des troupes phalangistes. Indifférence qu'il avait conduite, selon ses dires, à s'en désintéresser totalement, au point d'empêcher formellement la nouvelle du massacre d'atteindre ses oreilles.

Les « trois sages » mettent d'ailleurs en cause le chef du gouvernement dans l'embarras en l'invitant à destituer le général Sharon au cas où celui-ci ne « tirerait pas les conclusions » qui s'imposent. Or, M. Begin avait maintes fois déclaré qu'il assumait « toute la responsabilité » des conclusions de la commission et qu'il était pleinement solidaire de son ministre de la défense. Ce dernier déclinerait d'ailleurs, dit-on, la « preuve concrète » qu'il n'a jamais agi en dehors de la volonté du gouvernement et de son chef.

Beaucoup s'attendent donc à la démission de M. Begin, lequel aurait l'intention de provoquer des élections anticipées pour permettre à l'opinion de trancher. Se fondant sur des sondages effectués ces dernières semaines, il se croit assuré d'un nombre de sièges suffisant pour constituer le prochain cabinet. Rien ne dit, cependant, qu'il ne sera pas lâché par une partie de son électorat, qui avait peine à croire, jusqu'à la publication du rapport de la commission d'enquête, à sa responsabilité, même indirecte, dans la tuerie.

Il n'est même pas certain, au moment où ces lignes sont écrites, que les trois partis religieux de la coalition gouvernementale soient disposés à voter à la Knesset en faveur d'élections anticipées. Dès le lendemain du massacre, ils avaient donné des signes de leur volonté de se dissocier de M. Begin et de ses amis. Le parti national religieux (P.N.R.) avait même pris de discrets contacts avec le parti travailliste pour examiner la possibilité d'un renversement d'alliances. Il est vrai que le chef du P.N.R., M. Yossef Boura, a, depuis, changé d'avis, vraisemblablement parce qu'il ne pourrait pas se faire élire sans les voix du Likoud à la présidence de l'État, fonction qu'il brigue depuis peu. Il est de fait, d'autre part, que M. Begin s'est appliqué ces dernières semaines à se gagner les bonnes grâces des partis religieux en promettant de satisfaire certaines de leurs revendications.

Rien n'est donc vraiment joué. Mais, en dernière analyse, l'avenir du gouvernement de M. Begin dépend de la vigueur des réactions de l'opinion israélienne devant un scandale sans précédent depuis l'indépendance.

M. Sharon est invité à donner sa démission

Le gouvernement israélien s'est réuni ce mardi matin 8 février en session extraordinaire à Jérusalem pour tirer les conséquences du rapport de la commission gouvernementale d'enquête sur les massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila à Beyrouth, remis la veille au soir à M. Begin. Le premier ministre, dont la « responsabilité personnelle » est mise en cause en raison de son « manque d'intérêt dans toute l'affaire » aux termes du rapport extrêmement sévère de la commission, présidait la réunion. Après deux heures de travaux à huis clos, elle a été ajournée à mercredi après-midi. Les ministres sont cependant restés à la présidence du conseil pour des réunions informelles.

Jérusalem. — Dans un volumineux rapport rendu public dans la matinée du 8 février sous forme d'un livre de 120 pages, et dont, — fait notable — seules une dizaine de pages ont été gardées secrètes, la commission d'enquête a conclu que les autorités israéliennes se sont rendues « indirectement responsables » des atrocités commises en septembre dans les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth.

En fonction de cette remarque faisant référence aux « obligations morales de l'armée et de l'État d'Israël », la commission estime « suffisant » de dénoncer la « responsabilité personnelle » du premier ministre, M. Menachem Begin, du ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shmitz, du chef du Mossad et du commandant de la région militaire Nord, le général Amir Dor. Mais elle se montre acablante pour le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, en recommandant sa démission.

Les membres de la commission considèrent que M. Sharon « devrait tirer lui-même les conséquences » qu'implique la révélation de ses « erreurs ». Ils ajoutent, avec une certaine perfidie, que « si nécessaire » le premier ministre peut, conformément à la loi, exorcer son autorité en le relevant de ses fonctions.

Dans le cas du chef d'état-major, la commission indique qu'elle est parvenue à de « graves conclusions ». Elle juge qu'il n'est pas nécessaire de recommander sa démission mais seulement de souligner que ses fonctions doivent normalement s'achever en avril prochain. Et que, donc, elles ne devraient pas être prolongées, comme cela a déjà été le cas l'an dernier.

Le chef des services de renseignements de l'armée, le général Yehoshua Sagui, est pour sa part accusé de « très sérieuses omissions », et les membres de la commission déclarent que cet officier devrait être affecté à un autre poste. Même conclusion pour le général Amos Yaron, qui commandait le secteur de Beyrouth.

La commission d'enquête a pris particulièrement à partie le général Sharon, ministre de la défense, convaincu de « n'avoir pas pris en considération le danger d'actes de vengeance et d'effusions de sang » quand les miliciens phalangistes sont entrés dans les camps dont les accès étaient contrôlés par les forces placées sous ses ordres. M. Sharon est invité à donner sa démission.

Le gouvernement Begin est, par ailleurs, critiqué sévèrement par le président Reagan, qui a accusé lundi les autorités de Jérusalem de « retarder inutilement » le retrait de toutes les forces étrangères du Liban. M. Reagan a affirmé que la maintien des troupes israéliennes au Liban « les plaçait maintenant techniquement en position d'armée d'occupation ».

De notre correspondant

Dans un préambule, avant ces « recommandations », la commission fait observer qu'« il est clair que la décision de laisser entrer les phalangistes dans les camps de réfugiés a été prise sans tenir compte du danger — que les autorités qui l'ont prise devaient considérer comme probable ».

— de voir les phalangistes commettre des massacres et des pogroms contre les habitants des camps ». La commission ajoute que les moyens de prévenir ce danger et d'apprécier les probables massacres n'ont pas suffisamment été examinés.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 6.)

MÉDECINE : une équipe de chercheurs français obtient un résultat prometteur dans la recherche d'un vaccin contre le paludisme.

(Lire page 11 l'article de JEAN-YVES NAU)

CANADA : un séparatisme à l'Ouest ?

(Lire page 5 le début de l'enquête de DOMINIQUE DHOMBRES)

LE DÉBAT SUR LA RIGUEUR

Un pays ouvert ou fermé

par PAUL FABRA

Pas plus que celui des autres slogans qui alimentent le débat public sans cesse renouvelé, le mot-rigueur, le vocable de la rigueur, appliqué à la politique, n'est rigoureux. On pourrait croire que ce gouvernement est divisé entre les partisans de l'austérité et ceux du maintien, sinon de l'amélioration, du pouvoir d'achat des salariés, s'appuyant bravement sur une stratégie de « reconquête » du marché intérieur, et qu'entre les uns et les autres, le chef de l'État, en donnant trop souvent l'impression de reporter à plus tard les choix embarrassants, s'efforce d'arbitrer.

Le débat tel qu'il s'est engagé appelle deux observations. La première est que les tenants de la « gauche différente », qui plaident aujourd'hui en faveur d'un « deuxième plan de rigueur » sont plus convaincus quand ils diagnostiquent que lorsqu'ils prescrivent. La seconde est que leurs adversaires

trompent l'opinion lorsqu'ils laissent entendre que la politique d'inspiration plus ou moins protectionniste qu'ils préconisent permettrait de mieux défendre le niveau de vie moyen de la population ; c'est le contraire qui se produirait.

M. Edmond Maire a eu l'insigne mérite de poser le problème dans les termes qui conviennent : l'insuffisance — ou, selon le cas, l'inadéquation — des mesures de redressement prises depuis juin dernier (deuxième dévaluation du franc du septennat) mettra prochainement le gouvernement — celui-ci ou son successeur — en demeure de recourir à des dispositions plus sévères.

La question est de savoir s'il le fera dans le respect des obligations internationales de la France, respect qui emporte un certain style de vie

collectif, disons une France ouverte sur le monde extérieur, et, à l'intérieur, soucieuse de maintenir la liberté d'action des citoyens et des organisations qui les représentent (liberté, par exemple, même si certaines limites sont posées, de négocier les salaires entre partenaires sociaux), ou s'il le fera en multipliant, au nom de la défense de l'intérêt public, les interdictions, à commencer par celle d'importer certains biens et services, et les contraintes imposées par voie administrative. C'est cette deuxième voie que redoute à juste titre le secrétaire général de la C.F.D.T. Il n'y a pas aujourd'hui de question plus importante pour la France.

Certains, et notamment les communistes, ont dit qu'elle n'était pas du ressort d'un responsable syndicaliste. Il est vrai qu'elle déborde sur le terrain politique.

(Lire la suite page 32.)

« QUAND LA ROSE SE FANERA », D'ALAIN PEYREFITTE

Exorciser le mal français

L'écriture étant une activité de compensation, entre autres, à l'éloignement du pouvoir, l'alternance nous vaut depuis quelque temps une abondante production d'ouvrages qui poursuivent sur le terrain des idées le combat politique de l'opposition.

En dépit d'un titre un peu rassurant, mais où il convient plutôt de reconnaître un clin d'œil à celui de l'ouvrage sur la Chine qui fonda sa réputation d'analyste de son temps, le dernier livre d'Alain Peyrefitte ne se confond pas avec cette troupe. D'abord parce que s'y retrouve le talent de l'auteur : on connaît la manière d'Alain Peyrefitte et sa façon de traiter un sujet par une succession de chapitres brefs qui maintiennent étroitement les idées et les exemples, le tout servi par le don de la formule, des images expressives, des titres ingénieux. Surtout, à la dif-

férence de la plupart des autres écrits, l'ouvrage relève de plusieurs genres.

C'est assurément aussi un livre de combat, qui vise à dresser le bilan négatif de dix-huit mois de gouvernement socialiste ; un bilan en forme de réquisitoire, qui ne laisse rien passer des erreurs et des fautes manouvrières et fait un sort à toutes les phrases malheureuses ou provocantes échappées à nos dirigeants. C'est également un livre d'anticipation qui, s'interrogeant sur les dénouements possibles, esquisse pas moins de six scénarios pour la suite de la situation présente. Il propose encore un programme à l'opposition. C'est enfin un livre qui sollicite la réflexion et invite à la discussion.

RENÉ RÉMOND.

(Lire la suite page 18.)

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Liste

Cinq mille noms supposés sur une prétendue liste de Français ayant un compte en Suisse, et voici le pays divisé !

D'un côté, les impatients réclament des noms, des noms — comme si au plaisir d'être honnête devait s'ajouter la contemplation des fraudes démasquées.

De l'autre côté, il y a ceux qui prient le ciel pour que toutes les listes gardent leur secret. Certains, bien sûr, parce qu'ils risquent d'y apparaître. Mais d'autres parce qu'ils n'ont aucune raison d'y figurer alors qu'ils font croire le contraire. On voudrait, pour ceux-là, que s'ajoute à leur honte d'être pauvres, celle d'être pris pour d'honnêtes citoyens !

BRUNO FRAPPAT.

HENRI AMOUROUX

Vingt mois de pouvoir socialiste.

Plus que de la politique, DE L'HISTOIRE DÉJÀ...

ROBERT LAFFONT

ce que vivent les roses

ROBERT LAFFONT

Le Monde

idées

Pas de pari sur le découplage

par PHILIPPE RICHER (*)

MISSILES (Suite)

L'article de Gabriel Robin « Hors des Pershing point de salut ? » (*Le Monde* du 18 janvier) a suscité d'intéressantes répliques de nos lecteurs. Nous avons publié le 22 janvier celle de Pierre Lellouche. Nous redonnons aujourd'hui la parole aussi bien à M. Robin, qui demande si la perspective du déploiement des euromissiles n'est pas la raison principale du progrès outre-Rhin des idées pacifistes, qu'à M. Lellouche. Celui-ci est persuadé pour sa part que ce progrès résulte de la rupture de l'équilibre militaire recherché depuis vingt ans par les Soviétiques. Philippe Richer redonne toute décision qui aboutirait à donner à Moscou un droit de veto au moins implicite sur l'armement de l'alliance atlantique.

L'UNION soviétique installe tranquillement, depuis six ans, 234 fusées visant 702 cibles stratégiques en Europe (France comprise). Dans le même temps, l'OTAN n'accroît pas son armement nucléaire d'un iota. Au début de 1983, elle ne dispose toujours d'aucun missile pouvant riposter sur le sol soviétique. Récemment, non sans impudence, Moscou présente comme une grande concession de ne plus viser seulement que 496 cibles et avertit que la moindre parade à ses SS-20 lui donnerait le « droit » de restaurer par des armes supplémentaires l'équilibre détruit.

C'est alors que Gabriel Robin, qui feint d'ignorer les raisons du président de la République à rompre le silence de son prédécesseur sur une question cruciale pour l'Europe, pose, sous un titre déjà interrogatif, six questions. Son but avoué était de calmer cette « furia française », qui, en l'absence de réflexion, serait à la source des « obscurités », des « peu-près » et des « inexactitudes flagrantes » que nourrissent tous ceux qui tendent, selon lui, à faire travailler la France pour le « roi de Prusse ».

Une question tout d'abord : est-il de notre intérêt, devant l'intimidation assez cynique des Soviétiques, de ne pas participer à la réflexion de nos alliés européens ? La réponse est non. Faut-il rappeler que la solidarité avec nos alliés n'est pas contradictoire avec notre indépendance ; que si notre sécurité passe — en dernier recours — par notre force de frappe, elle dépend tout autant de la cohésion d'une Europe prête à se défendre, et — surtout — que les SS-20 sont, comme le rappelle ici Michel Tatu (*Le Monde* du 19 janvier), l'« arme du découplage », c'est-à-dire celle dont les capacités techniques permettent de déchirer le tissu politique de l'alliance atlantique ? Le débat public en Europe prouve bien que les SS-20 ont cette fonction dans la stratégie soviétique de prise de contrôle politique de l'Europe.

La guerre impossible

Même si G. Robin se refuse à admettre que la politique extérieure du président de la République n'a d'autre fondement que l'intérêt de la France, comment pourrait-il nier que le chef de l'Etat est remonté au souci essentiel de la France en déclarant devant le Bundestag : « Il faut que la guerre demeure impossible » ? Mais notre auteur a sa question : « Hors des Pershing, point de salut ? » Et son doute, qu'il expose en interrogant.

Chacun sait qu'il suffirait d'une toute petite partie de l'arsenal nucléaire des deux superpuissances pour mettre l'Europe en ruine. Et chacun devrait savoir que le gouvernement français n'a jamais présenté le Pershing comme une panacée de la sécurité en Europe. Quant à M. Robin, il sait que l'accord de la France à la décision de l'OTAN se fonde sur le caractère double du choix fait par nos alliés, annoncer les armes nouvelles nécessaires pour rétablir l'équilibre, mais simultanément proposer la négociation pour retrouver, sans nouveau déploiement, cet équilibre grâce au retrait des fusées soviétiques qui l'avaient rompu. Pourquoi, dès lors, l'étonne-

ment que reflète le titre de l'article, d'autant que M. Robin rappelle justement qu'il n'est pas question pour la France d'être impliquée dans la négociation de Genève ?

Puisque le parti pris est celui de la réflexion à la haute plume sous forme de questions, peut-être est-il préférable non d'ajouter à la perplexité de l'auteur en lui en posant d'autres, mais de répondre aux siennes.

1) Les SS-20, dit-il d'abord, ne constituent pas une menace. SS-4 et SS-5 pouvaient déjà détruire l'Europe. Si cette argumentation signifie que la menace que fait peser sur l'Europe la supériorité acquise par l'U.R.S.S. dans cette catégorie d'armes ne doit vraiment pas nous inquiéter, on ne voit pas ce qui empêcherait l'U.R.S.S. d'installer indéfiniment des missiles toujours plus précis, braqués sur nous et nos alliés, et cela sans que personne (et surtout pas la France) proteste.

2) Les ravages accomplis par une utilisation massive des SS-20 équivalraient à un holocauste. Certes, il n'y a pas, pourrait-on dire, de « chirurgie » sans perte de sang. Mais, dit l'auteur, il resterait les sous-marins britanniques et français. Voudrait-il dire par là que la France (et la Grande-Bretagne) doivent étendre leur protection nucléaire à l'ensemble de l'Europe ? Ou suggère-t-il une abstention de la France, par un repli total sur son « sanctuaire », politique que M. Robin sait contraire aux orientations de la loi de programmation militaire 1977-1982 ?

Si nous annonçons aujourd'hui qu'une frappe dissuadante de SS-20 sur nos alliés européens serait suivie d'une frappe stratégique française, autant demander tout de suite le départ des Américains et la dissolution de l'OTAN. Si M. Robin ne le demande pas, c'est sans doute qu'il constate que ni les Américains ni nos alliés ne disposent en Europe d'aucune contrepartie à cette « frappe désarmante ». Sans même être diplomate, ce qu'il est, M. Robin « sent » sûrement que cette situation peut faire croire à l'U.R.S.S., et tout autant aux Européens, que la force soviétique est sans réplique.

3) L'argument des « six minutes », utilisé contre les Pershing, « n'a de réalité que subjective ». M. Robin a raison de le concéder. Mais, au lieu d'évoquer la crise de Cuba, comme voudraient le faire croire les Soviétiques, les Pershing ne seraient que rétablir un équilibre en complétant un dispositif de défense menacé par le déploiement des SS-20.

Soucieux d'analogie historique, G. Robin aurait pu noter, à propos de la crise de Cuba, que, en fonction d'une décision prise antérieurement, les Etats-Unis avaient compensé le non-déploiement des fusées soviétiques dans les Caraïbes en achevant de retirer d'Europe (Turquie) leurs fusées Thor et Delta. Pour échapper au péché d'« arrimage », que notre auteur attribue aux Américains, Moscou devrait aujourd'hui envisager avec sérieux le démantèlement des SS-20 pour compenser le non-déploiement des Pershing.

4) Le raccourci est une méthode propre à accroître la confusion ambiante. Mais, face à celui qui laisse entendre qu'on ne peut à la fois dé-

(*) Ancien fonctionnaire des affaires étrangères, ancien officier.

noncer le déséquilibre nucléaire et prôner la dissuasion du « faible au fort », il est loisible d'affirmer sans épiloguer et sans se contredire : si la France, pour sa survie, compte sur une force de frappe qui se mesure à l'une des exigences d'une riposte suffisamment dissuasive, si simultanément les alliances qui se font face en Europe, avec une doctrine et des moyens différents des nôtres, doivent s'équilibrer globalement.

5) Il est vrai que les Américains, et non les Soviétiques, ont évoqué les premiers la possibilité d'une guerre limitée, et si les Américains ont élargi la doctrine de la « réponse flexible », G. Robin sait que cette doctrine n'est pas celle de la France. Mais le problème est-il vraiment là ? En vérité, le problème est présenté exactement à l'envers. Ce sont les armes soviétiques, non les autres, qui rendent plus vraisemblable la « guerre nucléaire limitée » en Europe. C'est précisément pour éviter le risque de la guerre limitée, impliqué par le découplage, que la modernisation des forces de l'OTAN a été prévue. C'est encore pour annihiler ce risque qu'il importe de travailler à une élimination négociée des SS-20.

Un droit de veto ?

C'est tout — et alors pourquoi croire ou vouloir faire croire que la France oserait « à sa tentation de travailler pour le roi de Prusse » ? Serait-ce un fantasme d'une Allemagne en mal de ne pas être puissance nucléaire qui hanterait M. Robin ? Qu'il tende l'oreille aux bruits qui viennent d'au-delà du Rhin et il se rassure : il a raison. Cependant, en évoquant le roi de Prusse, G. Robin a tout aussi bien pu exprimer son angoisse devant la fibre de « national-neutralisme » de certains Allemands, selon l'expression forgée par P. Lellouche (*Le Monde* du 22 janvier).

Mais, alors, celui qui ne néglige pas la virulence de ce sentiment, apparaît bien avant la « double décision » de l'OTAN, pourrait rappeler que c'est pour répondre à l'angoisse de ses compatriotes que le chancelier Schmidt avait soumis à ses alliés le problème du déséquilibre engendré précisément par les SS-20. Il cherchait une parade à leur menace qui était les doutes dont la tentation neutraliste s'est alimentée depuis. Mais pour que « la guerre demeure impossible », comme le réclamait le président de la République au Bundestag, et comme M. Robin le souhaite, il devrait se convaincre que « quiconque ferait un pari sur le découplage entre l'Europe et les Etats-Unis mettrait... en cause l'équilibre des forces et le maintien de la paix ». Et, pour éviter à tout un chacun de parier.

Engagé à répondre plus qu'à interroger, je devrais m'arrêter là. Pourtant, comment s'empêcher de penser que, dans l'hypothèse où l'OTAN oserait, l'U.R.S.S. ferait d'une pierre deux coups : au coup de fouet qui déferait le « national-neutralisme », s'ajouterait un droit de veto, impitoyable mais certain, de Moscou sur l'armement de l'alliance. D'où ma question : « A quand le droit de veto sur votre armement ? Question bien difficile à reformuler lorsque Moscou vient de faire à nouveau état de son projet de prise en compte des forces stratégiques française et britannique.

Réponse à une réplique

par GABRIEL ROBIN (*)

de notre glorieux allemand, pour qui s'alarme-t-il sinon pour la France ? Je veux bien que son nationalisme soit plus éclairé que le mien, mais non qu'il cesse d'être un du simple fait qu'il est le sien.

Robin égale Giscard ? Je ne rogne nullement, au contraire, d'avoir servi l'ancien président de la République. C'est le connaître mal cependant que l'imaginer se faisant le porte-parole docile d'un de ses conseillers. Que, d'autre part, un haut fonctionnaire puisse être loyal sans abdiquer ses convictions, qu'il puisse même, libre à nouveau, exprimer des idées qui ne sont qu'à lui, sont-ce là des merveilles inconcevables ? M. Lellouche a le droit de juger, comme il l'entend, le voyage à Varsovie mais, pour m'y attribuer un « rôle-clé », qu'en sait-il ? Quand on profère des accusations qu'on croit et veut infamantes, qu'on sait au surplus qu'une élémentaire correction réduit au silence celui à qui on les destine, on pourrait, il me semble, avoir l'élégance de citer ses preuves, si on en a, ou la pudeur de se taire, si on n'en a pas.

Ce que je regrette le plus dans les propos de M. Lellouche, c'est que, ayant, à travers moi, répondu à d'autres, il soit conduit, quand il s'agit de mes arguments, à répondre à côté.

Ajouté contesté la capacité des SS-20 de « frapper toutes les cibles militaires importantes des pays de l'alliance » ? Pas du tout. Je maintiens seulement que les SS-4 et 5

Une continuité rétablie

par PIERRE LELLOUCHE (*)

M. ROBIN — et c'est de bonne guerre — a répondu à ma critique, il est vrai trop « personnelle » par endroits, par une contre-attaque tout aussi personnelle. Ne désirant pas éduquer le débat sur le fond par une polémique de personnes, je ne le suivrai pas sur ce terrain.

Un mot pourtant pour clore ce chapitre : contrairement à un certain milieu bien parisien qui préfère la méthode des sous-entendus feutrés colportés dans les « diners en ville », je crois qu'il est des périodes et des sujets si graves qu'il vaille d'appeler un chat un chat, et de prendre publiquement la parole. De ce point de vue, M. Robin a su — et je suis le premier à le reconnaître — le courage de ses opinions en critiquant publiquement — et fort peu « diplomatiquement » d'ailleurs — la position actuelle de la France dans l'affaire des euromissiles. Qu'il ne s'étonne donc pas que je lui réponde en termes aussi vifs, puisque aussi bien, M. Robin, même s'il s'en défend trop modestement, représente un courant de pensée important dans ce pays. A droite, comme à gauche d'ailleurs.

Mais, revenons au fond du débat, car il est évident que la France est elle aussi appelée à subir la controverse nucléaire qu'ont connue tous les pays occidentaux depuis cinq ou six ans.

Et d'abord, sur le problème du couplage et du SS-20. Contrairement à M. Robin, je maintiens que le SS-20 a tout à voir dans le phénomène de découplage nucléaire que les Soviétiques cherchent depuis vingt ans à imposer à l'Europe.

Le rôle des vieux SS-4 et 5 était à l'origine de prendre l'Europe en otage, par la menace d'une force de frappe massive anti-cités, à l'époque où l'U.R.S.S. était vulnérable face à la supériorité américaine. Par contre, dans le contexte stratégique actuel où Moscou a réussi à neutraliser, par la parité, l'arsenal stratégique américain tout en renforçant la supériorité de ses forces conventionnelles en Europe, le SS-20 lui fournit à la fois une capacité de frappe militaire, une arme de contre-dissuasion et un moyen de chantage permanent contre les Européens.

Car, en cas d'attaque de l'armée rouge sur le Vieux Continent, le président américain n'aurait, en l'absence de Pershing, d'autre choix que de déclencher une guerre nucléaire totale. Un « tout ou rien » tout aussi inacceptable (autant par les Européens que les Américains d'ailleurs) que parfaitement crédible.

Il est non pas surprenant que toute une école de pensée américaine — que j'ai publiquement critiquée (1) — en ait tiré la conclusion que l'OTAN doit renoncer au premier emploi. Conclusion immédiatement appuyée par M. Brejnev — quelle coïncidence ! — en juin dernier et tout récemment encore par M. Andropov. Dans ce contexte, il est impensable, si l'on veut préserver l'actuel système de sécurité en Europe, soit d'éliminer les SS-20 par la négociation (ce qui est improbable), soit de déployer des armes analogues qu'il d'Europe pourront atteindre l'U.R.S.S. et donc ôter toute idée aux dirigeants du Kremlin que leur « sanctuaire » sera préservé.

(1) Voir mes articles sur ce sujet dans *Newsweek* du 17 mai 1982 et dans *Le Point*.

même s'ils lancent l'armée rouge contre l'Europe.

Le Pershing, en constituant — et les Soviétiques le reconnaissent eux-mêmes — une menace stratégique contre l'U.R.S.S., restaure donc cette continuité stratégique fondamentale entre la terreur européenne et la sanctuaire des Deux Grands. Du même coup, l'inviolabilité et le partage du risque nucléaire qui sont les éléments-clés de la discussion sont également rétablis.

Le symbole et la volonté

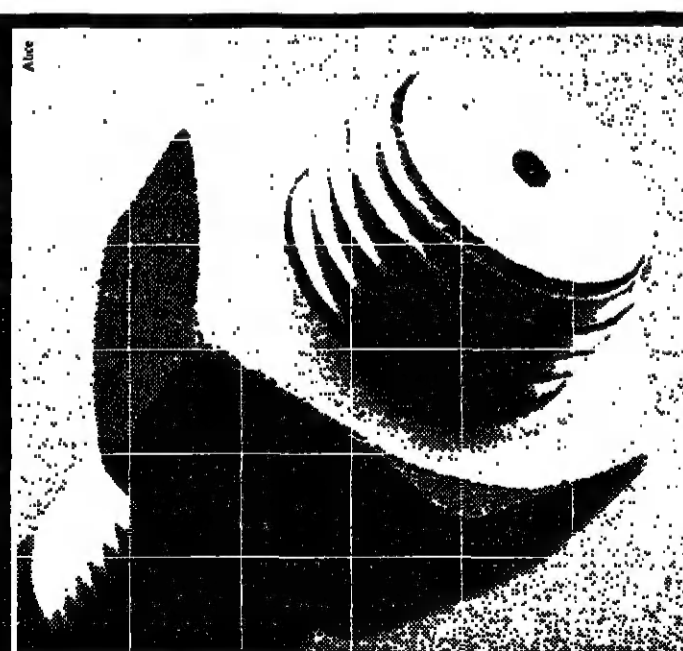
Reste, bien évidemment, que même avec les Pershing, les Européens ne pourront jamais être sûrs que le président américain appuiera dans tous les cas « sur le bouton ». L'argument est connu dans les mouvements pacifistes, et M. Robin l'a repris à son compte en ces termes : « Si la volonté existe, le symbole est superflu, si elle n'existe pas, il est trompeur ». Malgré son élégance, c'est la formule qui est trompeuse et même quelque peu facile. Il serait, bien sûr, bien plus agréable pour les Européens de jouir d'une garantie nucléaire absolue des Etats-Unis sans avoir à fournir le moindre effort militaire, sans avoir non plus à accepter sur leur sol le moindre arme atomique.

Kissinger, sur ce point, souffrait justement il y a quelques années que le « rêve secret des Européens » est de voir les deux superpuissances se faire la guerre nucléaire au-dessus de leur tête. Mais, est-ce réaliste ? Le problème de la « volonté », à l'âge de la parité nucléaire, ne peut plus se poser en termes abstraits. Pour qu'elle puisse exister, la « volonté » américaine de défendre l'Europe doit être étayée par des armes capables de remplir cette tâche. Le Pershing est donc bien plus qu'un « symbole » ; au demeurant, la bataille qui livre la diplomatie soviétique depuis quatre ans contre la décision de l'OTAN n'a rien de symbolique !

Reste l'enjeu politique de tout cela, à savoir l'Allemagne. Toute la gravité du débat actuel en R.F.A. vient précisément de ce que les Allemands ont été les premiers à reconnaître les nouvelles réalités stratégiques que je viens de rappeler, mais que leur situation d'Etat divisé et le chantage permanent que Moscou a su en tirer les empêchent aujourd'hui de mener à bien les choix militaires qui sont nécessaires.

Je résume, quand il me — et c'est le fond de la querelle avec M. Robin — persuadé que la France doit et aurait dû il y a six ans intervenir dans le débat pour précéder dans l'Allemagne à surmonter la tentation d'échanger sa neutralisation progressive contre une hypothétique rémission que Moscou ne lui concéderait d'ailleurs jamais. Ce ne sont donc pas les Pershing qui valent à l'Occident de perdre le cœur des Allemands. Mais bien la rupture de l'équilibre militaire que les dirigeants soviétiques ont sciemment mené à bien depuis vingt ans, avec l'ajout d'imposer leur nouveau ordre politique en Europe. Faut-il l'indifférence face une telle situation, comme ce fut le cas sous le septennat présidentiel, c'était non seulement « travailler pour le roi de Prusse », mais aussi pour le tsar de toutes les Russies.

(*) Directeur d'études à l'Institut français des relations internationales.



Partager le travail

UNE AUTRE CIVILISATION INDUSTRIELLE

Par Michel Guillaume. Préface de Michel Rocard.

Comment dépasser le chômage et — en même temps — favoriser l'adaptation des entreprises, renouveler le tissu industriel, gagner en productivité et inventer d'autres modèles d'organisation ? « Partager le travail » est une réponse décisive à ces questions. Devant les impasses des politiques d'"avant-crise" et des mesures actuelles de répartition de l'emploi..., nous pouvons peut-être imaginer une autre civilisation industrielle.

Collection "Economie en liberté" - 256 pages - 135 F

pu

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

150

DIPLOMATIE

M. CHEYSSON VA SE RENDRE A DAMAS, A AMMAN ET A BAGDAD

Le ministre des relations extérieures réaffirme le soutien de la France à l'Irak

Le voyage à Damas, à Amman et à Bagdad de M. Cheysson, qu'il a lui-même annoncé jeudi 7 février devant la presse diplomatique française, doit avoir lieu très prochainement, sans doute pendant le prochain week-end, et avant sa visite à Moscou. Le ministre des relations extérieures a précisé qu'il partirait pour la capitale syrienne le 16 février (M. Cheysson, qui n'est allé jusqu'à présent en Union soviétique qu'une fois, pour les obsèques de Brejnev, en novembre dernier, prolongera sa visite jusqu'au 20 par un séjour à Leningrad).

M. Cheysson a présenté son voyage dans trois capitales du Proche-Orient comme une reprise de contacts normale pour un ministre qui veut avoir des relations actives avec l'ensemble du monde arabe, qui n'est allé à Damas et à Amman qu'au tout début de son installation au Quai d'Orsay et qui n'a fait à Bagdad qu'une escale de quelques heures, l'an dernier.

Le ministre des relations extérieures a souligné qu'il tiendrait toujours le même langage dans trois pays pourtant « très différents ». Ces pays se trouvent au cœur d'une situation complexe où s'entremêlent plusieurs conflits : la Jordanie, dont le régime est modéré, est la plus profondément impliquée dans le conflit avec Israël ; la Syrie, dont le régime se veut progressiste, occupe une partie du Liban, est en partie occupée par Israël, et soutient l'Irak qui est en guerre avec l'Irak, en fermant notamment un oléoduc par où le pétrole irakien pourrait être exporté. C'est certainement à cette guerre irakienne que l'essentiel des conversations de M. Cheysson à Damas et à Bagdad sera consacré.

Interrogé par la presse diplomatique sur le soutien de la France à l'Irak, M. Cheysson a d'abord souligné la « continuité » de cette politique commencée par M. Chirac quand il était premier ministre et qui la juge toujours « raisonnable ». A l'exception de la Libye, a encore dit M. Cheysson, l'ensemble des pays arabes, dont la France se veut

« très proche », lui demandent de soutenir l'Irak pour « que les Irakiens ne partent pas dans un de ces grands mouvements vers l'ouest comme il y en a eu déjà dans l'histoire ». Beaucoup de pays, au-delà même du monde arabe, a encore dit le ministre, s'inquiètent des effets « de la révolution khomayniste que l'on trouve dans de nombreuses opérations de déstabilisation ». L'Irak ayant renoncé à conquérir des territoires au-delà de sa frontière, la France, estime M. Cheysson, ne peut « rester indifférente » et repousse des demandes irakiennes.

Après avoir indiqué que l'Irak payait comptant, M. Cheysson a poursuivi : « Les Irakiens connaissent momentanément des difficultés économiques en raison du problème d'écoulement du pétrole. Qu'envisage-t-on si nous avions dit : « Si vous ne pouvez plus être exportés, on ne vous connaît plus ? Une telle politique correspond-elle à notre volonté de servir le monde arabe (...) et la cause de la paix. Nous n'avons pas changer de politique parce que l'Irak, comme tant d'autres et peut-être pour un temps très court, a besoin de quelques crédits. »

Cauchemar au Liban

Interrogé sur le risque que « la grande Syrie » et « le grand Israël » réduisent à leur merci « le petit Liban », sous « le patronage de la force multinationale », M. Cheysson a répondu : « C'est notre cauchemar », ajoutant que la France avait comme objectif de restaurer le Liban dans ses frontières, qu'elle avait répondu immédiatement à son appel pour un renforcement de la force multinationale et que celle-ci ne se laisserait pas réduire à l'impuissance comme les « casques bleus » de l'ONU.

Comme on demandait à M. Cheysson si le gouvernement fermerait le bureau de Paris de l'O.L.P. parce qu'elle avait revendiqué le dernier attentat de Tel-Aviv, M. Cheysson a répondu que ce se-

rait « un paradoxe intolérable ». L'O.L.P. étant « un des éléments dont la contribution est nécessaire à une négociation de paix ».

A propos de son voyage à Moscou, M. Cheysson a renouvelé sa « condamnation » de certains « décisions » soviétiques : présence armée en Afghanistan, pressions sur la Pologne, accumulation d'euro-missiles. « Cette condamnation a été exprimée et le sera, a-t-il dit, et empêchera les relations franco-soviétiques d'être régulières, normales et confiantes ». Mais, a dit M. Cheysson, la France doit avoir avec une superpuissance, « qui fut notre alliée il n'y a pas si longtemps », des relations économiques, commerciales et culturelles que « personne, pas même nos meilleurs alliés, ne nous empêchera de développer pour autant que cela ne renforce pas le potentiel militaire du pays de l'Est ». Son voyage à Moscou, a souligné M. Cheysson, a été envisagé avant le changement de direction en U.R.S.S. « J'espère rencontrer plusieurs dirigeants, sans en avoir la moindre certitude », a-t-il dit, faisant implicitement allusion à un entretien avec M. Andropov.

« Echec à Genève égale Pershing »

Sur les euro-missiles, M. Cheysson a déclaré : « Le problème est de savoir si M. Andropov croit qu'il faut retrouver l'équilibre dans le domaine des armes nucléaires à moyenne portée. Le problème ne se pose pas entre l'Union soviétique et la France, mais entre l'Union soviétique et des territoires dépendants de toute possibilité de riposte de cette nature. Ces pays sont menacés d'armes qui, en six minutes, peuvent les atteindre et détruire la totalité de leurs objectifs militaires et qui n'ont d'autre réponse que la catastrophe mondiale par des armes nucléaires stratégiques. (...) »

Si M. Andropov comprend que l'échec des négociations soviéto-américaines de Genève signifie au-

tomatiquement l'installation de fusées américaines Pershing (en R.F.A.), « ce doit être une équation mathématique : échec à Genève égale Pershing. Je suis convaincu qu'on arrivera à un accord à Genève. A quel niveau ? Je n'en sais rien. Mais nous souhaitons que ce soit le plus bas possible. »

M. Cheysson s'est cependant déclaré « relativement optimiste » parce que M. Andropov a fait des propositions « insuffisantes », mais « intéressantes » ou « qui vont dans le bon sens ». « Ce qui prouve que les Soviétiques prennent l'affaire au sérieux. »

L'« agression » américaine

Évoquant l'affaire Barbic et les horreurs du nazisme (voir page 10), M. Cheysson a déclaré que cela ne serait pas arrivé sur « une terre de vieille civilisation », si l'Allemagne n'avait pas été réduite « au désespoir » par le chômage et l'isolement. « La construction européenne », dit M. Cheysson, est une réponse aux angoisses que peut éprouver le peuple allemand. »

Toutes ces questions, a enfin dit M. Cheysson, seront discutées ce mardi, à Paris, avec le vice-président américain, M. Bush. Mais il a ajouté : « J'ai l'intention d'évoquer aussi l'agression américaine sur des marchés agricoles extérieurs traditionnellement desservis par l'Europe (...) ». Que les États-Unis, champions du libéralisme, décident de se réserver le marché japonais, concluent un accord qui leur en donne l'exclusivité, en violation de toutes les règles de l'accord général sur le commerce (GATT) et de la décade, fassent sur ces marchés des subventions qui dépassent tout ce qu'on pouvait imaginer, voilà une manière de faire qui nous surprend (...) et nous inquiète pour la suite de nos rapports. »

MAURICE DELARUE.

(1) Voir Le Monde des 21 et 27 janvier.

LA TOURNÉE EUROPÉENNE DU VICE-PRÉSIDENT AMÉRICAIN

M. Bush a demandé à Moscou de « faire un pas de géant » vers la paix

De notre correspondant

Rome. — La visite de M. Bush en Italie n'était certes pas l'étape la plus délicate du voyage du vice-président américain dans sept pays européens. Le gouvernement italien a été, en effet, le premier à donner son accord à l'installation sur son territoire de cent douze missiles de croisière et à accepter l'option « zéro » proposée par les États-Unis comme base de négociation à Genève, entre Américains et Soviétiques.

As cours de ses entretiens avec les principaux dirigeants italiens et les chefs des partis composant la majorité (M. Bush n'a pas eu d'entrevue avec M. Berlinguer, chef du P.C.), le vice-président américain n'a cependant peut-être pas obtenu un « blanc-seing » aussi entier qu'il pouvait l'espérer de la part des Italiens, malgré le climat chaleureux de sa visite à Rome.

L'Italie, que M. Bush a qualifiée de « partie vitale de l'Alliance atlantique », semble souhaiter que les partenaires européens des États-Unis soient plus étroitement associés à la tactique des négociations. Selon la Stampa, M. Colombo, ministre des affaires étrangères, aurait notamment fait clairement comprendre au vice-président américain que « les Italiens, comme les autres gouvernements européens, commencent à douter que l'option zéro » soit une base valide de négociation et considèrent en revanche comme indispensable de faire apparaître des solutions de compromis ».

As cours de sa conférence de presse, M. Bush a rappelé que l'option zéro « était une proposition de « nature morale » et que « le fait qu'elle ne soit pas acceptée par les Soviétiques ne signifiait pas qu'il faille en abandonner une autre ». « Nous demandons aux Soviétiques de faire un pas de géant en direction de la paix », a déclaré M. Bush, affirmant que les Américains n'avaient pas d'autre proposition à faire. « Si les Soviétiques ne sont pas d'accord avec l'option zéro », pourquoi n'avancent-ils pas une autre proposition ? », a-t-il dit encore.

Du côté italien, ce sont surtout les socialistes qui ont incité les Américains au compromis. Le P.S.I. se trouve en effet partagé entre sa position de membre de la majorité gou-

vernementale, qui a entériné la politique américaine, et sa situation de parti socialiste qui ne veut pas être le dernier en Europe à soutenir l'idée d'une alternative à l'option zéro. M. Craxi a notamment souligné la nécessité de trouver un équilibre nucléaire « valable et jugé acceptable en premier lieu par les Européens ».

Le vice-président américain s'est refusé à tout commentaire sur ses entretiens avec Jean-Paul II. Du côté américain, on laisse entendre que M. Bush qui, à maintes reprises, a souligné l'aspect « moral » de la politique des États-Unis, a cherché à exposer celle-ci au pape de manière à l'inciter à ne pas soutenir l'initiative des évêques américains qui condamnent le principe même de la dissuasion nucléaire. M. Bush a, semble-t-il, fait valoir qu'une renouciation à cette possibilité de menace affaiblirait l'Occident face à l'Union soviétique.

PHILIPPE PONS.

L'équilibre des forces en Europe

(Suite de la première page.)

De même, les Français s'inquiètent au moins autant que les Américains à l'idée que l'option en République fédérale d'Allemagne pourrait dériver vers un neutralisme teinté de pacifisme qui ne ferait plus de ce pays un allié sûr. La France, même si elle a son propre système de défense nucléaire, a intérêt à préserver son « glacis » allemand.

Mais cette préoccupation commune ne signifie pas une approche identique sur tous les détails. M. Mitterrand, qui se targue d'avoir lancé le slogan de l'option zéro (ni Pershing ni SS-20) bien avant M. Reagan, considère que cette solution « idéale » peut et doit être le point d'arrivée d'une négociation réussie, mais qu'elle ne devrait pas en être le point de départ obligatoire, comme l'ont suggéré longtemps les responsables américains.

De même, Paris n'a pas attendu que M. Bush ait concédé que l'option zéro « n'est pas à prendre ou à laisser », pour parler de solution intermédiaire à rechercher entre les positions des deux Grands. Et

M. Mitterrand semble sensible à l'argument des Soviétiques selon lequel l'installation en R.F.A. de fusées Pershing, dont le temps de préavis est des plus réduits, mettrait Moscou dans une situation difficile.

C'est pourquoi la position française est en fait moins rigide qu'il n'est apparu après le discours de M. Mitterrand le 20 janvier devant le Bundestag, en tout cas moins « atlantique » qu'il s'est dit parfois. Simplement, Paris est favorable à un compromis comportant au moins la menace d'un déploiement occidental limité, voire ce déploiement lui-même, dans la mesure où l'U.R.S.S. n'accroît pas de réduire ses SS-20 en quantité suffisante et où la présence en Europe occidentale de missiles capables de frapper le territoire soviétique permettrait une réponse moins « flexible », dissuadant donc plus sûrement une agression et « recouperait » l'arsenal stratégique américain au « théâtre » européen.

Les socialistes français se distinguent par-là de leurs homologues ouest-allemands, néerlandais et britanniques qui, en fait, ne veulent pas du déploiement occidental et sont prêts pour cela à concéder aux Russes, d'une part, une quantité respectable de SS-20, d'autre part, de nouveaux délais avant l'option de la fin 1983 prévue par l'OTAN.

Cela dit, comme M. Mitterrand l'a dit à Bonn, « la France entend laisser les négociateurs libres de leur conduite ». On semble conscient dans les milieux responsables français des inconvénients qu'il y aurait à « en faire trop », notamment en prenant publiquement position sur les solutions qui pourraient venir en discussion à Genève.

M. Bush réapparaît sans doute au président de la République le refus de Washington de prendre en compte dans cette négociation les missiles français. Mais que dira-t-on en France si ces forces sont implicitement comptabilisées ailleurs, par exemple dans les conversations START que les deux grands puissances mènent parallèlement sur leurs armements à longue portée ? C'est une des questions qui pourrait être évoquée à l'Élysée ce mardi, mais il ne faut sans doute pas attendre beaucoup d'explications publiques à ce propos.

MICHEL TATU.

A TRAVERS LE MONDE

Australie

• M. BOB HAWKE CONDUIRA LE LABOUR aux élections anticipées du 5 mars prochain. Il a été élu sans opposition président du parti ce mardi 8 février, à la suite de la démission, la semaine dernière, de M. Bill Hayden. — (A.F.P.)

[Né à Paris, en Australie occidentale, il y a cinquante-trois ans, diplômé d'Oxford, M. Hawke a été président des syndicats australiens (ACTU) de 1970 à 1980. Président fédéral du Labour depuis six ans, député depuis 1980, il était porte-parole de son parti pour les relations industrielles. Il fait partie de l'aile modérée des travaillistes.]

Tchécoslovaquie

• LA PEINE DE PRISON DE VACLAV HAVEL « INTERROMPUE ». — La peine de prison du dramaturge tchécoslovaque Václav Havel a été « interrompue » pour des raisons de santé, et il a été placé, lundi 7 février, dans un hôpital civil de Prague, a-t-on appris par ses pro-

ches. M. Havel purgait, depuis 1979, à la prison de Bory, en Bohême occidentale, une peine de quatre ans et demi pour ses activités au sein du VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies). Il avait été transféré le 24 janvier à Prague, à l'hôpital de la prison de Pankrac, à la suite d'une pneumonie. — (A.F.P.)

U.R.S.S.

• LA GRANDE-BRETAGNE DEMANDE LA LIBÉRATION DE CHITCHARANSKI. — M. Francis Pym, secrétaire au Foreign Office, a convoqué, lundi 7 février, l'ambassadeur d'U.R.S.S., pour lui demander la libération immédiate du dissident soviétique Anatoli Chitcharanski. De source autorisée, on indique que cette initiative a été prise en raison du nombre de informations faisant état d'une grave détérioration de l'état de santé du détenu, qui purge depuis 1978 une peine de treize ans de prison. — (Reuters.)

ASIE

LA FIN DU VOYAGE DE M. SHULTZ

Les États-Unis souhaitent un renforcement des potentiels militaires japonais et sud-coréen

Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, est arrivé ce mardi 8 février à Hongkong, dernière étape de son voyage en Asie, où il doit notamment présider une réunion des ambassadeurs des États-Unis dans la région.

Lundi, à Séoul, M. Shultz avait eu des entretiens avec le président sud-coréen, M. Chun Doo-hwan, ainsi qu'avec son premier ministre, M. Kim Sang-hyun. Les conversations ont principalement porté sur la coopération en matière de défense, en particulier sur l'aide que les États-Unis se proposent d'apporter à la Corée du Sud pour renforcer sa propre industrie militaire.

De notre correspondant

Tokyo. — Manœuvres militaires américano-sud-coréennes, nouvelles déclarations faites à Washington et à Tokyo en matière de défense et de coopération stratégique, mise en état d'alerte de l'armée nord-coréenne, protestations soviétiques et chinoises et appels à la reconnaissance diplomatique réciproque des deux Corées. Tous ces développements intervenus au cours des derniers jours constituent la toile de fond internationale de la visite de M. Shultz à Séoul — l'un des bastions de la stratégie anticomuniste et antisoviétique des États-Unis dans la région. Ils paraissent confirmer la tendance déjà notée au cours des dernières semaines — notamment depuis le changement de gouvernement au Japon et après les visites de M. Nakasone à Séoul et à Washington — à un renforcement du dispositif régional américain prenant appui non seulement sur le renforcement des potentiels défensifs nippon et sud-coréen, mais aussi sur leur coopération diplomatique et militaire au sein de la stratégie globale des États-Unis. C'est une évolution qui pose un problème majeur : celui de la participation du Japon à un système de défense collective, prohibée en principe par sa Constitution pacifique.

Début février, alors que M. Shultz entamait sa tournée asiatique, Américains et Sud-Coréens ont engagé, sur terre et sur mer, des manœuvres militaires d'une envergure exceptionnelle : 185 000 hommes et toute une flotte combinée, groupée autour du porte-avions nucléaire Enterprise. Cet exercice, baptisé « Esprit d'équipe 83 », doit se poursuivre jusqu'à la fin du mois. Il a entraîné la mise en état d'alerte des forces armées de la Corée du Nord, les protestations de Moscou et, aussi, celles de la Chine — amie privilégiée du régime communiste de Pyongyang — lors du séjour du secrétaire d'État américain à Pékin.

Au même moment, le sous-secrétaire d'État à la défense, M. Ike, laissait entendre, à Washington, que les forces navales du Japon pourraient être associées aux manœuvres américano-sud-coréennes dans la mer du Japon et dans le Pacifique nord-ouest. M. Ike a fait état d'une « opération flexible » visant à renforcer les capacités navales des trois nations pour contrer celles de la flotte soviétique dans la région.

Pour sa part, le premier ministre japonais, M. Nakasone, a déclaré, vendredi dernier devant le Parlement, que les forces armées du Japon pourraient prêter main-forte aux forces armées américaines au cas où celles-ci viendraient à être attaquées par un pays tiers dans l'exercice

d'une mission de protection du Japon. Pour le premier ministre, une telle collaboration équivaudrait à un acte japonais d'autodéfense en accord avec la Constitution et non pas à une action militaire collective.

De plus, le directeur de l'Agence nationale de la défense, M. Tanikawa, a déclaré que, en cas de conflit, les Japonais bloqueraient les détroits de Soya, Tsugaru et Tsushima — ce dernier séparant le Japon de la Corée du Sud — pour empêcher le passage des navires soviétiques.

Stratégie trilatérale

Depuis le changement de gouvernement à Tokyo, les positions et les responsabilités du Japon dans la stratégie américaine en Asie ne cessent d'être précisées dans le sens d'un renforcement. Il n'est cependant pas question, officiellement, d'une alliance tripartite États-Unis, Japon et Corée du Sud, inacceptable dans l'état actuel des choses par l'opinion publique japonaise et par nombre de gouvernements asiatiques.

Néanmoins, le partage des responsabilités de plus en plus évident entre les trois nations prend la forme d'une association militaire informelle mais certainement pratique. Outre les problèmes purement bilatéraux entre Séoul et Washington, M. Shultz ne devait pas manquer de se réunir avec les dirigeants sud-coréens et les moyens d'articuler soûplement et de développer cette stratégie trilatérale.

Enfin, la question d'une reconnaissance croisée des deux régimes coréens — celui de Séoul par un ou plusieurs grands pays du bloc communiste ; celui de Pyongyang par un ou plusieurs grands pays capitalistes — et celle, connexe, de l'admission des deux nations à l'ONU (proposition de type allemand) ont sans doute été abordés. C'est une solution que la diplomatie française s'efforce, par ailleurs, de promouvoir : M. Cheysson avait évoqué la question lors de sa visite en Chine l'été dernier.

Dernièrement, les Sud-Coréens ont sollicité l'aide des Japonais dans cette entreprise. Ils paraissent souhaiter que Tokyo reconnaisse la Corée du Nord en échange d'une normalisation entre Pékin et Séoul. Cela paraît difficile à réaliser dans l'état actuel des choses. C'est une part des liens étroits entre Pékin et Pyongyang et d'autre part de l'opposition de M. Kim Il Sung à toute consécration internationale de la division du pays.

R. P. PARINGAUX.

R.-L. Bruckberger

LE CAPITALISME mais c'est la vie!

J'aurai du moins rendu ce service à mes contemporains d'avoir mis en pleine lumière la riche signification d'un mot, d'un seul mot, dont on s'acharne depuis des siècles à obscurcir le sens originel. Le capitalisme, c'est la générosité de la vie, et un capitaliste, c'est d'abord une tête chercheuse.

R.-L. BRUCKBERGER

PLON

AFRIQUE

Ghana

Plus d'un demi-million d'expulsés du Nigéria ont été réintégrés dans leurs villages d'origine

L'expulsion des étrangers du Nigéria pourrait faire l'objet, dans les jours qui viennent, d'une réunion au Togo - où se trouve déjà le président Houphouët-Boigny - des chefs d'Etat du Conseil de l'Entente (Bénin, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Togo) en présence du président Hissène Habré du Tchad.

Accra. - « Ce matin je me suis dit que j'avais gagné », déclarait dimanche 6 février le commandant Obimpeh, chargé du rapatriement des expulsés ghanéens. Depuis le début de l'exode il a assuré la réception et le rapatriement vers leurs villages d'origine de plus d'un demi-million de ses compatriotes.

La frontière d'Accra a retrouvé son visage habituel et, à Accra, le principal point d'accueil des expulsés est presque désert. De six à huit mille personnes arrivent encore chaque jour et sont immédiatement transportées vers le Nord ghanéen par camions et autobus.

La campagne contre les étrangers se poursuivant au Nigéria, on attend encore un minimum de cent cinquante mille personnes. Mais le rythme est désormais fluide. De l'avis général, ce qui vient d'être accompli par le Ghana est un exploit.

Le Danemark vient d'acheminer par avion 24 tonnes de médicaments de base. Deux Transal de la Croix-Rouge sont arrivés ainsi que plusieurs avions Ilyouchine.

Cette aide permet de répondre aux besoins sanitaires de six cent mille personnes pendant un mois. Pour M. Caillaux, responsable de l'UNICEF à Accra, c'est insuffisant. « Les besoins d'urgence risquent de durer trois mois. Or les pays donateurs sont lents à réagir. La C.E.E. n'a pas encore voté le crédit de 5 millions de dollars promis qui, de toute façon, sera partagé entre le Ghana, le Togo et le Bénin. Il ne s'agit pas de soigner et de nourrir ces gens. Pour les réinsérer, il faudrait doubler le budget de l'aide. Nous ne l'obtiendrons pas », dit-il.

Correspondance

Il faut d'autre part acheminer cette aide. Or le gigantesque effort imposé au parc automobile ghanéen, déjà déficient, pour ramener les expulsés chez eux, l'a littéralement achevé. Sur les soixante victimes de cet exode dramatique, trente sont mortes d'accidents de transport au Ghana. Les pueus endommagés éclatent. L'attelage d'un camion, en se brisant, a précipité sa remorque dans un champ, tuant treize personnes. Les routes sont dans un état si lamentable que les camions surchargés se brisent. Le Ghana a désespérément besoin de pneus de camions et de pièces détachées.

Un « état d'urgence » bruyant ?

Dans le centre du pays, un convoi de première nécessité à destination de Kintampo est bloqué par un accident. L'insécurité est d'autant plus vive que cette ville est victime d'une épidémie de varicelle qui a déjà tué onze enfants. Or les programmes de vaccination ont été mal effectués ces deux dernières années. Le Conseil des églises, organisation bien implantée et qui nourrit cent mille rapatriés, est très inquiet.

M. Mame Aïcha, coordonnateur du programme des églises, décrit la situation alimentaire comme tolérable pour le moment. « Mais, ajoute-t-il, la dernière récolte de maïs en région asahanti est très maigre ; or cette région vient d'absorber 35 % de nouveaux venus. Les maladies qu'ils peuvent apporter sont nouvelles pour les habitants du cru, et, de ce fait, à moins de se répandre très rapide-

ment. Comment ferons-nous pour acheminer les soins en cas d'épidémie ? Et l'aide alimentaire ? Le déficit du pays en céréales est estimé à 300 000 tonnes. »

La F.A.O. prépare une substantielle aide pour le développement du maïs, mais, selon la plupart des experts ghanéens interrogés, il ne faut pas s'attendre à un « retour à la terre » des nouveaux arrivants. Pour l'un de ces derniers, interrogé à sa descente de bateau, « ceux qui sont allés vivre au Nigéria l'ont fait pour échapper à la réalité ghanéenne : cultiver pour manger ».

« Les habitudes que nous avons prises sont incompatibles avec le Ghana présent. Les instituteurs, les médecins, les ingénieurs, ont bien entendu le droit de rester au Nigéria. C'est un demi-million de « commerçants » qui viennent de rentrer », dit-il.

Les commerçants d'Accra, aux redoutables plus les « Agege boys », les garçons d'Agege, le quartier ghanéen de Lagos. « Ce sont des voyous très durs. Au contact de la violence de Lagos, ils ont appris à être sans merci. Le meurtre est monnaie courante là-bas », entend-on dire. La réputation de la capitale du Nigéria n'est plus à faire. Les rapatriés sont tenus de se présenter sous quinze jours au poste de police de leur lieu d'origine. Comment l'administration, déjà croulante, viendra-t-elle à bout de ces « permis de séjour » pour plus de cinq cent mille personnes ? Pour un diplomate, l'état d'urgence s'annonce dans lequel est tombé le pays depuis des années risque de devenir un « état d'urgence bruyant ».

THIERRY SECRETAN.

AMÉRIQUES

El Salvador

Toutes les unités de l'armée sont en état d'alerte pour faire face à une offensive de la guérilla

Le haut commandement de l'armée salvadorienne a mis toutes les unités militaires et les forces de sécurité en état d'alerte pour faire face à l'intensification des opérations de la guérilla sur tout le territoire, a-t-on annoncé officiellement lundi 7 février à San-Salvador. On signale, ce mardi 8, des offensives des groupes de guérilla dans plusieurs départements et même dans la capitale. Le Front Farabundo Martí de libération nationale a attaqué plusieurs localités dans le Chalatenango. Selon le correspondant de l'Agence France-Presse, ce département, situé au

nord du pays, serait pratiquement sous le contrôle des insurgés, l'armée ayant abandonné certaines de ses positions au cours des derniers jours.

On signale encore, ce mardi, l'occupation par la guérilla de San-José-Guyabal, dans le département d'Usulután, au sud-est, et des actions dans le département de San-Vincente, au centre du pays.

De passage à Paris, M. Guillermo Ungo, dirigeant du Front démocratique révolutionnaire du Salvador (F.D.R.), nous a déclaré que la rébellion ressemblait à une « révolution ».

« Nous renouvelons solennellement notre offre de négociation »

nous déclare le dirigeant du Front démocratique et révolutionnaire

« Nous renouvelons solennellement notre offre de négociation pour en finir raisonnablement avec un conflit qui dure depuis trois ans », nous a déclaré M. Guillermo Ungo, principal dirigeant du Front démocratique et révolutionnaire du Salvador (F.D.R.), le « bras politique » de la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (F.F.L.M.).

« Nous faisons cette offre, a ajouté M. Ungo, alors que nos forces sont en train de prouver sur le terrain qu'elles ont l'initiative. Nous ne le faisons pas par faiblesse, mais parce que nous sommes conscients qu'il ne faut pas perdre de temps pour répondre à l'attente de tous ceux, de plus en plus nombreux dans notre pays, qui aspirent à la paix. Si demain le point d'équilibre militaire était rompu, il serait peut-être trop tard ».

Le dirigeant du F.D.R. estime en effet que la « progression rapide de la guérilla » depuis trois semaines a fait entrer le conflit dans une « nouvelle phase dynamique ». « L'armée régulière, dit-il, n'a plus aucune capacité offensive. Elle se contente de réagir, de riposter aux actions des groupes de guérilla, qui ont pris

conscience de leurs insuffisances. Le point d'équilibre entre armée et guérilla n'est pas atteint, pas encore. Mais nous y allons ».

M. Ungo pense, en toute hypothèse, que « l'accélération actuelle peut contribuer à rapprocher l'heure de l'inductible négociation ». La guerre, ajoute-t-il, « devrait maintenant durer deux fois moins que prévu généralement ».

Il fonde son optimisme nuancé sur une analyse de la situation militaire mais aussi politique au Salvador. « Plusieurs diplomates et des militaires de haut rang viennent de déclarer publiquement que les récentes grandes manœuvres américaines au Honduras ont au moins prouvé que rien de sérieux ne pouvait se faire dans la région sans les Etats-Unis. C'est vrai au Honduras, où les manœuvres n'ont servi à rien, sauf à préparer une éventuelle intervention directe des Etats-Unis. C'est vrai au Salvador, dont l'armée s'effondrerait sans l'assistance américaine. Mais l'option, aux Etats-Unis, est-elle disposée à perdre des boys dans un conflit armé en Amérique centrale ? ».

M. Ungo affirme que le général García, ministre salvadorien de la défense, « a une position diminuée en raison des échecs de ses troupes », mais qu'il est maintenant, « car les Américains sont préoccupés par un éventuel coup de force du major d'Autuissien, leader de l'extrême droite, et de ses amis civils et militaires ». Le leader du F.D.R. considère, quant à lui, que cette hypothèse d'un coup d'Etat de l'extrême droite est « peu probable ».

« En revanche, dit-il, le rapport de forces politiques en sein de l'armée est en train d'évoluer. Hier encore, il y avait deux groupes : les partisans de la guerre à tout prix, et ceux qui voulaient continuer le conflit tout en pratiquant des réformes. Aujourd'hui, les jusqu'aboutistes sont minoritaires. Les autres se partagent entre partisans du plan américain, la guerre avec réformes, et ceux qui jugent la négociation indispensable. A tous nous ne proposons pas notre reddition ou notre subordination, mais des pourparlers pour dégager une formule de coexistence pacifique, démocratique et pluraliste ».

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAUG.

Maroc

Selon le quotidien espagnol « El País »

LE GÉNÉRAL DILMI PRÉPARE UN COUP D'ÉTAT

Madrid (A.F.P.). - Le général Ahmed Dilmi, mort le 25 janvier, préparait un coup d'Etat contre le roi Hassan II, a affirmé, lundi 7 février, le quotidien madrilène El País, dans un article de son correspondant à Alger. Citant des sources « absolument dignes de foi », il assure que le général s'était associé à un plan destiné à remplacer la monarchie par un régime militaire, et que le roi Hassan II avait été prévenu de ce qui se tramait par les services secrets américains.

Le général Dilmi aurait commencé à préparer ce coup d'Etat au début de l'année 1982 en raison du malaise existant au sein de l'armée, et notamment des forces combattant au Sahara, ajoute le quotidien. Il indique également que le général Dilmi avait eu un entretien secret - auquel ne participait pas le conseiller du roi, M. Reda Guedira - avec le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, en novembre dernier à Paris, dans le cadre des contacts destinés à normaliser les relations entre les deux pays. El País affirme que certains officiers marocains seraient favorables à une solution négociée sur le Sahara occidental, où sont immobilisés cent vingt mille hommes sur les quelque deux cent mille que compte l'armée.

Parlant lundi 7 février devant la presse diplomatique française de la détention à Rabat, pendant deux jours, de notre correspondant Roland Delcours, et de son expulsion, M. Cheysson a déclaré :

« Nous sommes intervenus, dès la première minute, pour faire connaître notre éthique, notre conception du rôle de journaliste - celui-ci peut écrire ce qu'il croit être vrai - et pour souligner qu'un journaliste n'a pas à justifier ses sources et ne peut en aucun cas, si c'est un vrai journaliste, et Roland Delcours a été digne de la profession, donner le moindre renseignement sur la manière dont il a été informé. Je suis heureux que les Marocains aient fini par entendre ce langage ».

Soulignant que des Marocains eux-mêmes étaient intervenus dans ce sens, M. Cheysson a déploré qu'un pays « aussi proche de la France, et où certaines règles démocratiques, comme le pluralisme des partis, sont observées », ait eu une telle attitude à l'égard de notre correspondant.

EUROPE

Grande-Bretagne

Le synode de l'Eglise d'Angleterre va se prononcer sur les armes nucléaires

De notre correspondant

Londres. - Le synode de l'Eglise d'Angleterre, qui se réunit pour quatre jours à partir de ce mardi 8 février, discutera d'importants sujets théologiques et ecclésiastiques, comme l'ordination des femmes ou les relations avec les autres confessions. Mais c'est surtout le débat sur l'armement nucléaire, jeudi matin, qui retiendra l'attention. La position que prendra l'Eglise officielle pourra en effet avoir une grande influence sur la controverse qui divise en Grande-Bretagne les partisans du désarmement unilatéral et ceux du désarmement multilatéral.

Le synode, créé il y a douze ans, est en quelque sorte le Parlement de l'Eglise d'Angleterre. Il est composé de trois « chambres » : la première regroupe les cinquante évêques, la deuxième deux cent cinquante prêtres choisis directement par leurs collègues, et la troisième deux cent cinquante laïcs représentant les fidèles. Chaque « chambre » vote séparément et peut à la majorité des deux tiers disposer d'un droit de veto sur les décisions des deux autres. A cette division, selon les statuts, s'ajoutent les divergences politiques et idéologiques qui séparent les membres de la « High Church » (Eglise haute), proches des catholiques romains, et ceux de la « Low Church » (Eglise basse), proches des réformés. Aussi le synode n'est-il pas le lieu des décisions révolutionnaires et des révisions doctrinales.

Pourant, un groupe de travail de l'Eglise d'Angleterre, créé par une commission du synode, a présenté, en octobre dernier, un rapport sur « l'Eglise et la bombe » prenant ouvertement position en faveur des thèses unilatérales. « Les armes nucléaires sont une négation directe de la conception chrétienne de la paix », proclamait-il. Il s'opposait au remplacement des fusées Polaris par les Trident, ainsi qu'à l'installation des missiles de croisière américains en Grande-Bretagne. Ce rapport est soumis à la discussion du synode.

Une motion sera présentée par le Révérend Graham Leonard, évêque de Londres, un conservateur nommé à la suite de l'intervention personnelle de Mme Thatcher. Il est opposé à l'ordination des femmes, au remariage à l'Eglise, des divorcés, à l'avortement, et très réticent face aux thèses unilatérales. A la question morale : une guerre nucléaire peut-elle jamais être juste ? le synode devrait être unanime à répon-

dre, comme le Dr Runcie, chef de l'Eglise d'Angleterre, par la négative. L'évêque de Londres, le Révérend Leonard, estime cependant que la possession de l'arme nucléaire peut être « moralement acceptable comme une manière d'exercer notre responsabilité morale dans un monde qui s'effondre ». Sa motion n'en invite pas moins le gouvernement à réduire sa dépendance par rapport aux armements nucléaires et à s'engager plus activement dans les négociations sur la réduction des armements.

L'amendement présenté par le Révérend John Austin Baker, évêque de Salisbury, reprendra les thèses unilatérales défendues par le groupe de travail. L'Eglise et la bombe, qu'il a présidé : la Grande-Bretagne devrait montrer l'exemple pour sortir des négociations Est-Ouest de l'impasse.

Si cet amendement est repoussé, un second sera proposé par le Dr Montefiore, évêque de Birmingham, qui appellera la Grande-Bretagne et l'alliance atlantique dans son ensemble à renoncer à l'usage en premier de l'arme nucléaire. Ses chances d'adoption sont plus grandes. La prise de position de l'Eglise d'Angleterre sur la bombe atomique devrait donc se démarquer sensiblement de la politique officielle du gouvernement conservateur et apporter « notens volens » une caution morale au mouvement antimilitariste, dans un débat dont les conséquences électorales ne seront certainement pas négligeables.

DANIEL VERNET.

Espagne

Cinquante mille personnes ont manifesté à Bilbao contre l'ETA militaire

De notre correspondant

vingt-quatre heures, décrété pour le même motif, par l'ensemble des organisations syndicales.

L'attentat a fait une troisième victime, un employé de banque décédé lundi des suites de ses blessures. Les funérailles des deux premières ont été suivies par une foule nombreuse en présence du président du gouvernement autonome basque, M. Garai-kotchea, ainsi que des ministres du travail, M. Almunia, et de l'intérieur, M. Barrionuevo. Ce dernier a affirmé que « la collaboration dans la lutte contre le terrorisme ne consiste pas seulement à sortir dans la rue ou à publier des communiqués », mais aussi à dénoncer les assassins ».

Pologne

M. Walesa refuse de répondre à une convocation du parquet militaire de Varsovie

M. Lech Walesa a reçu lundi 7 février en fin de matinée, portée à son domicile de Gdansk par un soldat, une convocation à se présenter jeudi au parquet militaire général de Varsovie. Le président du syndicat des ouvriers a aussitôt fait savoir qu'il refusait d'y donner suite car elle n'avait pas été établie dans les règles.

Non signée, cette convocation indiquait en effet seulement que M. Walesa devrait être entendu « comme témoin dans une affaire ayant trait à ses fonctions », sans préciser de quelle « affaire » il s'agit. Un porte-parole du dirigeant a toutefois déclaré que, si M. Walesa recevait une nouvelle convocation établie cette fois-ci en bonne et due forme, il n'aurait « d'autre choix » que d'y répondre.

THIERRY MALINIAK.

Le tribunal suprême a confirmé la sentence condamnant M. Xavier Vinader, un journaliste, à sept ans de prison pour un délit qualifié « d'imprudence professionnelle téméraire », annonce le quotidien El País. M. Vinader avait publié, dans la revue Interviu, un entretien avec un ancien policier donnant les noms et les lieux de réunions de membres supposés de l'extrême droite. Deux de ces personnes avaient été postérieurement assassinées par l'ETA.

Séminaire
CHOIX D'UN MICRO-ORDINATEUR
2 JOURS
14 et 15 FÉVRIER 1983
• Le choix d'un matériel
• Le choix d'un logiciel
• La démarche à suivre
Renseignements et inscriptions :
F.D.S. 10, rue Henri
Pape - 75013 Paris
588.76.53

ON N'AS
TOUT DIT
SUR
LEMEURICE

AMÉRIQUES

Canada : un séparatisme à l'Ouest ?

I. - Incertitudes albertaines

De notre envoyé spécial DOMINIQUE DHOMBRES

ont en état d'alerte
ivo de la guérilla

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

tre offre de négociation

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Polono

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Le Québec, sous la pression de la courbe de la dépression, a vu sa situation se dégrader. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur. L'absence de perspectives de croissance, la stagnation de la production, la dégradation de la situation financière, ont conduit le gouvernement à une politique de rigueur.

Les avatars du nationalisme québécois ont monopolisé l'attention sur les risques de sécession à l'est du Canada. L'Ouest est pourtant lui aussi parcouru de tendances centrifuges qui s'expriment de manière moins lyrique et plus pragmatique, conformément au caractère de ses habitants. Les revendications y sont surtout d'ordre économique et non pas nationaliste. Dans une série d'articles, Dominique Dhombres présente ce qui est devenu un état d'esprit diffus qu'un projet politique dans les deux provinces canadiennes les plus à l'ouest, la Colombie-Britannique et l'Alberta.

Edmonton (Alberta). — « Pierre Trudeau veut imposer sa dictature socialiste française à l'Ouest, qui a toujours été anglais et favorable à la libre entreprise. Le bilinguisme officiel coûte des milliards de dollars, alors que les Québécois, chez eux, ne sont même pas obligés de parler anglais. » M. Gordon Kesler, leader séparatiste et ancien député au Parlement d'Alberta, est rejoint par un peu pour épater le visiteur étranger : selon lui, le système métrique est une invention des Soviétiques ; le gouvernement fédéral d'Ottawa, qualifié de « diabolique », a lancé une vaste machination destinée à saper la morale, la religion et — ce qui est peut-être le plus grave — l'économie capitaliste. Bref, il est temps pour les Canadiens de l'Ouest, anglophones et entrepreneurs, de se séparer de l'Est décadent, paresseux, appauvri et contaminé par l'influence française.

Le parti de M. Kesler, le Western Canada Concept (W.C.C.), a recueilli 10 % des voix aux élections provinciales du 2 novembre, mais n'a plus un seul élu. M. Kesler, lui-même, a perdu son siège, obtenu à la faveur d'une élection partielle en février 1982, mais ce revers n'a pas ébranlé sa détermination.

Le W.C.C. prône ouvertement le regroupement des quatre provinces occidentales (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan et Manitoba) en une entité séparée. Le



fait volontiers l'éloge de M. Reagan, a des idées simples sur la société, la famille et l'État. Il souhaite restaurer les valeurs traditionnelles et mettre fin à ce qu'il estime être les « intrusions » des pouvoirs publics, quels qu'ils soient, dans la vie privée des citoyens et dans le système de la libre entreprise. A chaque occasion, il fait remarquer que les libéraux, au pouvoir à Ottawa avec M. Trudeau, n'ont aucun député à l'ouest du Manitoba. « Nous sommes dans une situation comparable à celle des Américains lors de la Boston Tea Party (2), explique-t-il, nous payons l'impôt sans avoir de représentation politique (taxation without representation) ».

Ces propos n'auraient qu'un intérêt anecdotique, s'ils ne reflétaient — en l'exagérant — l'opinion d'un nombre croissant de Canadiens de l'Ouest. Ceux-ci éprouvent, quant à leur rôle dans la Confédération, une malaise diffus qui s'exprime par une hostilité marquée à l'égard des jeux politiques de la capitale fédérale. Le centre économique du pays se déplace en effet vers l'Ouest, principa-

lement vers les riches gisements pétroliers de l'Alberta, mais aussi vers les mines de charbon et les forêts apparemment inépuisables de la Colombie-Britannique. Pendant ce temps, l'Est conserve sans partage le pouvoir politique, l'alliance des libéraux du Québec et de l'Ontario maintenant à Ottawa un premier ministre libéral et francophone.

L'Ouest, conservateur et anglophone, s'estime sous-représenté. Les députés conservateurs, conduits par un leader originaire de l'Alberta, M. Joe Clark (3), ont l'impression de se poser d'aucun poids dans les grandes décisions, par exemple en matière d'impôts ou de ressources naturelles (4). L'arrogance intellectuelle de M. Trudeau — qui préfère écarter des avantages à l'Ouest, quand il le juge inévitable, plutôt que de reconnaître publiquement le bien-fondé de certaines demandes — contribue à alourdir le climat.

La tension a été particulièrement vive pendant la « guerre du pétrole » de l'hiver 1980-1981. Devant la volonté d'Ottawa d'augmenter sa part du « gâteau pétrolier », l'Alberta, le gouvernement provincial avait décidé de réduire sa production, par étapes, de 180 000 barils par jour. L'accord intervenu le 1^{er} septembre 1981, après une épreuve de force psychologique entre le premier ministre albertain, M. Peter Lougheed, le « Cheikh aux yeux bleus », et M. Trudeau, assisté de son ministre de l'énergie de l'époque, M. Lalonde, a satisfait l'Alberta sur le plan des principes. Ottawa acceptait enfin que le prix du baril albertain — sous-payé depuis des années — at-

teigne progressivement 75 % du cours mondial. Mais, en pratique, la stagnation, voire la diminution, des prix internationaux par référence auxquels est établi le tarif albertain, n'a pas permis entièrement la réévaluation escomptée. D'autre part, la politique de nationalisme énergétique pratiquée par Ottawa a provoqué le départ de plusieurs compagnies américaines. Environ cent quarante puits d'exploration ont été ainsi démantelés. Les Albertains ont eu l'impression qu'on leur reprenait d'une main ce qu'on leur donnait de l'autre.

Dans les années 20, les « United Farmers », une formation agraire très peu structurée, avait emporté la province comme une lame de fond. Après la deuxième guerre mondiale ce fut le tour du Crédit social. Aujourd'hui, il ne reste plus aucun député crédité à son Parlement albertain et l'opposition à M. Lougheed, au pouvoir depuis 1971, se réduit à deux sociaux-démocrates et à deux indépendants.

M. Lougheed, lui-même, se montre très prudent face au phénomène séparatiste. « Le message de l'élection de Gordon Kesler en février 1982 avait été très clair : il faut être plus conservateur, diminuer le nombre des intervenants du gouvernement fédéral et aussi provincial, dans la vie des gens », affirme un de ses collaborateurs. A l'évidence, les idées de M. Reagan ont franchi la frontière, et l'heure n'est plus aux ambitieux programmes d'aide sociale ou d'éducation que les conservateurs provinciaux avaient mis en route à la faveur du boom pétrolier des années 70.

La contagion du « réaganisme » peut d'ailleurs, se révéler à double tranchant pour les sécessionnistes, comme l'ont montré les élections provinciales du 26 mars 1982 dans le Saskatchewan. Le W.C.C., qui fondait de grands espoirs sur cette consultation, n'a recueilli que 3 % des voix et n'a eu aucun élu. En revanche, le gouvernement social-démocrate de M. Blakeney, qui constituait depuis 1971 une singularité en Amérique du Nord, a été balayé par les conservateurs qui ont emporté cinquante-sept sièges et ne lui en ont concédé que sept.

La « classe politique », dans les Prairies, est très réticente face aux outrances verbales du W.C.C., même si elle cède parfois à des impulsions comparables. C'est ainsi que le maire de Calgary, après avoir affirmé que les travailleurs migrants québécois (nombreux dans l'industrie pétrolière et dans les services) étaient les principaux responsables de l'insécurité croissante dans les

villes, est allé ensuite s'excuser en public au Québec même.

Le soutien au séparatisme, en définitive, est d'essence populaire. Ce sont les petites sociétés pétrolières et non les grandes, les petits fermiers et non les grands exploitants, qui alimentent les caisses du W.C.C. Il y a en Alberta d'innombrables entreprises pétrolières à caractère quasi familial, qui n'ont qu'une vingtaine ou une trentaine de puits, produisant chacun à peine vingt barils de pétrole par jour. Cette population, qui s'est endettée, croyant à la poursuite indéfinie du boom pétrolier, est à la merci des banques et des grandes compagnies. Elle a été touchée de plein fouet par la baisse des cours mondiaux et la récession, ainsi que par le maintien de très hauts taux d'intérêt calqués sur ceux pratiqués aux États-Unis. C'est d'elle que pourrait venir la surprise, dans les années à venir.

Prochain article :

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE REGARDE VERS LA CALIFORNIE

- (1) Tous les services publics sont officiellement bilingues au Canada.
- (2) Refusant d'acquiescer les taxes imposées par la Couronne britannique, les patriotes américains prirent à l'eau, à Boston en 1773, à la veille de la guerre d'indépendance, des cargaisons de thé de la Compagnie des Indes.
- (3) M. Joe Clark a démissionné le 29 janvier dernier de ses fonctions de leader de l'opposition, mais continue de les assumer par intérim.
- (4) Les provinces ont la souveraineté sur leurs ressources naturelles, mais Ottawa intervient dès qu'un produit (pétrole, bois, charbon, etc.) franchit la « frontière » d'une province à l'autre.

Chez vous : la plus précieuse des éditions des Fables de Jean de la Fontaine



Jean-Baptiste Oudry a achevé ses 275 illustrations après avoir été assigné 3 mois durant aux Tuileries par le Roi exilé par sa paresse et sa vie dissolue. L'ouvrage comporte en plus 4 frontispices et 52 calets-lampes d'époque.

4 beaux livres in-octavo bien complets des 275 figures de l'époque, chefs-d'œuvre du fameux J.-B. Oudry

gravés au début du XVIII^e siècle par le non moins célèbre C.-N. Cochin

... la suprême manifestation du génie français (H. Taine)
Les Fables de la Fontaine sont universellement admirées. Nous nous abstiendrions donc de gloser encore sur le pouvoir d'enchantement d'un livre qui compte parmi les deux ou trois chefs-d'œuvre absolus de la littérature. Mais, comme un grand vin semble meilleur dans un verre de cristal fin, les Fables nous paraissent encore plus belles quand on les lit dans une édition de qualité. C'est pourquoi Jean de Bonnot vous propose aujourd'hui ces purs joyaux de notre érudition classique dans une édition représentant celle de M. de Montenuit (1755) avec, comme de raison, la suite complète des 275 illustrations de J.-B. Oudry (1686-1755) dont ce fut la dernière et la plus brillante réalisation.

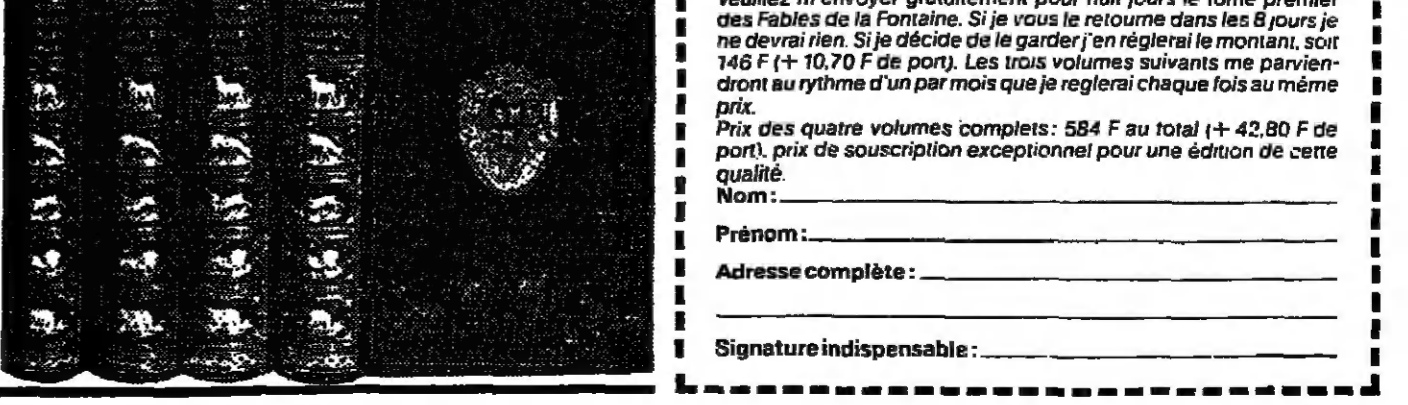
Le 28 novembre 1979, Sotheby vendait 110.000 F un exemplaire, relié par Douceur, de l'édition des Fables illustrées par Oudry. Les illustrations des Fables sont innombrables. Quelques-unes sont notables. On connaît même un manuscrit abyssin de la fable « Les Animaux malades de la peste » entouré par un artiste local. Mais, de toutes ces éditions, la plus universellement célèbre, celle qui correspond le mieux avec la sensibilité de l'époque du fabuliste dont elle est presque contemporaine, la plus admise et la plus recherchée par les bibliophiles, est l'édition qui parut quelques dizaines d'années seulement après la mort de La Fontaine. C'est cette édition remarquable que nous vous redonnons aujourd'hui, telle qu'elle fut illustrée par J.-B. Oudry suivant la volonté de Louis XV. Le Roi voulait ainsi chasser Madame de Pompadour, jalouse, peut-être, de cette autre favorite qui fut Madame de Montespan à qui avait été dédié un précédent mais moins somptueux recueil des Fables (1678).

L'œuvre de Jean-Baptiste Oudry, qui fut sans doute le plus grand peintre animalier de notre histoire, a été gravée pour la circonstance par le réputé taille-doucier Charles Nicolas Cochin, maître à dessin de la marquise de Pompadour et Administrateur des Arts, à qui l'on doit accessoirement la révolution artistique qui conduisit au style Louis XV le plus épuré dans le mobilier et ailleurs.

Une édition placée sous d'aussi prestigieux auspices ne pouvait être qu'exceptionnelle. Nous vous souhaitons d'avoir le privilège d'en goûter les charmes.

8 jours chez vous gratuitement

Notre édition complète en 4 beaux volumes in-octavo (14x21 cm) de 528 pages chacun environ est reliée plein cuir de mouton taillé d'une seule pièce. Le décor des plats et de dos est poussé sur feuille d'or fin à 22 carats. La tranche supérieure est également dorée à l'or véritable. Les plats « aux armes » sont encadrés d'un motif gravé à froid. Le papier est un superbe vergé chiffon figurant « aux canons » Des gardes « cordouanes » rehaussées de dorure les coins remplis à l'os, tout témoigne des soins particuliers apportés à cette édition qui complète avec bonheur



une édition rarissime offerte par Louis XV à la Marquise de Pompadour

BON POUR VOIR GRATUITEMENT LE TOME PREMIER

à expédier à JEAN de BONNOT, 7, rue du Fg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Veillez m'envoyer gratuitement pour huit jours le tome premier des Fables de la Fontaine. Si je vous le retourne dans les 8 jours je ne devrai rien. Si je décide de le garder j'en régle le montant, soit 146 F (+ 10,70 F de port). Les trois volumes suivants me parviendront au rythme d'un par mois que je réglerai chaque fois au même prix.

Prix des quatre volumes complets : 584 F au total (+ 42,80 F de port), prix de souscription exceptionnel pour une édition de cette qualité.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse complète : _____

Signature indispensable : _____

ON N'A PAS TOUT DIT SUR LE MEURICE

Le parking, commode et proche, est celui de la place Vendôme.

LE MEURICE, un des dix ou douze derniers grands palaces du monde, ouvre maintenant les portes de son restaurant de façon originale et très contemporaine, de 12 à 23 heures.

C'est donc l'endroit idéal pour donner un dîner d'apparat, réussir un déjeuner d'affaires... ou tout simplement traiter ses amis avec élégance. Il va sans dire que la cuisine y est particulièrement soignée et raffinée; la carte y est variée et on y trouve des vins de très grande origine.

RESTAURANT LE MEURICE
230 rue de Rivoli, 75001 Paris - tél. 260 38.60

(Ouvert tous les jours de 12 à 23 heures - 350 F environ - menu à 160 F S.N.C.)

Suggestions
extraites de la carte :
Pêches de Saint-Jacques
au citron vert
Dolices de sole cuites
à la vapeur de petite nage
Pulente de migons de boeuf
aux dix couleurs
Feuilleté frais aux poires
sauce Williamine

Menu du jour à 160 F S.N.C.

PROCHE-ORIENT

LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES MASSACRES DE SABRA ET DE CHATILA

« Le manque d'intérêt (du premier ministre) dans toute l'affaire lui vaut un certain degré de responsabilité »

Selon les premiers éléments connus du rapport, les enquêteurs n'ont pas été satisfaits de la déposition de M. Begin d'après laquelle il n'avait « jamais imaginé » qu'en laissant des miliciens entrer dans les camps, on prenait le risque de les voir massacrer les Palestiniens.

M. Begin, constate le rapport, a agi « avec indifférence » et n'a pas porté suffisamment attention aux événements, au fur à mesure qu'ils se déroulaient. Pendant deux jours, après que le premier ministre eût appris l'entrée des Phalangistes, il n'a manifesté aucun intérêt pour leurs actions dans les camps.

La commission d'enquête souligne que l'éventualité de massacres aurait pu être envisagée et que « le manque d'intérêt manifesté par le premier ministre dans toute l'affaire lui vaut un certain degré de responsabilité », le rapport ajoute : « nous ne pouvons accepter sa position selon laquelle personne n'imaginait que ce qui est arrivé pouvait arriver... »

Le général Sharon invité à donner sa démission

Nous avons donc établi les faits et abouti aux conclusions concernant la responsabilité du premier ministre, du ministre des affaires étrangères et du chef des services secrets. Du fait de nos conclusions sur l'étendue de leurs responsabilités respectives, nous sommes d'avis qu'il suffit de déterminer leur responsabilité sans qu'il soit nécessaire la méconnaissance du danger d'un massacre par le ministre de la défense est impossible à justifier (...). Il n'était pas besoin de dons prophétiques pour savoir que

le danger concret d'une tuerie existait quand les phalangistes ont été envoyés dans les camps.

Soulignant que le général Sharon a commis une « grave erreur », la commission poursuit : « En tant qu'homme politique responsable des affaires de sécurité d'Israël et de ministre qui joue un rôle actif dans la direction des opérations politiques et militaires de la guerre du Liban, le ministre de la défense avait le devoir de tenir compte de toutes les considérations raisonnables qu'entraînait l'entrée des phalangistes dans les camps. »

M. Sharon a failli — selon la commission — à son obligation humanitaire de s'assurer que les phalangistes ne risquaient pas de commettre d'atrocités. « De la bouche du ministre lui-même, nous savons que cette considération ne l'a pas le moins du monde effleuré. » (...).

« Ces erreurs constituent le non-accomplissement du devoir dont était chargé le ministre de la défense. »

Nous avons établi, comme ce rapport l'expose en détail, que le ministre de la défense tire les conclusions personnelles appropriées des erreurs révélées en ce qui concerne la manière dont il s'est acquitté des devoirs de son poste. (...).

« Si nécessaire, le président du conseil devra exercer ses prérogatives... Pour écarter un ministre de ses fonctions. »

« A propos du chef d'état-major, le général Raphael Eytan, la commission, qui prend note de sa prochaine mise à la retraite, estime qu'il n'a pas pris en considération le risque de vengeance et d'effusion

de sang qu'entraînerait l'entrée des phalangistes dans les camps, n'a pas pris les mesures nécessaires » et a « pu donner l'impression, en fournissant des bulleaux aux forces libanaises, que celles-ci pouvaient continuer leurs opérations dans les camps ». Son « inaction » a constitué un manquement aux responsabilités incombant à un chef d'état-major, estime la commission.

« En ce qui concerne le général Amir Drori, commandant des forces israéliennes au Liban, le rapport affirme qu'il a été chargé « de tâches multiples, complexes et difficiles » au cours des opérations et qu'il a fait certaines mesures pour arrêter les massacres. Il lui reproche néanmoins de n'avoir pas persisté dans ces mesures, mais ne recommande pas de sanctions.

« M. Sharon est invité à donner sa démission »

(Suite de la première page.)

L'annonce de la publication de ce rapport tant attendu a surpris tout le monde à Jérusalem, preuve que la commission avait su garder jusqu'au bout le secret de ses délibérations, et c'est précisément par crainte de la moindre indiscretion que ses membres ont, semble-t-il, décidé d'avancer la date de cette diffusion, alors que, de l'avis de la plupart des observateurs, elle ne devait pas avoir lieu avant le semaine prochaine.

M. Begin assistait à un débat à la Knesset lorsqu'on lui a fait savoir en fin d'après-midi du 7 février que le texte des conclusions de l'enquête allait lui être transmis en premier lieu, comme la loi le prévoit. Revenu à sa résidence, le premier ministre a reçu ce document et en a aussitôt pris connaissance en présence de ses plus proches collaborateurs, auxquels s'est joint le ministre de la justice, M. Moshe Nissim. Celui-ci a transmis l'essentiel du rapport aux huit personnalités civiles et militaires qui, comme l'a dit M. Begin lui-même, avaient été prévenues dès la fin du mois de novembre que les conclusions de l'enquête pourraient mettre en cause leur responsabilité.

Une grande effervescence a régné durant toute la nuit dans les milieux politiques. Au sein de la majorité, comme dans l'opposition, des consignes ont été données par les dirigeants de chaque parti pour éviter des réactions isolées et hâtives. Les appareils des principales formations ont été convoqués pour une réunion d'urgence aussitôt après la publication officielle du rapport, afin non seulement d'en étudier le texte, mais aussi d'en tirer les conséquences : c'est-à-dire, pour les différents partis, de définir leur position et d'arrêter une tactique dans le jeu politique difficile auquel la commission

NEUF « PRÉVENUS »

Jérusalem. — Dès le 24 novembre, moins d'un mois et demi après le début de ses investigations, la commission Kahane avait fourni des indications importantes sur l'état de ses travaux en « prévenant » neuf des personnalités interrogées au cours de ses audiences que les conclusions définitives de l'enquête pourraient mettre en cause leur responsabilité ou, plus précisément, leur « porter tort », selon la formulation de la lettre qui leur avait alors été adressée.

Les destinataires étaient : le premier ministre, M. Menahem Begin, le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, le chef d'état-major, le général Raphael Eytan, le chef des renseignements militaires, le général Yehoshua Saguy, le commandant de la région militaire nord d'Israël (à ce titre, dirigeant l'ensemble de la campagne au Liban), le général Amir

Drori, le chef des opérations dans le secteur de Beyrouth, le général Amos Yarun, le directeur du Mossad (le service de renseignements et de contre-espionnage) — son nom est un secret d'Etat — et enfin un proche conseiller du ministre de la défense, M. Avi Doudai. Chacun était averti qu'il était susceptible de se voir reprocher de n'avoir pas « accompli son devoir », et, pour les généraux Eytan et Yarun, la mise en garde était plus grave, puisque la commission annonçait qu'elle pouvait être éventuellement amenée à conclure dans leurs cas à un « manquement » caractérisé, pouvant être considéré comme un délit légal à l'appréciation du procureur de l'Etat, seul habilité à engager ultérieurement des poursuites judiciaires, car la commission n'a pas ce pouvoir.

De notre correspondant

Entre autres indications connues dans la lettre d'avertissement, la commission a laissé entendre que, si les dirigeants israéliens, avant de donner le feu vert, n'avaient pas su ou voulu apprécier les risques de l'intervention des milices chrétiennes dans les camps de réfugiés palestiniens, ils auraient au moins pu tenter d'arrêter l'opération en cours dès lors qu'il devenait évident qu'elle tournait mal. A propos du rôle du chef d'état-major, la commission a, en effet, souligné que ce dernier avait eu une réunion avec les chefs des « forces libanaises » (phalangistes) le 17 septembre, soit vingt-quatre heures après l'incursion dans Sabra et Chatila. A ce moment déjà, des dizaines, voire des centaines de personnes avaient été tuées et — étant-ce à cause de cela ? — les libanais, avant même cette réunion, avaient pris la décision de suspendre une première fois l'opération. Or, au terme de l'entrevue, le général Eytan a autorisé les « forces libanaises » à poursuivre leur action jusqu'au lendemain matin, et, de surcroît, il a donné l'ordre à l'armée israélienne, restée autour des camps, de continuer à prêter assistance aux assaillants.

Pour sa part, le général Yarun permettait à ces derniers d'achever des renforts bien que, depuis le soir et la suite précédente, cet officier fût censé avoir reçu des rapports faisant état « d'exactions ». De son côté, le chef des renseignements de l'armée était, depuis les premières heures de la journée, en possession d'informations sombres. De là à penser, avec tous ces détails troublants, que les dirigeants israéliens ou certains d'entre eux, malgré les soupçons qu'ils étaient en mesure de nourrir, ont plus ou moins sciemment prolongé une opération qui devenait un véritable massacre, il n'y a qu'un pas que les trois membres de la commission ont donc franchi dès la fin du mois de novembre, quelles que soient les précautions dont ils se sont entourés en faisant valoir qu'il ne fallait pas juger leur avis définitif.

Une parenthèse refermée

Cette opinion rejoint celle de beaucoup d'Israéliens : l'essentiel de la vie politique a été suspendu depuis le mois de septembre, jusqu'à l'achèvement de l'enquête. L'opposition, tenue de respecter la tradition qui impose que l'on s'abstienne de préjuger les conditions de telles investigations, a été paralysée, étant privée de son principal atout : la dénonciation de la responsabilité du gouvernement et des chefs de l'armée dans les massacres de Beyrouth, ce qui aurait permis de remettre en cause bien davantage toute politique gouvernementale au Liban.

Certains membres du parti travailliste estiment que M. Begin, en refusant dans un premier temps la création de cette commission d'enquête, a mobilisé sur ce point toute l'attention de l'opposition, puis a paru lui donner satisfaction en se résignant à prendre le décret constituant la commission, ce qui a pour effet d'atténuer l'agressivité de l'ensemble des mouvements qui ont dénoncé d'une manière spectaculaire, notamment lors de la grande manifestation du 24 septembre à Tel-Aviv, l'attitude du Likoud et de ses chefs.

FRANCIS CORNU.

Quarante-neuf personnes entendues

La commission d'enquête, créée le 28 septembre sur décision du gouvernement, a réuni 49 personnes au cours de ses travaux le 10 octobre. Auparavant, le président de la Cour suprême, M. Itzhak Kahane, désignait maître de l'ensemble de la procédure, s'était lui-même désigné pour diriger la commission, avait choisi ses deux adjoints, un autre juge de la Haute Cour et un général de réserve, et avait nommé les différents collaborateurs et enquêteurs nécessaires. Durant les premiers jours, il a également organisé le fonctionnement de l'ensemble de cette équipe, qui s'est installée au début du mois d'octobre dans un bâtiment isolé du campus de l'Université hébraïque, après que des travaux d'aménagement ont été réalisés. Une garde spéciale a été mise à la disposition de la commission

pour garantir le secret de ses travaux.

Les premières audiences ont débuté le 20 octobre. Au total, quarante-neuf personnes ont été entendues par les trois membres de la commission en séances plénières, mais seulement vingt-quatre de ces audiences ont été publiques.

Parallèlement, les enquêteurs ont recueilli cent soixante témoignages divers, et l'essentiel de la documentation accumulée représente environ douze mille pages de documents, auxquels se sont ajoutés de nombreux films provenant surtout de différentes équipes de télévision, ainsi que de multiples photographies, cartes et plans. La commission a officiellement achevé ses travaux le 18 janvier, pour se retirer afin de rédiger son rapport.

F. C.

Cinq mois après la tuerie

SEPTEMBRE 1982

14 : Bechir Guessey, président du Liban, est tué par l'explosion d'une bombe à Beyrouth-Est.

15-17 : l'armée israélienne occupe Beyrouth-Ouest.

16-17 : massacre dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila à Beyrouth.

17 : le Conseil de sécurité de l'ONU condamne à l'unanimité l'entrée des Israéliens au cœur de la capitale libanaise.

19 : le Conseil de sécurité condamne, à l'unanimité, le « massacre criminel ».

21 : M. Amine Gemayel est élu président du Liban. Le général Sharon, ministre israélien de la Défense, reconnaît avoir autorisé des milices phalangistes à pénétrer dans Sabra et Chatila.

22 : M. Begin refuse la constitution d'une commission d'enquête sur les massacres.

24 : retour à Beyrouth des éléments de la Force multinationale de sécurité.

28 : M. Begin accepte la création d'une commission d'enquête judiciaire à la suite des grandes manifestations à Tel-Aviv.

29 : les éléments américains de la Force multinationale reviennent à Beyrouth-Ouest, évacués par l'armée israélienne.

OCTOBRE

27 : le général Sharon affirme qu'il « n'aurait jamais imaginé la possibilité de tels massacres ».

NOVEMBRE

8 : M. Begin indique à la commission d'enquête qu'il n'a appris l'existence des massacres que par le B.C.C. le 18 septembre, « après le retrait des phalangistes ».

FÉVRIER 1983

7 : le rapport de la commission d'enquête est rendu au premier ministre israélien.

Liban

Le président Reagan accuse Israël de « retarder inutilement » le retrait de toutes les forces étrangères du pays

Le président Reagan a accusé, lundi 7 février, Israël de « retarder inutilement » le retrait de toutes les forces étrangères du Liban et d'« occuper » ce pays. Dans une interview accordée aux stations de télévision de la région de Washington, le président Reagan a annoncé par ailleurs que son ambassadeur au Proche-Orient, M. Philip Habib, est porteur d'une proposition et d'un plan « destinés à accélérer les négociations pour un retrait des troupes étrangères du Liban. M. Habib est de retour depuis lundi au Proche-Orient.

Il a estimé que la permanence des troupes israéliennes au Liban « les place maintenant techniquement en position d'armée d'occupation ». M. Reagan avait utilisé ce même terme dans des déclarations au Washington Post à la mi-décembre, mais le ton qu'il a employé lundi était plus affirmatif.

Le président Reagan a aussi accusé Israël de « ne pas observer » une obligation « morale » en ne répondant pas aux demandes d'un retrait des forces étrangères faites par « le nouveau gouvernement du Liban après toutes ces années de révolution et de troubles ». M. Reagan n'a pas précisé la nature des nouvelles propositions dont est porteur M. Habib, mais il a exprimé l'espoir qu'elles inciteront Israël à se retirer du Liban « parce que les pays arabes attendent et sont réticents tant qu'ils ne voient pas ce genre de geste de bonne volonté ». « Nous ne pensons pas que nous puissions avancer vers de vraies négociations de paix (au Proche-Orient) tant que la situation au Liban n'est pas éclaircie », poursuit le président américain. Pour cela, M. Reagan se

déclare prêt à accroître la force multinationale (composée de contingents américains, français et italiens) actuellement au Liban si une telle mesure s'avère nécessaire.

Les divergences israélo-américaines au sujet du Liban sont confirmées par l'hebdomadaire américain Newsweek qui a publié lundi des extraits d'un entretien « glacial » qui a réuni le 28 janvier, au département d'Etat, MM. Moshe Arens, ambassadeur israélien à Washington, Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan, et Kenneth Dam, secrétaire d'Etat adjoint américain.

La fin des combats dans la montagne

Selon la transcription partielle de cette conversation dont Newsweek a obtenu copie, les deux responsables américains ont insisté pour obtenir un retrait complet et rapide des troupes israéliennes du Liban, tandis que M. Arens a soutenu que, pour l'instant, Israël ne pouvait accepter qu'un retrait partiel.

« Ce qu'il faut, c'est un retrait complet maintenant », a déclaré M. Habib, ajoutant que le gouvernement libanais « ne voulait pas accepter de solutions qui conduisent en fait à une partition et à un statut de protectorat (au Sud-Liban) ». « Je souhaiterais vous convaincre qu'accepter un retrait par étapes est positif et ne remplace pas les négociations », a rétorqué l'ambassadeur israélien, selon Newsweek.

Un porte-parole des Forces libanaises a confirmé lundi à l'A.F.P. la

prise du quartier ouest de la ville d'Aley dimanche soir par des miliciens druzes du parti socialiste progressiste. Peu après, un accord sur la fin des combats dans toute la montagne libanaise, de Beyrouth jusqu'à Ain el Zaita (dans le Chouf), était conclu entre les milices druzes du P.S.P. et les milices chrétiennes des Forces libanaises.

Selon le général Amnon Lipkin, commandant de l'armée israélienne dans le secteur d'Aley, l'accord stipule le retrait définitif des armées, la réouverture des routes et la restitution réciproque de toutes les personnes enlevées par les deux parties. Un officier israélien a par ailleurs l'accord au nom de son pays. Ce document précise que « l'Etat d'Israël est partie prenante à l'accord » et est donc « responsable de sa mise en application ».

Cet accord prévoit la création d'un état-major central formé d'un officier israélien, de deux représentants de la communauté druze, de deux représentants des Forces libanaises et de deux représentants de la population civile, l'un pour les druzes et l'autre pour les chrétiens.

D'autre part, à Beyrouth, un militaire français de la force multinationale, le sergent Michel Roulet, a été tué par une mine alors qu'il participait à une patrouille de sécurité dans la région du port de Beyrouth, a précisé le porte-parole. — (A.F.P.)

Le Monde

Le maire de Paris et des attaques du parc de la Villette

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris a été l'objet de plusieurs attaques du parc de la Villette.

Le maire de Paris s'efforce de prévenir des attaques sur la gestion du parc de logements de la Ville

Au cours d'une conférence de presse, organisée à l'Hôtel de Ville, lundi 7 février, sur la construction à Paris, M. Jacques Chirac s'est dit « contrarié » par l'actualité d'ouvrir un dossier particulier. Le *Canard enchaîné* lui avait fait porter, jeudi 3 février, une liste de questions sur les locataires et les méthodes d'attribution des logements de la Ville de Paris. L'enquête était en cours.

Après avoir lu seize pages de texte serré sur la politique générale du logement, M. Chirac a répondu par avance aux attaques dont il pourrait être ultérieurement l'objet dans l'hebdomadaire satirique : « L'intention est transparente ; il s'agit, en fin de compte, de mettre l'accent sur les complaisances que la mairie pourrât avoir à l'égard de certaines personnalités logées confortablement et à bon compte dans le domaine de la Ville. »

Tout en soulignant la « correction » du *Canard enchaîné* et le « sérieux de son approche », M. Chirac affirmait : « Sans vouloir douter de son sens ambigüité de l'indépendance, le *Canard* n'est en fait, pour certains, que l'un des éléments d'une campagne qui n'est pas sans rappeler celle des bureaux d'études. C'est-à-dire, une construction à plusieurs étages où un quotidien lance une campagne, immédiatement reprise, amplifiée et orchestrée par l'ensemble des médias audiovisuels qui, directement ou indirectement, sont dans la main du gouvernement et de ses amis. »

Sur ce dernier point, on estime, au *Canard*, qu'il s'agit là « d'une plaisanterie ». Le *Canard*, notait-on, fait ses enquêtes en toute indépendance et sans avoir besoin d'être en rapport avec la majorité ou l'opposition. « On l'a bien vu, précisa-t-on, dans l'affaire des statistiques sur le chômage. »

Le maire de Paris a fait le décompte du patrimoine de la Ville : 70 400 logements, dont 3 250 sont gérés directement par elle. Le reste du parc est géré soit par l'Office d'H.L.M., soit par des sociétés d'économie mixte (Régie immobilière de la Ville de Paris ou R.I.V.P., Société anonyme de gestion immobilière ou SAGI...). Ces organismes ont, en outre, un patrimoine de 78 500 logements, dont les quatre cinquièmes appartiennent à l'Office d'H.L.M. Enfin, la Ville possède 2 000 logements de fonction et les 1 500 logements de la Garde républicaine.

Sur le fond de l'affaire, M. Chirac est net. Combien de hauts fonctionnaires de la mairie sont-ils logés dans les immeubles de la Ville ? « On compte sur les doigts d'une main ceux qui sont logés par nécessité de service », dit le maire. Disponibles jour et nuit, ils ont un logement de fonction et c'est normal. Combien de membres du cabinet ? « Aucun ne bénéficie d'un tel privilège. Si deux d'entre eux sont logés dans les immeubles de la Ville, ils payent un loyer réévalué en permanence, la Ville se comportant ainsi comme un bailleur particulier normal. »

En démentant, le patrimoine de la Ville de Paris est essentiellement social et ne comprend que 250 logements à loyers libres. Ces logements ont été réaffectés, dans des conditions parfois sévères mettant fin à un locataire de plusieurs décennies. (1).

Le ton de M. Chirac devient ensuite plus tranchant, puis menaçant : « Qu'on n'attende pas de moi que je jette en pâture sur la place publique des listes de locataires (...). Je dis à ceux qui voudraient me faire un procès politique d'y regarder à deux fois. S'ils croient que ces privilèges ou pseudo-privilèges sont choisis à partir d'un critère univoque, ils se trompent. Je ne fais pas de révélation spontanée, mais, si j'y étais contraint, il me faudrait alors surmonter ma répugnance naturelle. Et l'embarras pourrait bien apparaître là où on l'attend le moins. En effet, sans trahir l'anonymat auquel je tiens, pour de simples raisons de dignité, je peux vous dire que la Ville de Paris compte parmi ses locataires des ministres actuellement en exercice, des députés appartenant à la majorité nationale, ainsi que des directeurs de journaux soupçonnés de soutenir mon action. »

L'un d'eux, ajoute le maire, « s'est traité à nos pieds, et quand on lui a trouvé un logement il a encore trouvé que c'était trop cher ». Cependant, en privé, après la conférence de presse, M. Chirac cite des noms : celui de M. Serge July, directeur de Libération, celui de M. Edwige Avice, ministre chargée de la jeunesse et des sports, M. Jean-François Kahn, directeur de la rédaction du *Matin*.

Dans l'édition de mardi de Libération, M. Serge July annonce qu'il demanderait à ses avocats d'engager toutes les poursuites qu'il s'imposent. Un encadré précise les conditions de logement de M. July. Celui-ci occupe depuis le 22 décembre 1976 un logement modeste (sans ascenseur, avec une simple salle d'eau) d'une superficie de 65 mètres carrés. L'été dernier, sa propriétaire a mis en vente son immeuble, et la Ville s'est portée acquéreur. M. July devenant du même coup locataire. Son loyer était de 1928,65 F en décembre 1982.

Le *Canard enchaîné* publiera dans son prochain numéro le début de son enquête, qui est loin d'être terminée. (1) Ce fut notamment le cas, après décision du Conseil de Paris et à la demande de M. Chirac, pour le réajustement du loyer de l'appartement de M. Dominati, député U.D.F. de Paris (Le Monde du 2 mai 1981).

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Chirac : dix-huit mois de gabegie

A La Rochelle, lundi 7 février, devant une foule d'environ cinq mille personnes, M. Chirac a déclaré : « M. Mauroy ne nous dit pas la vérité sur le franc, sur le chômage. Je ne vois pas pourquoi je croirais le premier ministre quand il dit qu'il n'y aura pas de plan de rigueur. M. Michel Rocard a raison lorsqu'il déclare qu'il faut prévenir les gens quand on voit arriver certaines échéances. En mai 1981, les caisses de l'Etat étaient pleines, mais aujourd'hui nous sommes endettés comme la Pologne. Comment peut-on assurer l'indépendance d'un pays qui est obligé d'aller mendier ailleurs. »

Venu soutenir M. Jean Harel (R.P.R.), qui conduit la liste de l'opposition face à M. Michel Crépeau, maire sortant (radical de gauche) et ministre de l'environnement, M. Chirac a dénoncé l'« intolérance » du gouvernement et son « incompétence », qui se traduit « par dix-huit mois de gabegie qui nous ont pré-ruinés. »

A Pau dans la soirée de lundi, devant quelque six mille sympathisants, M. Chirac a parlé de la situation sociale en ces termes : « Les travailleurs ont été trompés en mai-juin 1981. Nous voyons ce gouvernement socialiste qui larmoyait hier sur le sort des travailleurs et qui est condamné aujourd'hui par les propres syndicats qui le soutiennent. Nous sommes à la veille d'un nouvel effort d'austérité. »

Le président du R.P.R., qui a souligné que l'opposition est « plus unie que la majorité », avait, à ses côtés, M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., pour soutenir M. Pierre Sellenave (U.D.F.-C.D.S.), candidat unique de l'opposition face à M. André Labarrière, maire sortant socialiste, ministre chargé des relations avec le Parlement.

Enfin M. Jacques Chirac, venu soutenir au Mans, dimanche 6 février, la candidature de M. Jacques Chaumont, sénateur R.P.R. de la Sarthe, a déclaré devant quelque trois mille personnes : « Les élections municipales seront une occasion de dire qu'il faut remettre de l'ordre dans la famille France et dans l'entreprise France. » Le président du R.P.R. a ajouté : « Les Français ont été trompés par le gouvernement en ce qui concerne le droit à la retraite à soixante ans. Nous avons offert la possibilité aux femmes ayant travaillé dix ans de pouvoir partir en retraite à soixante ans. Le leur fauldrä désormais avoir cotisé trente-sept ans et demi pour obtenir les mêmes avantages. Avec cette mesure, 45 % des femmes qui travaillaient perdent leur droit à la retraite. »

M. René Monory, ancien ministre de l'économie et des finances, qui a également pris la parole, a notamment affirmé : « Le gouvernement vient de battre le record du monde de l'endettement en empruntant 25 milliards de dollars en 1982. Ceux qui nous dirigent sont dogmatiques et incompétents, et le résultat sera une baisse d'au moins 5 % du pouvoir d'achat à la fin de cette année. »

M. Jobert : contre le jeu des partis

M. Michel Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, président du Mouvement des démocrates, dont les candidats n'ont pas été admis à figurer sur les listes de la majorité à Paris, écrit dans sa « Lettre » de février : « La lutte gauche-droite, les rivalités de la bande des quatre, déjà depuis plusieurs semaines, occupent toute la stratégie et tous les commentaires. On ne s'occupe donc pas que, dans les villes de plus de 3 500 habitants, les partis politiques dominants dominent et que la gestion municipale devienne un enjeu de la politique nationale. Qui pourrait se hasarder à penser que ces élections ne sont pas politisées et que leur résultat sera sans une profonde signification pour les équilibres établis ? »

« Au jeu renforcé des partis, les citoyens perdent assurément. Eux-mêmes et tous ensemble. Alors qu'ils pourraient espérer entrer, dans leur diversité, aux conseils municipaux, voilà qu'on leur demande d'arbitrer entre deux catéchismes. Un laïc de leur génération a été mis en place pour éliminer les « petites » listes ou formations. »

M. Alain Pöher, président du Sénat, soutenant à Lambertsart M. Delfosse, député U.D.F. du Nord, maire de la ville, a souhaité que « l'Etat fournisse aux maires les moyens financiers qui leur permettraient d'assumer les lourdes responsabilités résultant des nouveaux transferts de compétences. »

« La situation dans la « petite couronne ». — Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser l'inversion de lignes qui a défiguré le sens de la légende de la carte publiée dans les premiers éditoriaux du Monde du 8 février (page 1) sur les situations politiques dans les départements de la « petite couronne » parisienne. Nous avons attribué par erreur à l'opposition les villes tenues par les communistes et vice versa.

LA NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A LA COUR DES COMPTES

M. Seguin (R.P.R.) dénonce une « savante manœuvre » du pouvoir

M. Philippe Seguin, député R.P.R. des Vosges, vice-président de l'Assemblée, dénonce la « savante manœuvre » entreprise par le pouvoir pour évincer le secrétaire général de l'Assemblée nationale. M. Paul Bogniet, nommé conseiller-maire à la Cour des comptes (Le Monde du 28 janvier et 3 février).

Pour M. Seguin, le gouvernement et l'hôtel de la Maye (qui abrite la présidence de l'Assemblée) ont agi « de connivence », pour cette « opération » « méprisante » et « dangereuse ». Il estime que « cette nomination correspond non à une promotion, mais à une tentative d'éviction : il s'agit de se débarrasser d'un haut fonctionnaire important, soit en l'incitant à partir de lui-même vers les locaux hospitaliers de la rue Cambon, soit en préparant son limogeage pour cause d'incompatibilité de fonction. »

Après avoir expliqué que « dans les deux cas, cette manœuvre, pour habile qu'elle puisse paraître, est, sur le plan juridique, dépourvue de consistance », M. Seguin observe : « Sous l'impulsion de M. Mermaz, diverses mesures ont été prises depuis juin 1981 qui remettent en cause la coexistence sérieuse des divers groupes politiques du Palais Bourbon : constitution aux frais de l'Assemblée de véritables cabinets « politiques » des présidents de commission, séparation du grade et de l'emploi qui permet de placer au placard les fonctionnaires présumés peu sûrs sur le plan « politique », autorisations de détachement sur des postes « politiques », avant de jalonner de l'action entreprise dont l'affaire Bogniet constitue la dernière illustration. » M. Seguin conclut : « Au-delà même du statut des personnels parlementaires ce sont bien de moins que la séparation des pouvoirs et les libertés parlementaires qui sont en jeu. L'affaire est en vérité d'une exceptionnelle gravité. »

A PARIS

M. Dominati (U.D.F.) se félicite du « contrat de longue durée » conclu avec M. Chirac

M. Jacques Dominati, député U.D.F. de Paris (2^e circonscription, c'est-à-dire les deuxième et troisième arrondissements), s'est félicité du résultat des négociations qu'il a conclues au nom de l'U.D.F. avec M. Jacques Chirac pour la constitution des listes Union pour Paris dans la capitale. Il a confirmé que la répartition s'était faite dans la proportion des deux tiers pour le R.P.R. et d'un tiers pour l'U.D.F.

Pour M. Dominati « cette entente va au-delà d'un simple accord électoral et elle constitue une marque de confiance réciproque et la volonté d'appliquer un contrat de longue durée autour du maire de Paris ». Il a prévu qu'après l'élection serait constitué un « intergroupe Union pour Paris » entre les membres de la majorité et que les élus U.D.F. se retrouveraient dans un groupe intitulé « Paris-Libertés ».

Au cours d'une conférence de presse réunie lundi 7 février, M. Jacques Dominati, qui conduit la liste Union pour Paris dans le troisième arrondissement, s'en est pris avec une certaine vivacité à M. Jack

Lang, ministre de la culture, conseiller sortant, qui dirige la liste d'union de la gauche, en disant : « J'ai en face de moi un ministre que l'on peut appeler fantaisiste ou farfelu, qui mène campagne tambour battant comme s'il était un nouveau candidat puisqu'il ne parle jamais de son bilan. »

M. Dominati a alors « tenu à donner toute son importance à un incident récent ». Il a raconté que des tracts distribués dans le troisième arrondissement avaient invité les électeurs à écouter M. Jack Lang toute la journée du jeudi 3 février s'exprimer au micro d'Europe 1 et à le rencontrer les jours suivants sur les marchés du quartier. Il a ajouté : « Je m'étonne qu'Europe 1 se transforme en radio militante et que les socialistes continuent de donner des leçons de morale. Il y a un danger pour la liberté d'expression, car la balance n'est pas égale. »

M. Dominati a conclu en disant : « Une victoire très large de l'opposition redonnerait confiance aux Français. »

D'une ville à l'autre

ESSONNE

MASSY. — Des militants du Mouvement associatif et syndical ont décidé de présenter une liste « Massy autrement » pour « dénoncer le pouvoir personnel et la gestion conservatrice du maire sortant », M. Claude Gernon, député socialiste. Ses animateurs veulent « s'opposer à la tendance hégémonique du parti socialiste et prouver qu'à Massy une autre présence de gauche est possible ». Ils se disent « attachés aux thèmes autogestionnaires et écologistes ».

LOIRE

L'accord P.C.-P.S. est signé

SAINT-ÉTIENNE. — Un accord a été signé vendredi 4 février par les fédérations départementales du P.S. et du P.C. pour la constitution de listes d'union dans toutes les communes de plus de 3 500 habitants. C'est surtout au niveau de Saint-Etienne que cet accord prend toute sa valeur. Le comité de ville du P.S. se faisait tirer l'oreille pour appliquer l'accord national signé le 22 décembre dernier. Les négociations avaient même été rompues entre socialistes et communistes : M. Bruno Vennin (P.S.), un moment concurrent de M. Joseph Sanguedolce (P.C.) pour la tête de la liste d'union de la gauche, revendiquait le poste de premier adjoint mais aussi l'égalité de représentation entre les deux principales formations de la majorité au conseil municipal.

Depuis plus d'un mois la plus grande incertitude subsistait et l'éventualité de primaires n'était pas écartée. Sous la bannière de M. Joseph Sanguedolce, maire sortant, se rallient donc vingt-quatre candidats désignés par le P.C., vingt-quatre désignés par le P.S., trois par le P.S.U., trois par le M.R.G. et six personnalités choisies d'un commun accord.

S'agissant de la répartition des postes d'adjoints en cas de succès, c'est le communiste M. Paul Chomat, député et premier adjoint sortant, qui serait à nouveau premier adjoint, M. Bruno Vennin serait pour sa part deuxième adjoint. Deux postes d'adjoints seraient réservés l'un au M.R.G., l'autre au P.S.U., les autres seraient répartis à égalité entre socialistes et communistes. — (Corresp.)

NORD

LILLE. — Une liste d'extrême gauche vient d'être présentée officiellement. Baptisée « La voix des travailleurs contre l'austérité », elle rassemble des militants trotskistes de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire.

La liste d'union de la gauche sera conduite par M. Pierre Mauroy, et celle de l'opposition par M. Chauvierre (R.P.R.). Deux autres listes sont en cours de constitution, l'une rassemblant des militants écologistes, l'autre des « nationaux et des socio-professionnels » sympathisants de la droite. — (Corresp.)

HAUTES-PYRÉNÉES

LOURDES. — M. François Abadie, maire sortant radical de gauche et secrétaire d'Etat au tourisme, a présenté le 7 février la liste qu'il conduira. Cette liste comprend 15 M.R.G., 5 socialistes en « congé de parti » et 13 candidats sans étiquettes parmi lesquels 5 femmes.

M. Abadie a déclaré qu'il n'avait pas « admis les exigences du P.S., qui ne reposaient sur rien » et rap-

porté qu'au sein du gouvernement, il représente un courant politique différent de celui du P.S. : « Si j'étais socialiste, je me comporterais différemment, mais je ne suis pas socialiste. »

M. Abadie affirmait que les candidats du M.R.G. seront les arbitres de la situation à Tarbes après le premier tour de scrutin. — (Corresp.)

HAUTE-SAVOIE

ANNECY. — Fortement ancrée à droite depuis plusieurs décennies, la Haute-Savoie, qui avait laissé échapper au profit de la gauche quelques maires — Annemasse, Bonneville, Meythet, Cran-Gevrier — lors des élections municipales de 1977, pourrait fort bien les reconquérir en mars prochain. C'est le cas notamment d'Annemasse où la liste du maire sortant, M. Robert Borrel (P.S.) avait eu seize élus au deuxième tour à la faveur d'une « triangulaire », deux listes de droite s'étant maintenues. M. Borrel affrontera M. Claude Birraux (U.D.F.), conseiller municipal sortant, conseiller général du canton d'Annemasse et député de la troisième circonscription.

Malgré une nette percée de la gauche à Annecy lors des dernières cantonales, la mairie restera très certainement entre les mains de l'opposition. L'actuel premier magistrat, M. Fumex (sans étiquette), ne se représente pas. Il laisse la conduite de la liste à M. Bernard Bosson (C.D.S.), conseiller général, fils de M. Charles Bosson, ancien sénateur centriste et maire d'Annecy de 1955 à 1975. — (Correspond.)

VAUCLUSE

Le R.P.R. se ressaisit à Orange.

AVIGNON. — Il n'y aura, à Orange, que deux listes de l'opposition, et non trois (Le Monde du 1^{er} février). A l'occasion du meeting de M. Jacques Chirac, le 4 février à Avignon, M. Jacques Bérard, secrétaire départemental du R.P.R., a retiré sa candidature au profit de M. Robert Pini, R.P.R. M. Pini, conseiller général d'Orange depuis 1982, avait constitué une liste R.P.R. pour se présenter contre M. Bérard, ancien maire et ancien député. Cette initiative avait entraîné son exclusion du R.P.R. le 13 janvier 1983. Une exclusion de trois semaines... Le 4 février 1983, tout est rentré dans l'ordre au sein du R.P.R. d'Orange. M. Alain Chaleac, U.D.F., conduira l'autre liste d'opposition.

(Publicité)

— guide —
du citoyen et de l'élu

LES MUNICIPALES

Lois nouvelles
élections et organisation
communale

même collection :

■ LA COMMUNE 39 F
■ L'ÉCONOMIE ET LES EMPLOIS 49 F
■ L'INFORMATION 49 F

SYROS 6, rue Montmartre 75001 PARIS

MARDI 8 FÉVRIER

RADIO LIBRE...

AUX ARMES DE LA PAIX

SUR EUROPE 1

AVEC

MARIE-FRANCE GARAUD

ET YVES MONTAND

À 20H30

VIVEZ EN EUROPE 1

POLITIQUE

La « sécurité », dans le débat

La « sécurité » est plus présente dans la campagne des municipales que dans les pouvoirs réels des élus en matière de police. Si les pouvoirs théoriques des maires sont étendus, le rôle des élus — qui bénéficient comme leurs adjoints du statut et des protections légales au titre d'officiers de police judiciaire — est singulièrement restreint dans la pratique. Pour M. Francis Ampe, maire (P.S.) de Chambéry, « cette situation n'est pas saine : le maire a une responsabilité morale globale, sans moyens directs ».

Chargé d'une mission de police, le maire est en fait « sous » surveillance et se trouve en relation de dépendance pour assumer l'« exécution » des actes les plus importants. Concrètement, le maire est beaucoup moins influent dans ce domaine de la sécurité que le commissaire de police, le commandant de gendarmerie du secteur et, au niveau supérieur, le préfet (départemental ou délégué pour la police). De plus, ses moyens en personnel sont en retrait

par rapport aux effectifs totaux du maintien de l'ordre.

Son autorité directe en matière répressive se limite souvent aux directives adressées à un garde champêtre (en milieu rural) ou à une poignée de gardiens municipaux. La situation est plus complexe dans les grandes villes, où les corps de gardiens municipaux sont plus étoffés. Mais l'essentiel de leur mission est relatif à l'ordre sur la voie publique : circulation, stationnement ou encore sortie des écoles.

Sur le plan administratif, une réforme — dans la ligne des souhaits souvent exprimés par la police d'Etat — est en cours. Dans de nombreuses villes, les municipalités relaieront cette dernière pour l'exécution d'actes administratifs simples (délivrance des cartes d'identité ou des passeports) ou des services de la population (objets trouvés).

Forçons le trait. Un élu de droite est un C.R.S. en puissance ; un élu de gauche, un

deux utopiste. La tentation réductrice est décemment très forte dès que le thème de la « sécurité » vient sur les tréteaux de la campagne municipale. Entre « la droite qui veut faire peur aux citoyens » et « la gauche qui nie les réalités quotidiennes », il est difficile de tenter une synthèse. Une enquête dans quatre villes de la région Rhône-Alpes, quatre cités politiquement et géographiquement très marquées, permet cependant de comparer les habitudes politiques de quatre maires sortants, tous candidats tête de liste le 6 mars prochain.

MM. Francis Ampe (P.S.) à Chambéry, Michel Hannou (R.P.R.) à Voreppe, Charles Millon (U.D.F.) à Belley, Camille Vallin (P.C.F.) à Givors : leurs réactions se croisent parfois, s'opposent souvent. La sécurité n'est pas synonyme de paix politique.

Le second volet de notre enquête permettra de suivre, à Bron, une campagne presque exclusivement centrée sur cette question.

I. — Quatre maires face à la « contagion lyonnaise »

De notre correspondant régional CLAUDE RÉGENT.

Lyon. — Ils n'ont rien de « shérifs ». Ce sont plutôt des citoyens ordinaires à qui ont été confiées des missions très précises : réaliser un programme, faire avancer des projets collectifs, assurer le « bien-être ». Moralement responsables et matériellement démunis, les quatre maires rencontrés font leur bilan « sécurité ».

Le plus calme, c'est M. Charles Millon : « Je vais vous dévoiler, assure-t-il en préambule, la sécurité n'est pas un problème majeur à Belley (huit mille cinq cents habitants). Ici, l'atmosphère est quasi familiale. C'est une ville paisible par tradition. Ses inquiétudes ? Les cambriolages de résidences secondaires. Mais le phénomène touche la périphérie, donc d'autres communes. Il y a bien quelques affaires de drogue — des drogues douces —, précise très vite le maire — ou de racket à la petite semaine, à la sortie du lycée de la ville. Ces affaires se règlent souvent par deux claques à des gamins de

quinze ans. Et les gendarmes du coin sont compréhensifs. » M. Millon fait un effort de mémoire pour retrouver les deux crimes commis en quatre ans dans toute la circonscription administrative : un meurtre de « maniaque » et un crime « passionnel ».

A Voreppe (huit mille deux cents habitants), à 15 kilomètres de Grenoble, le docteur Michel Hannou est obligé d'interroger les anciens — il n'a que trente-trois ans : « Nous avons eu un crime passionnel en 1954. Les gens s'en rappellent encore. » Lui aussi à ses petits problèmes de drogue avec des adolescents qui inhalaient de la colle : « Ça s'est arrangé en allant voir le droguiste. »

Plus récemment, la commune a été secouée par une affaire d'auto-défense. Un garagiste, le 25 juin 1981, avait tué un cambrioleur de dix-huit ans. M. Hannou a choisi

de témoigner de l'« honorabilité » de ce citoyen et d'accompagner une délégation de soixante-dix personnes à la gendarmerie. Peu après les faits, Mme Gisèle Halimi, député (apparentée P.S.) de la circonscription, déclarait : « Le principe de l'auto-défense est inacceptable dans un pays civilisé. (...) Il est vrai que le précédent peut porter de lourdes responsabilités dans la psychologie de peur qui s'est installée dans notre pays. » Ce message est très mal passé, assure M. Hannou, pre-

face répressive contre les travailleurs. Enfin, dans une ville très industrielle, il souhaite pouvoir intervenir dans le domaine de la sécurité au sein des entreprises : Les élus devraient avoir au moins un droit de regard sur les installations dangereuses ou polluantes.

Quelles relations se nouent entre les maires et les responsables officiels de la sécurité ? Comme son collègue communiste de Givors — qui n'avait pas « de bons rapports » avec l'ancien commissaire de police, — M. Francis Ampe, jeune maire socialiste élu en 1977 d'extrême justice à Chambéry, a connu bien des problèmes avec le responsable de la police jusqu'à l'élection présidentielle de 1981 : « Lorsque les gens venaient au commissariat pour porter plainte ou les accusaient en disant : « Ça ne sert à rien. La mairie va faire sauter le P.V. » ou bien « C'est encore un Arabe, le maire » les protége ! »

Sur le plan politique, M. Ampe craint que « le thème de la sécurité soit exploité par des discours irresponsables ». Or, en termes de responsabilité, poursuit-il, le maire n'est pas le seul impliqué. Comme dans toutes les villes assez importantes — Chambéry compte cinquante-cinq mille habitants, — la délinquance, c'est d'abord un « sentiment d'insécurité ». M. Ampe avance les réalisations de son équipe dans de grands secteurs qui font, selon lui, « totalement partie » du sujet. La sécurité de la circulation (« le nombre d'accidents a diminué de 30 % en quatre ans »), celle de la santé (création d'un service d'urgence médicale à domicile), celle relative aux sinistres.

Les « bronzés »

On connaissait la délinquance primaire, la délinquance organisée ou résiduelle, voici la délinquance à « teint bronzé ». Elle a été dénoncée au cours d'un débat radiophonique le jeudi 27 janvier sur Europe 1 par M. François Dubanchet, sénateur centriste, tête de liste de l'opposition stéphanoise, face à M. Joseph Sanguedolce (P.C.) Selon le candidat, dans les tramways stéphanois, « les vieilles dames et les enfants » subissent des « rackets » de la part de « jeunes délinquants au teint souvent assez bronzé ».

Les « bronzés » n'ont pas tous des têtes bronzées. A commencer par les Français de confession islamique qui se souviennent peut-être qu'ils sont électeurs. La Ligue des droits de l'homme et la LICRA locale ont fait part de leur « indignation et stupeur » après ces propos « ouvertement racistes ». Mais les fortes paroles de M. Dubanchet auraient reçu, selon les observateurs locaux, un accueil assez favorable dans d'autres secteurs de la population. — C. R.

La trouille, ça existe !

Quant à la délinquance, véritable problème dans certains quartiers et dans le centre ville, il faut, selon lui, l'aborder « dans un esprit de concertation et de coordination » entre mairie, police et justice. Sans oublier les apports des travailleurs sociaux, des éducateurs de rue, des bénévoles, des secteurs associatifs et sportifs, voire des représentants de la presse. La plupart de ces interlocuteurs se sont d'ailleurs retrouvés à Chambéry, le samedi 29 janvier, pour un colloque sur « la sécurité dans les villes ». Mais la municipalité chambérienne a également imaginé des formules de prévention originales : ce sont des délinquants déjà condamnés qui ont, en décembre dernier, disposé dans les rues les éclairages des fêtes de Noël.

Cette action est une première tentative de « travaux d'intérêt général », dont la commission Bonnemaison souhaite le développement. Toutes ces tentatives ne peuvent réduire les réactions de peur : « La trouille, ça existe », constate le docteur Hannou. Le maire de Voreppe assure que trop de ses concitoyens voient leurs plaintes classées sans suite. Les statistiques de régie policière ou d'augmentation du nombre des incarcérations ne sauraient émouvoir le propriétaire du magasin local de magnétoscopes quatre fois cambriolé en un an.

De même, la population dauphinoise « n'admet pas » la vue de puissantes voitures à proximité d'un campement de nomades. « Ces personnes, qualifiées abusivement de gens du voyage, sont en fait des associations sédentaires », affirme M. Hannou. Il regrette lui aussi l'« étanchéité » des services concernés par la délinquance : « Il y a bien une réunion mensuelle entre les services sociaux et la gendarmerie, mais l'incompréhension est souvent la règle », constate-t-il. « Certainement jusqu'à qualifier les vols d'incidents sur le capital. A partir de là tout est possible », conclut le maire de Voreppe.

Prochain article :

BRON (Rhône) : LA BALADE DE VINCENT GUITTARD.

Ministres sur le terrain

Le retour à la base de Jacques Delors

Jacques Delors a peu de chance de devenir un jour une super-star de campagne électorale. Ni de ressembler à ces éternels « happy-few » de la politique, modèles U.S. rectifiés V^e République, qui s'avancent en ville le sourire ravi, l'œil mouillé d'une joie intense et qui redemandent de la poignée de main, à l'heure, si délicate, de la sortie des écoles ou de l'épère.

A franchement parler, le ministre de l'économie et des finances est loin d'être, à l'occasion de sa campagne à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), le moins caricatural des nos « bêtes » de municipalités. Il garde outre-Seine cet air d'anti-héros qu'on lui connaît à Paris, réfléchi et préoccupé, chahuteux mais réservé, et paraît mener, ici comme là-bas, un combat depuis longtemps inégal contre une certaine timidité, des pudeurs respectueuses et une méfiance des échanges factices. Jacques Delors, à Clichy, se prête plus qu'à n'y adhère tout à fait, aux mille variations d'un jeu électoral qui, à l'évidence, lui sied assez mal. Visites marathons, propos abrégés, intimités perturbées. Le parcours d'obstacles, enfin, avec application et sérieux, mais sans le frisson de plaisir du conquérant en territoire inconnu.

Il caresse les chères têtes blondes du conservatoire municipal, mais néglige, en dépit de l'attente du directeur, qui s'était réassigné, de s'étendre sur sa session du jazz. Il pense à discuter une partie de ping-pong pour les photographes puis s'inquiète de la présence des caméras dans un café, pourtant friand de cette publicité-là. On lui propose le verre de l'amitié : il consulte sa montre. Un vieux socialiste clichois, durant une pause, confie sa nostalgie des guinguettes et des jardins ouvriers des bords de Seine. Lui, à la tête pleine du programme de rénovation des immeubles sociaux qui ont remplacé, sur la berge du fleuve, des parcs perdus.

Dans un fauteuil

Certains, même parmi les socialistes locaux, expliquent que le ministre de l'économie n'a pas à forcer son tempérament, puisque sa réussite est garantie « dans un fauteuil ». Au dernier sondage, les Clichois le donnent vainqueur avec plus de 60 % des intentions de votes. Et on voit mal qui serait en mesure d'empêcher Jacques Delors de devenir le prochain maire de cette ville ouvrière de quarante-huit mille habitants, à la solide tradition de gauche et, depuis la dernière guerre, sans maires des socialistes. « Notre réflexion était assurée sans lui, note un militant local, qui guide Jacques Delors dans sa tournée des préaux. Alors, avec lui, ça tient plutôt du phébus ».

D'où pourrait bien surgir le grain de sable ? La liste unique d'opposition (U.D.F.-R.P.R.) ne peut guère espérer obtenir, tous jours selon les sondages, plus de 35 % des voix, et le R.P.R., pressant un échec, a préféré porter son effort sur une ville voisine, Levallois-Perret, où il a quelques chances. De son côté, le parti communiste, qui début en la personne de M. Guy Schmeus le siège de conseiller général, s'est finalement rangé à l'idée d'une liste d'union, la première de toute l'histoire de la gauche à Clichy.

Enfin, la section locale du P.S., d'abord mécontente d'avoir dû demander à son candidat, M. Gilles Catoire, conseiller technique au ministère des P.T.T., de céder la place, même déçu, en faveur de Jacques Delors, une campagne exemplaire. Officiellement responsable du programme électoral, M. Catoire siège au conseil municipal en qualité de premier maire adjoint et l'ancien équipe de M. Gaston Rochas, qui prend sa retraite après dix-huit ans de vie communale, s'est mise, sans broncher, au service du ministre des finances.

Le retour du candidat majeur sans doute sa surprise de voir ainsi Clichy la considérer déjà comme son élu et ses nouveaux compagnons lui décrivent son futur domaine avec le fard de l'artiste montrant une œuvre

aboutie. Il arrive que dans la rue on lui serve du « monsieur le maire », alors qu'il avoue ne savoir encore que peu de choses des Clichois et de leur ville quadrilatère, blottie contre la capitale.

Comme s'ils étaient pressés de régler une simple formalité, ses électeurs l'apostrophent au présent, lui faisant à peine le temps de l'apprentissage. Des parents d'élèves lui parlent d'« une terrasse qui fut » au collège, des rats qui ont pris pension dans le sous-sol d'une marnette. Les réponses, les promesses, sont prêtes. Jacques Delors les livre avec justesse et parcourt ses propos de quelques réflexions à ses complices nationaux. Mais il est encore à la traîne, il le sent, d'une histoire locale qui prend plaisir à se raconter.

Des théories personnelles

Sa seule méthode, pour l'heure, c'est la sincérité. Il souhaite une investiture, explique-t-il, « par besoin de revenir au concret », d'explorer le réel à la base après s'être attaché à son sommet. Il réunit de conduire une municipalité pour « expérimenter » enfin « un certain nombre d'idées personnelles sur la société et la vie collective ». Pas celles du ministre de l'économie et des finances, ou pas seulement. Plutôt celles du militant socialiste et du chrétien engagé, conçues avant la quarantaine, réunies dans un livre paru en 1975 et encore affinées, à partir de 1979, dans le cadre du Parlement européen.

Cette « expérimentation » aurait pu trouver un autre cadre. C'est Clichy qui a été désignée, au hasard des propositions de ses amis, assez proche de Paris pour ne pas trop accroître la charge de l'homme public. Assez dense aussi, par sa mosaïque de problèmes sociaux et humains, pour donner de l'appétit au gestionnaire et à l'innovateur. Jacques Delors connaît encore mal la ville, mais il est certain que les jeunes V^e dévorent. « La vie fermée et le regard absent », sans trop d'espérance d'emploi, que les vieux s'y résignent, souvent écartés de la vie municipale. Sans attendre de maîtriser parfaitement son dossier, il croit possible, nécessaire même, ici comme ailleurs, de créer une « cité de l'artisanat et de l'économie sociale », somme de cellules à taille humaine pour mieux insérer les jeunes dans le tissu urbain.

Une autre vieille idée, cette « cité », jamais testée faute d'une occasion, comme sa théorie sur la formation permanente hors des lieux de travail, et le temps du loisir commun ou « l'espace de communication » entre les hommes. « Je suis désolé, dit-il, de voir les gens rester dans leur coin. » Dans la rue ou à la tribune d'un meeting, comme dans les colonnes accueillantes du *Profil*, l'ancien journal socialiste de Clichy, il se répète inlassablement sa volonté « de travailler au ras des paque-ettes », offrant aux derniers incultes ou gages de foi en compensation du manque de génie que son arrivée imprévue pourrait provoquer.

Quand on l'écoute, au-delà des politesses d'usage, il interromp sa campagne électorale pour amener ses interlocuteurs à ses convictions personnelles. Alors, il s'arrête, comme l'autre jour, en compagnie du directeur d'un centre de jeunes. Son escorte attendait qu'on s'en tienne à l'horaire, sur un terrain de sport bordant le décor hideux, follement industriel de l'hôpital Beaujon. Jacques Delors s'attardait à se faire expliquer les risques d'une trop complète assistance municipale, oubliant les sportifs à l'entraînement, les pompiers au footing, ses autres électeurs.

« Certains, au parti socialiste, confiera-t-il à la fin de cette promenade dans Clichy, ont du mal à admettre mon arrivée d'une action à la base. On me prête à tort une ambition politique, alors que ma candidature a des raisons si simples ».

PHILIPPE BOGGIO.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris.
CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE
Par jugement contradictoire en date du 28 octobre 1982, la 31^e Chambre, 2^e section du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale OMISSION DE PASSATION D'ÉCRITURES — à la peine de UN AN d'emprisonnement avec sursis et à CINQ MILLE FRANCS d'amende, le sieur : ROBERT Jacques, né le 13 décembre 1930 à PARIS 13^e. Chef monteur, demeurant 6, place Jean-Jacques à GARGES-LES-GONNESSE (95). Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au « JOURNAL OFFICIEL » ainsi que dans « LE FIGARO » et « LE MONDE ». Pour extrait conforme délivré par nous, Secrétaire-Greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris.
CONDAMNATION PÉNALE
Par jugement contradictoire en date du 14 octobre 1981, la 11^e Chambre, 2^e section du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour VIOLATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL — BLESSURES INVOLONTAIRES AYANT ENTRAÎNÉ UNE INCARCÉRATION TROIS MOIS — pour avoir à PARIS, le 19 mars 1981, en tout cas depuis temps non prescrit : 1^o) Occasionné des blessures involontaires avec incapacité supérieure à trois mois (accident de travail) — victime BENHAMIDA Omar — 2^o) Étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du Travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Titre III du Code du Travail en laissant travailler trois salariés sur une toiture faite de matériaux d'une résistance insuffisante ou vétuste — sans les munir d'échafaudage, de plate-forme, de plancher ou d'échelle leur permettant de ne pas prendre directement appui sur ces matériaux — sans les munir de ceintures ou de baudriers de sécurité, et sans avoir installé au-dessous de la toiture des dispositifs destinés à retenir les travailleurs en cas de chute — à la peine de DIX MILLE FRANCS d'amende pour le délit de blessures involontaires — et à DEUX amendes de MILLE FRANCS pour violation des dispositions relatives à la sécurité des ouvriers, le Deme LÉOREUX Simonne, née le 9 août 1931, à DREUX (Eure-et-Loire) gérante de société, demeurant, 76, boulevard Félix-Faure à AUBERVILLIERS (93). Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamné la publication de ce jugement par extrait dans « LE MONDE » et « FRANCE-SOIR ». Pour extrait conforme délivré par nous, Secrétaire-Greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris.
CONDAMNATION PÉNALE
Par jugement contradictoire en date du 12 octobre 1982, la 31^e Chambre,

1^{re} section du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour HOMICIDE INVOLONTAIRE, NON-RESPECT DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL, pour avoir à PARIS, le 12 juin 1981, par négligence ou inobservation des règlements, commis involontairement un homicide en l'espèce par le non respect des dispositions relatives à la sécurité du travail et en omettant de prendre les mesures que les circonstances commandaient, alors qu'il avait constaté par lui-même, deux jours auparavant, l'existence sur le chantier d'une trémie dépourvue d'un dispositif de protection efficace ; étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du Travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Titre III du Code du Travail, en laissant travailler un salarié sur un chantier comportant une trémie dépourvue d'un dispositif protecteur efficace ; à la peine de HUIT MILLE FRANCS d'amende, le Sieur ZANINI Pierre, né le 11 novembre 1922 à GRAGLIO (Italie), entrepreneur de bâtiment, demeurant, 5, rue Bouchardon à PARIS. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans « LE MONDE ». Pour extrait conforme délivré par nous, Secrétaire-Greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris.
CONDAMNATION PÉNALE
Par jugement contradictoire en date du 1^{er} octobre 1982, la 31^e Chambre après-midi, 2^e section du Tribunal Correctionnel de Paris, a condamné pour NON-RESPECT DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'HYGIÈNE ET À LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS, pour avoir à PARIS, 43, boulevard Raspail, le 19 septembre 1980, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du Code du Travail et de celui du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, en ne tenant à la disposition de deux salariés une plate-forme de travail démunie de garde-corps et de plinthe, non construite, de façon telle qu'aucune partie ne puisse subir une flexion exagérée ou inégale (art. 141 et 144 du décret du 8 janvier 1965), à la peine de DEUX AMENDES DE HUIT CENTS FRANCS (2 x 800 F), le Sieur HEBERT Bernard Julien Albert, né le 26 février 1922 à ASNIÈRES-SUR-ITON (arrdt. d'Evreux) Eure, conducteur de travaux, demeurant 16, 22, rue des Orchidées Paris (13^e). Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans « LE MONDE » et « LE FIGARO ». Pour extrait conforme délivré par nous, Secrétaire-Greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Ça ne sert à rien !

Mais, conscient que le phénomène de l'insécurité demandait « beaucoup de temps » pour être résorbé, M. Vallin prend des mesures concrètes. Des interventions ponctuelles permettent d'enrayer l'engorgement — répression-répressive. « Nous avons pu, avec succès, intervenir en faveur d'un jeune qui avait fait une bêtise il y a deux ans et qui risquait une sanction pénale alors qu'il avait trouvé un emploi à la S.N.C.F. », dit-il. M. Vallin est confiant : « L'image de marque de la police s'est améliorée dans la population depuis qu'elle n'est plus utilisée de

150 000 000

sur le terrain
retour à la base
Jacques Delors

Des théories personnelles

Le langage est un système de signes qui permet de communiquer. C'est une fonction sociale. Le langage est un système de signes qui permet de communiquer. C'est une fonction sociale. Le langage est un système de signes qui permet de communiquer. C'est une fonction sociale.

Grands dictionnaires Puf: les mots qui ouvrent le savoir.



Dictionnaire critique de la sociologie

Par Raymond Boudon et François Bourricaud

Trois règles de la méthode sociologique sont défendues et illustrées dans ce dictionnaire : se garder d'expliquer les phénomènes sociaux par les exigences supposées et souvent imaginaires de la "réalité" dont relèvent ces phénomènes; traiter les faits sociaux comme des phénomènes d'agrégation ou de composition résultant de la rencontre d'actions individuelles; éviter les théories générales. Ni encyclopédie, ni lexique, ce dictionnaire s'efforce d'aborder les questions fondamentales de la sociologie et de débiter les idées reçues.

puf

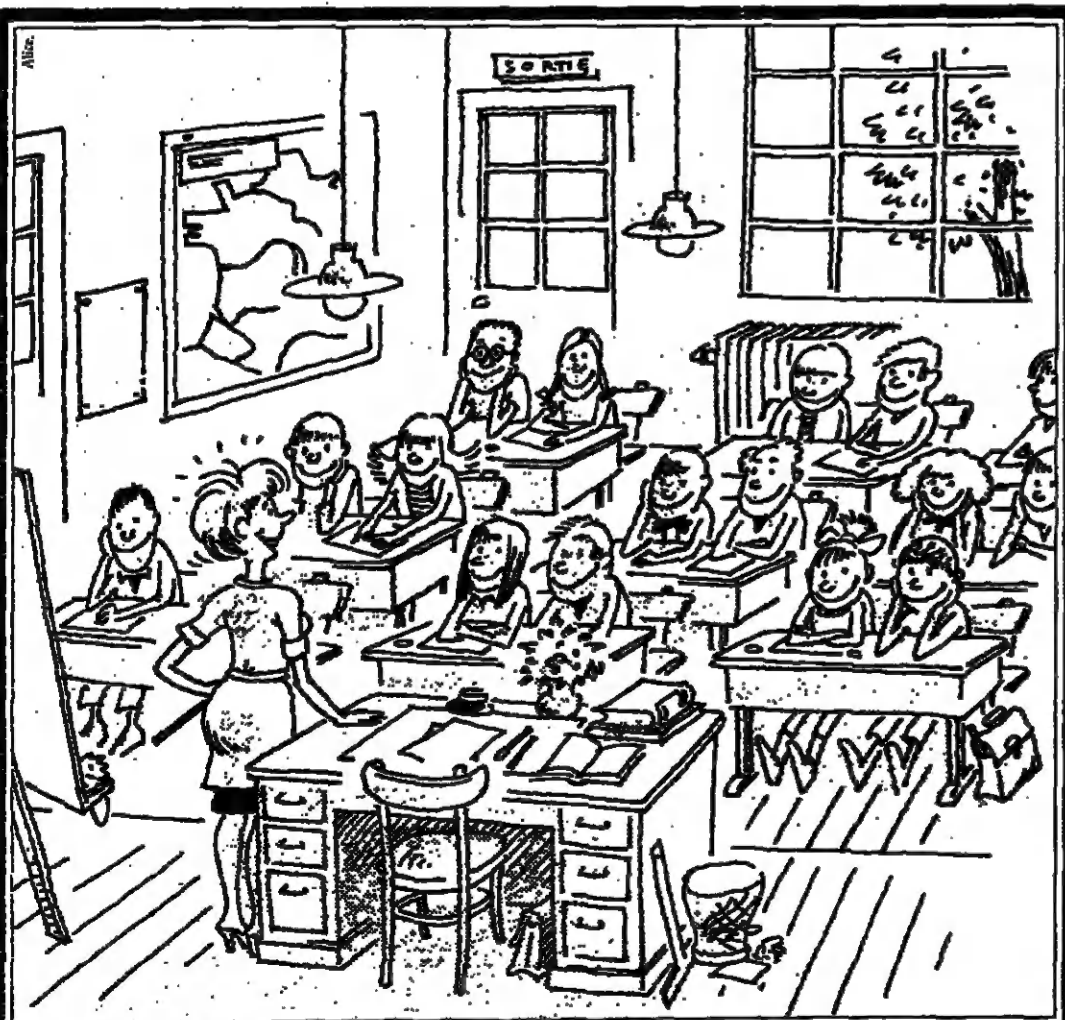


Dictionnaire étymologique de la langue française

Par Oscar Bloch et Walter von Wartburg

Expliquer ne consiste pas à élucider le lien primitif qui existerait entre le signe et ce qu'il exprime, mais à retracer l'histoire des mots depuis leurs racines jusqu'à leurs acceptions les plus complexes. Les auteurs de ce dictionnaire se sont attachés à distinguer ce qui relève de la tradition latine, ce qui vient du vieux fonds autochtone, d'emprunts étrangers ou de créations arbitraires dues parfois à un seul écrivain. Le langage retrouve ainsi toute sa couleur et chaque mot se charge de sève. Plus de 1200 entrées.

puf



Dictionnaire de la langue pédagogique

Par Paul Foulquié

L'ambition de cet ouvrage est d'offrir un inventaire méthodique de termes utilisés par les sciences de l'éducation, mais aussi par des disciplines connexes comme la psychologie ou la morale. Chaque mot s'éclaire d'indications d'ordre étymologique et sémantique qui aident à en saisir les résonances et les harmoniques. Mais l'essentiel est constitué de citations empruntées aux théoriciens de la pédagogie, aux éducateurs de renom, aux penseurs et aux écrivains, qui confirment ou infirment la définition proposée. 1200 entrées environ.

puf



Dictionnaire général du surréalisme et de ses environs

Sous la direction d'Adam Biro et de René Passeron

Ce dictionnaire ne se contente pas d'être un "who's who" du surréalisme, mais considère les pays, les œuvres marquantes, les groupes, les œuvres et les concepts comme des entrées aussi nécessaires que les personnes. C'est pour la première fois l'amour fou, la poésie, la liberté, l'utopie concrète, la raison comme "assimilation continue de l'irrationnel", l'imagination, qui entrent dans un dictionnaire, en plus de 1350 entrées, 640 illustrations, dont 41 en couleurs. C'est la totalité du champ surréaliste qui est ainsi passée en revue.

puf

L'INCUPLATION DE KLAUS BARBIE

Le risque de l'amalgame et de la récupération

Le débat sur les crimes contre l'humanité suscité par l'expulsion de Klaus Barbie risque de dévier. Telle est la crainte exprimée par plusieurs représentants de la majorité. « Toutes les tentatives de récupération ou les règlements de comptes apparaissent comme condamnables », souligne M. Michel de La Fournière, chargé au sein du secrétariat national du P.S. des droits de l'homme. « Le procès de Barbie doit contribuer à faire la lumière sur une période de notre histoire que certains s'efforcent d'obscurcir », note René Andrieu dans l'Humanité.

Dans l'opposition, M. François Léotard craint « soit la récupération, soit le spectacle ». La diffi-

culté vient de ce que, à travers les propos du secrétaire général du P.R., affleure une tentative de récupération, du moins la tentation de l'amalgame. M. Léotard souhaite que l'on parle davantage du présent, et plus précisément des « pays totalitaires », plutôt que de s'étendre sur le passé. Mais il suggère dans le même temps que « certains des hommes politiques actuels n'ont pas nécessairement intérêt à se pencher sur ce passé ». Pressé par les journalistes de ne pas s'arrêter ainsi en chemin, M. Léotard s'est réconcilié. Il était temps.

Le secrétaire général du P.R., venant après M. Henri Cavallat (M.R.G.), a réclaté à son tour,

lundi 7 février, le rétablissement de la peine de mort en cas de crime contre l'humanité. Cette suggestion a suscité une réaction immédiate de la chancellerie, rappelant qu'une telle proposition « méconnaît le principe fondamental de la non-rétroactivité de la loi pénale ». Cette mise au point n'est pas surprenante, mais elle était nécessaire : Israël n'avait-il pas introduit la peine de mort dans sa législation après l'enlèvement d'Adolf Eichmann, pour condamner finalement celui-ci à la pendaison ?

MM. Cavallat et Léotard ne sont pas les seuls à se faire une conception élastique du droit. Lundi, devant l'Association de la presse diplomatique fran-

çaise, M. Claude Cheysson a déclaré : « L'instruction ne portera pas uniquement ni même principalement sur tel ou tel acte individuel de Barbie, mais sur ce qu'il représentait, sur ce qu'il a servi, sur ce qui a permis, un jour, à un homme, d'envoyer quarante et un enfants de trois à treize ans se faire exécuter. » Contrairement à ce qu'affirme le ministre des relations extérieures, l'instruction portera, il faut l'espérer, sur les faits reprochés à Klaus Barbie et non sur ce qu'il « représentait ». Le nazisme et le rôle de certains Français, sous l'occupation, sont préoccupés M. Léotard, relèvent d'un autre débat.

L'INSTRUCTION DU DOSSIER

Un biais juridique pourrait permettre de revenir sur l'affaire de Caluire

Tandis que Klaus Barbie, isolé dans une cellule de la prison du fort Montluc à Lyon, éprouve les conditions de la vie de prisonnier, les magistrats qui ont la charge de son dossier, MM. Christian Riss, juge d'instruction, et Jean Berthier, procureur de la République, ont commencé un difficile travail afin d'établir, dans le contexte juridique particulier que pose l'affaire (le Monde du 8 février), la liste des faits qui, aujourd'hui, peuvent être retenus à charge sous la qualification de crimes contre l'humanité.

Cela exige pour commencer un dépouillement minutieux, et qui n'avait pas encore été entrepris, des deux dossiers établis contre Barbie après la Libération et sur la base desquels il avait été condamné à mort par contumace par le tribunal militaire de Lyon en 1952, puis en 1954.

Dans un premier temps, il s'agit de voir quelles sont, parmi toutes les opérations menées par les services du S.D. allemand à l'époque où Barbie en avait la direction, celles qui ont pu alors être ignorées et qu'auraient révélées des témoignages ultérieurs.

Cela suppose un examen détaillé de la liste des victimes dressée à l'origine. Cela implique aussi une analyse des circonstances dans lesquelles les uns et les autres ont péri ou souffert, circonstances qui, pour telle ou telle, pourraient permettre de dire aujourd'hui que la qualification de crimes de guerre, retenue alors, pourrait être, à la lumière d'éléments recueillis depuis, considérée comme insuffisante et justifier un nouvel examen dans la perspective des notions de crimes contre l'humanité. C'est par ce biais qu'éventuellement pourrait être reconsidérée,

avec d'autres, l'affaire Jean Moulin et les arrestations de Caluire. Tout cela reste cependant encore imprécis et n'est pas sans embarrasser les juristes qui vont avoir en ce domaine à fixer une doctrine.

Maintenant que Barbie, à la fois sujet de droit et symbole, se trouve entre les mains de la justice française, il est évident que l'opinion dans son ensemble, et plus particulièrement les survivants de ses entreprises ou les familles des victimes, comprendraient mal que le procès auquel il est promis puisse être seulement un procès étié. Aussi bien la question se pose de savoir qu'elle pourra en être la matière.

Pour l'enrichir, la justice peut assurément compter sur le concours des associations d'anciens déportés, d'anciens combattants, ainsi que sur celle des organisations de la communauté juive.

Déjà les constitutions de partie civile se multiplient de ce côté-là. On a enregistré, lundi 7 février, celles de l'Association des anciens combattants israélites de la région Rhône-Alpes, de l'Union départementale du Rhône des combattants volontaires de la Résistance, de l'Amicale des anciens de Dachau. De son côté, la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.), déjà partie civile contre Paul Touvier, l'ancien milicien de Lyon en fuite, mais dont la situation juridique et judiciaire est exactement comparable à celle de Klaus Barbie, confirmera jeudi 10 février à M. Christian Riss une constitution de partie civile dont elle l'avait averti par lettre il y a une quinzaine de jours, avant qu'il soit question de revoir Barbie. M. Ugo Iannucci, son avocat, invoquera à

l'appui de son action le massacre en août 1944 à Saint-Genis-Laval (Rhône), de cent vingt personnes qui, extraites du fort Montluc, furent toutes tuées à la mitrailleuse et brûlées ensuite.

Autre charge encore, les faits pour lesquels les rescapés des familles Benguini et Halbaumbremer se sont eux aussi constitués partie civile. Il s'agit de cinq des quarante-deux enfants arrêtés à Izieu (Ain), où ils étaient réfugiés, et qui furent tous déportés à Auschwitz, dont aucun ne revint. Selon les avocats de ces familles, M. Serge Karsfeld et Charles Libmann, on est là évidemment en présence de crimes contre l'humanité, mais, surtout, en présence de faits qui échappent à l'attention lors des procès de contumace de 1952 et 1954.

Tout indique que d'autres plaintes suivront et que d'autres associations et d'autres victimes se manifesteront. Dans une déclaration faite lundi 7 février, le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) exprime non seulement « une intense émotion et son amère satisfaction », mais annonce qu'il « réunira ses instances pour étudier attentivement les conséquences de cet événement ».

Les magistrats lyonnais recevront aussi le concours des autorités judiciaires néerlandaises, Barbie ayant joué un rôle dans la déportation de plusieurs centaines de juifs arrêtés à Amsterdam en juin 1941. C'est ce qu'a annoncé le directeur de l'Institut d'Etat néerlandais pour la documentation de guerre, qui communiquera à la France toutes les informations en sa possession.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

A Vienne

L'œil de Caïn

De notre envoyé spécial

Vienne. — M. Simon Wiesenthal ou « le glaive poursuivant le crime ». Le moyen de sortir de cette allégorie ? Vienne sous la neige, baroque avec ses plaques modernes. Au numéro 6, Salsitzgasse, dans un immeuble carré, le Centre de documentation juive, archives et crimes de guerre, ses mille cent noms d'anciens nazis.

Interphone, caméra au judas, gardien en uniforme assis sur une chaise dans le faux jour du palier. Quatre femmes — deux juives et deux chrétiennes — tapent à la machine sur des bureaux couverts de lettres, un répertoire de treize mille donateurs à portée de leur main. Partout au mur, des éloges, des trophées, le « Wiesenthal Center of Los Angeles », les « Certificates of appreciation » de l'Etat de Californie, « The decalogues of lawyers », les « Dallas Texas greetings ». M. Wiesenthal est aussi « Honorary citizen of Louisville ». Une équipe de télévision éclaira à giorno l'appartement modeste et tous ces documents passionnément réunis pour empêcher encore quelques survivants de dormir.

Klaus Barbie est arrêté. On vient interroger M. Wiesenthal. Le vieux chasseur qui débussa et fit tomber Adolf Eichmann est là massif. La conscience de Caïn. Klaus Barbie, ce n'est pas un cas à soi. Ce sont les Allemands qui l'ont retrouvé, résumé-t-il. En 1971, le procureur de Munich a ouvert une information sur un groupuscule nazi à La Paz. Un certain Altman en était l'animateur. Les Allemands se sont alors procurés les identités de la famille Altman. Ils n'ont trouvé personne sous ce nom en Allemagne. Mais une des filles de Barbie avait été enregistrée à l'état civil le même jour qu'une des filles d'Altman.

M. Wiesenthal explique ainsi la présence des anciens nazis en Amérique du Sud : « En 1944, à Strasbourg, des nazis qui comprenaient que la guerre serait perdue pour eux ont décidé de placer de l'argent dans des banques étrangères, à Tanger, en Amérique du Sud. C'était de la fausse monnaie fabriquée par les meilleurs faussaires internés dans des camps de concentration. C'est

ainsi que, en 1946, les nazis ont pu aider le régime de Peron en Argentine. Ils lui ont accordé 300 millions de dollars pour redresser l'économie du pays. En échange de quoi Peron a délégué sept mille cinq cents fausses cartes d'identité à des nazis en fuite. Puis, selon M. Wiesenthal, « la guerre froide, la division des deux blocs, facilitèrent l'émigration d'autres nazis qui, à l'époque, se firent passer pour des dissidents des démocraties populaires. La Croix-Rouge, l'œuvre catholique Caritas, aidèrent des gens qui ne voulaient pas vivre dans les régimes communistes à s'exiler en Amérique du Sud. Il y eut avec eux de nombreux nazis. Ils leur offrirent même le voyage ».

M. Wiesenthal n'a pas eu vraiment l'œil sur Barbie. « Dans mes recherches sur Josef Mengele et Walter Rauff, son nom est apparu à plusieurs reprises. Le dossier Barbie contient toutefois une centaine de pages. Au cours des années 1945-1950, Barbie vivait en Allemagne, mais les Américains ne voulaient pas le remettre aux autorités françaises. Autre élément : Barbie était l'ami et le partenaire financier de Federico Schwend — mort il y a deux ans, — grand argentier en Amérique du Sud des perdants du III^e Reich. M. Wiesenthal n'en dira pas plus long. « L'arrestation de Barbie est très positive, mais je pense qu'actuellement, en France, une majorité de la population n'a pas connu la guerre. L'exemplarité de la punition ne sera pas évidente. Le procès Barbie servira à démasquer d'anciens collaborateurs. Est-il temps, après plus de quarante ans ? — Vous savez, j'ai traité devant les tribunaux mille cent personnes. Il n'y a pas de deux qui ont fait un mea culpa. Et si l'on avait inculpé Barbie de trafic d'armes ou de drogue pour des crimes plus actuels ? Non, non ! Ce n'est pas comparable... »

M. Wiesenthal se lève. Une autre équipe de télévision l'attend. On reste face aux dossiers sur les étrangers, à l'énorme Mengele.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Retour à Montluc

La prison du fort Montluc à Lyon, au fronton de laquelle demeure encore l'inscription « Prison militaire », est celle-là même où, pendant l'occupation et surtout après l'entrée des Allemands en 1942 sud, le 11 novembre 1942, étaient déportés les résistants. C'est là que furent détenus Jean Moulin et ses compagnons arrêtés à Caluire le 21 juin 1943, mais aussi bien d'autres puisque l'on estime à quatre mille ceux qui alors devaient y séjourner.

C'est de là qu'il se portèrent pour les interrogatoires auxquels Barbie et ses hommes, d'abord dans les sous-sols de l'hôtel Terminus, près de la gare de Perrache, ensuite dans les locaux de l'école de santé militaire aujourd'hui désaffectée, avenue Berthelot, sur la rive gauche du Rhône, distants d'environ 1 kilomètre et où furent installés, à partir de la fin 1942, les services de la quatrième section du S.D. allemand dont Barbie était le chef.

Montluc, pour la Résistance lyonnaise, garde la même résonance, fut le même haut lieu de souvenirs tragiques que, pour les Parisiens, l'ancienne prison du Cherche-Midi, aujourd'hui détruite ; pour ceux de Bordeaux, le fort du Hâ, maintenant rasé lui aussi ; pour les Toulonnais, la prison Saint-Michel ; pour les Lillois, celle de Loos.

Le bâtiment n'a guère changé extérieurement. Après la guerre, il fut rendu à la justice militaire française. Il reçut alors tous ceux qui en étaient justiciables. Ce furent d'abord, dans les années 50, par le même retour des choses qu'aujourd'hui, les anciens membres de la Gestapo, les miliciens, les collaborateurs de la région lyonnaise. Ces procès achevés, Montluc fut le lieu de détention des « bidasses » promues, pour crime ou délit militaire, au tribunal des forces armées qui le jouxte pratiquement. Les insoumis en ont eu aussi des souvenirs. Et, pendant la guerre d'Algérie, on y écroua encore les membres des réseaux F.L.N. en instance de jugement à Lyon. — J.-M. Th.

DES CROYANTS, ANCIENS RÉSISTANTS, SE SOUVIENNENT

Pardonner l'impardonnable

« Depuis le temps que l'on attendait son extradition... » La réaction du grand rabbin Kaplan, ancien grand rabbin de France, qui était à Lyon pendant le « règne » du bouchar de Lyon — « même s'il n'a jamais rencontré Klaus Barbie, — résume en une seule phrase le soulagement de la communauté juive. Faut-il remuer ces vieux souvenirs ? La réponse du grand rabbin, dans sa grande sobriété, dit pourtant tout : « Il est bon de se rappeler ce qui s'est passé à cette époque-là. »

Et si on va pouvoir rappeler tout dans le détail, lors du procès de Barbie, c'est grâce à la ténacité d'un juif, croyant, et de sa femme, chrétienne, Serge et Beate Klarsfeld. « Ma femme et moi sommes à l'origine du retour de Barbie en France », dit Serge Klarsfeld. Cela fait maintenant onze ans que nous attendons ce jour. Nous ressentons donc un soulagement intense à l'annonce de cette nouvelle. L'impunité de Barbie martyrisait les mères de ses victimes, pour lesquelles ce criminel n'a jamais eu un seul mot de regret.

« Les juifs n'ont jamais tué les criminels nazis et j'espère qu'une fois encore ils sauront dominer leurs passions. La prison à vie, pour ce homme qui a fait mourir plus de cinquante personnes, est la plus grande joie — celle de pouvoir mourir en se disant : « On ne m'a pas eu ! »

Se rappeler ? Qui ne ferait autrement ? Mais, peut-on aussi pardonner quand on est juif et croyant ? M. André Ulmann, avocat parisien et ancien membre du groupe des francs-tireurs, arrêté à Lyon en 1943 puis interné, estime que : « C'est humain de ne pas pardonner des choses impardonnables. Les événements que j'ai vécus me haïssent tous les jours, toutes les nuits. Il faut que justice soit faite, non pour assouvir une vengeance personnelle mais pour éviter que de telles choses ne se reproduisent en informant les jeunes générations. La gravité de la peine prononcée est sans importance. Voilà pour le plan judi-

caire ; sur le plan moral, je ne pourrais jamais pardonner. » C'est aussi l'opinion d'un catholique, M. Alban Vistel, chef régional de Rhône-Alpes dans la Résistance. Pour lui, « Barbie, c'est le plus grand tortionnaire de l'histoire : on ne peut pas lui pardonner ». Les sentiments chez les catholiques sont cependant mêlés. « On éprouve une sensation curieuse, déclare d'emblée le poète Pierre Emmanuel. Le procès de Barbie sera extraordinaire et on est bouleversé d'avance mais, devant un homme tragique, la réaction initiale est celle de la compassion. En tant que chrétien, il faut pardonner, bien sûr, mais on ne peut pas oublier Barbie, c'est le symbole de toute une époque qu'on n'arrive pas à exorciser. Enfin, il y a la justice des hommes et la justice de Dieu... »

« Prescription » dans les cœurs

Deux autres catholiques qui ont été résistants dans les réseaux de Témoignage chrétien, avaient avoir été choqués par les réactions de vengeance exprimées à la télévision par la veuve de Jean Moulin, même s'ils la comprennent. Le Père Lucien Fraisse, jésuite, qui avait pris le maquis comme aumônier en 1943 avant de devenir commandant de résistants dans la Drôme, reconnaît qu'il est très difficile pour un croyant de pardonner. Surtout, a-t-il le droit de pardonner pour les autres ? Le pardon est plus grand que la Création : Dieu nous l'a montré en nous donnant nos fils. »

Pour sa part, M. André Mandoux, qui était aux origines de Témoignage chrétien, fait remarquer que « le pardon n'est jamais une démission. Le pardon, c'est chrétien, sans aucun doute, mais il faut témoigner contre l'injustice, contre le racisme, contre le nazisme. C'est pour cela que le procès de Barbie est important. »

M. Léotard (P.R.) : je souhaite vivement qu'il soit condamné à mort

Au cours de l'émission « Face au public » sur France-Inter, lundi 7 février, M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, a commenté l'expulsion de Klaus Barbie. Selon lui, « la pire des choses pour ce qui concerne cette affaire, ce serait soit la récupération soit le spectacle. » Il a affirmé que « si cela était possible », il « souhaiterait très vivement » la condamnation à mort de Klaus Barbie et que « le Parlement français doit saisir de ce problème simple : devons-nous voter une loi de peine de mort pour les crimes contre l'humanité ? »

Invité à répondre davantage sa pensée, M. Léotard a expliqué que, quand il parlait de « récupération », il voulait « dire simplement » qu'il ne faut pas faire de la résistance quarante ans après. Il a ajouté : « Nous avons vu dans le Chagrin et la Pitié combien les Français étaient, à cette époque, non seulement divisés mais minoritaires dans la Résistance. Ne faisons pas de cette affaire une sorte de rituel, de meurtre rituel. Nous avons à nous pencher sur notre passé, sur les fautes que les Français ont collecti-

« Qu'il y ait « prescription » dans les cœurs, d'accord, mais qu'on ne ferme pas les yeux. Il ne faut pas que les chrétiens soient des gens avec leur petit jardin à part. Il faut dénoncer l'impardonnable, comme les thèses de Faurisson. Qu'on pardonne, mais en connaissance de cause. N'oublions pas que les guerres d'Algérie, puis du Vietnam sont sorties du nazisme. »

Pour le pasteur Daniel Arger, de l'Eglise réformée de France, ancien aumônier des maquis du Vercors — qui considère l'arrestation de Barbie comme « un acte de salubrité publique » — « Il serait spirituellement malséant de confondre le pardon avec l'oubli, la faiblesse ou la lâcheté. Et le pardon implique trois conditions essentielles : la reconnaissance de la faute commise à l'égard de quelqu'un ; la demande explicite de pardon à ceux qu'on a offensés ou meurtris ; et enfin la volonté de changement, qui passe par une mort à soi-même et non un changement de « personnage ».

« Or si Barbie et les membres, protégés ou non, de cette Internationale de tortionnaires qui engendrent et multiplient les systèmes totalitaires dérivés du — nazisme de droite ou de gauche — n'ont jamais, que je sache, manifesté la moindre velléité de repentir, on même de reconnaissance de leurs crimes. C'est vrai que cela dépasse la responsabilité individuelle de chacun d'eux. »

Cela relève d'une pathologie politico-sociale qu'il importe de mettre en lumière, moins pour condamner des hommes que pour tenter de détruire un système inhumain. C'est pour cela, d'abord, que nos camarades de la Résistance ont préféré la mort au dishonneur. Ce n'est pas, je le crois, l'esprit de vengeance qui les animait, ni même la haine de l'adversaire, mais la volonté de rendre possible un monde où le monstre totalitaire serait extirpé. Ce combat n'a pas cessé en 1944. Il ne cessera jamais. »

A. W.

L'EX-FEMME DE JEAN MOULIN : il se trouvera peut-être quelqu'un pour l'assassiner.

« Je voudrais que Barbie soit fusillé ou pendu haut et court », a déclaré le samedi 5 février, sur Antenne 2, M^{me} Renée Marguerite Stark-Ceruty, âgée aujourd'hui de soixante-quinze ans, qui fut de 1926 à 1928, année de leur divorce, la femme de Jean Moulin. Mais puis-je « cela n'est pas possible en France », a dit encore celle qui se présente comme la veuve de Jean Moulin, je souhaite qu'il soit condamné à vie. Et il se trouvera peut-être quelqu'un pour venir l'assassiner. Je n'en sais rien. Je pense que cela peut arriver... »

[Lors d'une conférence de presse tenue à Paris par les soins de l'association Droits socialistes de l'homme, le lundi 7 février, M^{me} Stark-Ceruty a indiqué que « jamais son ancien mari et elle n'auraient cessé de se voir, jusqu'à la mort de celui-ci ». Pourtant, à l'annonce de cette révélation, plusieurs personnalités de la Résistance, dont notamment MM. Gaston Collin, conseiller de la République à Bordeaux à la Libération, Raymond Arbreux, Stéphane Hessel et Daniel Cordier, ancien secrétaire de Jean Moulin, avaient tenu à faire savoir que l'ex-femme de Jean Moulin n'avait jamais revu son mari — après leur séparation.]

« L'Humanité » : attention aux diversions

René Andrieu écrit, dans l'Humanité du 8 février : « Pourquoi éprouvons-nous, devant certaines réactions, une espèce de malaise et comme un commencement de mal de mer ? (...) On peut certes penser que les nazis n'ont pas le monopole de l'injustice et de la cruauté. Mais quand un spécimen du type Barbie est appelé à rendre des comptes à la justice, on est surpris d'une diversion qui apparaît dans les faits comme une recherche de circonstances atténuantes. »

« Personne n'a le droit de renvoyer dos à dos le F.L.N. et les tortionnaires, ceux qui subissent une guerre d'agression et ceux qui la mènent, les hommes de la Résistance et les Waffen S.S., les soldats de la liberté et les serviteurs de la barbarie, les combattants de Stalingrad et les tueurs de la Gestapo. »

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

“Les Annonces” est le n° 1

pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 30, rue de Ménil, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-90-30

MÉDECINE

Une équipe de l'Institut Pasteur obtient un résultat prometteur dans la recherche d'un vaccin contre le paludisme

Des résultats obtenus par une équipe de scientifiques français de l'Institut Pasteur dirigée par le professeur Ludo Pécresse de Silva marquent une étape importante dans la préparation d'un vaccin contre le paludisme, cette maladie parasitaire qui affecte à travers le monde la santé de plusieurs centaines de millions de personnes.

Pour la première fois, cette équipe est parvenue à protéger des singes du paludisme en leur administrant une fraction moléculaire précise (constitutive) du parasite responsable chez l'homme de la forme la plus grave de cette affection. Plusieurs autres résultats importants dans le même domaine ont ainsi été

exposés à l'occasion d'une réunion scientifique récemment organisée à Park-City (Utah) par l'Institut de biologie moléculaire de l'Université de Californie. Ces travaux, d'une portée médicale, politique et financière considérable, font l'objet d'une vive compétition scientifique à l'échelon international.

En 1880, Alphonse Laveran, militaire et biologiste français, découvrit, à Constantine, l'origine parasitaire du paludisme. Un siècle plus tard, on en est encore à la recherche d'un mode efficace de prévention contre cette maladie dont souffrent, en Afrique tropicale, en Amérique centrale et du Sud et dans la presque totalité de l'Asie du Sud-Est, plusieurs millions d'êtres humains (le Monde du 11 juillet 1982). Une maladie dont l'incidence a doublé en quelques années et qui, elle seule, tue annuellement plus de cinq mille enfants de moins d'un an et plus d'un million de moins de cinq ans en Afrique.

Sombre tableau, obscurci par la résistance du parasite à tous les médicaments jadis efficaces. L'échec des campagnes utilisant les insecticides pour détruire le moustique-vecteur et, par conséquent, la difficulté politique et économique de la lutte contre le développement des campagnes sanitaires.

Si quelques succès ont pu être obtenus (disparition de l'affection dans une vingtaine de pays), l'éradication du paludisme à l'échelon mondial semble, compte tenu des moyens actuels, un objectif totalement irréalisable, et ce, en dépit des énormes sommes — de l'ordre de 2 700 millions de dollars (1) — investies par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). C'est dire l'importance de la recherche qu'il faut accorder à la mise au point d'un vaccin antipaludéen efficace et utilisable chez l'homme.

Dans ce domaine, les tentatives ont été nombreuses, toujours en échec par la complexité de l'immunologie et du cycle parasite.

Il existe plusieurs formes de paludisme (2). La plus fréquente et la plus grave est due à un parasite — un hématozoaire — dénommé *Plasmodium falciparum*. Son développement nécessite la présence de deux hôtes : l'homme et un moustique (anophèle). On distingue trois sites d'attaque possibles du parasite, correspondant chacun à un vaccin théorique (voir le schéma page ci-contre).

La compréhension moléculaire

L'équipe française de l'Institut Pasteur s'est attachée à la mise au point d'un vaccin antipaludéen, composé de structures antigéniques, parasitaires, de la forme dite « sporozoite » présente dans les globules rouges sanguins humains et contemporaines de l'affection et de la destruction des cellules sanguines. Les résultats ont été obtenus sur des singes (des *Macaca mirla*) à l'Institut Pasteur de Cayenne.

Une fraction moléculaire (3) isolée du parasite, injectée sous un adjuvant à dix singes, a permis de protéger ces derniers d'une affection paludémique expérimentale à laquelle ils pouvaient échapper sans le seul adjuvant (groupe témoin). Ces résultats sont qualifiés de « probants » par les auteurs. Ils marquent, de façon évidente, une étape importante dans la préparation d'un vaccin antipaludéen.

Si des résultats positifs ont pu être obtenus par le passé chez différents animaux de laboratoire, ils ne pouvaient pas être généralisés à *Plasmodium falciparum*, et les tentatives expérimentales étaient constituées de parasites entiers ou de fractions parasitaires mal définies. Avec le travail français, on entre dans le domaine de la compréhension moléculaire des mécanismes physiopathologiques du paludisme. De nombreux travaux sont actuellement en cours en Europe et aux États-Unis. Tous ces travaux n'ont été possibles qu'après la mise au point par une équipe (Trager et Jensen), en 1976, d'une méthode de culture *in vitro* des mérozoïtes de *Plasmodium falciparum*, offrant ainsi une précieuse production de matériel parasitaire. L'affinement de recherches, l'apport de nouvelles techniques immunologiques et celles des manipulations génétiques ouvrent aujourd'hui de larges perspectives — jusqu'à ces derniers temps, étaient qualifiés d'utopiques.

Ainsi en 1979, un groupe de l'Université de New-York dirigé par le professeur Ruth Nussenzweig, identifiait une protéine de structure (antigène) chez *Plasmodium* non pathologique pour l'homme ; en 1981, le même antigène permettait la mise au point d'un anticorps capable de protéger expérimentalement les souris contre l'affection correspondante. La même équipe a annoncé, il y a quelques jours, à Park City, qu'elle était parvenue à identifier et à « cloner » le gène res-

ponsable de la synthèse d'un antigène pathogène chez un parasite responsable du paludisme chez le singe (*Plasmodium knowlesi*). D'autres résultats importants ont été présentés par des équipes américaine et britannique.

Le travail prometteur de ces équipes ne permet pas encore de dater avec précision la prochaine et cruciale étape que constituera l'expérimentation clinique, ni de dire qui, dans l'actuelle compétition,

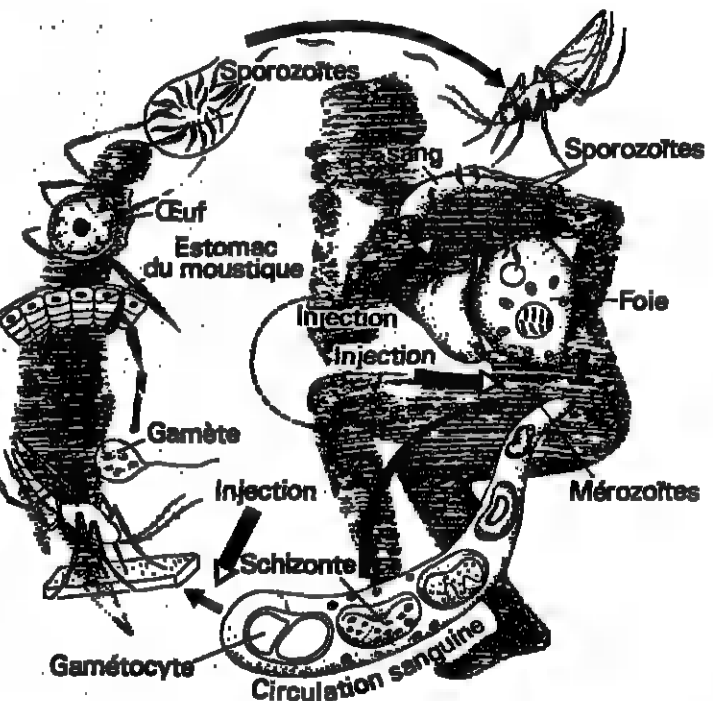
Trois modes d'approche pour une protection vaccinale

Le paludisme est dû au développement dans l'organisme humain de parasites inoculés dans le sang par la piqûre de la femelle moustique *Anopheles*. La forme la plus grave — mortelle — de paludisme est due au parasite *Plasmodium falciparum*. Le parasite est présent dans les glandes salivaires du moustique sous la forme « sporozoite ». Après inoculation et un rapide passage sanguin, le parasite se fixe dans le foie, où il prolifère.

Il est ensuite libéré dans le sang sous la forme « mérozoïte », qui pénètre dans les globules rouges où il

prolifère à nouveau et se transforme en formes typiques de l'affection. Des formes atypiques (gamétocytes) apparaissent ensuite qui sont ingérées par le moustique-vecteur, où le cycle de développement continue. Trois injections — de vaccins — sont possibles : les formes atypiques du parasite, la forme « mérozoïte », étudiée par l'équipe de l'Institut Pasteur, permettrait une protection contre les formes « sporozoites » pathogènes.

© Schéma tiré d'International Health Magazine (janvier 1983).



FAITS ET JUGEMENTS

La Courneuve un gardien d'immeubles tué par deux malfaiteurs

Un gardien d'immeubles à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), M. Pichon, cinquante-cinq ans, a été tué, lundi 7 février, dans la matinée, par deux hommes circulant à moto. M. Pichon percevait les loyers d'une H.L.M. de la rue Anatole France lorsqu'il a été attaqué par les malfaiteurs, qui ont tenté, mais en vain, de s'approprier sa sacoche. Avant de s'enfuir les deux inconnus ont allumé le feu, tuant sur le coup le gardien d'immeubles.

Six mesures pour favoriser la promotion des femmes

Six mesures pour favoriser l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la fonction publique ont été prises au cours des prochains mois, a annoncé, il y a quelques jours, M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. Déjà, des consignes ont été données aux ministères pour effectuer des recrutements aux postes de direction et mettre au point un calendrier de réajustement.

Inculpations dans l'affaire des fausses factures

Cinq personnes viennent d'être inculpées à la suite de l'enquête sur les fausses factures du Centre hospitalier régional de Nice (Alpes-Maritimes). La première inculpation est M. Roland Godard, ancien directeur de la H.C.R. de C.H.R. de Nice, arrêté à Rouen où il réside, inculpé à Nice et inculpé pour escroquerie. Les quatre autres personnes, résidant à Marseille et déjà impliquées dans l'affaire des fausses factures de cette ville, n'ont pas été inculpées.

Cela porte à près de quatre-vingts le nombre des inculpations prononcées depuis six mois dans cette affaire.

L'affaire du dépôt d'armes à la rue du Borrego

La dixième chambre de la cour d'appel de Paris a légèrement aggravé le 7 février la condamnation prononcée le 18 novembre par le tribunal correctionnel l'encontre de M. Jean Aubron, qui avait loué, rue du Borrego (20^e), un box dans lequel les policiers avaient, le 8 avril 1982, un dépôt d'armes et de munitions. La cour confirme en peine de quatre mois d'emprisonnement, mais libère le dix-huit la partie qui n'est pas le sursis, au lieu de deux ans (le Monde du 10 novembre 1982).

Pour un européen de l'objection de conscience

L'Assemblée européenne s'est prononcée, lundi 7 février, par 111 voix contre 15 et 7 abstentions, pour un statut européen de l'objection de conscience, présenté par une socialiste italienne, M^{me} Macciacchi, et soutenu par M^{me} Simone Veil (libérale, France). L'Assemblée invite les Dix à harmoniser leurs législations et à reconnaître que le « service de remplacement (...) ne devrait pas être considéré comme une activité (...) ni excéder le statut de service militaire ordinaire ». Cela entraînerait toutes les législations des pays à service militaire obligatoire, en particulier la Grèce (quarante-huit mois au lieu de vingt-six) et la France (vingt-quatre au lieu de douze). Selon un amendement adopté, les Dix doivent encourager l'adoption de ce service civil dans le cadre de la coopération avec la tierce monde. Une simple déclaration ne vaudrait pas à conférer le statut d'objection de conscience.

février !

un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT

Le meilleur prix — le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

SORTIE LE 10 FÉVRIER

Les nouveaux sentiers de grandes randonnées du Népal

LE SHERPA EST AVANCÉ

Le Monde

VOYAGES VERS LES 5 CONTINENTS

Cinq continents, vingt-trois pays : reportages, analyses politiques, tous les catalogues passés au crible, adresses utiles, livres de bord...

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 29 F

ÉDUCATION

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ L'Institut supérieur de gestion n'est plus reconnu par l'État

Un décret, publié au Journal officiel du 6 février, porte « retrait de la reconnaissance par l'Etat de l'Institut supérieur de gestion de Paris (I.S.G.). » Cependant, pour l'année 1982-1983, les étudiants pourront prétendre au diplôme I.S.G. visé par le ministre de l'éducation nationale.

L'I.S.G., qui avait obtenu la reconnaissance de l'Etat en 1971, est un établissement privé d'enseignement supérieur qui accueille aujourd'hui environ mille six cents étudiants répartis en deux cycles différents : un pour les étudiants préparant des concours d'entrée dans les écoles supérieures, et l'autre dit « deuxième cycle », réservé aux étudiants possédant au moins une année d'enseignement supérieur.

L'I.S.G. se présente lui-même comme un établissement « original par ses aspects » et qui « offre aux étudiants les plans de valeur de l'enseignement et du diplôme qui le sanctionne. Un diplôme qui classe l'I.S.G. dans le pe-

loton de tête des grandes écoles de France ».

Selon les responsables de la direction des enseignements supérieurs du ministère de l'éducation nationale, la procédure de retrait de la reconnaissance par l'Etat prévue par le décret de l'enseignement technique « peu ou pas utilisée ». Mais elle a cependant été appliquée à l'I.S.G. qui « s'est vu retirer la reconnaissance de l'Etat pour avoir prétendu délivrer un diplôme visé par le ministre de l'éducation nationale ». L'infraction concerne, selon la direction des enseignements supérieurs, les conditions d'inscription dans l'établissement, lors de l'entrée en 1981, l'année 1981, l'I.S.G. aurait accepté des candidats non admis officiellement par le jury dont le président est par le ministre de l'éducation nationale. Malgré un rappel du ministre, l'école aurait refusé en 1982.

D'autre part, le ministre n'aurait pas été consulté pour la création de l'I.S.G. Il ne l'aurait appris que par des publications vantant les mérites de l'école.

Jacques BIDAOU, juge d'instance révoqué par le pouvoir politique le 8 février 1981, doit être réhabilité et réintégré juge d'instance à HAYANGE, dans la réaffirmation du principe constitutionnel de l'INAMOVIBILITÉ DES JUGES DU SIÈGE.

Les premiers signataires : André GONZ, Jean-Pierre Michel Auclair, Simone et Jean-Pierre Rollandière, C.F.D.T. Lille, Frédéric Danielczak, Maria Pi, Jacques Ellul, Georges Casalis, Gérard de la Motte, Vente et correspondance (C.F.D.T.) Roubaix, J. E. Beillard, Evelyn Marq, Professeur Michel Lartigue, Léon Maille (Gardem le Larzac), Rezvani.

Rejoignez-nous, pour nos initiatives
COORDINATION COMITÉS BIDAOU
72/74, avenue de la République 33600 PESSAC
Chèque à l'ordre de : Jean-Étienne Beillard.

DÉFENSE CARNET

LA GRÈCE SERA ASSOCIÉE À L'ENTRETIEN DES RÉACTEURS DES AVIONS MIRAGE

Un important accord de transfert de technologie industrialo-militaire est actuellement en discussion entre la France et la Grèce dans le domaine aéronautique. Il s'agit d'un accord entre la Société nationale d'aviation (SNECMA) et l'entreprise Hellenic Aerospace Industry (HAI) pour l'entretien de la révision, en Grèce, des réacteurs Atar 9 K-50, qui équipent les Mirage F-1 en service dans les armées de l'air de cette région du monde.

Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, et le ministre grec de la défense, M. Kostas Zolotas, en ont parlé, lundi 7 février, à Villeurbanne (Rhône). Ce sujet concerne les seuls Mirage F-1 mais, par exemple, les Mirage F-1 vendus par la France à la Jordanie, qui pourraient les faire réparer par HAI.

« La Grèce, a expliqué M. Hernu, possède une base industrielle importante dans différents domaines, et elle souhaite développer davantage son indépendance technologique militaire. »

MM. Zolotas et Hernu ont signé un accord de projet de coopération de la flotte de Mirage F-1 de l'armée de l'air hellénique. Il s'agit du remplacement des avions Phantom. Sont en compétition le Tornado anglo-italo-allemand, les F-16 et F-18 américains et le Mirage 2000 français. Les deux pays ont estimé à une centaine d'appareils, sans une chaîne de montage par place.

ROBLOT S. A.
622-27-22
ORGANISATION D'OSÈQUES

Naissances

Isabelle et François CHAMPARNAUD, et Eric sont nés le 25 janvier 1983, 10, rue de Vouillé, 75015 Paris.

Maria, 1983, 13 heures précises, naissance de Arthur, Georges, Joël MAMOU-MANI, à Paris 17^e. Maman en bonne santé. Julie, Mathias, Alain, très heureux, 11, rue Th. de Banville, 75017 Paris.

Fiançailles

M^{lle} Elizabeth CAPDENAT, fille de M. Michel Capdenat et de M^{me} née Lestavel, et M. Olivier SAINT-MARTIN, fils de M. Jacques Saint-Martin et de M^{me} née Krebs, Bordeaux.

Mariages

Isabelle de VIGAN, et Daniel BOUCHARLAT, heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 1^{er} février, 91, rue de Seine, 75006 Paris.

Décès

Caen, Bagnolles-de-l'Orne. M. et M^{me} Gilbert Buot, M. et M^{me} Christian Buot, Florence et Claire Buot, Les familles Buot, Souplon, Les parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Henri BUOT, député honoraire au Calvados, officier de la Légion d'honneur, ancien de guerre avec palmes, croix de la Résistance, chevalier de l'Ordre de la Santé publique, officier d'académie, ancien député politique, survenu en son domicile, à Caen, le

5 février 1983 à l'âge de soixante-quatre ans, muni des sacrements de l'Eglise, et vous invitent à assister à la messe d'inhumation qui sera célébrée, mercredi 9 février, à 14 h 45, en l'église Saint-Etienne de Caen.

Ni fleurs ni couronnes. Un registre à signatures sera ouvert à l'église. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

14300 Caen, 47, boulevard Leroy.

[Né le 15 juillet 1908 à Saint-Martin-des-Besaces (Calvados), docteur en médecine, licencié à Caen depuis 1934, résident et élu, Henri Buot était entré au conseil municipal de Caen en 1947. Réélu en 1953, il avait exercé les fonctions de premier adjoint au maire jusqu'en 1959. En 1960, il avait été élu conseiller général du canton de Caen-est de 1949 à 1955. Henri Buot avait retrouvé son siège à l'Assemblée départementale en 1961, mais il l'avait perdue en 1973 car, devenu au premier tour le candidat républicain indépendant, il avait refusé de se présenter au second tour.]

M. et M^{me} Jean-Michel Cartier et leurs enfants Stéphane, Estelle et Aurélie, M. Bernard Cartier et son fils Thierry, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Cartier, leurs enfants et petits-enfants, Ses frères, belle-sœur, neveux et petits-neveux, Et ses parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Raymond CARTIER, survenu le 5 février 1983 dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, 24, rue de Léningrad, 75008 Paris, 19, rue Pierre-Curie, 75006 Paris.

M. Jacques Chevaissier et ses enfants, M. Pierre Chevaissier, son père, M. Claude Chevaissier, son frère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CHEVAISSIER,

survenu le 5 février dans sa neuvième année.

La levée du corps aura lieu au funérarium de Longjumeau le jeudi 11 février, à 16 h 30. La cérémonie religieuse sera célébrée à Clévigny (Jura), le samedi 12 février, à 15 heures.

1, allée des Peupliers, 91380 Chilly-Mazarin.

Nicole Croizette Desnoyers, sa femme, François et Bernard Croizette Desnoyers, ses fils, M^{me} Jacques Croizette Desnoyers, sa mère, M^{me} Marcel Latil, sa belle-sœur, M^{me} Michel Croizette Desnoyers et ses enfants, André Salons et ses enfants, M. et M^{me} Garo et leurs enfants, M^{me} Marcel Chapellier et ses enfants, M. et M^{me} Hubert Croizette Desnoyers et leurs enfants, Alain Croizette Desnoyers, M. et M^{me} Latil et leur fils.

Ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères, neveux et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques CROIZETTE DESNOYERS, le 5 février 1983, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de la Salette, 21, rue de Dantzic, 75015 Paris, à l'inhumation dans l'intimité à La Bussière (Loiret).

4, rue de Dantzic, 75015 Paris.

L'université des sciences sociales de Toulouse a le regret de faire part du décès du professeur Jean DAUVILLIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire.

Obsèques le mardi 8 février, à 10 heures, dans l'église Saint-André, quartier La Roseraie à Toulouse. Ni fleurs ni couronnes.

[Né le 19 août 1908 à Epsey-sur-Orge (Seine-et-Oise), Jean Dauvillier était ancien élève de la faculté de droit de Paris et de l'école des langues orientales anciennes de l'Institut catholique de Paris. Il est successivement professeur à l'Université de Caen (1930) puis chargé de cours (1936). Agrégé en 1937, il est nommé professeur d'histoire du droit à la faculté de Toulouse en 1941. De 1959 à 1977, il enseigne des langues anciennes de l'histoire des institutions de l'Antiquité. Spécialiste des langues anciennes du Proche-Orient chrétien, Jean Dauvillier avait publié de nombreux ouvrages juridiques : « Dictionnaire du droit canonique », « Le Droit chaldéen », « Le Droit maronite phénicien »...]

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} ABBÉ DIB GHANEM, née Harfouche, survenu le 5 février à l'hôpital américain de Neuilly.

Les obsèques auront lieu en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5^e, le vendredi 11 février 1983, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons seront reçus pour les handicapés du Liban.

M. Yves Lemerle, son époux, M. et M^{me} Daniel Achard, M. et M^{me} Jean J. Stokpie, M. et M^{me} Alain Lemerle, M. et M^{me} Pierre-Eric Mougin, ses enfants,

Maro-Vincent, Hervé et Loïc, Anais et Luc, ses petits-enfants. Sa famille et ses nombreux amis ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Yves LEMERLE, née Anne-Simone Marthe, survenu à son domicile, le 29 janvier 1983, dans sa soixante-neuvième année, après une longue et douloureuse maladie qu'elle a assumée avec un courage exemplaire.

Selon les dernières volontés de la défunte, la cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale et a été suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Fleury-la-Forêt (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à l'Association pour le développement de la culture sur le littoral, 16, avenue Paul-Vaillant-Couturier, R.P. Villainville Codex, 110, avenue Kléber, 91110 Paris.

De Nice, Ses amis ont la tristesse de faire part du décès du peintre

Paul MANSOUROFF, survenu dans sa quatre-vingt-septième année, le 5 février 1983, 16, avenue Paul-Vaillant-Couturier, R.P. Villainville Codex, 110, avenue Kléber, 91110 Paris.

M. André Lang, son mari, Ses cousins, Et tous ses amis de France, de Hongrie et d'outre-mer, ont la douleur de faire part de la disparition de

Sari de MEGYERY, poétesse et écrivaine de langue hongroise, décédée subitement sans souffrance, dans sa quatre-vingt-dixième année, samedi 5 février.

L'inhumation, selon sa volonté, aura lieu, jeudi 10 février, au columbarium de Père-Lachaise, à 9 h 45 du matin, 15, rue Lakanal, 75015 Paris.

[Né le 29 juin 1887 à Saintry-sur-Seine (Seine-et-Marne), Sari de Megyery était touriste, voyageur et poète après une carrière d'actrice dans le théâtre. Il avait été élu membre de l'Académie française en 1949. Il avait écrit de nombreux romans et nouvelles. Il était pour moi que le 1^{er} février 1983, à l'âge de 95 ans, il était décédé. Il était depuis 1949 le mari de l'écrivain et critique André Lang.]

Grenoble, Meylan, Alger, Paris, Rouilly, M. Fernand Rouvière, M^{me} Pauline Lafaye, ses enfants et petits-enfants, Marie-Paule, Christiane, Florence et Léo, M. Pierre Lafaye, M. et M^{me} Rouvière et M^{me} leurs enfants et petits-enfants, Océane, Michèle, Philippe, Janine, Jean-Jacques et Christophe, M. Armand Chevallier, Et sa famille, Parents et alliés, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie ROUVIERE, née Chevallier, institutrice retraitée, survenu le jeudi 3 février 1983, à Grenoble, et inhumée à Vif (Isère), dans l'intimité, selon la volonté de la défunte.

Nous apprenons le décès de M. Raoul TRINTIGNANT, maître de Pont-Saint-Espirit (Gard), survenu le 5 février à Nîmes.

[Né le 4 août 1888, à Pont-Saint-Espirit (Gard), Raoul Trintignant, industriel, qui résidait à Paris, avait été élu député, avait été président des comités de Résistance en 1944 et de la commune natale avant d'en devenir le maire, jusqu'en 1963. Conseiller général S.F.I.O., il avait été battu aux cantonales de 1948. Raoul Trintignant était le frère du cours automobile Maurice Trintignant et le père de l'acteur Jean-Louis Trintignant.]

M. et M^{me} André Voron font part du décès de leur père,

Béla VOROS, artiste sculpteur, survenu à Sévres, le 5 février, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 11 février, à 9 h 30, au cimetière de Père-Lachaise. Entrée avenue du Père-Lachaise, 15, rue Henri-Duvoyrier, 92310 Sévres.

AVIS des messes

Une messe sera célébrée à l'intention de

M^{me} Edmée BUFFET, au la cathédrale de Sens, le samedi 12 février 1983, à 11 heures.

Vente directe

MOQUETTE 100% pure laine

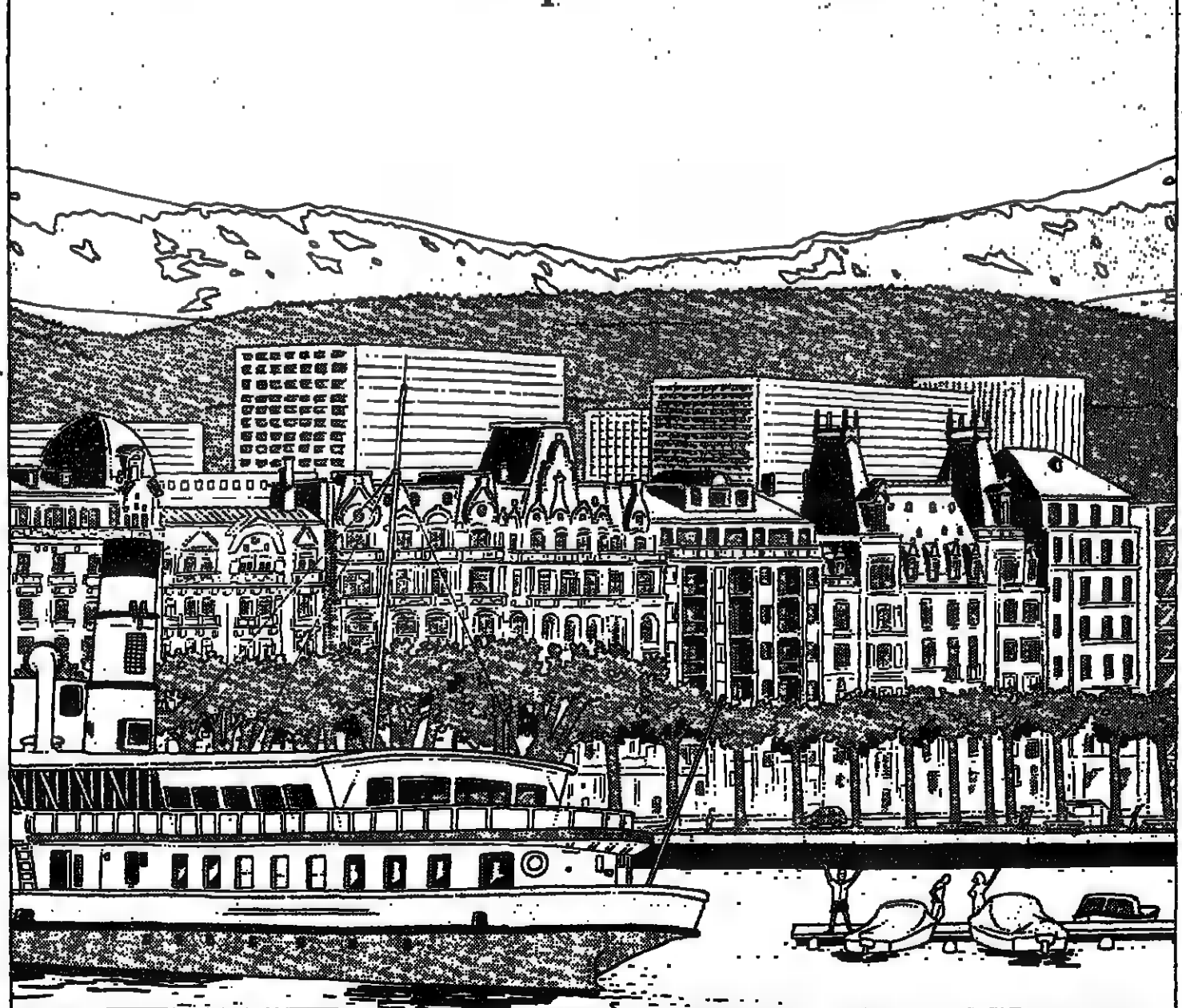
-50% de valeur

Grand choix de coloris Béton et grande largeur

55, rue de Valenciennes Paris 10^e 84.42.63 280.41.55

GENEVE ET ZURICH

49 vols par semaine



Air France vous facilite l'Europe.

Vous pouvez rejoindre la Suisse 10 fois par semaine au départ de Paris-Charles de Gaulle, Aéroport 2. Pour Zurich 1 vol par jour dont 1 en Boeing 737 et pour Genève 1 vol par jour dont 2 en Boeing 737. Vous voyagez en Classe Économique le repas est désormais servi par le personnel de bord.

Genève et Zurich avec Air France, le moyen le plus efficace de se rendre en Suisse.



© AIR FRANCE

Chèque 150

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

**INSTITUT
NÉERLANDAIS**
121, rue
de Lille
Mardi
9 février
(p. a. Valenciennes)

STEENDAM
Soprano
Sylvie
SCHULTER
Contralto
Gérard
AKKERHUIS
Piano
BRAHMS, MENDELSSOHN,
DVOŘAK, MENDELSSOHN

**THEATRE
de l'OPÉRA-
COMIQUE**
Salle Favart
Jeudi
10 février
(p. a. Valenciennes)

**Jean-Philippe
COLLARD**
CLEMENTI, CHOPIN

**THEATRE
de l'OPÉRA-
COMIQUE**
Salle Favart
Jeudi
10 février
(p. a. Valenciennes)

**LES SOLISTES
de l'OPÉRA**
P. DOUKAN
« L'Histoire
du Soldat »
Rachmaninov

**THEATRE
de l'OPÉRA-
COMIQUE**
Salle Favart
Jeudi
10 février
(p. a. Valenciennes)

Xav. DEPRAZ
Sol. : Anna
RINGART
Dir. : Claude
SCHNITZLER

**THEATRE
de PARIS**
Samedi 18 h
« Les
Femmes
de l'OPÉRA »
L. B. L.

FOND. MENUHIN
ENSEMBLE DE CHAMBRE
DA CAMERA
ADISON - GABRIELLI
MAURIN - PIZZ
SCOTTON - HOLST
ALBIZ - MAURIN - TAYLOR

**SALLE
GAVEAU**
Samedi
12 février
à 17 h
(p. a. Valenciennes)

ORCH. COLONNE
100^e ANNIVERS.
de la mort de
RICH. WAGNER
Noverre 1883, 1983
SALLE PLEYEL, Dimanche
13 février 1983, 18 h

**SALLE
PLEYEL**
Dimanche
13 février
(p. a. Valenciennes)

WAGNER
Extraits d'Opéra
Sol. : BENT
NORUP
Dir. : Dennis Russell
DAVIES

CARNEGIE HALL
présente
G. FULKERSON
Premier Prix de Violon
du Concours International
Musique Américaine
R. SHANNON
Piano
Ives - Warlock
Grumb - Beach

CONCERTS
RADIO FRANCE
Grand
auditorium
Jeudi
16 février
20 h 30

**SALLE
GAVEAU**
Lundi
14 février
à 20 h 30
(p. a. Valenciennes)

ERESCO
RACHMANINOV - CHOPIN

**SALLE
PLEYEL**
Dimanche
20 février
à 17 h 45
(p. a. Valenciennes)

CONCERTS LAMOUR
FEST. MOZART
Sol. : ROGE
Dir. : VENZAGO

**SALLE
PLEYEL**
Lundi
21 février
à 20 h 30
(p. a. Valenciennes)

NARCISO
YEPES
GIULIANI, CONTE
SARTE, TARRAGA
GNASTERA...

**ESPACE
P. GARDIN**
Lundi
21 février
à 20 h 30
206-17-30
(p. a. Valenciennes)

MUSIQUE I L'ESPACE
Edda MOSER, Soprano
Dalton BALDWIN
Quatuor VIA NOVA
Magda TAGLIAFERRO

**THEATRE
des CHAMPS-
ÉLYSÉES**
Lundi
21 février
à 20 h 30
(Dendelot)

MILSTEIN
avec Georges
PLUDERMACHER
Gershwin, Schumann, Brahms
Szymanowski, Liszt, Debussy
Grieg, Chopin, Prokofiev

**ESPACE
GARDIN**
Lundi
7 Mars
à 20 h 30
206-17-30
(p. a. Valenciennes)

Musique I l'Espace
F. PROBLE
Gabr. TACCHINO,
piano
J.-Ch. BENOIT,
baryton
Alain MARION

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Vendredi 11 février, 20 h 30
RÉCITAL DE GUITARE
BREAM
- DOWLAND - ALBÉNIZ
LOC. 723-47-77

PIANO★★★★
SALLE PLEYEL
Samedi 12 février 20 h 30
B.B.C.
SYMPHONY ORCHESTRA
direction
SINOPOLI
soliste
POLLINI
MANZONI-MAHLER
LOC. 723-47-77

POCHE
JOE BUTIN
de JOE ORTON
Catherine Rich
Hubert Deschamps
Etienne Henry
« L'histoire du Soldat »
Rachmaninov

**THEATRE
de LA VILLE**
18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du 15 au 19 février
deller consort
mardi 15 - jeudi 17 - samedi 19
chansons du théâtre
de Shakespeare
et de la Restauration
madrigaux européens
airs de cour français et anglais
mercredi 18 - vendredi 18
Tomkins - Dowland - Purcell
"traditionnels"
tél. 274.22.77

CONCERTS
RADIO FRANCE
Grand
auditorium
Jeudi
16 février
20 h 30

MUSIQUE AU PRÉSENT
AUDITORIUM
DU CENTRE
CULTUREL
DE BOULOGNE
Samedi
12 février
16 h 30

**THEATRE
DES CHAMPS-
ÉLYSÉES**
Lundi
14 février
20 h 30

MUSIQUE DE CHAMBRE
RADIO FRANCE
Grand
auditorium
Jeudi
16 février
20 h 30

QUATUOR BERNEDE
J.-P. DUPUY, piano
F. BARRIÈRE, J.-C. RISSET
M. PHILIPOT, Ch. CHAYNES

RÉGITAL EXCEPTIONNEL
THEATRE
DES CHAMPS-
ÉLYSÉES
Jeudi
17 février
20 h 30

MUSIQUES SACRÉES
EGLISE
SAINT-
GERMAIN-
DES-PRÉS
Vendredi
18 février
20 h 30

MOZART - BACH
F. Lort, G. Frick
H. Schaefer, M. King
N. Tuller, T. Raffalli
Chœur de Radio France
NOUVEAU ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. : Mario VENZAGO
Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures,
sauf dimanches et jours fériés)

Mardi 8 février

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE MONDE EST PETIT LES
PYGMÉES (208-21-93), 20 h 30
TROUBADOURS DE PENDULE
- Lucarne (544-57-34), 22 h 15
LE JOUEUR DE... (506-07-48), 18 h 30
ELLEN - Bessie (357-43-14),
19 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11) : 11 h :
Conférence (C. Sammel).
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) :
à 20 h 30 : La vie est un songe (d'après
Molière).
CHATELAIN (727-81-15) Grand Théâtre
de Hamlet. - Théâtre Général
à 20 h 30 : Les Femmes de l'OPÉRA.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h :
Joconde.
TEP (797-96-06), 20 h : 11 h :
Joconde.

Les autres salles

A DEJAZET (367-97-34), 22 h 30 : Rose
ou les Épiques de la passion.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de
tête.
ARTS-REMEROT (387-23-23), 21 h :
ASTELLE - THÉÂTRE (234-35-53),
20 h 30 : Les Femmes.
ATELIER (208-44-11), 21 h : L'Épave
tue.
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : Le Dérè-
glement. 19 h 30 : L'Idole.
BOULEVARD (296-06-24),
20 h 30 : L'Éducation de Rita.
CINQ DIAMANTS (380-18-62) 21 h : La
Mort d'Elzéar.
CITÉ INTERNATIONALE (389-38-69),
Galerie, 20 h 30 : L'Étranger dans la ma-
son.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41),
21 h : Ravages d'après l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(720-08-24), 20 h : L'Élysée passion.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22),
20 h 30 : L'Élysée passion.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),
20 h 30 : La Nuit des Alligators.
DEUX-PORTES (361-49-92), 20 h 30 :
Les Femmes.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : L'Épave
tue.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 :
1981.
FONTAINE (574-74-40), 20 h 15 : Vite
les femmes. 20 h 30 : S. Joly.
GAITÉ-MONTMARTRE (322-16-18),
20 h 30 : La Chanson d'André.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : A Sepa-
rate Peace - After Magritte.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La
Catastrophe. 20 h 30 : La Léprie.
LIÈRE-THÉÂTRE (586-55-43),
20 h 30 : Armaguedon.
LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : L'Épave
tue. 22 h 15 : Tchaïkovski
(dernière). - 18 h 15 : Edouard Clément.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : La
Démocratie de Beethoven.
MATHURINS (208-77-71), 21 h : L'Épave
tue.
MICHODÈRE (742-95-22), 20 h 30 : La
Vie voyageuse.
MARIGNY (234-35-53), 21 h : L'Épave
tue.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15, 20 h 30 :
On dînait au lit.
MOGADOR (208-77-71), 21 h 30 : Un
grand avocat.
MONTMARTRE (320-89-00), 21 h :
R. Duros. 22 h 15 : Petit Montmartre.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 :
Hold-up pour rire.
ŒUVRE (574-42-52), 20 h 30 : Sarah ou
le Côté de la langouste.
PALAIS DES GLACES (607-49-93),
20 h 30 : Mariage blanc.
PALAIS ROYAL (297-59-81), 20 h 45 :
La Fille sur la baguette arrière.
PÉNICHE-THÉÂTRE (245-18-20),
21 h : Rires d'Élysée.
POCHE (548-92-97), 21 h : Le Buzin.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Sol :
Je m'égare dans la nuit.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 :
Le Charbonnier.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79),
20 h 30 : L'Épave tue.

THEATRE DES DÉCHARGEURS

(236-00-02), 18 h 30 : Portrait d'un homme.
20 h 30 : Yes, peut-être. 22 h : Voyageur
vers les ombres vives.

THEATRE DE L'ÉPICERIE

(272-23-41), 18 h 30 et 20 h 30 : Guide des
convivences 1919.

THEATRE DU MARAIS

(274-03-53), 20 h 30 : Le Misanthrope.
THEATRE DE... (280-09-30),
20 h 30 : Bread and Puppet Theatre.

THEATRE PRÉSENT

(203-02-55), 20 h 30 : Fragments.

THEATRE 14

(545-49-77), 21 h : Une mi-
nute encore.

THEATRE DU ROND-POINT

(256-70-50), Grande salle, 20 h 30 : Dylan.
Petite salle, 20 h 30 : L'Amnésiste.

THEATRE DU TOURTOUR

(62-48), 18 h 30 : 30 : Croque au pain.
20 h 30 : Le mal court. 22 h 30 : Donnez
moi signe de vie.

THEATRE BERNARD

(522-08-40), 21 h : Point H.

VARIÉTÉS

(233-09-92), 20 h 30 : L'Éd-

Les cafés-théâtres

AU BEE FIN (296-20-35), 20 h 30 : Tchaï-
kovski. 22 h 30 : 45 : Le Président.

BEAUBOURGEOIS

(272-08-51), 19 h 30 : Sur une île flottante.

BLANCS-MANTEAUX

(887-15-84), 1 : 20 h 15 : Araki = MC2. 21 h 30 : Les
Démesses. 22 h 30 : Des bulles
dans l'océan. - 21 h 30 : 15 : Philippe
Ogouf tout à changer. 21 h 30 : Qui a tué
Bertie Grand ? 22 h 30 : Version origi-

CAFE D'EDGAR

(323-11-02), 1 : 18 h 30 :
20 h 15 : M. Laguerre. 22 h :
S. Deschamps.

LE FANAL

(233-01-17), 18 h 30 : La Ma-
son. 21 h 15 : J. Menand-Stolles rouges.

LA GAGEURE

(367-62-45), 22 h : La Cer-
quonne.

LES LUCIOLES

(326-51-64), 20 h 30 :
S. Deschamps.

LE PETIT CASINO

(278-36-50), 21 h :
X. Lacour. 22 h 30 : Douby.

POINT-VIRGULE

(278-67-03), 20 h 15 :
Tranches de vie. 22 h 30 : Elle voit des
plantes dans le ciel.

RESTO SHOW

(508-00-81), 20 h 30 : Le
Chemin des dames.

SENTIER DES HALLES

(236-57-27), 20 h 15 :
On est pas des Français d'Alsie.
Autant en emporte le vent.

SPLENDID SAINT-MARTIN

(208-21-93), 21 h : Albert.

LE TINTAMARRE

(887-33-82), 20 h 15 :
222-57-97 : Paramount Odéon.

THEATRE DE DIX HEURES

(606-07-48), 20 h 30 : Buenos-Aires. 21 h :
20 h 30 : Les Indes ou des bû-
ches. 22 h 30 : Nino Gaidyev-Pinson.

VIEILLE GRILLE

(707-60-93), 20 h 30 :
C. Zaccaria, les Mille et Une Nuits.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-
44-45) 21 h : A la Courte-Paye.
THEATRE DES DEUX ANES (606-
10-26) (mer.), 21 h : A vos Ronds...

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) 20 h 45 : B. Haller.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. M. M.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 :
J. Humery.

MARIGNY

(256-04-41), 21 h : Thierry Le
Luron.

OLYMPIA

(742-25-49), 21 h : Cl. Cou-
ture.

PALAIS DES FANTASIES

(758-13-03), 21 h : M. Sardon.

THEATRE DE LA PORTE SAINT-

LUCERNAIRE • 544.57.34

18h30-PROLONGATION

L'EDEN CINEMA

de Marguerite DURAS
mise en scène
Lucien Mallet-Ninon Ozanne
« Un DURS d'une trouille chaleur
exotique, superbement théâtralisée »
Didier MERUZE

Location
Salle
563.20.30
et Agences

MARTIN (607-37-53), 20 h :
A. Cordy.
TROTOIRS DE BUENOS-AIRES
(260-44-11), 21 h : L. Rizzo, M. Fer-
nandez, J. J. J.

La danse

CISP TEL DE PARIS (343-19-01),
20 h 45 h : C. Basin, C. Bon, C. Cordier.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-
04-06), 20 h 30 : Ballet Rodon.
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-47-77), 20 h 30 : Ballet-Théâtre
français de Nancy.

Les concerts

MUSEE CARNAVALET, 21 h : F. Mal-
goire, F. Longelle (Rameau).

RADIO-FRANCE - Auditorium 106,
18 h 30 : Quilès-Nelson (Ravert,
Holliger, Joliet).

LUCERNAIRE, 21 h : Abelson, D. Gilet,
S. Joly.

PORTE DE LA SUISSE, 20 h 30 : Gerni
(Cochini).

A (543-71-16), 22 h : Muriel
(piano).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-
65-05), 21 h 30 : S.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-
24-24), 22 h 30 : Agnès.
FORUM (287-53-39), 21 h : K. Werner,
J. Moody Quartet, H. Parlan.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 :
K. Clarke Trio.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h :
A. Jean-Marie, R. Del Pin, O. Johnson.

SLOW CLUB (233-84-30), 1 h 30 :
Laur.

SUNSET (261-46-60), 23 h : P. P. P.

En région parisienne

ANTONY, Th. (666-02-74),
20 h 30 : L'Opéra de Sany.

ARGENTEUIL C.C.M. (961-23-28),
20 h 45 : Jean-Louis Lort.

AUBERVILLIERS, Théâtre de la Com-
mune (833-16-16), 20 h 30 : Diderot
Périsse.

CHATELAIN, C.C.C. (657-22-11),
20 h 30 : Marc-Sade.

CRETEIL, Maison des Arts A-Mahieu
(899-44-50) 20 h 30 : Diderot
Périsse.

RUEIL-MALMAISON, Th. A-Mahieu
(749-77-22), 21 h : M. J. J.

Théâtre Montmartre (590-
71-18), 21 h : Caméra de Valenciennes
(Schubert, Mendelssohn, Brahms).

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

Théâtre de la Ville (742-72-77),
21 h : L'Épave tue.

COMMUNICATION

GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES A L'A.F.P.

Les limites de la concertation

Les journalistes de l'Agence France-Presse, sur l'initiative de l'intersyndicale (C.F.D.T., C.G.T., F.O., S.N.J.), observent une grève de vingt-quatre heures sur le service France - du 8 février à 12 h 30 au 9 février à 12 h 30 - et de deux heures sur le service étranger. Cet arrêt de travail est destiné à obtenir le rétablissement des primes et promotions, la suppression de tous les liens entre le plan d'économie et le plan de développement (le Monde du 1^{er} février) et une négociation préalable aux premières mesures d'application du plan de développement, du plan de restructuration et du plan d'économie prévus par la direction générale.

Sur le montant total des économies (10,5 millions de francs) l'Agence France-Presse a obtenu 3 311 000 F de réductions de dépenses par rapport au budget primitif. Les économies à rechercher représentent donc 7 189 000 F pour cette année (elles devaient être de 11 077 000 F par an à partir de 1984).

Au titre des compressions d'investissement, la direction a relevé

Une première d'avertissement quatorze heures avait déjà eu lieu le mardi 1^{er} février. Une nouvelle rencontre entre la direction de l'A.F.P. et les délégués syndicaux devait être organisée ce mardi.

Dans un tract distribué lundi 7 février, la section C.G.T. des journalistes reproche au P.D.-G., M. Henri Piget, « une attitude provocatrice à l'égard du personnel », parce que « son plan d'économie est un plan étié qui mutilé les activités de l'A.F.P. » et que « son plan de développement, sur la base de principes justes et de déclarations d'intentions louables, est la dernière édition de son artifice que le P.D.-G. (...) sort depuis deux ans ».

notamment la suppression du poste (conseiller à la direction) qu'occupait le journaliste Marc Paillet (344 000 F) - devenu membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, - de trois postes de journalistes à Singapour (164 000 F) et d'un poste d'opérateur au siège (203 000 F).

Plus spectaculaires sont les économies décidées sur les frais de voyages et de déplacements (1 million de francs) ou encore celles attendues à l'occasion du remplacement des collaborateurs qui bénéficieront de la garantie de ressources et des contrats de stabilité (1,35 millions de francs).

Pour ce qui est du plan d'investissement de l'A.F.P. (le Monde du 1^{er} février) et sa mise en œuvre, la direction générale vient d'élaborer un document de vingt-sept pages aux chefs de service. « La période de cinq années qui s'ouvre en 1983, lit-on en guise de préambule, doit être caractérisée par un processus de mutations destinées à transformer profondément les secteurs de l'Agence et par un programme d'actions conduisant à la multiplication et à la diversification des services d'information qu'elle assure dans le monde ».

« L'objectif, poursuit-elle, est de garantir la compétitivité de l'A.F.P., dans un marché international des médias en pleine évolution, à assurer les ressources nécessaires au maintien de l'indépendance de l'Agence ».

Un contrat d'entreprise

La philosophie du plan étant ainsi définie, la direction s'empresse d'ajouter : « Le conseil d'administration n'arrête le programme d'action défini, il a le droit de décider d'observer une phase d'information et de consultation avant l'entreprise sur la base des objectifs ».

Les journalistes, déçus par la conclusion du S.J.P.-C.F.D.T., « ne doivent pas lire de simples affaires commerciales livrées aux seules lois du profit, mais pressions économiques ou politiques, et la concentration ou le monopole ».

Les responsabilités à Toulouse-Matin

D'après part, la C.F.D.T., dans un communiqué publié lundi 7 février, rejette toute responsabilité dans le processus qui a conduit la direction de Toulouse-Matin à suspendre la publication du journal à la fin de la semaine dernière, près de quatre ans après son lancement. Elle met en effet le point de vue du directeur de la publication, M. Bernardini, qui justifie la réorientation rédactionnelle du journal.

« La C.F.D.T. », il ajoute, « en refusant la direction cherche, à travers ce coup de force et en prenant l'importance quel prétexte, à liquider une partie des travailleurs de l'entreprise. La C.F.D.T. veut ainsi un pluralisme de la presse et servir le journal à l'emploi de salariés, exige la fin immédiate du lock-out ».

QUATRE ANIMATEURS DE RADIO-SOLIDAROSC ENTAMENT UNE GRÈVE DE LA FAIM

Quatre animateurs de la station privée parisiennaise, Radio-Solidarosc, ont entamé, lundi 7 février, l'église polonoise de Saint-Vincent de la Madeleine, une grève de la faim, afin de protester contre leur « licenciement » par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, survenue selon eux « à la suite de fortes pressions intérieures et extérieures ».

« Est-il et dérangeant pour un gouvernement qui se dit défenseur des libertés individuelles et des droits de l'homme dans le monde entier d'autoriser Radio-Solidarosc, la seule des stations privées d'Europe de l'Est et d'Afghanistan, la voix à l'écoute des droits de l'homme ? », interrogent les animateurs dans un communiqué. Radio-Solidarosc doit-elle être bâillonnée à Paris comme à Varsovie ?

Née à Paris au lendemain du coup d'Etat en Pologne, et figurant sur la première liste de la commission Holleaux publiée en juillet 1981, cette station continue à émettre quatre heures par jour en modulation de fréquence sur 104,15 MHz.

La C.F.D.T. réclame un « statut démocratique » de l'entreprise de presse

Le Syndicat des journalistes français (S.J.F.) C.F.D.T., au terme d'un conseil national, rappelle au gouvernement « une exigence de négociations rapides au sein d'une législation nouvelle qui écarte définitivement toute possibilité que la presse écrite soit soumise à des moyens d'information au profit de personnes ou de groupes (...). En tant qu'équipe rédactionnelle dans une entreprise d'information, les journalistes ont droit à la reconnaissance de leur statut professionnel, qui doit être garantie dans un statut démocratique de l'entreprise de presse assurant le droit de pénétrer une information pluraliste et de haute qualité ».

A propos de l'Agence de Reims, la C.F.D.T. - qui rappelle son opposition à la « toute censure » - souligne que « la création d'un prétendu directoire, substituant l'arbitraire d'un syndicat ou d'un parti ou d'une catégorie professionnelle à l'arbitraire patronal, est une mesure énorme et inquiétante ». Néanmoins, le S.J.F.-C.F.D.T. continuera

livres EDITEURS en vente FAITES A PARIS CONNAITRE VOS LIVRES Documentation : Imprimerie Cousse 27, rue St-Georges 75009 Paris

faites des étincelles en anglais! PROCHAINS COURS INTENSIFS les 14 et 28 février 1983

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.41.37



ÉDITION

Exorciser le mal français

(Suite de la première page)

Il se trouve bien assez de commentateurs pour s'intéresser aux premiers aspects. L'opposition pourra à pleines mains dans le répertoire ainsi mis à sa disposition. La majorité aussi serait bien inspirée de lire Peyrefitte et de réfléchir à quelques-unes de ses observations. Je laisse aux contradicteurs le soin de le prendre en défaut sur quelques points; de chicaner quelques chiffres, de contester telle affirmation ou de discuter une certaine dramatisation pour laquelle la verve du polémiste l'emporte peut-être sur la rigueur de l'analyste. Ces vœux ne s'adressent pas le fond des choses ni à l'architecture du système qui préside à l'ensemble du livre.

La thèse, qu'enonce le sous-titre, est simple. Elle s'articule en deux temps. C'est d'abord une explication de ce qui s'est passé au printemps 1981. La victoire de la gauche repose sur un quiproquo: les Français souhaitent un changement; d'un côté, la droite, ils ont voté pour la gauche. Encore les déplacements de voix ont-ils été des plus réduits. Ils ne se sont pas prononcés pour un bouleversement radical. Or les socialistes, qui ont cru qu'il y avait une lame de fond en leur faveur, ont bien opéré une révolution. En effet - deuxième temps de l'argumentation - rien d'important ne sépare les socialistes des communistes. Ainsi la France se trouve-t-elle, sans y avoir donné son consentement, engagée dans une expérience révolutionnaire. Le raisonnement se prolonge par une sorte de syllogisme. Le socialisme englobe tous les travers du mal français. Puisqu'il ne se distingue pas du communisme, celui-ci en est l'expression accomplie. En combattant le socialisme, on exorcise donc le mal français.

Sur le comportement des électeurs, il n'y a rien à redire à l'analyse; mais, quant à l'interprétation des intentions véritables. Comme toute démarche semblable, le déchiffrement des intentions cachées par la référence aux textes obligés à s'interroger sur le crédit qu'il convient d'accorder aux écrits exprimant les intentions des électeurs. Les conduites politiques, il le sait bien, sont loin d'être entièrement rationnelles. N'est-il pas contradictoire de postuler une totale cohérence entre la pensée et l'action des responsables, et de relever par ailleurs tous les faux pas du gouvernement, ses incertitudes, au point de le taxer d'incohérence? D'autre part, la cohésion de la coalition est-elle aussi grande qu'il est dit? Le parti socialiste ne juxtapose-t-il pas des courants qui sont fort éloignés de penser de même?

La thèse de la cohérence et de la cohésion de la gauche s'inscrit, il est vrai, dans une représentation du système des forces qui constitue le socle du raisonnement de l'analyse de la situation politique et idéologique. Elle est dualiste et exclut les nuances. Le rejet global du socialisme implique un corollaire: l'adhésion à un libéralisme sans tempérament. Il n'y a pas de tierce solution. Le socialisme étant l'erreur absolue, le remède réside dans son contraire. A cet égard,

d'une fraction des électeurs de gauche d'être désabusés et de se plaindre d'avoir été joués. Le malentendu ne serait-il pas constitué par la chose politique? Ou plutôt n'est-il pas inévitable que le libéralisme s'écarte des promesses ou des souhaits?

Alain Peyrefitte ne rétorquera sans doute que le malentendu du printemps 1981 est d'une autre nature. Les précédents n'étaient que des désaccords éphémères et partiels. De celui-ci l'enjeu est plus grave parce qu'il engage la France irrévocablement sur une voie qu'elle n'a pas choisie. Les Français ont pensé voter pour un socialisme à la française. Or celui-ci n'existe pas; il n'y a pas de différence, si ce n'est sur le rythme, entre le socialisme et le communisme. L'affirmation revient lancinante et sous des modalités diverses: le socialisme accepte tout du programme communiste; le programme commun est le programme communiste; c'est tout un; il n'y a pas de différence entre les solutions mises en œuvre dans l'Europe de l'Est et celles que l'Union de la gauche a commencé d'appliquer en France. Affirmation grosse conséquences et qui débouche sur une grande question: n'y a-t-il donc et ne peut-il y avoir qu'une seule forme de socialisme, dont le communisme est l'expression la plus complète?

Un double langage

L'auteur du *Mal français* ne pas hésiter à affirmer sans preuves. Ses prévisions, il les trouve dans les nombreux textes qu'il rapproche et qu'il décline les uns par les autres. Leur lecture attentive aboutit à la conviction que le malentendu a été délibéré. Les dirigeants ont systématiquement pratiqué un double langage: l'un modéré, destiné à rassurer, qui dissimule l'autre, celui des intentions véritables. Comme toute démarche semblable, le déchiffrement des intentions cachées par la référence aux textes obligés à s'interroger sur le crédit qu'il convient d'accorder aux écrits exprimant les intentions des électeurs. Les conduites politiques, il le sait bien, sont loin d'être entièrement rationnelles. N'est-il pas contradictoire de postuler une totale cohérence entre la pensée et l'action des responsables, et de relever par ailleurs tous les faux pas du gouvernement, ses incertitudes, au point de le taxer d'incohérence? D'autre part, la cohésion de la coalition est-elle aussi grande qu'il est dit? Le parti socialiste ne juxtapose-t-il pas des courants qui sont fort éloignés de penser de même?

La thèse de la cohérence et de la cohésion de la gauche s'inscrit, il est vrai, dans une représentation du système des forces qui constitue le socle du raisonnement de l'analyse de la situation politique et idéologique. Elle est dualiste et exclut les nuances. Le rejet global du socialisme implique un corollaire: l'adhésion à un libéralisme sans tempérament. Il n'y a pas de tierce solution. Le socialisme étant l'erreur absolue, le remède réside dans son contraire. A cet égard,

l'hommage au courage de M^{me} Thatcher comme le reproche à l'ancien régime d'avoir pratiqué un socialisme rampant sont sans équivoque. La logique de l'analyse dicte une stratégie qui a le mérite de la netteté; elle exclut toute idée de compromis, et Alain Peyrefitte fatigue ceux qui seraient tentés de se prêter à quelque transaction avec les gouvernants actuels. Pour que les choses soient parfaitement claires et les responsabilités dégagées, l'expérience doit aller jusqu'à son terme. Il sera alors possible de purger les esprits de nos contemporains des illusions de l'Etat-providence et d'extirper de la société les derniers vestiges qu'y a déposés la socialisation. Je laisse d'autres se demander si ce n'est pas là rejoindre une certaine politique du pire, mais l'analyse n'est-elle pas trop lumineuse pour être tout à fait convaincante? N'y a-t-il pas dans la réalité, autant que dans les esprits, des formes intermédiaires qui contiennent à cette réduction à l'affrontement de deux forces antagonistes? Le livre suscite d'autres questions. Ainsi des relations entre la culture et le pouvoir. Alain Peyrefitte dénonce avec raison la menace que fait peser sur la liberté de l'esprit la confusion entre deux domaines qui doivent rester distincts et qu'engendre le postulat socialiste selon lequel le culturel est dépendant de la configuration socio-économique. Sa logique conduit, quoi qu'on en ait, à intervenir dans le champ culturel. La tentation est encore aggravée par la certitude de débiter avec le socialisme une explication scientifique de l'ordre du monde. On sait combien la croyance en la scientificité d'un système est génératrice de dogmatisme et d'intolérance.

Une autre interrogation tout aussi pertinente porte sur l'irréversibilité des choix politiques. L'expérience lui confère une actualité nouvelle. La question comporte deux faces. En fait, est-il matériellement possible de revenir sur ce qui a été décidé antérieurement et, pour une nouvelle majorité, de défaire ce que la précédente a fait? Pour formuler la même question à l'envers, n'y a-t-il pas une contrainte de l'héritage? En droit, à supposer la chose réalisable, une majorité est-elle fondée à interdire par avance à celle qui lui succède de revenir sur son œuvre? Les socialistes ont en eux le chapitre des propos ambigus, prétendant interdire à l'opposition de remettre en question leur œuvre législative. Alain Peyrefitte est dans la vraie tradition démocratique quand il affirme que tout doit pouvoir être à tout instant remis en cause. La règle suprême de la démocratie n'est-elle pas que le peuple souverain puisse exercer sa volonté sans autres limitations que celles fixées par les règles de droit? Or la condition de l'Etat de droit. On conçoit mal en tout de quel principe une majorité qui n'est jamais que de circonstance pourrait enchaîner la liberté des citoyens de choisir leur politique.

Antant de questions de première importance qui, à partir d'une analyse de situation et par le biais d'un réquisitoire contre les gouvernements actuels, prolongent la réflexion qui inspirait déjà le *Mal français* et introduisent à une réflexion sur la démocratie moderne.

RENÉ REMOND.

* *Flon*, 392 p., 68 F.

SPORTS

TENNIS

Le prix des places augmente de 11 % à Roland-Garros

Le prix des places pour les Championnats internationaux de France, disputés au stade Roland-Garros, sera augmenté en moyenne de 11 %, hors taxe additionnelle, par rapport à 1982. C'est ce taux d'augmentation qui a été accordé, lundi 7 février, par le ministère de l'Economie et des finances à la Fédération française de tennis (F.F.T.), qui souhaitait le porter à 15 %. Par rapport à l'an dernier, les prix distribués aux joueurs passeront, en effet, de 900 000 à 1 309 000 dollars (\$ 9 100 000 F) avec un tableau féminin élargi à cent vingt-huit joueuses.

Wimbledon et Flushing Meadow, les deux plus grands tournois du grand chelem, accordent de leur côté près de 2 millions de dollars de prix (14 millions de francs).

Cette augmentation sera d'autant plus sensible pour la F.F.T. que le dollar est passé en un an de 5,94 à 7 F. Les bénéfices de Roland-Garros servant à financer des opérations de développement de la pratique du tennis, la F.F.T. devra réduire ses actions dans ce domaine.

Les places de Roland-Garros seront mises à la disposition des licenciés uniquement par correspondance, à partir du 1^{er} mars. La vente au public se fera exclusivement aux guichets du stade, à partir du 9 mai.

Les Français Henri Lecocq et Dominique Bedel se sont qualifiés, le 7 février, pour le deuxième tour du tournoi de Richmond (Virginie), en battant respectivement le Brésilien Marcos Hoces, 6-4, 6-2, et l'Israélien Shlomo Glickstein, 6-3, 7-6.

ISLANDE
Nouvelle liaison maritime par le ferry EDDA départs hebdomadaires de Bremerhaven ou de Newcastle vers Reykjavik
Traversée à partir de 715 F transport voiture gratuit pour 4 passagers payants
Informations: agences de voyages ou ALANT'S TOURS Agent général 3 rue Danielle Casanova 75001 Paris tél. 296.59.78

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHÉ ou PICARD
GARANTI 5 ANS
+ 1 blindage acier 15/10
+ 4 goupilles d'acier anti-dégondage
+ renforcement du bois
1 cornière en acier
+ 3 cornières anti-pince
+ l'extérieur sur le pourtour de la porte
+ 1 barre de seuil
OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée)
(au lieu de 3.950 F)
3.200 F TTC (incl. dept. compris PARIS-BANLIEUE)
PARIS PROTECTION 55, rue de la Motte Picquet 75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT 6 Mois

JARON SHER
CHANGER LES IDÉES
Nouvelles Editions RUPTURE
Diffusion: ALTERNATIVE

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
ACCEPTÉ ET RECONNU DANS LE MONDE ENTIER
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIF D'UNE SEMAINE DE GEMMOLOGIE (DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR)
Pour toutes informations: Schuppers 1/7 - 2018 ANVERS Tél.: 03/232-0788

ellesse
ski
Boutiques à Paris

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

L'œil sur l'étiquette

Au moment d'acheter un vêtement, 92 % des Français ont l'œil sur l'étiquette. C'est ce qui ressort d'un sondage exclusif de la Sofres pour la Fédération des industries du vêtement masculin, à l'occasion du SEHM, Salon européen de l'habillement masculin, la plus grande manifestation mondiale dans ce domaine s'achevant aujourd'hui à la porte de Versailles. Tous les jours d'après les pourcentages ainsi obtenus, quarante-huit consommateurs choisissent selon les critères de confort, vingt-neuf s'intéressent à la coupe, vingt-quatre à l'étoffe et dix-huit à la couleur.

Au-delà de cette étude de comportement qui démontre que les hommes prennent moins conseil de leurs épouses et amies avant d'effectuer leur choix, mais tiennent compte de l'appréciation... de leur P.-D.G. ou leur supérieur, il faut savoir que le budget moyen d'habillement ne dépasse pas 800 F par an. Ils achètent donc, un costume tous les 5,5 ans, un pantalon de ville, en 1,9 an. Le jean se renouvelle à l'année et la chemise tous les quatre mois. On comprend l'importance des fabricants français devant les ravages causés par les importations en provenance des pays à bas prix : Extrême-Orient, Europe de l'Est.

Les tendances de printemps, nous dit Gilles Tronquet, animateur de Modem, l'organisme de coordination des formes et couleurs au niveau de l'industrie, font ressortir l'importance des tons délavés que nous avons déjà signalés au niveau des tenues de sport. A l'inverse de la mode féminine, c'est au printemps que les hommes assombrissent leur nouveau plumage, proposé, cette saison, en tranches de couleurs, aux tonalités atténuées de bleu lavande, mélangées aux bruns, Stens, vert amande et beige sablés. Les lins, superbes, blancs et d'une totale froissabilité, ne sont guère acceptés à des niveaux de prix abordables. Mais les mélanges de coton et de polyester confèrent aux draperies esthétiques et d'entretien facile le toucher frais et très légèrement irrégulier qui en fait le succès. Les vestes et pantalons...

Depuis que Pierre Cardin a mis sur orbite la mode masculine française en habillant les Beatles...

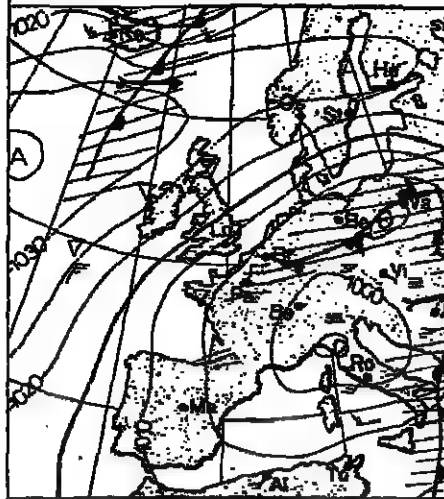


PAPARAZZI : ensemble désaccordé de veste en chevrons de laine et polyester bleu lavande à détails de cuir au col, boutons et boutons de poches, sur un pantalon en tissu à motifs matelassés, à l'occasion de la vente dans le dos, 699 F et 289 F, Paris 5, passage de l'Horloge, dans la galerie marchande, et 21, rue du Dragon ; Avignon, 13, place du Change.

ellesse ski
2 Boutiques à Paris
• Forum des Halles - Niv. 1 - Paris 1^{er}
• 59, Avenue Victor-Hugo - Paris 16^e

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 08.02.83. A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 8 février à 0 h et le mercredi 9 février à 0 h.

Entre la zone dépressionnaire d'Europe et les hautes pressions atlantiques, un flux de nord-est froid et humide circule sur la France. Mercredi, le ciel sera très nuageux sur toute la France, excepté près de la Méditerranée où les éclaircies prédomineront. Les nuages seront parfois accompagnés de précipitations neigeuses, faibles en général, mais pourront être modérées sur les régions du Nord-Est et du nord des Alpes. Le vent de nord-est soufflera modérément. Les températures, toujours basses, avoisineront le matin - 5 degrés dans l'intérieur à + 1 degré près des côtes et atteindront l'après-midi - 1 degré à + 4 degrés ; 8 degrés sur la Corse.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 8 février à 7 heures, de 1 005,7 millibars, soit 754,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 février ; le second le minimum de la nuit du 8 au 9 février) : Ajaccio, 11 et 3 degrés ; Biarritz, 6 et 1 ; Bordeaux, 6 et - 2 ; Bourges, 3 et 0 ; Brest, 5 et 0 ; Caen, 5 et 0 ; Cherbourg, 3 et 2 ; Clermont-Ferrand, 3 et - 3 ; Dijon, 3 et 0 ; Grenoble, 3 et 0 ; Lille, 4 et 0 ; Lyon, 3 et 0 ; Marseille-Marganne, 9 et - 2 ; Nancy, 2 et - 1 ; Nantes, 3 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 3 ; Paris-Le Bourget, 4 et 1 ; Pau, 5 et 1 ; Perpignan, 9 et 2 ; Rennes, 5 et 1 ;

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 FÉVRIER

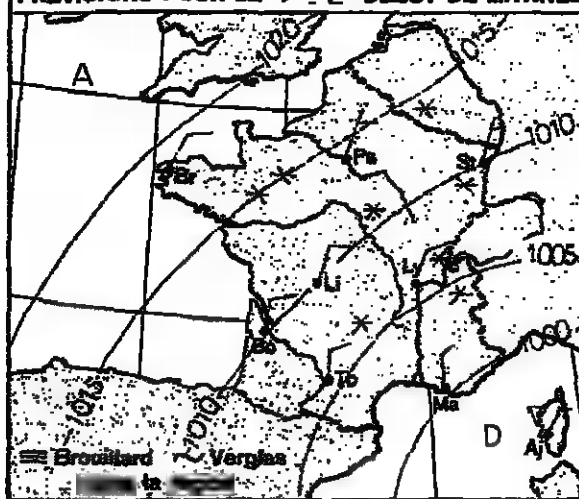
- « La Basilique Saint-Denis présente aux jeunes », 14 h 30, entrée, M^{me} Brocard.
- « Hôtel de Sully », 15 h 30, 1, rue du Figeat, M^{me} Bouquet des Chaux.
- « Musée de la Femme », 14 h 15, 12, rue du Centre à Neuilly, M^{me} Legrand.
- « Hôtel de Clugny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, M. Guiller.
- « Musée », 11 h, 77, rue de Valenciennes, M^{me} Vermeersch (Calendrier national des Monuments Historiques).
- « Musée de la Femme », 15 h, 15, rue de la Chapelle, M^{me} Legrand.
- « De Carthage à Kairouan », 15 heures, Petit Palais (Arcus).
- « L'île Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
- « Hôtel de Launay », 15 h, quai d'Anjou, M^{me} Ferrand.
- « La maison où vécut Chateaubriand », 15 h, 8, rue Franklin, M^{me} Hauler.
- « Les derniers jours de Diderot », 15 h, 6, place Furstenberg (Histoire et Archéologie).
- « L'Art du XVII^e siècle dans les Carmes », 14 h 15, Petit Palais, M^{me} Leblanc.
- « Notre-Dame de Paris », 14 h 30, métro Châteaufort (Lutèce-Visites).
- « Autour de Saint-Sulpice », 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Paris Pittoresque et Insolite).
- « Les plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris Autrement).
- « L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du Passé).
- « Notre-Dame », 14 h 30, façade, portail central, M^{me} Romann.

Conférences

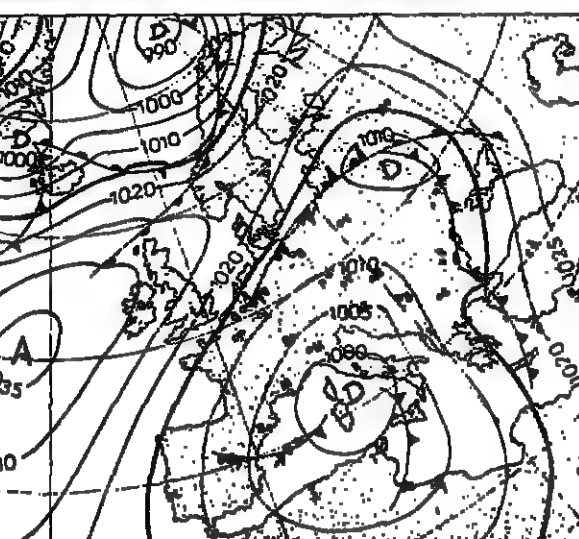
- 15 h, 46, rue Barrault, M. R. Burlet : « L'animal entre l'homme et le Cosmos » (Université Populaire de Paris).
- 18 h 30, 82, rue Taitbout, M. P. Bernier : « L'art funéraire et la mort dans la Chine ancienne » (Paris et son Histoire).

Édité par la S.A.R.L. le **Grand**
André Lasserre, directeur de la publication
Hubert Beau-Méry, directeur : Jacques Lasserre (1989-1992)
Imprimerie du « Monde » PARIS-IX
Reproduction interdite sans accord de l'administration.
paritaire de journaux : publications, n° 57 437. ISSN : 0000-2037.

PRÉVISIONS POUR LE 9 - 2 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Strasbourg, 3 et 0 ; Tours, 4 et 0 ; Toulouse, 5 et 1 ; Poitiers-Poitou, 26 et 22. Températures relevées à l'étranger : Alger, 11 et 3 degrés ; Amsterdam, 2 et 0 ; Athènes, 16 et 12 ; Berlin, 0 et - 2 ; Bonn, 3 et - 1 ; Bruxelles, 2 et 0 ; Le Caire, 17 et 9 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Coppenhague, 0 et - 1 ; Dakar, 26 et 20 ; Djakarta, 17 et 11 ; Genève, 4 et 0 ; Jérusalem, 8 et 3 ; Lisbonne, 12 et 5 ; Londres, 4 et 1 ; Luxembourg, 1 et - 1 ; Madrid, 9 et 0 ; Moscou, - 9 et - 12 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, 1 et 0 ; Palma-de-Majorque, 12 et 0 ; Rome, 13 et 7 ; Stockholm, - 2 et - 8 ; Téhéran, 18 et 8 ; Tunis, 16 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

ANIMAUX

UN CAHIER SPÉCIAL DU CENTRE DES ASSURANCES. - Le Centre de documentation et d'information de l'Association (C.D.I.A.), dans son numéro de février 1983 (n° 73), publie un dossier sur les animaux domestiques avec des statistiques, des renseignements sur les accidents, des conseils pour éviter les accidents, des conseils pour éviter les accidents, des conseils pour éviter les accidents.

ASSURANCES

PANNE DE CONGÉLATEUR - Il est recommandé de garantir le contenu d'un congélateur contre les dégâts provoqués par une panne consécutive à un mauvais fonctionnement de l'appareil. Une assurance spéciale doit figurer au contrat multirisque habitation. Il existe des assurances spéciales pour offrir la même garantie en cas de panne due aux intempéries, mais, en principe, elle ne joue pas en cas de grève de l'E.D.F.

DOCUMENTATION

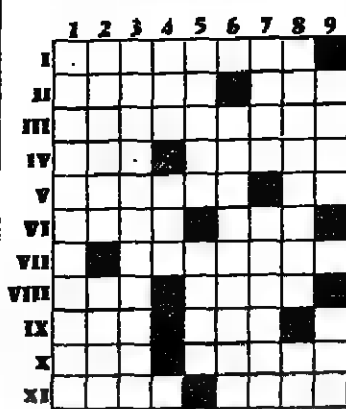
GUIDE DE L'AFRICAIN EN FRANCE. - Thomas Ngoran, jeune homme issu de la diaspora africaine, a rédigé un guide de l'Africain en France, destiné aux Africains séjournant dans la métropole. Le migrant, ou le simple touriste, le passage, ou le séjour, les renseignements aussi divers que les conditions d'immigration, les cartes de séjour, les droits d'inscription en France, les droits en province, les droits des discothèques d'ambiance négro-africaine ou les droits des exotiques (B.P. 81, 82216 Saint-Cloud) ; diffusion par l'Association africaine, 25 rue de la République, Paris-5^e.

FESTIVALS

PERSONNES AGÉES À MACON. - Devant le succès remporté par la manifestation « Pour une rencontre entre les générations, premier Festival de théâtre de personnes âgées », qui a eu lieu du 5 juin au 4 juillet 1982, Michel Daurelle, pour le Centre d'action culturelle de Macon, et Romola Sabourin organisent un second festival. Les troupes de théâtre non-professionnelles (tant en France qu'en Europe) intéressées doivent envoyer leur candidature avant le 1^{er} mars 1983 avec un curriculum vitae de leur compagnie. Michel Daurelle, Centre action culturelle Macon, 151, avenue Charles-de-Gaulle, 71000 Macon. Tél. : (05) 38-79-11.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3381



HORIZONTALEMENT

I. Traitement pour qui la prend : honoraires pour qui la donne. - II. Un nom propre l'écrit tout quand il est poli. - Périenne potière. - III. Paralyse les chevaux quand il est dérangé. - IV. Évoque une future expédition ou une association expéditive. Raconte des histoires. - V. Lieu d'origine d'un esprit libérin ainsi que d'un esprit. - Préposition. - VI. Sœur tourière. Concert où les... - VII. Faisait preuve d'une certaine... - VIII. Point de mire fidèles mahométans. Il est rarement seul à mener le train. - IX. Desservi. Perdait de l'argent en perdant du poids. - X. Possessif. Promoteur de la chirurgie esthétique. - XI. Siège épiscopal composé de deux paires de cardinaux. Agent capable de débloquent un bouchon.

VERTICALEMENT

1. Ils donnent une part de chance aux médecins. - 2. Ne manque pas à piquant. Associe la chaleur à l'humidité. - 3. Qui n'a plus rien d'humain ni d'humain. - 4. Roi d'Israël. Jamais brut quoique parfois brutal. - 5. Tenaille pour mieux pincer. Personnage biblique. - 6. Systèmes par lesquels les grues lèvent les ballons. - 7. Mener une politique d'opposition. Poète d'eau. - 8. Grimpier ne manquant pas de patache. Préposition. - 9. Stratège spirituel des hoplites. Rapit une balle avant même que le tir soit déclenché.

Solution du problème n° 3380

Horizontalement
I. Libréria. - II. Ivresse. - III. Broyée. Oc. - IV. Eau Punch. - V. V. - VI. Têt. - VII. Esprit. - VIII. Nues. Upas. - IX. An. Chien. - X. Gail. Luth. - XI. Reverse.

Verticalement

1. Libertinage. - 2. Ivraie. Une. - 3. Brouette. Ar. - 4. Ray. Scie. - 5. Aspic. - 6. Issue. Tuile. - 7. Rê. Sagesse. - 8. Occupants. - 9. Eschères.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

publiés au Journal officiel des lundi 7 et mardi 8 février :

DES DÉCRETS

• Relatif au comité de coordination pour le développement industriel de la Corse ;
• Modification du décret du 4 mai 1972 relatif à l'École nationale de la magistrature.

UN ARRÊTÉ

• Relatif aux modalités des épreuves pour l'accès au cycle préparatoire au deuxième concours d'admission au 1^{er} cycle de formation des assistants.

la MAISON D'ALSACE
SON Foyer GRAS
SES Foyers
SES Foyers
39, Champs-Élysées, Paris 8^e - 359-44-24

EGYPTE
UNE CROISIÈRE SUR LE NIL
6685 F
Demandez notre catalogue chez votre agent de voyage ou téléphonez au :
(1) 742 68 48
66 rue d'Amsterdam 75009 PARIS
107 avenue de Clichy 75017 PARIS
(88) 22 33 34
11 rue de la Fontaine 67001
le point azur

OFFRE D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	
AUTOMOBILES	33,60	
AGENDA	33,60	39,85

* Dégrèvements selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Nationales Internationales

DIRECTEUR LOGISTIQUE

Une entreprise employant 2.000 personnes et fabriquant des produits en série recherche un **DIRECTEUR LOGISTIQUE**.

Rattaché au Directeur de l'usine, il dirigera et animera les services : approvisionnement, administration des commandes, expéditions. Ce poste s'adresse à un ingénieur d'environ 35 ans ayant une expérience de la production et une formation complémentaire de gestionnaire. Le poste nécessite une parfaite connaissance des fonctions de gestion dans une entreprise de cette dimension.

Le lieu d'emploi se situe dans une ville de Province permettant la pratique du ski.

Adresser C.V., photo et références s/réf. 11890 sur enveloppe à **JEAN REGNIER**, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

■ **IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS D'EXCELLENTE NOTORIÉTÉ, PRÉSENT DANS CINQUANTE PAYS, SPÉCIALISÉ DANS DES PRODUITS DE MILIEU DE GAMME ET DONT LE VOLUME D'AFFAIRES DÉPASSE LE MILLIARD DE FRANCS, RECHERCHE UN**

DIRECTEUR INTERNATIONAL

Il rendra compte à la Direction Générale et prendra en charge le développement des marques du groupe à l'étranger par toutes les formes appropriées : export classique, filiales, licences, franchises. Il aura à organiser et animer les équipes concernées.

Ce poste de haut niveau convient à un candidat possédant une formation commerciale supérieure et ayant réussi le développement de réseaux de ventes au plan mondial dans le domaine des produits de milieu ou de haut de gamme (parfums, prêt à porter, accessoires, etc.). Une expérience des licences serait très appréciée.

La rémunération sera stimulante et tiendra compte au départ du niveau des compétences acquises.

Le poste est basé à Paris.

Ecrire sous n° 7.708 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75001 Paris.



emplois internationaux

SAPEC

Filiale d'un important groupe international recherche

INGÉNIEUR TRAITEMENT DES EAUX

sous la responsabilité du chef de département. Il se verra confier la tâche technique de plusieurs projets de traitement d'eau et sera chargé de la création d'une AGENCE COMMERCIALE.

Ce poste convient à un ingénieur I.N.S.A.

avec une expérience de 5 à 8 ans dans le traitement des eaux.

Compte tenu de l'importance des perspectives d'évolution du poste, une maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo récente à SAPEC, avenue Alfred Nobel, 92000 NANTERRE.

URGENT

Organisme Semi-Public recherche

2 CONSULTANTS

Ecole d'ingénieur + formation complémentaire en Gestion.

L'un, expérience organisation et gestion de la production, si possible dans les pays en voie de développement (technologies appropriées). L'autre, expérience financière, administrative et commerciale (études de marchés, exportation, et sous-traitance).

Pour les deux, expérience intervention PME et formation appréciées. Age souhaité minimum 35 ans. Langue Française et Anglaise ou Allemande et Espagnole.

Envoyer pour activité longue durée à l'Étranger. Disponibles rapidement. Tél. 727.51.49 - Réf. JR

banque internationale d'affaires

Dans le cadre de l'ouverture prochaine d'une filiale à Paris, une des premières banques internationales d'affaires recherche :

DIRECTEUR ADJOINT DE LA COMPTABILITÉ

à fort potentiel pour remplacer dans un second temps le Directeur. Il mettra en place les systèmes et procédures, supervisera la comptabilité, traitera les problèmes fiscaux et assurera le reporting.

Ce poste s'adresse à un jeune auditeur, de formation supérieure, dont l'expérience aura été acquise dans un cabinet international et qui pratique couramment l'anglais. (réf. 8047-M)

DIRECTEUR ADJOINT DU CRÉDIT

Responsable du planning, de la promotion des crédits, des prêts syndiqués pour la clientèle française et internationale (institutions gouvernementales et internationales, compagnies privées), de la documentation et analyse des crédits et des emprunteurs. Il assurera la supervision et le contrôle du département. (réf. 8048-M)

Les rémunérations prévues sont attractives pour des candidats de valeur.

Adresser votre C.V. avec salaire actuel sous référence du poste à I.C.A. - 8 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK

Un important groupe de l'industrie agro-alimentaire cherche

le directeur

de l'une de ses filiales (CA 250 MF, 1500 clients, siège en grande banlieue parisienne de Paris) disposant d'une complète autonomie de gestion.

Véritable patron de PME, ce directeur assume l'ensemble des responsabilités commerciales, financières, etc.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes dirigeants, EBC par exemple, connaissant la distribution ou l'alimentation et ayant fait leurs preuves à la tête d'un centre de profit.

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4273 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

VILLE D'ORLÉANS

(+ 10.000 habitants, 2.300 agents, ressource d'urgence un

DIRECTEUR

pour le service du personnel. Directeur de Services Administratifs

conditions de recrutement et grille indiciaire de 20.000 à 40.000 habitants.

Expérience souhaitée.

Adresser candidatures et curriculum vitae à M. le Maire, Centre Municipal, place de l'Europe, 45000 Orléans.

Pour tous renseignements, tél. 02 38 38 38 38.



recherche pour l'une de ses Divisions

DIRECTEUR DE L'ÉQUIPEMENT

35 ans minimum

FORMATION :

Arts et Métiers ou Grande École d'ingénieur polyvalente. Parfaitement bilingue anglais, bonnes notions d'allemand appréciées.

EXPÉRIENCE :

Une dizaine d'années dans le secteur de l'ingénierie ou comme ingénieur travaux dans une usine de la chimie fine ou de l'agro-alimentaire lui auront donné une réelle compétence en matière de génie chimique, thermique et automatismes industriels.

FONCTION :

En relation directe avec le Directeur Technique, ce cadre de haut niveau sera chargé de la mise en œuvre de 11 établissements en France et à l'étranger, à proposer toutes les améliorations nécessaires, à établir les projets d'investissements et des gros travaux, à suivre les réalisations. Il sera par ailleurs conseil sur un plan technique pour les problèmes d'économie d'énergie, de pollution.

Si cette réelle opportunité vous intéresse, adressez votre C.V. et rémunération souhaitée à ROUSSELOT S.A. Direction du Personnel B.P. 266.08, 75360 Paris Cedex 08.

INGÉNIEUR DE LA CONSTRUCTION

Entreprise de conseil, taille humaine, exportant son savoir-faire, ses méthodes, ses procédés et ses systèmes de construction en Afrique, en Asie et en Amérique du Nord, recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il aura à animer l'équipe de concepteurs, à développer l'activité de la Société dont il sera le n° 1.

Nous cherchons un Chef d'entreprise, de préf. Ingénieur de haut niveau ayant l'expérience du bureau d'études. Il devra surtout avoir prouvé sa capacité à réaliser.

Poste : grande ville des Alpes.

Rémunération annuelle : 300.000 F + intéressement.

Ecrire sous n° T 038.191 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Groupe leader de distribution de biens d'équipement du foyer recherche

Directeur juridique

Agé de 30 ans au moins, le candidat souhaité est un généraliste qui, après une expérience minimale de 5 ans, soit en Cabinet, soit en entreprise et de préférence, dans la distribution.

Il est directement rattaché au Directeur Général et ses missions comportent 3 axes : assurer en permanence la sécurité juridique du Groupe et garantir la fiabilité des décisions prises, conseiller les services de la société et les entreprises affiliées, et prendre en charge les dossiers contentieux. L'intéressé a la responsabilité d'une fonction juridique « complète » l'amenant à intervenir dans des domaines variés : droit des sociétés, fiscalité, droit commercial, législation sociale. Il assume la gestion des marques et des assurances. Compte tenu des activités grande consommation de la société, son intervention est déterminante pour tous les problèmes spécifiques à la distribution : législation sur le prix, droit de la concurrence et de la consommation.

Il des compétences techniques prouvées, le candidat doit associer des qualités de rigueur, précision, sens de l'organisation et avoir le goût du dialogue.

Le poste est à pourvoir à Paris et comporte de brèves déplacements en Province.

Adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite indiquant votre rémunération actuelle et d'une photo, sous réf. 9310 à Monsieur sur l'enveloppe, à M&S-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX

recherche

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Expérimenté dans le transport international terrestre, il dépendra directement du Directeur Général, et devra être de nationalité française, connaître l'allemand, et si possible, l'anglais.

Transmettre C.V. avec lettre manuscrite et photo : sous n° T 038.193 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL ÉQUIPEMENTS - AUTOMOBILE

pour PARIS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

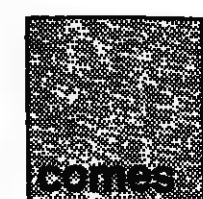
IL DEVRA :

- assurer l'ensemble de la responsabilité financière et administrative des Établissements français ;
- rendre compte mensuellement des résultats à la Direction européenne du groupe international ;
- achever la mise en place des procédures administratives de gestion au niveau de chacune des unités de production, et faire fonctionner ;
- établir et contrôler les budgets au plan global et au niveau de chaque usine ;
- superviser la comptabilité et l'informatique.

IL AURA :

- une très solide formation générale de base, si possible : technicien supérieur ou ingénieur ayant fait I.C.G. ou équivalent ;
- une parfaite maîtrise de toutes les techniques modernes de gestion anglo-saxonnes et françaises ;
- une expérience concrète de l'implantation et du fonctionnement de la comptabilité et de la gestion dans les usines ; avoir commencé ainsi sa carrière serait très souhaitable ;
- une pratique absolument courante de l'anglais et du français ;
- une puissance de travail et un dynamisme à toute épreuve.

TRÈS BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et références au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix 75002 PARIS (sous référence 2 480) DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Assistant export Moyen-Orient

Société construction serres métalliques recherche pour le Moyen-Orient

Jeune assistant export administratif-commercial

Parlante bilingue français-arabe. Langue arabe obligatoire.

Rémunération de départ : 100 000 F rapidement évolutive.

Ecrire manuscrit (+ photo) à

L. Justet psychologue

des Grottes 84000 AVIGNON

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX RECHERCHE POUR SES AGENCES

D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE DES

CADRES CONFIRMES

EN TRANSIT, CONSIGNATION ET MANUTENTION MARITIME.

Pour tous ces postes une expérience de l'Afrique est souhaitée, ainsi que la connaissance de l'anglais. Outre une rémunération attractive, les cadres recrutés bénéficieront des avantages propres au personnel expatrié.

Adresser curriculum-vitae et photo à M. L. LICHOU, 8060 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Op. 150

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITALX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne/col.	La ligne/col. T.C.
ANNONCES ENCADREES		51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Degressifs selon surface ou nombre de parutions.



emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

SAE

recherche pour ses chantiers en ARABIE SAOUDITE

1 INGENIEUR PLANNING

- La mission : Contrôle des coûts, estimations, gestion, coordination des travaux TCE, tenue des objectifs.
- L'homme : Ingénieur de formation ou équivalent, ayant une bonne connaissance des problèmes d'organisation en entreprise générale de bâtiment. Bilingue anglais.

Adresser votre C.V. sous référence LP au Service Recrutement S.A.E. 32, avenue de New-York 75784 PARIS cedex 16

COFAP

SAE

recherche pour ses chantiers en ARABIE SAOUDITE

3 INGENIEURS

spécialistes en

- électricité - climatisation - plomberie

- La mission : Supervision sur le site de l'installation de chaque lot technique - Contrôle des sous-traitants - Coordination des équipes.
- L'homme : Ingénieur de formation, ou équivalent, ayant quelques années d'expérience, connaissant bien l'entreprise générale bâtiment. Bilingue anglais.

Adresser votre C.V. sous référence I.E.C.P. au Service Recrutement S.A.E. 32, avenue de New-York 75784 PARIS cedex 16

COFAP



Une ville de 50.000 habitants tout près de RYAD...

Cela représente un chantier de 100 000 m² ainsi que la construction de 100 000 m² d'infrastructure de la ville qui comprendra 100 000 m² de type variés.

Pour notre chantier de 5.000 villas

Réf. LM 046

Ingénieur bâtiment

Grâce à votre expérience, vous souhaitez maintenant vous intéresser à l'aspect logistique d'un grand chantier. Dans un premier temps, nous vous proposons de seconder le responsable du service que vous serez très vite amené à remplacer.

Votre mission vous amènera à prendre en charge l'ensemble des problèmes d'approvisionnement pour permettre le bon fonctionnement du chantier. Pour ce poste, une bonne connaissance de tous les corps d'état est bien sûr nécessaire et l'anglais sera votre langage de travail.

Pour ces postes basés à Ryad, le séjour en famille peut-être envisagé et dans ce cas la sécurité sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau 92022 Nanterre Cedex.

Pour la mise en place de l'infrastructure

Réf. LM 4272

Ingénieur ETP ou équivalent

Le poste que nous souhaitons vous confier vous permettra de prendre en charge le client, vous serez chargé de contrôler l'établissement des plans et des règlements. Vous serez également responsable de l'évaluation des nouveaux travaux ainsi que de la réévaluation des prix.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine ou à un chef-mètre très expérimenté disposant d'une connaissance parfaite de l'anglais qui sera la langue unique de travail.

Mettez votre avenir en chantier.

PROGRAMMEURS

GAP 2, leur offre avec 2 ans minimum d'expérience. Ces postes sont pourvus pour une mission à durée limitée. A l'issue de la mission.

Téléphone : (11) 75 00 00 pour rendez-vous avec M. GAGNONNET.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF CHANTIER

Lieu : TRIPOLI, Libye. Formation Ecole de Commerce ou équivalent. Age max 35 ans, anglais courant. Expérience min. 5 ans, direction administrative chantier à l'étranger. Remunération selon expérience + 100 % expatriation.

Envoyer C.V., photo, 3x427 m à SWEET'S, S.P. 258, PARIS Cedex 06 qui transmet.

INSTITUTEURS PROFESSEURS

français, philosophie, mathématiques, géographie, histoire, sciences naturelles, physique-chimie.

Envoyer C.V. et photo, 3x427 m à SWEET'S, S.P. 258, PARIS Cedex 06 qui transmet.

FILIALE CHAFFOTEAUX EN ALGERIE

Chasse le maître de ses chantiers à l'exportation

Programmes de pavillons préfabriqués

recherche pour ARABIE SAOUDITE

DIRECTEUR DE CHANTIER

Réf. 30.10

Il sera responsable de la coordination générale (administrative et technique) de la qualité des réalisations.

Ingénieur T.P. avec une expérience au même ordre en Arabie Saoudite.

CONDUCTEURS DE TRAVAUX TCE Haut Niveau

Réf. 30.20

une expérience sur chantiers (pavillons industrialisés) en préférence au Moyen Orient est nécessaire.

Pour ces postes l'anglais est indispensable.

Les contrats seront de 12 à 15 mois.

Logement en base-vie collective.

Disponibilité exigée : 15 jours.

Merci d'indiquer la référence du poste choisi.

CEIP 35 Conseil d'Entreprises 20, rue de Bréot - 35000 RENNES

Il est prié de répondre aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce qui intéresse et de vérifier l'adresse, même qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emploi régional

emploi régional

emploi régional

emploi régional

TOTAL

Compagnie Française de Raffinage

pour son Centre de Raffinage près du HAVRE

UN INGENIEUR LUBRIFIANTS

INGENIEUR CHIMISTE débutant ou semi-débutant, le titulaire du poste sera chargé de la supervision d'un chef de laboratoire, de l'analyse des huiles pour moteurs.

La préférence sera donnée à un candidat ayant fait l'ENSPM (option applications) et maîtrisant bien la langue anglaise.

Vous serez intéressé à la mise en œuvre de l'analyse avec CV, photo (rect.) et prétentions sous la référence 92181 au Département Ressources Humaines 22, rue Bailleu - 75781 PARIS CEDEX 18

France-Sud

Communiquer pour rencontrer et recruter

Cabinet conseil régional et un groupe national, nous développons un programme majeur de collaboration avec les entreprises (des PME/PMI, aux structures nationales et internationales). Le succès de nos interventions est le résultat logique de la capacité de dialogue, de la rigueur de l'analyse, de la volonté de réussir et de la disponibilité des membres de notre équipe.

Consultant

- 35 ans minimum. Formation supérieure. Anglais pratique.

qui participera à nos interventions.

Le candidat retenu aura une réelle connaissance de l'entreprise et de la pratique de la conquête et de la négociation commerciale et dans une certaine expérience du recrutement.

Envoyer votre dossier, sous réf. M 530, à

SVP RESSOURCES HUMAINES 48 rue Grignan 75006 PARIS

responsables relations humaines

Groupe d'importance nationale, C.A. 1 milliard, nous créons la fonction Relations Humaines dans deux de nos entités décentralisées comptant chacune environ 400 personnes.

Rattachés aux Directions Régionales et en liaison avec la Direction des Relations Humaines du groupe, les hommes que nous recherchons participeront à la définition et à la mise en œuvre de la politique de relations humaines de communication, d'animation et de motivation au travail. Ils pourront intervenir dans leur intérêt dans le domaine : des relations avec les représentants du personnel et de la mise en place des moyens d'expression des salariés.

Aussi attendons-nous des responsables ayant la formation sérieuse en Droit du Travail et le sens du dialogue. Leur personnalité et leur expérience d'au moins 5 ans dans la fonction devront être associées à une grande rigueur.

Les postes sont à pourvoir à CHALON-SUR-SAONE et à TROYES.

Isabelle Le Garsmeur examinera votre dossier (lettre + C.V. + photo + prétentions) et vous avisera par lettre. Maisons BRUNO PETIT 21, rue des Capucins - 92190 MEUDON

Bruno-Petit

Sur littoral méditerranéen

CNIM INDUSTRIES

importante société d'ingénierie thermique et de réalisations d'installations en main

par son

INGENIEURS THERMIDIENS

diplômés grande école ENSTRA, ECP...

débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Anglais écrit et parlé.

Adresser votre candidature et CV sous référence 702 à

BAILLY CONSEIL 48 avenue de la République 75008 PARIS

Microbiologiste

Il est au Groupe LAFARGE COPPEE, spécialiste des produits aminés, biochimiste européen sur le marché, ORSAN fabrique des produits biochimiques des produits organiques aux industries pharmaceutiques.

Dans le cadre de l'extension du secteur Recherche de son usine de NESLE (100 km de Paris par exemple), nous recherchons un Technicien microbiologiste ayant une solide connaissance en génétique (mutagenèse, sélection de souches bactériennes), possédant soit un BTS biochimie ou une licence et maîtrise biochimie ou microbiologie. Une expérience dans une industrie agro-alimentaire est appréciée.

La rémunération est envisagée à 85 000 F après confirmation. Nombreux avantages sociaux.

Adresser votre candidature avec manuscrite, C.V., photo (actuelle), sous réf. TM/150, à la Direction du Personnel - NESLE - 1100 NESLE, qui l'examinera avec le plus grand soin.

	Le jour	Le jour L.T.C.
OFFRES	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	27,04
IMMOBILIER	61,67	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour L.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DOWELL Schlumberger

Compagnie internationale des services appliqués à l'industrie pétrolière, nous développons au sein d'un centre d'études et de recherche de Saint-Etienne les techniques d'avenir qui nous permettent de plus de 50 pays. Nous recherchons un

Chef de projet Capteurs

Il sera chargé de la conception, de la réalisation et de l'expérimentation de capteurs à grande précision des paramètres physiques et rhéologiques des fluides non newtoniens, coulant dans l'environnement sévère que constitue un puits de pétrole.

Le candidat retenu possèdera un diplôme de grande école ou un doctorat, une connaissance de l'anglais, 3 à 4 ans d'expérience industrielle ou de laboratoire appliquée à la mesure et à l'instrumentation, ainsi qu'une maîtrise des techniques suivantes : électromagnétisme, mécanique, optique et ultrasons.

De grandes possibilités d'avenir, il sera pourvu dans un environnement intellectuel stimulant : un établissement de 240 personnes et 75 ingénieurs d'origine et de formation variées.

Adresser votre candidature au Service du Personnel EFDS, ZI Molina-la-Chazotte, BP 90, 42003 Saint-Etienne Cedex.

DOWELL Schlumberger

Compagnie internationale des services appliqués à l'industrie pétrolière, nous recherchons pour notre centre d'études et de recherche de Saint-Etienne un

INGENIEUR responsable de notre centre de calcul scientifique

Il sera chargé de l'exploitation et de son développement, ainsi que de la mise au point de logiciels.

Il dirigera une équipe de niveau et procurera expertise, assistance et formation informatique scientifique pour tout le centre.

Il connaîtra le matériel DIGITAL, ses logiciels, ses bases, ses périphériques ainsi que ses outils logiciels dans les domaines suivants :

- graphiques, bases de données et traitement de données.
- une expérience de quelques années dans une activité similaire indispensable.
- Les perspectives d'évolution au sein du groupe sont très motivantes.

Adresser votre candidature au Service du Personnel EFDS, ZI Molina-la-Chazotte, BP 90, 42003 St-Etienne Cedex.

JEUNES NEUTRONICIENS

Notre entreprise, filiale d'un des premiers groupes industriels français, accroît rapidement ses activités dans le domaine **électronucléaire**.

Pour renforcer notre potentiel d'innovation et de développement, nous souhaitons recruter de jeunes **INGENIEURS UNIVERSITAIRES HAUT NIVEAU** possédant une formation de base en **physique atomique**.

Leur première affectation dans notre établissement de LYON leur permettra de se former à nos structures et nos activités.

Nos dimensions et notre dynamisme dans un domaine de pointe leur offriront d'importantes opportunités de développement professionnel.

Une candidature, accompagnée d'un CV est à adresser, sous référence 75620, à notre conseil

MILO M.R.H. 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS (3.500 personnes) premier plan mondial dans un secteur d'activités recherche pour sa principale Unité : Production, un

INGENIEUR ELECTROCHIMISTE

pour son Service Recherche et un

INGENIEUR MECANICIEN

pour développement de nouvelles machines (conception et mise en place)

Ces deux postes sont à pourvoir un secteur de pointe à haute technologie réservent de réelles possibilités d'évolution à nos candidats valeur.

Lieu de travail : Ville Centre-Ouest

Envoyez votre C.V., photo et prétentions à : 60.807 **MILO M.R.H.** 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

UN INGENIEUR SPECIALISTE DES REGLEMENTATIONS INDUSTRIELLES

Spécialisé dans l'ingénierie de grands ensembles industriels de production d'énergie, notre entreprise (5000 personnes) est en contact permanent et étroit avec les Administrations Publiques.

Le Responsable d'une équipe d'ingénieurs chargée d'assurer la coordination des relations souhaite recruter son Adjoint, et recherche pour cela un cadre de formation technique, âgé d'au moins 25 ans, et possédant une solide expérience des relations avec les organismes administratifs (Mines, Industrie...).

Basé à LYON, le poste proposé implique une bonne connaissance des textes relatifs aux appareils à pression, des notions de chaudronnerie, tuyauterie ou soudure, ainsi que de réelles qualités de négociateur.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 75622 LM à notre conseil

MILO M.R.H. 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

RTC

R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC
Centre Industriel d'Eveux
(Production de films imprimés, films magnétiques, Modules et Hybrides) recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ENSI, EFREI, ISEP, ISEN, ESME

- Pour étude et réalisation d'équipements de tests et maintenance d'installations commandées par ordinateur.
- Pour conception et développement de cartes à microprocesseurs.
- Pour conception de circuits intégrés.

INGENIEURS MECANICIENS

- ENI Option Mécanique.
- Pour projet de mécanisation de fabrication de chroniques magnétiques.
- Expérience en mécanisation de processus.
- Anglais et allemand indispensables.
- Arts et Métiers.
- Pour bureau de mécanique.
- Expérience de mécanique informatisée. Notions de pneumatique et hydraulique.

INGENIEUR INFORMATIQUE TECHNIQUE

Grandes écoles.

Pour étude et suivi de réalisation de projets d'informatique en fabrication (automatismes, CAO, robotique).

INGENIEUR LOGICIEL

Pour étude de programmes de calculs, de statistiques, de simulation sur calculateur VAX Digital Equipement. Expérience Fortran.

Ces postes sont à pourvoir rapidement.

Nous recherchons des ingénieurs débutants ou ayant quelques années d'expérience, à fort potentiel, parlant anglais et ayant si possible de bonnes notions d'allemand, aimant travailler en équipe, qui effectueront un travail positionnant et dans des activités de pointe et à qui nous pouvons assurer dans notre Groupe un avenir à la mesure de leurs possibilités.

Ils devront être aptes à travailler en équipe, ouverts sur l'environnement européen. Ils trouveront de larges possibilités de formation et de développement personnel, des conditions de vie et de travail agréables.

Adresser C.V. et prétentions à la : Direction de R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC 41, rue F. de la Motte - B.P. 1642 - 27016 EVEUX CEDEX.

INGENIEUR MECANICIEN - III B - Ingénieur d'encadrement -

Importante société du secteur électronucléaire, nous renforçons les structures de notre établissement de LYON.

Nous recherchons pour cela un Ingénieur mécanicien diplômé, possédant une solide expérience en **machines spéciales** (notamment échangeurs de grande dimension ou matériel chaudronné).

Dans un environnement technique de haut niveau, il sera chargé de l'animation et de l'encadrement d'une équipe de 8 à 10 ingénieurs et techniciens intervenant de la conception à la mise en service des machines spéciales.

Sa réussite dans ces fonctions lui ouvrira de réelles possibilités d'évolution dans une entreprise en rapide expansion.

Un dossier de candidature est à adresser, sous réf. 75621/LM, à notre Conseil.

MILO M.R.H. 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

Fonction personnel : un poste à responsabilités ...

... plus particulièrement dans l'administration des 4000 personnes employées aux 3 SUISSES (un des leaders français de la Vente par Catalogue).

ADJOINT de notre DIRECTEUR DU PERSONNEL, vous participerez, pour les maîtrises et mensuels, à l'élaboration et à l'application de la politique humaine de l'entreprise, à l'établissement de notre budget "personnel". Vous étudierez les procédures nécessaires à la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle et en assurerez le suivi. En fonction de la législation sociale, vous contribuerez à la définition de notre politique salariale, dont vous contrôlerez l'application. Enfin, vous évaluerez les postes de travail et veillerez à l'harmonisation des qualifications. Vous serez assisté d'une trentaine de personnes dont 4 cadres.

De formation supérieure, vous avez acquis, au cours d'une expérience réussie de plusieurs années dans la fonction "personnel", de bonnes connaissances en informatique et, bien sûr, en droit du travail. Homme de contact et de négociation, vous êtes organisé et rigoureux.

Pour ce poste de haut niveau, basé à CROIX (59), nous vous offrons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre société, en forte expansion (+20% par rapport à 1981) sur son marché.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions aux 3 SUISSES - Direction des Relations Humaines 12, rue de la Centenaire - 59170 CROIX.

3 SUISSES

Service public administratif, à ROUEN, recherche pour assurer l'animation et le suivi des études et actions dans le secteur des transports collectifs

un chargé d'études possédant un diplôme d'ingénieur, ou de sciences économiques, ou équivalent, avec une formation spécialisée ou expérience en études et organisation des transports.

Adresser candidature ou C.V. For. n° 7.588 le Monde pub. service ANNONCES CLASSEES, 8, rue du Général, 75008 Paris.

GROUPE MULTINATIONAL recherche pour sa filiale française située à 110 kms au Sud-Est de Paris

CHEF DE SERVICE COMPTABILITE GENERALE

Diplôme DECS, D.U.T. comptable ou équivalent. Expérience à un minimum dans Société industrielle ou cabinet audit.

Connaissances de la comptabilité analytique et de l'anglais.

Adresser lettre de motivation avec C.V., photo, prêtent à : No 80422 Conteste Publicité 20, Avenue 75048 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Bonne expérience en spectrographie de masses pour activité analytique dans le domaine de la chimie organique des produits industriels. Des connaissances en informatique et électronique seront appréciées. Envoyer C.V., photo et prétentions à : SWEET'S, B.P. 259, 75024 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LTT LANNION

Spécialistes en Télécommunications des systèmes de transmission, nous recherchons deux **INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS** Expérimentés ou débutants

pour leur confier l'entretien ou l'installation de :

INGÉNIEUR ORDONNANCEMENT ET GESTION DE PRODUCTION

En relation étroite avec le responsable de service, il participera, au sein de l'équipe d'ordonnancement général, à la mise en place de nouvelles méthodes de gestion de production de matériel électronique, en liaison avec l'informatique.

INGÉNIEUR RESPONSABLE ESSAIS

Utilisant rationnellement les moyens mis à sa disposition (calculatrices, bases automatiques de données...), il assurera les essais et la sortie de production d'équipements électroniques de transmission numériques, tout en animant une équipe de techniciens et opératrices de mesure.

Adressez votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant le poste retenu à Monsieur **POULIQUEN, LTT - BP 148 - 22300 LANNION.**

THOMSON
BRANCHE COMMUNICATIONS

Littoral méditerranéen

CNIM DIVISION INDUSTRIES
recherche

pour son département équipements thermiques

UN INGENIEUR THERMIQUE
responsable du service projets-propositions. réf. 902

Le poste se situe à la frontière du technique et commercial et suppose de la part du candidat à la fois une très solide formation de bureau d'études dans la spécialité et des aptitudes à la négociation. Un acquis de quelques années d'expérience dans la branche précitée est largement souhaité.

UN INGENIEUR ELECTRICIEN
EST ou ÉQUIVALENT réf. 1002

capable d'assumer la responsabilité de l'animation du service équipements électriques de centrales thermiques et de groupes énergétiques industriels de forte puissance. Rgés de minimum, anglais courant. Il dispose d'une expérience se situant au niveau de fonctions d'études ou de responsable d'offices dans les branches techniques correspondantes.

ou niveau des services administratifs et financiers

UN INGENIEUR DE GESTION réf. 1102

diplômé grande école, ayant une formation complémentaire du type I.R.E., I.C.S., D.E.C.S... Il aura la responsabilité des tableaux de bord industriels ainsi que des budgets et des prix de revient dans le cadre d'un système de gestion qu'il mettra en place et animera. Un parcours de carrière portant de la technique et allant vers la gestion serait très apprécié.

Adressez candidature manuscrite, CV sous référence correspondante

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
78008 PARIS

JEUNES INGENIEURS BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Nous sommes : Une importante société de BTP (1100 personnes) implantée dans le Nord Ouest de la France où notre activité est très diversifiée : ouvrages d'art, génie civil industriel et nucléaire, constructions scolaires, hospitalières et de bureaux, logements collectifs et individuels, réhabilitation.

Notre appartenance à l'un des plus importants groupes de BTP français, vous offre de fortes possibilités d'évolution sur le plan national ou international.

Vous êtes : Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ENPC, AM, ESTP, HEI, IDN...) à la recherche de votre premier emploi ou vous avez 2 à 3 ans d'expérience.

Vos qualités : homme de terrain - gestionnaire - homme de contacts.

Nous vous proposons des responsabilités en tant que : **INGENIEUR TRAVAUX**
INGENIEUR BUREAU D'ETUDES
INGENIEUR ETUDES DE PROJ.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 4343 à l'agence **DESSEIN** 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

LABEL QUALITÉ DU FROID THOMSON: UNE DIMENSION INTERNATIONALE.

LESQUIN (près de Lille - 2.100 personnes) est le haut lieu de production de la gamme FROID (réfrigérateurs-congélateurs) de THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC. Dans ce centre de développement croissant, des QUALITIENS des spécialistes orientés vers la PRODUCTION :

RESPONSABLE MÉTHODES CONTRÔLE

Un poste de fort calibre pour un Ingénieur ECP, AM, HEI, INSA, ENI, etc., expérimenté (5 ans minimum aux Méthodes, sur des produits de grande série ou dans le domaine du froid). Directement rattaché au Responsable du département CONTRÔLE/QUALITÉ, il participe à partir des objectifs une méthodologie des procédés de contrôle, il met en place une assurance qualité auprès des fournisseurs et dispose des moyens d'analyse permettant ces ajustements. Réf. LES/1.

RESPONSABLE GESTION QUALITÉ

La rigueur mais aussi l'œil neuf d'un débutant diplômé de l'UT COMPIÈGNE ou d'un Ingénieur généraliste ayant environ 3 ans d'expérience, appréciés pour ce poste de responsable de la qualité statistique de la qualité (produits en industrialisation ou en clientèle). Il participe à la définition des objectifs, organise un suivi des écarts (ajustements correctifs), assure la communication de l'information et le conseil, notamment auprès des technico-commerciaux. Réf. LES/2.

RESPONSABLE CONTRÔLE UNITÉ PLASTIQUE

Une spécialisation requiert les compétences d'un technicien ayant une expérience identique ou d'un débutant spécialiste des Matières Plastiques (BTS). Dépendant du Responsable Contrôle/Fabrication, il participe à la définition des objectifs Qualité de son secteur. Il fait appliquer le plan de contrôle et anime les moyens, matériels et humains, mis à sa disposition. Réf. LES/3.

RESPONSABLE D'UNITÉ

Pour ce poste de haut niveau, rattaché au Directeur de l'usine, nous recherchons un Ingénieur expérimenté, doté d'une forte personnalité. Nous lui confierons la responsabilité pleine et entière tant au niveau budget que technique et humain, de son unité. Réf. LES/4.

RESPONSABLE FABRICATION

Rattaché au chef d'unité, il gère et améliore avec efficacité la Production. Mais il est aussi et surtout le leader de 300 personnes; autorité de compétence et personnalité sont donc indispensables pour cette fonction, destinée à un Ingénieur ayant acquis quelques années d'expérience dans un poste similaire ou aux Méthodes. Réf. LES/5.

RESPONSABLE MÉTHODES

Placé sous l'autorité du Chef d'unité, il anime un groupe de dix-huit préparateurs-analystes. Il établit et gère le plan d'investissement. Sa précision de jugement lui permet d'améliorer la productivité de l'atelier, sans perdre de vue le facteur humain. Nous recherchons un Ingénieur expérimenté d'une expérience identique de quelques années sur des produits grande série (exemples par exemple) à pratiquer une méthode de contrôle prédéterminée. Réf. LES/6.

Assurée d'une absolue discrétion et d'une réponse rapide, les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sont à adresser - en précisant la référence du poste - à THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC - Direction du Personnel et des Relations Sociales - 74/76, rue du Surmelin - 91000 PARIS.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

INSTITUT DE SCIENCES NUCLÉAIRES DE GRENOBLE

Nous recherchons un jeune Ingénieur Grandes Ecoles ou E.N.S.I. qui sera chargé d'informatiser et d'automatiser le fonctionnement de l'accélérateur SARA. Placé dans l'équipe responsable de l'accélérateur, le candidat aura pour charge de contribuer à la mise en place du système informatique destiné à gérer le fonctionnement de la machine et l'automatisation de son diagnostic.

Connaissances de l'anglais et de la programmation indispensables; une expérience des mini-ordinateurs et une expérience en physique seront appréciées.

Ecrire avec curriculum vitae à : Institut des Sciences Nucléaires Service du Personnel 53, avenue des Martyrs 38026 - GRENOBLE CEDEX.

IMPORTANTE ENTREPRISE DU PAS-DE-CALAIS

recherche pour la durée de son plan d'automatisation

UN RESPONSABLE DE PROJET

- Ce cadre aura pour mission la coordination d'un programme global d'automatisation.
- Une expérience des réseaux de télécommunication et des bases de données serait appréciée.
- Une formation complémentaire à l'utilisation d'un langage de génération d'application sera assurée par l'entreprise.
- Un diplôme de l'enseignement supérieur (MAGE ou équivalent) est demandé.

Ecrire à : **CONTESSÉ Publicité**, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON LCC DIJON

Filiale du Groupe THOMSON, département de la fabrication de composants électroniques passifs.

Nous recherchons, pour le département de DIJON, deux ingénieurs possédant une première expérience (mais nous acceptons des débutants).

Les candidats, ESPCI ou équivalent, ils auront une spécialité en physique-chimie.

INGÉNIEUR FABRICATION

Avec son équipe, il sera chargé de l'étude et de la mise au point de composants électroniques passifs "hors catalogue", répondant à des spécifications, en outre, à la définition des procédés de fabrication.

INGÉNIEUR D'ÉTUDE

Responsable au sein de notre Service Développement, de techniciens il étudiera et mettra au point des procédés et équipements pour la fabrication de condensateurs céramiques, en relation avec les besoins de production.

Pour ces deux postes, une bonne connaissance de l'Anglais sera appréciée. Les possibilités d'évolution au sein de l'entreprise du groupe sont larges et ouvertes à des candidats motivés.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) à THOMSON-CSF-LCC - Direction du Personnel - du Colonel Prat-SAINT-APOLLINAIRE, 21000 DIJON.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

	La page*	La page T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,00

ANNONCES CLASSEES

	La page*	La page T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

Responsable service entretien secteur mécanique grande série

180/200 000 F

Périgord

Une société française (effectif : 100 personnes, CA : 210 millions de francs), filiale d'un groupe industriel, recherche le responsable de son service entretien.

- Rendant compte à la direction générale, il a la tête d'une équipe d'environ 10 personnes. Il :
- organise avec efficacité le service, à partir d'une analyse approfondie des besoins auprès des fabrications.
- planifie les interventions et les optimise ; et en créant un véritable service préventif.
- assure les priorités des interventions ; et participe aux travaux techniques et technologiques qui en découlent.
- prend en charge l'entretien des problèmes de sécurité.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (AM, IDN, ENST...) et d'au moins 10 ans d'expérience en fonction, acquise au sein d'une industrie mécanique. Une connaissance technique dans le domaine électro-mécanique, programmable et edgée. La pratique de la langue espagnole est souhaitée.

RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traitera confidentiellement sous la référence 200000.



Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

Pour renforcer son leadership sur son marché, client, spécialisé en conception, commercialisation de produits mécaniques grande série, recherche :

2 ingénieurs de recherche et développement

Génie physique des matériaux

180/180 000 F

Procédés industriels

Périgord

- sein d'une pluridisciplinaire en plein développement, ils participent à un développement R & D comprenant :
- la recherche de performances (techniques et industrielles), la conception de produits et procédés nouveaux, la mise à l'échelle de la production.
- utilisent les moyens propres importants du service (à la fois en recourant à la sous-traitance extérieure et sont chargés de plusieurs projets relevant de l'un des trois axes de développement :

- d'au moins 23 ans
- une expérience préalable en R & D (2 à 10 ans) dans l'un des domaines : « matériaux » et « procédés industriels ».
- fortement motivés par le développement industriel.
- disposant de solides connaissances en mécanique.
- sachant travailler en équipe et en autonomie.

La connaissance de l'allemand et de l'espagnol est souhaitée. La maîtrise de l'anglais est de l'expérience.

GUILLEMIN remercie de lui adresser votre candidature qu'il traitera confidentiellement sous la référence 100000.



Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

JOUEVINAL LABORATOIRES

GRUPE FRANÇAIS DE SOCIÉTÉS
PHARMACEUTIQUES CHIMIQUES
en pleine forte expansion recherche

pharmacien responsable du laboratoire de contrôle pour usine d'ANGERS.

Directement rattaché à la DIRECTION DE LA QUALITÉ, il assurera l'organisation du travail et l'animation d'une équipe d'une quinzaine de techniciens.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant 30 ans minimum, une très bonne connaissance des MÉTHODES D'ANALYSE PHYSICO-CHIMIQUE, du CONTRÔLE MICROBIOLOGIQUE, l'expérience de l'encadrement d'une équipe.

3594 M

jeune pharmacien

ayant orienté sa formation vers le CONTRÔLE PHYSICO-CHIMIQUE, pour ses établissements de la RÉGION PARISIENNE.

2595 M

Les dossiers de candidature - précisant la référence du poste souhaité - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

VENTE TECHNIQUE BATIMENT en NORMANDIE

Notre groupe occupe une place de tout premier plan dans son secteur d'activité (CA : 2 milliards - effectif 9.000 F).

Le département ventes France de notre DIVISION CONSTRUCTION PREFABRIQUEE LEGERE propose un

POSTE COMMERCIAL

La mission principale du titulaire sera LA PROMOTION ET LA VENTE DE COMPOSANTS BATIMENT dans le cadre d'une politique commerciale ambitieuse.

Vous avez 28 à 30 ans et une formation commerciale ou technique supérieure.

Vous êtes désireux de poursuivre votre expérience de la vente technique bâtiment au sein d'une équipe jeune et motivée, dans une division en plein développement qui pourra assurer votre évolution.

Notre vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 4756 à : PIERRE LICHAUZ, B.P. 100 - 75017 PARIS Cédex 10 qui transmettra.

Ingénieur projets

GRUPE INDUSTRIES - LAVAL

Habitations modulaires préfabriquées

offre évolutive à jeune ingénieur diplômé possédant expérience bureau d'études. De connaissances en mécanique-soudure, climatisation et résistance des matériaux seraient appréciées.

Chef du service d'études et dépendant du Directeur général, il devra améliorer la productivité et rechercher, en liaison avec les services commerciaux, de nouveaux produits.

Courts déplacements sur site, France et étranger. Pratique suffisante de l'anglais nécessaire. Situation d'avenir en pleine expansion, exploitant un marché porteur très bien orienté vers l'exportation.

C.V. + prétentions, sous réf. 108, à P. O'DELANT - CAPFOR - B.P. 846 - 44100 NANTES CEDEX.

CAPFOR

PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BREIST

Banque de Neuflix, Schlumberger, Mallet

Membre du Groupe ABN

pour son Agence de LILLE

EXPLOITANT

pour

- la DÉMARCHE d'une clientèle de Dépôts (Particuliers de Bon Niveau, Commerçants et Professions libérales) ;
- l'entretien et le développement de cette clientèle.

L'expérience du poste et le goût pour la démarche sont INDISPENSABLES.

Une bonne formation, type B.P. de Banque est également nécessaire.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur C.V., photo et prétentions à Banque N.S.M. - Section Recrutement, B.P. 466.08 - 75386 PARIS CEDEX 08.



INSTITUT MÉRIEUX

POUR RENFORCER NOTRE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, AXÉ SUR L'IMMUNOLOGIE, NOUS CHERCHONS POUR NOTRE DIRECTION EUROPE, A LYON :

un pharmacien, responsable de zone

Pour une zone géographique en Europe, ce pharmacien est responsable, Produit et Ventes, pour l'ensemble de nos produits. Il élabore une stratégie de développement par pays, la met en application, initie et contrôle des actions spécifiques : cliniques, enregistrement...

Pharmacien, 30 ans minimum, il est par exemple aujourd'hui, Chef de Produit dans l'industrie pharmaceutique. Il connaît l'anglais, si possible l'allemand et voyage 20 à 30 % de son temps.

Nous remercions les pharmaciens intéressés par ce poste de bien vouloir adresser leur dossier de candidature à notre conseil, sous la référence 292 LM.

Jacques Fixier s.a.

7 rue de Logelbach - 75017 Paris



membre de syntec

Le Département de Etude de la Division des Activités Sous-Marines, spécialisé dans l'étude et la réalisation d'équipements électroniques fonctionnant à base d'acoustique et de magnétisme, recherche un

CHEF DE SERVICE DEVELOPPEMENT ET BUREAU D'ETUDES

Cet ingénieur, possédant une expérience en conception de produits industriels, parlant anglais, et de formation E.C.P., A.M. ou équivalente dominante mécanique, pour mission d'animer une équipe d'ingénieurs et de dessinateurs. En liaison avec les laboratoires d'études, il participera aux projets d'équipements électroniques du Département, en particulier dans les domaines suivants :

- mécanique
- hydrodynamique
- cinématique

Age minimum requis 35 ans.

Envoyer C.V., photo et prétentions à THOMSON-CSF Division des Activités Sous-Marines Bâtiment du Conquet - 33003 BREIST Cedex

jeune ingénieur études

AM - INSA - ENI

Toulouse

Nous sommes une importante Société AERONAUTIQUE (500 p.). Nous recherchons pour notre activité Etudes des vannes, régulation pneumatique destinées à des circuits de conditionnement d'air, un jeune ingénieur, à qui nous souhaitons confier la mission suivante :

- l'établissement des propositions techniques (cahier des charges) en liaison avec nos clients,
- l'étude des matériels, aidé de dessinateurs,
- le suivi de la fabrication des prototypes et des essais et mises au point,
- la participation à la mise en fabrication en série.

Ce poste convient à un ingénieur, débutant ou possédant une première expérience, désireux de valoriser ses connaissances dans un secteur de pointe et bénéficiant d'une technologie avancée. La connaissance des automatismes serait appréciée. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4588 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Maréchal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Notre Clientèle est un important groupe français de biens d'équipements « clé en main », en particulier à l'exportation. Son activité comprend à la fois des fabrications limitées aux spécialités de : propres usines ; un sous-traitance ; achats d'équipements très importants.

LE SERVICE « ACHAT » QUI TRAITE DES VOLUMES D'AFFAIRES DE PLUSIEURS CENTAINES DE MILLIONS AN, recherche, pour renforcer sa capacité dans le domaine contractuel : définition des prix et conditions commerciales, délais, performances, pénalités, litiges, un :

HOMME DE CONTRAT

DE FORMATION SUPERIEURE TECHNIQUE, COMMERCIALE OU DROIT : il a vécu dans un service « achat » ou « achat » d'une société négociant d'équipements, particulièrement à l'exportation. Il possède sens du travail, groupe et une bonne capacité rédactionnelle. Il pratique, si possible, la langue anglaise et accepte déplacements que nécessite sa fonction.

Intéressé, merci d'écrire à G. STIKER, sous référence 32191 - I. à :



ORES MEDIA
« Centre Vauban » 201, rue Colbert
59800 LILLE - Tél. (20) 54.06.37

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR GRANDE ECOLE

PARIS

- Responsable ventes et développement Europe.
 - Produits techniques aux applications pointues et très variées : pétrole, industries mécaniques, aéronautique, céramiques, etc.
 - Sera chargé en liaison avec la Direction du Marketing (U.S.A.).
 - De l'animation des agences en Europe.
 - Du suivi personnel des affaires (évalué par laboratoire et usines de la région).
 - IL SERA OBLIGATOIREMENT BILINGUE ANGLAIS (raison de : rapports directs avec des clients (multinationales anglo-saxonnes) et qui il consacrer 50 % de son temps dont 10 % en voyages).
 - Diplômé depuis 7 à 8 ans, il aura quelques années de négociations et élevé dans une société à vocation internationale.
 - La poste est offerte par la Société Européenne de Produits Réfractaires dont la réputation internationale repose sur une forte technicité et une dynamique nouveaux produits.
- compléter votre information, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation réf. : C. DOZOL - DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle 75015 PARIS - Tél. : 84. 84. 84.

IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE

recherche pour son service des questions sociales

2 COLLABORATEURS-CADRES

- Profil :
- Licence en droit obligatoire.
 - Connaissances sérieuses de droit du travail, du droit de la Sécurité Sociale et des régimes de retraite et de prévoyance.
 - Expérience professionnelle et quelques années requises.
- Activités principales :
- d'informations à l'usage des adhérents, réponses à questions et conseils par téléphone.
 - Etudes juridiques.
 - Problèmes d'hygiène et de sécurité et suivi de la politique professionnelle de prévention.
 - Etudes diverses concernant l'application de la réglementation de la Sécurité Sociale et les régimes de retraite et de prévoyance.
 - Eventuellement participation à certaines négociations paritaires dans ces domaines.
- avec M. BLAU M. BLAU M. BLAU - 17, rue du Docteur Label - 92000 NANTERRE CEDEX - qui transmettra

ingénieurs d'applications

Nous sommes le leader mondial du test automatique appliqué aux industries électroniques.

Pour faire face à notre développement, nous proposons des postes évolutifs à des ingénieurs diplômés ayant une première expérience professionnelle, un bon niveau d'anglais et attirés par une entreprise à taille humaine dynamique et novatrice, pour nos activités :

- testeurs de composants,
- testeurs de cartes.

Postes à pourvoir à Paris.
Envoyer votre C.V. à :

GenRad
Leader mondial du test automatique

M.C.A.
96 rue Orfila
75006 PARIS

MERLIN GERIN

15 000 personnes, 35 filiales en France et dans le monde - chiffre d'affaires 82 : environ 5 milliards, en progression de 30 %, réalisée pour près de 50 % à l'exportation.

Pour faire face à son expansion, Merlin Gerin recherche des ingénieurs électrotechniciens, électroniciens, mécaniciens ou généralistes pour des postes de :

INGÉNIEURS

«CHEFS DE PROJETS»

Dans le cadre du service technique chargé de la réalisation des installations électriques, ils ont pour mission d'animer, organiser, former et contrôler des groupes d'études et de conception.

Postes basés à Paris.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

«FRANCE ET EXPORT»

Responsables du pilotage d'affaires d'ensembles de distribution électrique ou d'ingénierie électrique et électronique : négociation technique, commerciale et financière, suivi de réalisation, mise en service.

La pratique de l'Anglais est impérative.

Postes basés à Grenoble et Paris.

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

«FRANCE ET EXPORT»

Pour une ligne de produits, sont responsables du développement des ventes, de la promotion, de la clientèle, de la force de vente.

La pratique de l'Anglais est un avantage.

Postes basés à Grenoble.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Assistent à la promotion du matériel et solutions techniques auprès d'une clientèle de prescripteurs, d'incorporeurs, d'installateurs...

Assistent à animer nos distributeurs.

Ces postes sont dans la Région Parisienne, Centre, Sud-Est, Sud-Ouest et dans des ingénieurs débutants ou ayant une courte expérience.

Merlin Gerin grâce à une politique dynamique de mobilité et de promotion interne offre d'importantes perspectives d'évolution de carrière en France mais aussi à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence FMA 208 en précisant le (les) poste (s) souhaité (s) à :

Merlin Gerin
38000 Grenoble Cedex.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

DRESSER (FRANCE) S.A.

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

LEADER DANS LES EQUIPEMENTS POUR L'ENERGIE

Division de Forage

recherche pour

Etablissement du HAVRE

INGENIEUR DE PROJET TECHNO-COMMERCIAL

LA FONCTION :

- la demande client
- au point de la stratégie technique et commerciale
- sélection technique des appareils proposés
- établissement de la proposition technique et commerciale : coût, prix, délais, financements.

L'HOMME :

- 23-24 ans ou plus
- Ingénieur d'Ecole (IDN-AM-CENTRALE LYON ou EQUIVALENT) option mécanique ou électromécanique
- débutant ou 2-3 ans d'expérience industrielle
- maîtrise de l'anglais permettant d'évaluer la pratique courante.

NOUS SOUHAITONS :

- rapidité et rigueur
- pensée, goût du contact, accrocheur, possédant un bon esprit de synthèse et de souplesse.

Nous offrons : un rôle important dans le développement d'une de nos divisions en plein essor.

Envoyer lettre manuscrite, CV à DRESSER Mr SAMSON - 5, rue d'Antony 92119 - 94563 RUNGIS Cedex

UN INGENIEUR OU UN DOCTEUR

Pour études et recherches en environnement et énergie

- Formation en énergétique, systèmes thermiques, gestion de l'énergie et transfert thermique.
- Pratique de l'informatique et de l'anglais indispensable.

Bonnes connaissances dans les domaines de la physique, de la chimie et de la statistique.

Adm. des renseignements C.V. à :

M. Ph. DUCHENE-MALLAZ
C.S.T.B. - 11, rue Henri Poincaré - 92119 - 94563 RUNGIS Cedex

VILLE DE MARTIGUES

(Bouches-du-Rhône), 43.000 habitants, recense une archive de 2^e catégorie au courant des techniques actuelles de classement (mobilité, microfilm, microfilm, etc.).

Division d'archives photographiques, microfilm, etc.

et de la préservation des documents et archives usagés à être transmis à la MAIRIE S.P. 101.

MARTIGUES

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Société de 300 personnes, centre de la France, filiale d'un important groupe français, recherche :

JEUNE DIPLOMÉ R.T.S. ou D.U.T. informatique (libre O.M.) pour participer à la mise en œuvre d'un S.E.M. 34 et assurer à terme la responsabilité complète de l'environnement informatique (exploitation, maintenance, intermédiaire en liaison avec le service informatique du groupe).

Connaissance G.A.P. et COBOL appréciées.

Adresser C.V. manuscrit et photo à HAVAS, 63002 Clermont-Ferrand Cedex.

IMPORTANTE ENTREPRISE SPECIALISEE DANS LA FABRICATION DES PRODUITS TENSIO ACTIFS ET DETERGENTS

recherche pour son usine de la France

SON CHEF DE LABORATOIRE CONFIRME

Sous l'autorité directe du directeur d'usine, entendra des relations régulières avec services - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - et la production.

Animateur d'une équipe, il se distinguera par son sens de l'organisation.

Le développement de techniques analytiques nouvelles sera parmi ses objectifs prioritaires.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation chimiste analytique avec expérience de plusieurs années dans poste équivalent de préférence dans le domaine des détergents ou cosmétiques.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du groupe. S'adresser à :

EUROSUD N° 1348
2, rue Breteuil, 13001 MARSEILLE.

Le département transports d'une importante Entreprise Française poursuit son expansion et souhaite intégrer à son Etat-Major DEUX DIRIGEANTS pour PARIS et LYON.

Leur fonction :

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Véritables managers ils assureront la coordination et la gestion des activités de leur unité, comprenant chacune 150 personnes.

Avec le Directeur Général, ils seront associés à la mise en œuvre de la politique de développement.

Une formation supérieure (HEC, Sup de Co...) une expérience de 5-6 ans dans des fonctions de responsabilité tant commerciales que de gestion, une aisance et un goût pour les contacts, des qualités d'animateur sont des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez entrer en contact sous réf. 320 M avec Solange MONTEIL

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Recherche en permanence ceux dont dépend le succès.

Important Centre de Formation de la région IRT

DEUX FORMATEURS

1) CONTROLE DE GESTION Formation : Etudes supérieures relatives à la gestion d'entreprises ou diplôme d'ingénieur complété de maîtrise sciences éco. DEC, DEC, SSC, MIAGE, Ingénieur +

2) ORGANISATION ET GESTION DE PRODUCTION Formation : Etudes supérieures techniques ou diplôme d'ingénieur (IAM, ENI, INSA, CNAM...)

Leur maîtrise dans ces domaines aura été confirmée par une expérience en entreprises industrielles d'au moins 5 ans, avec un diplôme de formation par. s/m 7.705 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 8, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Société Française Fabricant et Commercialisant des produits et appareils à usage MÉDICAL et PARAMÉDICAL

ordre pour contacter

3) POSTES DE CHEF RÉGIONAL DES VENTES

Réf. 3 : Ouest - Champagne - Poles Résidences : Rennes ou Le Mans

Réf. 4 : Sud-Ouest - Centre Résidence : Toulouse

Réf. 5 : Sud-Est - Rhône - Alpes Résidence : Lyon.

MISSION :

- Direction effective et efficace d'une équipe de 7 à 8 délégués commerciaux visitant les kinésithérapeutes, cabinets d'esthétique et clubs de sport.

- Responsabilité directe des centres hospitaliers de la région.
- Participation à l'élaboration des plans de marketing de la région en relation étroite avec la direction de l'entreprise.

LES CHANCES DE RÉUSSITE seront maximales pour des commerciaux dotés d'un réel sens de la négociation, rompus à la pratique de l'animation et de la direction d'une équipe.

Une expérience réussie dans une Société pratiquant un marketing actif et opérationnel sera appréciée. La connaissance du milieu n'est pas obligatoire.

NOUS OFFRONS :

- Une formation aux produits.
- Une rémunération dépassant 130 000 F/an dès la première année + frais.
- Statut cadre.
- Prise de fonction : 1/3/83.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo (Rec.), s'adresser à ONDIA, 12, rue du Château, 02400 CHATEAU-THIERRY.

POUR DÉVELOPPER SON ACTION DANS LE DOMAINE DE SYSTÈMES D'INFORMATION DE SANTÉ (GESTION ET MÉDICAL) SUR GRGS MATÉRIELS CO. HA ET GRG. SUPPORTANT PLUSIEURS CENTAIRES DE TERNALOG. NOTRE SERVICE INFORMATIQUE (MS PERSONNELS - BUDGET 50 MFI) RECHERCHE :

INFORMATIENS EXPÉRIMENTÉS (INGÉNIEURS OU ÉQUIVALENTS)

(CHEF DE PROJETS - ANALYSTE - ORGANISATEUR - INGÉNIEUR SYSTÈME - CHEF DE GALLIE)

Les candidats seront sélectionnés sur leur compétence, leur dynamisme et leur aptitude aux missions avec des collecteurs de haut niveau.

Lieu de travail : MARSEILLE avec déplacements de courte durée dans la région PROVENCE, ALPES, CÔTE-D'AZUR.

Envoyer C.V., photo et lettre de motivation à : le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 8, rue des Italiens, 75009 PARIS

Notre client est un Groupe d'Assurances en forte expansion. Le poste à pourvoir est basé dans le Sud-Est de la France.

actuaire HF

Le candidat sera :

- obligatoirement diplômé de l'un des Instituts des actuaires (Lyon ou Paris) et chargé de la définition des contrats et des prévisions statistiques relatives à la BRANCHE VIE qu'à la BRANCHE IARD.

Une expérience de 5 ans minimum est requise. La rémunération motivante est proportionnelle aux responsabilités du poste.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser d'urgence lettre manuscrite, C.V., photo et présentations (indiquer votre numéro de téléphone si possible) sous la référence A.204

26, rue de la

75008

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,88
AUTOMOBILES	33,60	39,88
AGENDA	33,60	39,88

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Administration du Personnel E.S.C. D.E.C.S. Débutant ou Première Expérience

De formation E.S.C. D.E.C.S. gestion, vous serez une première expérience de gestionnaire. Dans ce cas, vous pouvez, à Paris, participer au développement d'une entreprise à taille humaine (800 personnes), fabriquant et commercialisant des produits de prestige à l'échelle internationale. Vous prendrez en charge le suivi et l'ajustement de tous les comptes de frais de gestion (avances, prêts, D.A.S., redevances, etc.). La mission dans cette entreprise est de vous offrir un moyen de réaliser vos perspectives vous-même, merci d'adresser votre candidature, C.V., et rémunération souhaitée à notre Conseil.



EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

INGÉNIEURIE

coordonner les appros, une fonction stratégique... pour un ingénieur chef de projet

L'UN DES LEADERS DE L'INGÉNIEURIE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, cherche pour son département Approvisionnements, à Paris ou à Lyon, un responsable de la coordination des Approvisionnements par Projet.

TECH-IMP Il a pour mission essentielle, pour chaque proposition ou contrat, d'assurer le bon ordonnancement de la chaîne Approvisionnements. Il coordonne l'action des acheteurs et le service transit. Il est appelé à travailler sur des projets à l'exportation, des clients étrangers, et à traiter des millions de plusieurs millions de dollars. Il supervise, selon les projets, quelques dizaines de collaborateurs. Il est sûr de l'aise dans l'environnement informatique.

Ingénieur CENTRALE, AM ou diplômé d'une grande école commerciale, il a acquis une bonne expérience de l'ingénierie, le BTP ou l'industrie mécanique. Il parle couramment l'anglais.

Nous vous remercions d'avoir envoyé votre dossier de candidature à notre adresse, sous la réf. 287 LM.

Jacques Fixier s.a.
7 rue de Logelbach, 75017 Paris

membre de synlec

Nous sommes une société minière, filiale d'un grand groupe industriel à vocation internationale et recherchons pour son Direction Financière.

CONTRÔLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier, vous aurez une liaison très étroite avec les responsables opérationnels. action essentielle : viser à améliorer et faire évoluer les systèmes de gestion utilisés dans l'entreprise, à un niveau central qui a celui des unités opérationnelles, apportant ainsi une aide à la décision.

Parallèlement, vous allez concevoir et mettre en place une nouvelle comptabilité analytique budgétaire, coordonner les processus de prévisions, assurer la synthèse des budgets annuels, évaluer la rentabilité prévisionnelle et réelle des investissements...

Diplômé d'une grande école de Gestion (HEC, ESSEC, IEP...), vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans environ du contrôle de gestion au milieu industriel, acquise dans une unité opérationnelle de taille moyenne. Vous possédez donc aujourd'hui le recul suffisant pour associer étroitement votre action professionnelle aux talents d'innovateur. Et votre maîtrise de l'anglais vous représente un atout indispensable dans le contexte international du groupe dont nous sommes la filiale. Basé à Paris, ce poste implique de nombreux déplacements en province. Il permet d'envisager de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 6707 M à EUREQUIP à qui nous avons confié cette recherche.

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 92015 PARIS - Tél. 221.11.11

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONALE

1er Plan

recherche dans le cadre
de son équipe commerciale à Paris,
spécialisée dans

les PRODUITS DE LA MER COMMERCIAL

Débutant ou 3 à 5 ans d'expérience.
Niveau Ecole Commerce.
Langues : Anglais indispensable
très souhaité.
Nombreux déplacements - Poste évolutif.

Merci d'adresser votre
candidature, C.V. et photo
à Contesse Publicité 20, av. Opéra
Paris Cedex 01 qui transmettra.

GRUPE BANCAIRE PARIS

recherche

pour son Département des CREDITS SPECIAUX

jeune gestionnaire

Niveau : BAC + 2 - I.U.T. Gestion - B.P. banque ou équivalent.
Expérience nécessaire de quelques années dans une fonction similaire.

Adresser C.V., prétentions et photo à No 24940 COFAP
40, rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra.

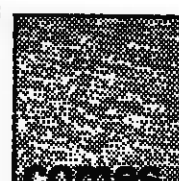
IMPORTANTE AGENCE DE RÉGIE PUBLICITAIRE

recherche
pour PARIS

ANIMATEUR COMMERCIAL

En collaboration directe avec le président de l'agence, il devra prendre en main l'animation commerciale des équipes de chefs de publicité.

Pour être candidat, il faut bien connaître le de la régie publicitaire en France, posséder une solide expérience de la vente d'espace, ainsi que de l'animation d'équipes de collaborateurs.



Env. C.V. détaillé, lettre
manuscrite, photo récente et
prétentions au Département
Recrutement du COMES,
19, rue de la Paix, 75002
PARIS (sous réf. 2478).

DISCRETION
ET RÉPONSE ASSURÉES.

Pour la poursuite de son expansion dans domaine de la simulation la Sté GIRAVIONS DORAND INDUSTRIES recherche :

1) Pour son équipe des programmes techniques :

INGENIEUR DE PROJET

pour conduire le développement d'appareils faisant appel aux techniques vidéo.

2) Pour son laboratoire d'études électroniques :

INGENIEURS DIPLOMES

(plusieurs années d'expérience)

pour animer des équipes d'étude et de conception de systèmes de simulation dans les domaines suivants :

- traitement d'images vidéo
- génération d'images synthétiques
- applications des techniques laser

TECHNICIENS

pour travailler au sein de ces équipes.

Une expérience (logiciel et matériel) sur les microprocesseurs de la famille INTEL sera appréciée.

3) Pour son service techniques nouvelles :

INGENIEUR DIPLOME

intéressé par la recherche et la réalisation de solutions techniques originales appliquées à la simulation (en particulier la modélisation d'images synthétiques).

Env. C.V., photo et présent. à GIRAVIONS DORAND INDUSTRIES
B.P. N° 30 - 92151 SURESNES CEDEX

Je suis 150

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LEADER DE LA COMMUTATION TEMPORELLE poursuit son expansion et crée de nombreux postes pour son centre technique de VELIZY, notamment :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ENSI - INSA - ENSERG ou équivalent.

Divers postes pourront leur être proposés.

■ Coordination de différentes activités concernant la préparation des recettes des têtes de série de nouveaux systèmes de commutation électronique. Ils auront des relations avec l'administration des PTT, des Usines et des Services Techniques.

Par ailleurs, ils superviseront une partie des activités des différents groupes de l'équipe procédés de contrôle.

Stages divers prévus dans les services suivants : fabrication, contrôle et qualité.

Expérience souhaitée dans les domaines de la Qualité ou Centre Technique.

référence GLT/NO

■ Dans le groupe procédés de contrôle, ils seront chargés de l'équipe « composants » après formation spécifique.

■ Analyse de problèmes concernant le test ou l'utilisation des composants dans les applications.

référence GLT/NO/PRO

Pour ces postes : des déplacements sont à prévoir en France et en Europe anglaise lu et parlé

INGENIEUR ELECTRONICIEN

INSA, ENSERG ou équivalent.

Il participera à la conception et au développement des matériels d'un système de télécommunication à vocation multiple basé sur microprocesseurs.

référence AS

Adresser votre CV détaillé, photo et prétentions en rappelant la référence à CIT ALCATEL Service Recrutement et Orientation

10, rue Latécoère 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

Concevez avec nous, aujourd'hui, la communication de demain.

RESPONSABLE D'UN SERVICE DE GESTION DE COMMANDES

VENTE PAR CORRESPONDANCE (Homme ou Femme + 30 ans)

- Chargé (e) de la mise en œuvre et du contrôle des procédures administratives et commerciales.
- Développement des ventes par écrit et par téléphone.
- Supervise une petite équipe de vendeurs.

Formation niveau DUT ou équivalent. Expérience dans le commerce de détail. Lieu de travail : PARIS 15^e (Montparnasse).

Envoyer CV, photo et prétentions sous n° T 038.178 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GRUPE IMMOBILIER D'IMPORTANCE NATIONALE

crée un poste de

REVEISEUR COMPTABLE

■ mission portera sur la révision des comptes de programmes immobiliers tant en construction qu'en gestion. Titulaire de DECS, le candidat aura acquis une expérience de 5 ans minimum en cabinet ou en entreprise.

Envoyer CV et prétentions sous n° M.82 : F.F.F.

158, rue Nationale - 75640 PARIS CEDEX 13

LA SECURITE D'UN PLACEMENT FAMILIAL.

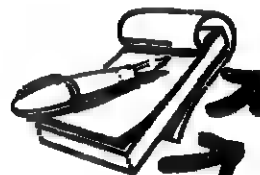
Mieux informer les jeunes diplômés de Grandes Ecoles dont votre entreprise a besoin.

Salon des Jeunes Diplômés 1^{er} Emploi

Du 22 au 25 mars 1983.
17 boulevard Saint-Jacques 75014 Paris
sous l'égide de la Confédération des Bureaux d'Elèves.

A cette occasion, Régie Presse/Le Monde éditera un numéro spécial du 1^{er} emploi

Destiné aux visiteurs et adressé gratuitement aux étudiants des grandes écoles, ce numéro vous donnera :



Le programme général des manifestations du salon.

Des articles, enquêtes, entretiens :

- Comment décoder une petite annonce, les nouveaux porteurs, les nouvelles technologies : communication, industrie, télématique, tertiaire, les entreprises : les ingénieurs, les attentes des banques sur les diplômés, l'avenir des grandes écoles, les écoles d'ingénieurs, les écoles de commerce de la grande école à l'entreprise, les jeunes femmes cadres, l'expatriation.



Des interviews d'étudiants et de responsables de recrutement.

Des annonces de publicité institutionnelle ou de recrutement qui paraîtront simultanément dans le Journal du Salon et Le Monde Quotidien.

Publicité :

RENSEIGNEMENTS ET RESERVATIONS
Jacques Degave - Danièle Le Dren
Régie Presse/Le Monde - 85 bis rue Réaumur
75002 Paris - Tél. 233.44.21.

JEUNES OFFICIERS TOURNANT DE CARRIÈRE

Un Groupe International conseil spécialisé dans la gestion des ressources humaines : recrutement, sélection, évaluation du personnel, poste, développement, propose de devenir CONSULTANTS.

VOUS ÊTES DE JEUNES OFFICIERS : 30-40

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Une formation complète en France et à l'étranger.
- Un développement individuel sérieux et systématique.
- Un climat de travail jeune, efficace et professionnel.
- Une rémunération élevée et stimulante.

Vous êtes intéressés : envoyez CV, photo sous référence MU à MERCURI URBAIN - 21, rue Eugène Flachat 75017 PARIS où vous recevrez les consultants qui de vive voix vous décriront le poste.

GRUPE INTERNATIONAL DE BANQUE

SAINT-LAZARE recherche

Collaborateur

TRÉSORERIE INTERNATIONALE

Le candidat participera notamment à la supervision de la gestion financière des filiales du groupe.

Le poste s'adresse à un jeune candidat de formation type ESC, Option Finances/Comptabilité ou équivalent.

Des connaissances en Espagnol sont indispensables.

Envoyer CV, photo et prétentions sous n° 12121 à JEAN RÉGINIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

UN CADRE

réf. 8070

- en vue de réaliser des analyses et des études de rentabilité d'investissements.

Ce poste comporte des déplacements en Province. Il conviendrait à un cadre expérimenté dans les domaines comptable ou contrôle de gestion.

UN INSPECTEUR COMPTABLE

réf. 8071

- en vue de contrôler les procédures et mettre en place des organisations comptables, assurer l'audit des comptabilités générales et analytiques et conseiller les filiales et agences dans les domaines comptable, juridique, fiscal, financier et contrôle de gestion.

Ce poste comporte des déplacements à raison de 50 % du temps de travail.

Une expérience d'audit de 2 ou 3 années est souhaitable.

Intéressantes perspectives de carrière.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 12121 à JEAN RÉGINIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.



BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE recherche pour sa DIRECTION DU PERSONNEL

L'ADJOINT (E) AU RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES

Le (la) candidat (e) devra avoir :
- Quelques années d'expérience dans la fonction (personnel)
- Une bonne aptitude à la négociation et au dialogue avec les différents partenaires sociaux, (hiérarchies, syndicats et personnels).

Il (elle) participera à la mise en œuvre des décisions en matière de politique sociale.

Adresser CV, photo et prétentions au Recrutement Cadres Banque de l'Union Européenne - 4, rue Gallien BP. 89 - 75060 Paris Cedex 02.

INNOVER EN GESTION ! POURQUOI PAS AU SEIN DE L'AFPA ?

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes, pour assurer sa mission, se situe à la pointe des techniques que l'on appelle les nouvelles applications.

La gestion, la formation, la recherche n'échappent pas à cette règle.

C'est pourquoi nous recherchons un ingénieur qui en apportant sa compétence à la formation, sa connaissance de l'adulte, son potentiel d'innovation, participera à la préparation de la mise en œuvre de plans de modernisation des formations.

Il coordonnera un réseau de groupes techniques spécialisés.

Il aura des aspects : conception, développement, mise en œuvre de programmes moteurs de l'évolution.

Il aura un profil : Ingénieur généraliste de formation supérieure, il aura depuis quelques années une fonction de Direction Commerciale ou Direction Comptable en entreprise industrielle, utilisant des techniques de pointe modernes.

Si son profil est le vôtre, adressez votre CV, très détaillé à l'AFPA, 13, rue de la République - 92100 MONTREUIL, à l'attention de M. RIOUX.



micro informatique

sema informatique

La Division informatique de sema metra, Groupe européen de conseil, d'études et d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche de :

jeunes diplômés (bac + 5 au moins)

en électronique, mécanique, physique, mathématiques, fortement attirés par une carrière dans les nouveaux secteurs : la robotique, l'automatique, CFAO.

sema assurera la formation en deux phases :

- un cours durant le mois de mars 83
- des expériences pratiques dans les entreprises.

Une réunion d'information est prévue le 14 février 1983 à 14 heures dans les locaux. Nous demandons aux candidats intéressés de téléphoner (en précisant la réf. 10392) pour confirmer leur présence à Marie-Christine Guillemin au 667.13.00 poste 21.85.

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

20.11.150

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	178,11

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION
MONDIALE
recherche
Pour les Services Fiscaux de sa Direction Financière

Un fiscaliste confirmé

Diplômés de l'enseignement supérieur (Baccalauréat des Impôts, DESS ou Doctorat de Droit fiscal, grande Ecole) les candidats auront acquis au cours d'une première expérience en entreprise ou au cabinet la connaissance pratique du droit fiscal au niveau national ou international.

De larges perspectives de carrières seront offertes dans les différentes branches du groupe.

CV, photo et prétentions en mentionnant sur l'enveloppe la référence 104 à Media-System, Emplois et Carrières, 104 rue Réaumur 75001 Paris.

compagnie française
des
aciers spéciaux

Groupe spécialisé dans la sidérurgie fine
(6000 personnes - CA 2,5 milliards de francs).

Sa Direction Financière renforce l'équipe nouvelle et jeune de son service CONTRÔLE DE GESTION et recherche

UN RESPONSABLE PRÉVISIONS FINANCIÈRES

LA FORMATION : HEC, ESSEC, SUR de CO ou équivalent-pratique de l'Anglais.

L'EXPERIENCE : Débutant ou un an d'expérience dans ce domaine.

LE POSTE :

- mettre en place et exploiter un système de prévisions financières adapté aux besoins de l'entreprise (modèle informatique à concevoir),
- prendre en charge un certain nombre de missions spécifiques dans le domaine du contrôle de gestion.

Le poste est situé à PARIS-LA DÉFENSE.

Adresser lettre de candidature manuscrite et curriculum vitae à la COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPÉCIAUX - Ph. REBOUL, Direction des Affaires Sociales, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, Cedex 33, 92070 PARIS-LA DÉFENSE 9.

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'industrie française. Il est présent dans 70 pays dans les domaines MINES - MÉTALLURGIE - PÉTROLE - PÉTROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - DÉFENSE - PIPELINES - CEMENTS.

recherche pour son service études TECHNICO-ECONOMIQUES

Ingénieur

grande école - formation complémentaire économie gestion (INSEAD - ISAE...). Le candidat qui aura une expérience de 2 à 3 ans acquise dans la gestion industrielle (production, entretien...) devra également posséder :

- une grande ouverture d'esprit
- une maîtrise des contacts humains
- la maîtrise de la langue anglaise (la connaissance de l'espagnol sera un atout complémentaire).

Le poste pourra impliquer des déplacements de courte ou longue durée en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à :

B MAZIERES - Direction du Personnel
59, rue de la République
92108 Montrouille Cedex.

SOFRESID

olivetti olivetti olivetti

Jeunes diplômés ne faites pas attendre

les PME, PMI,
notre nouvelle gamme mini
est arrivée

Premier producteur européen de matériels et d'équipements Bureau-tique et informatique, nous développons notre gamme mini-informatique de gestion très attendue par les PME.

LES INGENIEURS COMMERCIAUX DEBUTANTS que nous recherchons SUR TOUTE LA FRANCE ont une formation 4 (ES, Universitaires option gestion ou informatique).

Après une formation théorique d'une part et pratique d'autre part, ils seront rapidement opérationnels sur leur secteur, avec des objectifs clairement définis.

Aux ceux qui auront acquis leurs qualités de conseillers et encore de bon négociateurs sur le terrain, nous offrons de larges perspectives d'évolution toutes fonctions confondues.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 104 à :

OLIVETTI FRANCE

91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

olivetti olivetti olivetti

INTERVIEW

Nos ingénieurs technico-commerciaux sont issus des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce

Un entretien avec Michel GALLOIS - Responsable de la fonction technico-commerciale - Division des Systèmes d'Information (D.S.I.) d'IBM France.

Vous menez une importante campagne de recrutement de jeunes diplômés qui deviendront ingénieurs technico-commerciaux. Quel est leur rôle exact chez IBM ?

L'ingénieur technico-commercial, l'I.T.C., comme nous l'appelons, aide nos clients dans la mise en œuvre d'importants projets informatiques. C'est un véritable conseil qui analyse le besoin du client, l'étudie puis soumet une solution adaptée. Plus qu'un produit, c'est son utilisation qu'il propose.

Son rôle se limite-t-il à cette phase initiale ?

Certainement pas. Le rôle de l'I.T.C. est bien plus étendu au moment de la vente, où il travaille en équipe avec l'ingénieur commercial, chacun utilisant au mieux ses compétences pour la satisfaction du client. Mais sa mission est aussi au niveau de la gestion des installations et du suivi.

Quels sont vos clients ?

Nous commercialisons tous les systèmes IBM auprès des entreprises et des Administrations. En fait, notre clientèle recouvre tous les secteurs d'activité, ce qui est très intéressant et formateur pour nos I.T.C.

Faut-il être informaticien pour remplir cette mission ?

En aucune façon. Les jeunes diplômés que nous recrutons peuvent être issus aussi bien d'une Ecole d'ingénieurs, que d'une Ecole de Commerce. Plus que leur formation initiale, ce sont leurs qualités qui importent.

Quelles qualités vous paraissent essentielles pour réussir ?

Un esprit clair, synthétique, bien organisé. Du savoir pédagogique pour expliquer et convaincre et une imagination pour concevoir un projet adapté. N'oublions pas que nous faisons du "sur-mesure".

Même s'il possède toutes ces qualités, un débutant peut-il être immédiatement opérationnel ?

La formation IBM est là pour ça. Les jeunes I.T.C. ont un programme alterné où ils suivent les cours de notre Centre d'Education et travaillent sur le terrain, dans la salle de leur agence. C'est ainsi que nos formations de base théoriques, scientifiques ou commerciales, peuvent convenir. Il est évident que pendant cette période de formation, nos I.T.C. sont rémunérés normalement.

Cette activité s'exerce-t-elle plutôt en région parisienne ?

Nous avons besoin d'I.T.C. à Paris, mais aussi dans nos directions régionales et provinces. C'est un recrutement à l'échelon national.

Les femmes ont-elles leur chance dans ce type d'emploi ?

Tout à fait, et elles réussissent très bien.

En quoi, pour vous, ce travail peut-il intéresser un jeune diplômé ?

C'est d'abord un travail varié fait de contacts multiples, dans des secteurs divers. C'est aussi un emploi qui laisse beaucoup d'autonomie au sein d'une petite équipe. Et puis, sur le plan techni-

que, il offre un environnement technologique qui évolue chaque jour. Enfin, il y a des relations et une ambiance de travail qui surprennent toujours les débutants. IBM n'est pas une grosse machine inhumaine. C'est tout le contraire : nos I.T.C. travaillent dans de petites unités d'environ 60 ingénieurs.

Ces jeunes diplômés qui entrent chez vous pensent certainement à leur carrière. Que leur proposez-vous pour l'avenir ?

La carrière de nos collaborateurs est un souci constant d'IBM. La fonction d'I.T.C., très enrichissante comme je vous l'ai dit, peut conduire à des responsabilités commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province et même à l'étranger. L'évolution d'une carrière chez IBM peut passer par plusieurs niveaux complémentaires.

En contrepartie, vous avez la réputation d'être très exigeant, qu'en est-il ?

Outre les qualités de formation et les qualités personnelles exprimées auparavant, nous demandons à nos I.T.C. des connaissances en anglais et une certaine mobilité géographique. Bien sûr, nous sommes exigeants car nos clients le sont aussi à notre égard. Mais n'est-ce pas normal ?

(Propos recueillis par Organisation et Publicité)

IBM FRANCE
Service Recrutement (Réf. M 92)
11, rue de Marango - 75001 PARIS



Nous sommes un grand groupe industriel français (32 usines dans le monde) intervenant dans le domaine des productions d'équipements pour l'automobile, les transports et l'industrie. L'une de nos filiales en rapide expansion (2000 personnes - 3 usines), avec un développement des affaires à l'étranger de plus de 30% par an, recherche un

JEUNE INGENIEUR EXPORT

Ingénieur Grande Ecole, formation mécanique ou physique, il parle nécessairement l'anglais et l'allemand.

Il sera l'interlocuteur technique des Services Etudes, Commerciaux et Fabrication auprès des grands constructeurs automobiles européens.

Le poste est situé en proche banlieue parisienne et nécessite de fréquents déplacements de courte durée. Une carrière évolutive est possible au sein du groupe pour un élément de valeur.

Merci d'adresser votre candidature à EUREQUIP sous référence LM à qui nous avons confié la recherche, et qui vous garantira la plus grande discrétion.

PARIS - LONDRES - HOUSTON

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement
11, avenue d'Eylau - 92110 PARIS - Tél. 553.84.73



Prenez la tête avec l'informatique NCR

Troisième constructeur mondial de systèmes informatiques avec un C.A. de 3,5 milliards, nous lançons le NCR en lançant l'année plusieurs gammes de nouveaux produits

- Vous connaissez bien le domaine des Grandes Entreprises.
- Vous vendez depuis plusieurs années des systèmes informatiques de moyenne et grande puissance.

Devenez un de nos

ingénieurs d'affaires grandes entreprises

basés à Paris et à Lyon

À qui nous confierons la vente de nos nouveaux produits, après formation technique complémentaire. Le salaire est composé d'un fixe et d'un intéressement motivant.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo, rémunération réf. M 95P (Paris) ou M 95L (Lyon) à M. Bablon, France, Service Recrutement, Tour Neptune, Paris La Défense Cedex 20, qui vous garantira discrétion de rigueur et réponse.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

HEC, ESSEC, SUP de CO... BIENVENUE!

Nous sommes un Groupe puissant aux activités diversifiées, présent sur bon nombre de marchés : pétroliers, pétrochimiques, pharmaceutiques, grâce à nos techniques, notre recherche, et surtout en raison des hommes, les « entrepreneurs » qui ont forgé notre succès.

Nous ouvrons nos portes aujourd'hui à des débutants diplômés d'Ecole de Commerce disposés à s'impliquer pendant 3 ou 4 ans dans des activités terrain. Cette première expérience les conduira ensuite, vers des fonctions de responsabilités leur permettant de se réaliser pleinement dans l'un des nombreux domaines de notre Groupe.

Pour vous, nous avons prévu une formation intégrée, pluridisciplinaire, afin de mieux appréhender les structures internes et les impératifs de nos marchés.

Plusieurs opportunités vous sont offertes, notamment dans le Sud-Ouest et dans l'Est; d'autres ouvertures sont envisageables pour les candidats mobiles, curieux, aimant les contacts, le dialogue et désireux de faire fructifier leurs talents.

Pour plus d'informations nous vous prions d'adresser votre CV + photo accompagné d'une lettre manuscrite réf. 60.431 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

NCR

Prenez la tête avec l'informatique NCR

Troisième constructeur mondial de systèmes informatiques avec un C.A. de \$ 3,5 milliards, nous entendons le rester en consacrant plus de 200 millions au budget recherche.

Vous connaissez bien le domaine des assurances.
Vous vendez depuis plusieurs années des systèmes informatiques de moyenne puissance, avec un succès démontré.
Vous êtes capable de travailler seul et d'organiser.
Devenez notre

ingénieur commercial assurance

basé à Paris

Après formation technique sur nos produits, NCR vous confiera la vente de nos matériels sur ce secteur et le lancement de nos nouvelles gammes.
Le salaire est composé d'un fixe et d'un intéressement motivant.
Merci d'adresser lettre, C.V., photo, rémunération sous réf. M. Babion, NCR France, Service Recrutement, Tour Neptune, Paris La Défense Cedex 20, qui vous garantira discrétion de rigueur et réponse.

Nous sommes un grand groupe industriel français (32 usines dans le monde) intervenant dans le domaine des productions d'équipements pour l'automobile, les transports et l'industrie.
L'une de nos filiales en expansion (2000 personnes - 3 usines) recherche un jeune

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Pour une carrière industrielle commençant par des études au sein de la Direction Technique et ouverte ultérieurement vers les autres fonctions de l'entreprise.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école ayant acquis une formation en physique des matériaux, mécanique vibratoire appliquée et possédant quelques années d'expérience dans une fonction d'études en milieu industriel.

Il faut un homme d'esprit curieux, ayant le sens des phénomènes physiques, capable de faire aboutir ses recherches en travaillant en équipe.

Le centre technique est situé à Châteauneuf (Chartres 40 km, Orléans 45 km).

Une carrière évolutive est possible au sein du groupe pour un élément de valeur.

Adresser lettre, C.V., photo, rémunération sous référence 8309 LM à qui nous avons confié la recherche, et qui vous garantira la plus grande discrétion.

EUREQUIP

Département Conseil et Recrutement
15, avenue d'Égypte - 75116 PARIS - Tél. 33.61.71

IMPORTANT ORGANISME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE PARIS

COORDONNATEUR COMPTABLE

Pour assurer dans le cadre de la gestion comptable de notre comptabilité la tenue de nos différents établissements en veillant au respect des délais d'exécution des instructions de la Direction.
Pour assurer également la mise en œuvre des analyses comptables et mise en place des bilans, comptes de résultats etc., une formation type école supérieure de commerce DECS ou niveau équivalent paraît indispensable ainsi qu'une expérience informatique utilisateur de plusieurs années.
Le poste est placé sous l'autorité du Directeur de la Comptabilité.
Déplacements et courtes durées à prévoir.

COMPTABLE

DÉPARTEMENT TRÉSORERIE

La formation IUT Comptable, il prendra en charge:
• les tâches prévisionnelles,
• l'analyse des résultats financiers
• et possèdera une expérience en matière de comptabilité systématique

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo en précisant le poste visé et le niveau de rémunération souhaité sous réf. 60913 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

précision mécanique
labinal

7200 personnes, 20 usines, C.A. 1,8 Milliard de Francs, recherche pour son Siège Social situé à BOIS D'ARCY

CHEF DU SERVICE ORGANISATION

Ingénieur de formation, le candidat devra posséder une expérience approfondie (7 ans minimum) en matière d'organisation acquise dans un Cabinet ou au sein d'une grande Entreprise Industrielle.

RATTACHE AU DIRECTEUR DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE. Il interviendra en temps que CONSULTANT INTERNE et sera chargé des missions importantes dans les différents secteurs du Groupe.

Il devra impérativement posséder des connaissances approfondies dans les différents domaines de la gestion industrielle: production, stocks, comptabilité de gestion, etc...

Adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL, Direction des Relations Sociales, 5, rue Newton 78100 BOIS D'ARCY.

Notre avenir:

La Fonction Personnel

• Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (sciences humaines, droit, école de commerce ou de gestion).
• Vous êtes débutant ou vous possédez déjà une première expérience réussie avec animation d'une équipe de travail.
• Vous aspirez maintenant à des responsabilités dans la Fonction Personnel en unité de production où vous pourrez affirmer vos qualités dans une ambiance sympathique et stimulante.

Nous sommes à

Principale filiale d'un groupe international, industriel et commercial

qui met en œuvre des techniques avancées en matière de gestion sociale.
Dans le cadre de l'évolution de nos structures et de nos hommes, nous recherchons un jeune cadre désireux de pratiquer les différents aspects de la fonction personnel. Dans un premier temps nous lui confierons le Service Administration du personnel d'une unité de 1100 personnes dans l'OISE; sous l'autorité du Chef de Personnel il animera une équipe de 4 personnes.

Nous vous proposons au cours d'un entretien de vous exposer cette activité ainsi que les idées que nous avons pour l'avenir.
Remerciements d'envoyer votre candidature CV, photo et prétentions sous réf 9253, à Media-Sytem, 104 rue Rabelais 75013 Paris 13ème.



Filiale française d'une société suédoise spécialisée dans l'appareillage scientifique destiné aux laboratoires de recherche des sciences de la vie, nous recherchons pour faire face à son expansion:

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- 1 RESPONSABLE REGIONAL (Paris et Provinces)

Ce poste est destiné à un candidat susceptible d'assurer la gestion commerciale d'un secteur (prospection, vente, formation et assistance clients). De bonnes connaissances en chromatographie liquide, techniques électrophorétiques ou comptage nucléaire, sont nécessaires.

- 2 RESPONSABLES d'une des lignes de produits suivantes:

- Comptages nucléaires

- Chromatographie liquide HPLC, analyse d'acides aminés.

Pour chaque poste, de solides connaissances sont nécessaires dans la discipline concernée.

Ils devront s'intégrer à l'équipe de vente, promouvoir leur ligne de produits sur l'ensemble de la France, assurer séminaires, démonstrations et formation auprès de notre clientèle.

Les candidats devront faire preuve de dynamisme, du sens des responsabilités, être disponibles pour de fréquents déplacements.

Anglais pratique souhaité. Les postes à pourvoir sont basés à Orsay (91).

Envoyer C.V. et lettre manuscrite, photo et prétentions à:

LKB INSTRUMENTS S.A.
69 Rue de Paris - B.P. 29
91404 ORSAY Cedex

LKB

ENTREPRISE BATIMENT IER PLAN
implantée en Région Parisienne
recherche son

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HAUT-NIVEAU

Il devra prendre en charge l'ensemble de la fonction comptable de l'entreprise composée d'établissements multiples et de filiales.

Le service comptable du siège dont il aura la direction comprend une vingtaine de collaborateurs.

Le candidat devra être retenu pour ses connaissances et son expérience en matière de comptabilité et de gestion. Il aura acquis une expérience de plusieurs années possible dans le secteur bâtiment. En dehors de ses compétences techniques (formation DECS + révision comptable + ...) sa valeur personnelle sera déterminante dans notre choix.

Les candidats adressent un CV sous N° 8380 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne - 75011 PARIS - qui transmettra.

Je tiens à vous remercier pour l'information que vous m'avez fournie et pour l'intérêt que vous portez à ma candidature.

	La fig.	La fig. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La fig./col.	La fig./col. T.C.
ENCADREES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Innover - s'adapter - réaliser

Nous sommes la Filiale Française du Groupe H.F. GRACE : 10.000 personnes dans le Monde, 8.000 en Europe et 1.000 en France (dont 200 Cadres). L'expérience internationale du Groupe et l'ambition de son potentiel industriel lui ont permis d'acquérir une position de premier plan au niveau mondial. Sa renommée est assurée par sa capacité d'innovation, sa faculté d'adaptation, ses réalisations et la qualité de son personnel. Implantée près de Rambouillet sur 13 hectares, notre unité d'Epemont regroupe, entre autres, les activités relatives à : l'emballage plastique alimentaire, les joints d'étanchéité pour l'industrie de la conserve et de l'embouteillage, silices, tensio-moléculaires, produits chimiques à usage industriel, catalyseurs. Les effets combinés d'un important contrat de solidarité et de l'expansion de notre Groupe nous amènent à RECHERCHER des :

INGENIEURS CHIMISTES ET HOMMES D'ACTION

responsable de laboratoire

Reportant au Product Line Manager, il supervise les laboratoires Application et Développement, Contrôle - Qualité de notre département Chimie. Il gère les budgets de ces activités et assure le développement d'une famille de produits en liaison étroite avec les chefs de produits, les unités de fabrication et ses homologues des autres unités européennes. La spécificité des produits, principalement destinés aux Industries du papier, du caoutchouc, du ciment et de l'automobile nous amène à rechercher un candidat ayant impérativement une expérience d'au moins cinq ans, de préférence dans l'industrie papetière. Notre dimension internationale impose une bonne aptitude à communiquer en anglais. (Réf. MO 303)

ingénieur commercial

Il (elle) sera chargé(e) de promouvoir la vente des produits d'une de nos Divisions sur l'Ouest de la France, en particulier aux industries de la peinture et des vernis. La formation spécifique au poste aura lieu en France et à l'Etranger, ce qui suppose une bonne pratique de l'anglais. Nous souhaitons rencontrer une personne d'une trentaine d'années, chimiste de formation ayant au moins acquis deux années d'expérience dans une activité commerciale. (Réf. MO 304)

ingénieur commercial

Il assurera la commercialisation de nos produits et services dans le domaine des joints d'étanchéité destinés à l'industrie alimentaire. Exerçant son activité sur un marché fortement concurrentiel, cette personne devra démontrer ses capacités d'autonomie, d'initiative, de disponibilité, ce qui lui permettra d'envisager une évolution rapide. Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 30 à 35 ans ayant une bonne maîtrise de l'anglais, diplômés en chimie ou préférence. (Réf. MO 305)

ingénieur de laboratoire

Spécialisé dans le domaine des polymères et des élastomères, cet ingénieur aura eu une première expérience de deux ans en laboratoire. Il exercera son activité en relation étroite avec nos clients et l'usine de fabrication. Pour ce poste, une bonne connaissance de l'anglais est impérative. (Réf. MO 306)

PROFESSIONNELS DES ACHATS

acheteur matières premières

Ingénieur chimiste ou expérience équivalente, il a des connaissances en PETROCHIMIE ou CHIMIE MACROMOLECULAIRE. Il (elle) sera chargé(e) de nos achats de matières premières. (Réf. MO 307)

acheteur équipements techniques

Ingénieur mécanicien ou électromécanicien, il assurera l'achat de tous nos équipements et prestations de services techniques. Il (elle) possède déjà une expérience constante dans ce domaine (3 à 5 ans). C'est à la fois un technicien et un négociateur. (Réf. MO 308)

Pour ces deux postes, nous retiendrons des personnes capables d'évoluer rapidement vers une responsabilité de groupe, parlant couramment l'anglais et ayant une bonne maîtrise de l'outil informatique.

GRACE

Pour ces postes, nous vous remercions d'adresser votre candidature, en mentionnant la référence du Poste au : Service Recrutement - Société GRACE - B.P. 19 - 28230 EPEMONT

ingénieur export

Notre entreprise conduit des études et développe des équipements dans des domaines hautement complexes : télécommunications, réseaux et systèmes, radars etc.

Notre CA se répartit pour 40 à 45% à l'exportation et nos clients sont en France qu'à l'étranger sont en majorité des administrations militaires.

De plus nous pouvons nous appuyer sur les structures largement implantées dans le monde d'un grand Groupe Français International.

L'ingénieur que nous recherchons sera chargé de prospecter les marchés, d'organiser des présentations d'équipements et des démonstrations de fonctionnement, d'élaborer des propositions commerciales et de négocier des marchés.

Il aura de très bonnes connaissances en électronique, une expérience industrielle acquise en services soit commerciaux, soit techniques ou industriels mais avec une formation complémentaire à la gestion commerciale, maîtrisera l'anglais et disposera si possible d'une autre langue latine. Nationalité française.

Poste basé à Paris.

Envoyez votre CV, sous réf. 8085-M à I.C.A., 3 rue d'Antiochville 75010 Paris, qui

I.C.A. International Advertising NEW YORK

télématique

sema informatique

La Division informatique de sema-metra, Groupe se compose de conseil, ingénierie, MF, CA, 2.200 personnes) ingénieurs ou universitaires, à participer à de grands projets de télécommunications portant sur les domaines suivants :

- protocoles et logiciels de réseaux de transmission de données (commutation, réseaux, constructeurs),
- logiciels de commutation téléphonique publique ou privée,
- protocoles et logiciels de systèmes de communication et de services nouveaux (vidéotext, teletext, messagerie écrite vocale, réseaux locaux, ...)

Les candidats devront posséder de 2 à 5 ans d'expérience réelle dans l'un ou plusieurs des domaines précités ou montrer que leur expérience dans un domaine connexe les qualifie pour les postes à pourvoir.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence SEMA-METRA DHEUR, Sema-Selection : Centre Metra, 16/18, rue Barbès-92126 MONTROUGE.

sema selection Paris Lyon Marseille Toulouse

Valeo

1^{er} FABRICANT FRANÇAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES - C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche pour développer son potentiel humain

JEUNES INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles, ayant 1 à 6 ans d'expérience à fort potentiel d'évolution

INGENIEUR RESPONSABLE QUALITE INTERNE

Eclairage CIBIE (Bobigny 93)

Après une première expérience en contrôle ou qualité, nous vous proposons d'être responsable de la qualité interne de la Société. Avec une petite équipe vous serez responsable du maintien du niveau de qualité des produits. Vous serez les liaisons qualité avec les fournisseurs. Vous contrôlerez le coût de la non-qualité et participerez au lancement d'actions Qualité et à leur suivi. Vous serez en contact avec différentes usines où vous serez amené à faire de fréquents déplacements. 48826/1/M

INGENIEUR METHODES ET INDUSTRIALISATION

Machines Tournantes PARIS-RHONE (LYON 69)

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs type A. M., vous avez 1 an d'expérience en fabrication ou méthodes, préférence production série. Vous serez responsable de la section préparation service méthodes production grande série démarrages. Vous participerez à la définition des investissements d'amélioration matériels fabrication (presses, machines spéciales, usinage, automatisations, ...) de leurs conditions techniques, humaines et économiques d'utilisation. Vous dirigerez une petite équipe de techniciens pour leur conception et leur mise en place. 48826/2/M

CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES

Ingénieur diplômé Grande Ecole, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion ou production. Vous serez responsable des études informatiques à la Direction du contrôle de gestion, vous serez la conception et la réalisation de projets complets, la définition du cahier des charges, la mise en place des systèmes et la formation des utilisateurs. 48826/3/M

INGENIEUR METHODES ET INDUSTRIALISATION

Equipements Industriels - SOMA (SAINT-ETIENNE 42)

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs de mécanique, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en méthodes ou en production dans une entreprise mécanique d'usinage en moyenne série. En parallèle des différents services : méthodes, BE, achats... de votre usine (1800 personnes), vous participerez à la définition des investissements pour l'amélioration des matériels de fabrication (souplesse d'utilisation) et des conditions techniques d'utilisation (recherche de nouveaux procédés d'usinage). 48826/4/M

INGENIEUR ETUDES ECONOMIQUES

Ingénieur vous avez complété vos études en mécanique par une formation en gestion ou en économie. Vous serez en charge du département gestion - production de votre usine (1800 personnes) ou de la gestion des services méthodes, prix revient et ateliers, vous serez en charge de la mise en place de nouveaux ateliers, vous proposerez, si nécessaire, après mesures de réajustement, des améliorations de la production. Vous serez chargé de rationaliser puis de développer les nouveaux systèmes de gestion de l'usine et assurer la mise en œuvre. 48826/5/M

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi VALEO Recrutement I. C. - 43, rue Bayen - 75017 PARIS - en n'oubliant pas la référence du poste

	la semaine	la semaine T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	81,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	la semaine	la semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dépense selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



PROCTER & GAMBLE FRANCE

(Ariel, Mr. Propre, Vizir, Camay, Pampers...)

Nous recherchons de

JEUNES DIPLÔMÉS

de l'Enseignement Commercial, ou d'Ecoles Ingénieurs, attirés par l'INFORMATIQUE

Nous possédons des ordinateurs de la plus récente génération (IBM 4341, Philips P7000, WANG...) et utilisons des logiciels performants d'analyse et de programmation (Mantis, Maestro, Ramis...).

Les champs d'application, dans un cadre européen (équipe de travail multinationale), sont nombreux: la gestion, bien sûr, mais aussi le marketing, la production, la bureautique, dans un contexte d'info Centre.

Vous aurez à développer des projets, à améliorer des systèmes, à contrôler les coûts. Vous participerez, en tant que jeune, à la formation des futurs utilisateurs. Vous aurez l'esprit logique et créatif, un bon contact et disposant d'un sens aigu de l'organisation.

Un salaire très compétitif et la possibilité de promotion interne effective.

Si cette perspective de carrière vous intéresse, adressez votre candidature en CV à M. P. Rudloff - PROCTER & GAMBLE FRANCE - 98, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY.

jeunes ingénieurs diplômés

CREUSOT-LOIRE, leader français de la Mécanique Lourde, chiffre d'affaires consolidé de 17,8 Milliards dont 50% à l'exportation, 45000 personnes, 5000 ingénieurs et Cadres, offre à de JEUNES INGENIEURS DIPLOMES des opportunités de carrière évolutive au sein de la Société et de ses Filiales.

Compte tenu de la variété et de l'importance de nos besoins, ils auront la possibilité de débiter dans l'une des fonctions suivantes:

- Recherches et Développement, Etudes-Calculs, Production, Automatique-Informatique industrielle, Chantiers extérieurs.

Notre choix s'orientera vers de jeunes ingénieurs diplômés débutants (ECP, MINES, ENSI, A et M) ou vers des ingénieurs ayant de 1 à 3 ans d'expérience en milieu industriel capables d'accéder rapidement à des responsabilités et acceptant les exigences de mobilité qui en découlent.

Les candidatures, avec la rémunération actuelle ou souhaitée, doivent être adressées à CREUSOT-LOIRE, à l'attention du Responsable de la Gestion des Cadres de CREUSOT-LOIRE Industries 15, rue Pasquier - 75008 PARIS.

CREUSOT-LOIRE



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche pour son Département
GESTION INVESTISSEMENT

1 GERANT DE PORTEFEUILLE

qui aura à prendre en charge la gestion de portefeuilles de placement sous mandat de gestion.

Le candidat retenu aura une formation universitaire en économie et sera âgé d'au moins 27 ans.

Il justifiera d'une expérience d'analyse financière complétée si possible d'une pratique de la gestion de portefeuilles. La connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand souhaité.

Envoyer CV, photo et présentations au Recrutement Banque de l'Union Européenne - 4, rue Gallien B.P. 89 - 75060 Paris cedex 02.

MATRA

recherche pour la Direction Informatique

Ingénieurs Systèmes Réseaux Grandes Ecoles

Ils ont une réelle expérience qui leur permettra de prendre rapidement en charge la responsabilité de l'exploitation et de la gestion des systèmes de réseaux.

Ce service informatique est équipé d'un nouveau système informatique basé sur un réseau d'ordinateurs IBM 4341 sous DOS/CICS/DLI - RINA et IBM 3035 sous VM.



Adresser CV, rémunération et photo en indiquant la référence SM 1031 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

LE GROUPE VICTOIRE
un des tous premiers groupes
d'assurance, rech. pour son Siège
à Paris 9e

JEUNES DIPLÔMÉS

HEC - ESSEC ou ÉQUIVALENT
pour occuper une fonction

D'AUDIT INTERNE

- Vous avez choisi dans vos études l'option finance comptabilité.
- Des déplacements sont prévus en France.
- Possibilité d'évolution vers des postes à responsabilités dans les services techniques commerciaux d'études du groupe.

Envoyer photo, C.V. et prétentions s/réf. A.J., 62, rue de la Victoire 75009 Paris à l'attention de Mme IMBERT

BANQUE ÉTRANGÈRE
Paris Champagne-Elyées

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE

Ce cadre devra avoir:

- 3 ans d'expérience à un poste de ce niveau;
- Une connaissance éprouvée de la comptabilité générale, Bancaire, et des méthodes de comptabilité analytiques;
- Des qualités d'encadrement.

- Et être titulaire du D.E.C.S.

La maîtrise de l'anglais lu et parlé serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 038.175 M à REGIE-PRESSE, 11, rue de Valenciennes 75013 PARIS.

GROUPE IMPORTANT

JURISTE D'ENTREPRISE

RATTACHÉ (E) AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

IL OU ELLE SERA CHARGÉ (E)

- De l'application de la législation sociale: convention collective, contrat, litiges de toute nature, relations avec l'administration, note de service, formation et conseil de la hiérarchie.
- De l'application de la réglementation en matière de droit des sociétés.
- De la gestion des baux.
- De la gestion des assurances et litiges.

LIEU DE TRAVAIL: PARIS-7.

Formation supérieure et première expérience dans fonctions personnel ou juridique.

Envoyer photo, C.V. et prétentions sous n° T 038.272 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

Jeune ingénieur

CHIMIE DE PARIS, SEVRES, ENSI...

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéciaux, regroupe un effectif de 3 000 personnes et poursuit sa croissance avec un C.A. de 4 de 1 milliard de francs.

Nous recherchons un ingénieur process fusion.

Vous êtes débutant ou disposez d'une expérience de 2 ans au sein d'un service technique qui vous aura permis de développer vos connaissances en chimie, instrumentation et informatique.

Vous connaissez la langue anglaise.

Nous vous proposons de participer à la gestion technique de nos fours et de conduire différents projets d'amélioration.

Lieu de travail: proximité de Nemours.

Les évolutions de carrière se feront soit vers des postes opérationnels soit vers des postes techniques.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, C.V., photo et prétentions sous n° U1 à CORNING FRANCE - Direction Développement du Personnel - 44, av. de Valmy - 77210 AVON.

CORNING

Nous appartenons à un groupe Media renommé et opérons à l'échelle mondiale. Nous occupons une position de pointe sur le marché international, parmi les Sociétés proposant des programmes audiovisuels de formation pour l'industrie. Nos points forts sont les programmes de formation vente et management.

Pour assurer votre expansion sur le marché français nous cherchons une:

PERSONNALITÉ COMMERCIALE INDÉPENDANTE

Qui, en qualité d'Agent, prendra en charge l'écoulement de la large gamme de nos produits réalisés en grande partie en France.

- Il serait souhaitable que vous ayez déjà une expérience dans le secteur de l'information et de la formation.

- Ce qui nous paraît cependant primordial c'est votre capacité de savoir mettre à profit les possibilités que propose le marché grâce à votre esprit d'initiative, votre engagement et votre professionnalisme.

- Le caractère international de ce domaine nécessite de bonnes notions en Anglais.

Pour un premier contact dans les plus brefs délais nous nous tiendrons à votre disposition du mardi 8 février, 11 heures au jeudi 10 février, 16 heures à l'adresse suivante: HOTEL LANCASTER - 7, RUE DE BERRI - PARIS-8.

Nous vous remercions de nous téléphoner (ou telex) auparavant, afin de convenir de l'heure d'un rendez-vous. TÉLÉPHONE: 359-90-43 - TELEX: 640-991

DEMANDER M. ING. SCHÖCK.

LA PROTECTRICE A.L.A.R.
Primes Fixes. Entreprise régie
par le code des assurances
47, rue de Châteaudun
75439 PARIS CEDEX 09

recherche
- 1 Aide-Comptable (C.A.P.)
- 1 Comptable (B.T.S.)
pour sa comptabilité Agence.

Une expérience de l'assurance
est souhaitable pour le premier
poste offert et nécessaire pour
le second poste.

Écrire avec curriculum vitae et
photo en indiquant prétentions
à LA PROTECTRICE - A l'atten-
tion de M. G. FERRY -
Sous-Officier - 51, rue de
Châteaudun - 75008 PARIS.

Grand Organisme de Recherche

Banlieue Sud de Paris

recherche

dans le cadre du contrat de solidarité

JEUNES INGÉNIEURS

Grandes écoles ou formation équivalente pour
modélisations et expériences dans le domaine de la
physique des fluides, des lasers et des plasmas.

Adresser C.V. avec photo à: SETRID

76, rue Daguerre, 75001 PARIS, qui transmettra.

L'ingénierie informatique: un métier enrichissant

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises françaises d'ingénierie informatique. Nous sommes spécialisés dans la construction des systèmes d'information. Pour développer notre agence «commerce et services», nous recherchons un

Ingénieur d'affaires

HEC, SUP, CO, ESSEC, ayant eu ses premières expériences dans les prestations informatiques de haut niveau (systèmes liés au main, ingénierie, conseil...). Dans une entreprise dynamique, vous aurez de nombreuses références sur le marché potentiel important, un chasseur d'affaires chevronné trouvera l'infrastructure à sa mesure et une performance optimale.

Adresser CV, photo, prétentions à Sopra Recrutement, référence 802 M

11, rue de Flandre 75019 PARIS

SOPRA

Constructeur d'informatique

24/11/83

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	91,32
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	la semaine	la ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,40	51,47
IMMOBILIER	13,00	15,42
AUTOMOBILES	13,00	15,42
AGENDA	33,60	40,31

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une entreprise française vocation à l'implantation internationale. Nous occupons avec nos produits l'un des tout premiers rangs de notre secteur d'activité à niveau mondial. Nous recherchons pour l'un de nos services situés dans un environnement d'assistance technico-commerciale.

INGENIEUR INSA-ENSI ou équivalent (Orientation mécanique ou électromécanique)

Possédant une expérience en quelques services techniques ou d'études, il se verra confier la coordination d'une équipe de techniciens chargée de l'évolution, du développement et du suivi technique d'équipements de type industriel (élaboration de cahier des charges, essais, performances, etc.). Basé à proximité banlieue Sud-Est, il effectuera des déplacements en France mais aussi dans des pays étrangers parfois très éloignés. Connaissance en informatique fortement appréciée. Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : No Contesse Publicité 20, Opéra 75040 Paris 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS
pour son Centre de RECHERCHES DU NOUVEAU (Essonne), un **INGENIEUR responsable de programmes**
Formation à dominante mécanique (ENSM-ENSA). Quelques années d'expérience et compétences en pyrotechnie souhaitables. Le candidat devra avoir la responsabilité de programmes qui lui seront confiés. Il sera amené à coordonner des actions au niveau de plusieurs usines. Ecrire C.V., photo et prétentions SNPE - Centre de Recherches du Nouveau B.P. No 2 - 91710 Vert le Petit. Réf. : rappeler IV 32.

Importante Banque Parisienne recherche pour HAUTS DE SEINE **DIRECTEUR DE SUCCURSALE**
Niveau Classe VIII
Diplômé d'études supérieures en Bancaires. Il devra :
- développer et gérer une clientèle particulière d'entreprises
- animer les agences.
Il bénéficiera d'une large autonomie d'action lui permettant de prendre des initiatives et développement commercial d'un secteur à fort potentiel. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité sous réf. 60219 à Contesse Publicité 20, Opéra 75040 Paris Cédex 01 qui transmettra.

INGENIEUR
GRANDE ECOLE ayant obtenu formation pour pouvoir envisager l'étranger. Ecrire lettre manuscrite C.V. et photo à : RENAULT VENDEUR VN pour se présenter. Garage de la République, PARIS-12.

VENDEUR VN
pour se présenter. Garage de la République, PARIS-12.

CHEF SERVICE ASSURANCE DE QUALITE
Formation Ingénieur (UTC - INSA ou niveau équivalent) et expérience de 5 ans dans domaine nucléaire indispensables. Les connaissances en contrôles non destructifs sont appréciées. Rémunération motivante pour une tâche exigeante. Env. C.V. à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

INGENIEUR ASSURANCE DE QUALITE
Jeune diplômé (autodidacte de valeur) pouvant justifier d'une exp. d'au moins 2 ans dans le domaine de l'assurance de qual. Angl. néces. Rémunération motivante pour une tâche exigeante. Env. C.V. à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

ANIMATEURS CULTURELS
Etre nécessaire (défaut) Salaire brut : 6 844 F. Poste dynamique immédiat. Se présenter avec C.V. à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

SECRETAIRE DE REDACTION DOCUMENTALISTE
Maîtrise sciences Formation documentaire Angl. fr. env. C.V. à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

Organisation professionnelle agricole
cherche un **COLLABORATEUR**
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COLLABORATEUR
Titulaire d'une science ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe. Ad. C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

SI vous avez été journaliste avant de devenir publicitaire, publicitaire, journaliste.
les formes de communication vous passionnent.
vous pensez que la forme ne l'emporte pas toujours sur le fond (et vice versa)
d'écrire utiles (c'est-à-dire pour prouver ou promouvoir quelque chose) vous tente, ALORS écrivez-nous en donnant le maximum de détails sur C.V. On vous répondra sans faute vous offrira un poste passionnant. Ecrire à Régis-Presse N° 254 431 M. 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

BTS Distribution-Gestion et Formation Pratique en Informatique
devenez l'assistant du Chef de Service Stocks. Si vous avez au moins 25 ans et une certaine expérience en informatique, vous exprimerez vos compétences en anglais. Gestetner vous propose de revaloriser votre BTS distribution - gestion et votre pratique de l'informatique en assistant le chef de son service stocks. Gestetner : une puissante multinationale avec tout cela suppose d'avantages : restaurant d'entreprise, et pourquoi pas de promotion future. Rémunération annuelle 84.000 F + selon expérience. Adresser C.V., photo, prétentions au Service Recrutement - 71, rue Camille Groult BP 33 - 94400 Vitry sur Seine Réponse assurée.

INGENIEURS CONSEIL GRANDES ECOLES HAUT NIVEAU
Jeunes, dynamiques, motivés et très attirés par les responsabilités venez accroître la réussite de notre société. La conduite d'importants projets relatifs à l'organisation et aux stratégies des grandes entreprises nationales et industrielles vous y attend et vous passionnera. Intéressement ou offre d'actions. Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. M3 à : QUINTET 11, rue de la Chine - 75020 Paris

fiscaliste
pour le second dans divers aspects de ses fonctions. Il ou elle prendra en charge de nombreux problèmes de complexité croissante touchant à la fiscalité française (élaboration et vérification des déclarations, suivi et contrôle des impositions, vérification du respect de la législation en vigueur...). Diplômé(e) d'études supérieures (droit, gestion) avec une spécialisation fiscale, ce cadre a acquis une première expérience (3 ans au moins) de la fiscalité française. Poste évolutif pour candidat(e) de valeur. Adresser candidature manuscrite + C.V. + prétentions, sous réf. 60219 à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS qui transmettra.

BANQUE ÉTRANGÈRE
Paris Champagne-Elyées recherche pour : **SERVICE « CLIENTÈLE » GRADÉ (E) DE BANQUE**
Chargé (e) des transferts et des encaissements « étranger ». - 3 ans d'expérience dans un service « étranger ». - Anglais indispensable. - Connaissances de la réglementation des changes. Envoyer C.V., photo, prétentions, sous réf. 60219 à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

GROUPE INDUSTRIEL (CA 2,5 milliards de francs) recherche
INGENIEUR pour Direction technique
Ce poste conviendrait à jeune ingénieur (grande école), ayant quelques années de pratique en ingénierie, dans les secteurs : (sidérurgie, papeterie, ciment, etc.). Anglais nécessaire. Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous référence n° 2011 à : Emplois et Entreprises 18 rue Voltaire 75002 PARIS

ecs Société de leasing, filiale d'un grand groupe bancaire recherche **UN ANALYSTE DE FORMATION SUPERIEURE**
Expérience 5 ans et connaissance R.P.G. IBM 34 souhaitées. Il lui sera confié l'encadrement d'analystes programmeurs, le développement et la maintenance d'applications informatiques dans le domaine de la gestion. Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) E.C.S. Service du Personnel - 16 rue Washington 75002 PARIS.

J.M. BRUNEAU S.A.
PALAISEAU (91) LEAD VPC MATÉRIEL POUR BUREAUX ET COLLECTIVITES 300 PERSONNES recherche son **RESPONSABLE TRANSPORT**
Notamment chargé :
- de l'animation d'une équipe de personnes (chauffeurs livraisons, service expédition),
- du suivi et de la négociation de contrats avec des transporteurs et des prestataires de services,
- de l'optimisation de son service (en particulier de la planification des livraisons),
- de l'organisation administrative, du calcul des coûts.
Ce poste très complet s'adresse à un cadre formation solide (école de commerce, E.S.T...) confirmé par une expérience dans le transport (chef d'agence, responsable transport d'une entreprise) connaissant la messagerie. Env. C.V. détaillé et prétentions sous réf. 517 M à : CLEMENT 10, rue de Mail - 75002 PARIS Conseils en ressources humaines.

PHARMACIEN OU INGENIEUR BIOCHIMISTE
ou équivalent ayant bonne connaissance en TOXICOLOGIE (théorique et expérimentale) C.E.S.). Langues obligatoires : anglais-allemand. Env. lettre manuscrite et C.V. à : C.G.P. 18 BUREAU 14, rue Jean-Baptiste 75008 PARIS

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES
LOGICIEL Pour l'industrie sur micro-ordinateurs. Spécialisation : informatique, systèmes électroniques. Ecrire ou téléphoner à : 70-60, avenue Gallieni Tour Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES
LOGICIEL Pour l'industrie sur micro-ordinateurs. Spécialisation : informatique, systèmes électroniques. Ecrire ou téléphoner à : 70-60, avenue Gallieni Tour Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES
LOGICIEL Pour l'industrie sur micro-ordinateurs. Spécialisation : informatique, systèmes électroniques. Ecrire ou téléphoner à : 70-60, avenue Gallieni Tour Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES
LOGICIEL Pour l'industrie sur micro-ordinateurs. Spécialisation : informatique, systèmes électroniques. Ecrire ou téléphoner à : 70-60, avenue Gallieni Tour Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES
LOGICIEL Pour l'industrie sur micro-ordinateurs. Spécialisation : informatique, systèmes électroniques. Ecrire ou téléphoner à : 70-60, avenue Gallieni Tour Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX

SECRETAIRE
Généraliste, recherche chargé de conseil auprès des entreprises de la circulation de l'information (droit de transport, social...) de l'organisation, du développement et de la représentation du Mouvement. Salaire annuel brut de début : 75.000 F. Statut assimilé cadre. Déplacement en province. Envoyer C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

ENSEIGNANTS FORMATEURS EN INFORMATIQUE DE GESTION
Envoyer C.V. et prétentions à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

FERRARI FRANCE
recrute **UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**
expérience matérielle CH Honeywell Bull 6-140 ou similaire, capable d'assurer la gestion du service informatique. - Réf. automobile souhaitées. - Lieu de travail : LEVALLOIS. - Libre rapidement. Adresser C.V. et prétentions à : CH POZZI, S.A., 109, rue Aristide-Briand, 92200 LEVALLOIS.

CABINET EXPERTISE
STAGIAIRE EXPERT-COMPTABLE
D.E.C.S. préférence 1^{er} certificat supérieur et 2/3 années d'expérience. Opportunité pour candidat souhaitant format. Env. C.V. et prétentions à : F.M. RICHARD & Associés, 7, av. de Friedland, 75008 PARIS (déclaration de gestion).

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
G2, 1414 BUREAU 17, rue Labat, 94307 Créteil. C.V. et photo à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

FERRARI FRANCE
recrute **UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**
Expérience matérielle CH Honeywell Bull 6-140 ou similaire, capable d'assurer la gestion du service informatique. - Réf. automobile souhaitées. - Lieu de travail : LEVALLOIS. - Libre rapidement. Adresser C.V. et prétentions à : CH POZZI, S.A., 109, rue Aristide-Briand, 92200 LEVALLOIS.

Société instrumentation scientifique
en pleine expansion recherche **INGENIEUR ELECTRONICIEEN**
poste de **RESPONSABLE SERVICE APRES-VENTE**
- Expérience
- Connaissances microprocesseurs indispensables ;
- Anglais souhaité. Ecr. avec C.V. et prêt. à : M. B. 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

STE IMMOBILIER A NEUILLY-SUR-SEINE
COMPTABLE 1^{er} ECHOLON
EXPERIMENTÉ (EE) se présenter mercredi 9-2 de 9 h à 12 h, avenue MATHIEU 112, bd Voltaire, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

EDF/GDF recherche JEUNES TECHNICIENS SUPERIEURS
disposent d'un BTS ou DUT, option électrotechnique. Candidature à adresser à EDF/GDF 58, av. Foch 77370 VANGY.

Entrepreneur secteur bâtiment (93) rech. cadre comptable B.P. DECS, adjoint au responsable commercial et financier. 180.000 + 297-49-95. LIBRES IMMEDIATEMENT

INGENIEURS
1 an d'expérience

INGENIEURS
1 an d'expérience

INGENIEURS
1 an d'expérience

INGENIEURS
1 an d'expérience

Le Monde

régions

CENTRE : la décentralisation avec ceux qui la vivent

Nous publions ci-dessous trois points de vue sur la décentralisation pour relancer le débat, presque un an après le vote de la loi du 1 mars 1982 qui marquait la première phase institutionnelle de la réforme.

Pour M. Jean-François Deniau, ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, président (U.D.F.) du conseil général du Cher, la méthode employée

pour décentraliser n'est pas à la hauteur des objectifs annoncés. M. Deniau lance l'idée d'un référendum départemental pour améliorer la démocratie locale. Il estime que le Cher et la région Centre doivent obtenir des compensations pour l'implantation des centrales nucléaires. Critiquant vigoureusement l'occasion des « cadeaux » faits l'an dernier à la

région Midi-Pyrénées pour la centrale de Golfech.

Pour M. Jean-Pierre Sueur, député socialiste du Loiret, « le changement, c'est d'avoir mené par la décentralisation » : cette réforme va permettre de « changer les lieux d'exercice du pouvoir ». Enfin, pour sortir du cercle des « notables », nous donnons la parole, sur le même sujet,

à M. Serge Gorfa, responsable de l'amicale des locataires du quartier Salmoneries à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), où vivent 40 % de familles étrangères. Pour M. Gorfa, la décentralisation, jusqu'ici, a surtout profité aux élus. Elle n'est encore perceptible dans la vie quotidienne, au niveau du quartier.

R. G.

M. Jean-Pierre Sueur (P.S.) :

Il serait dangereux de s'arrêter en chemin

« Après dix-huit mois, êtes-vous satisfaits de la réforme régionale ? Le débat vous paraît-il bien engagé ? »

« Beaucoup d'efforts ont été faits en peu de temps. Et je m'étonne d'entendre des conseils généraux de l'opposition se plaindre quotidiennement de ce que nous n'aurions pas assez vite. S'ils avaient fait cette réforme plus tôt, cela aurait été encore plus vite. Souvenons-nous que la discussion, devant le Sénat seulement, du projet de loi de décentralisation de M. Giscard d'Estaing, Barre et Bonnet a duré plus de deux ans.

« Il était parfaitement logique de fixer d'abord les principes dans une première loi, puis de répartir les compétences avant de tirer les conséquences financières. Ce cheminement législatif a la vertu d'être rigoureux. Il est évident que tout cela ne peut se voter en un jour, et qu'il faudra du temps pour inverser, sur le terrain, une logique centralisatrice qui date de plusieurs siècles. Le risque serait de s'arrêter en chemin :

« Sur le terrain », des conflits apparaissent déjà entre le préfet et les nouveaux dépositaires du pouvoir exécutif. Ainsi dans le Loiret, le commissaire de la République a pris la décision d'attaquer devant le tribunal administratif une délibération du conseil général, qui a décidé que les préfets ont de grandes pertes de la réforme ?

« Les préfets ne sont pas pendents. J'entends, ici ou là, les chefs de service réclamer devant les effets de la « déconcentration ». Désormais si l'État a un service départemental, il a aussi un service régional. Ce qui est dans la logique de la réforme : la commission de la République « cofinancée » intégralement, strictement et rigoureusement, les administrations de l'État. On peut se demander s'il n'y a pas un risque de voir le préfet de l'État de se préoccuper de la place des boîtes à lettres...

« Le risque d'une « politisation », accusation « d'indépendance » à l'égard de l'État, est présent par la gauche : les nouveaux exécutifs constituent des cabinets « politiques ». Les syndicats se demandent s'il n'y a pas un risque de voir les personnels de l'État et de la région se séparer. Ou en pensez-vous ?

« Le changement, c'est d'avoir commencé par la décentralisation. Ce faisant, nous avons rompu avec la logique centralisatrice qui a été la nôtre pendant des siècles. Les forces de gauche accablent au pouvoir, mais qu'en pensent-elles ? Elles nous disposent du pouvoir d'État, ce sera bien à la fois naïf et coupable de le rendre à par le biais de la décentralisation.

« Pour ce qui est du personnel des collectivités locales, il est normal que celles-ci le recrutent. Mais il faut que soit mis en place parallèlement un statut qui garantisse les droits, les possibilités de mutations et le développement de carrière de ces personnels. Ce statut sera prochainement discuté au Parlement.

« Les associations de quartier, les militants du cadre de vie, les plaignants de la « toute-puissance » des élus locaux ou de certaines administrations locales, qui ont le goût du secret. Alors, comment améliorer la démocratie locale ?

« Beaucoup de maires de gauche ont montré dans les dernières années qu'ils étaient prêts à aller très loin dans le sens de la démocratie municipale, de développer des conseils de quartier regroupant, dans un premier temps, des élus, des représentants d'associations, des associations extra-municipales, de favoriser la vie associative, la participation des usagers à la gestion des équipements, de mener la concertation le plus loin possible. Cela ne peut être qu'un début. Ce n'est pas de définir une gestion comme étant de gauche. Mais je constate que la droite se rallie à ce sens, notamment à Orléans : dans le cadre d'une concertation, l'autoritarisme et la technocratie se donnent souvent la main.

M. Jean-François Deniau (U.D.F.) :

On a mis la charrue devant les bœufs

« Vous êtes président du conseil général du Cher. Vous venez d'établir votre premier budget « décentralisé ». Êtes-vous satisfait ?

« Cela n'a pas été facile. Pour l'instant, la décentralisation n'est qu'un exercice de style. Nous sommes en train de réduire nos dépenses, mais nous essayons de préserver l'avenir de nos politiques propres.

« Dans le Cher, par exemple, nous avons deux priorités : le développement routier, et la maîtrise de l'eau. Sur le plan économique, nous voudrions mettre l'accent sur les filières nouvelles qui serviront à l'industrie locale. Nous sommes en train de venir à la fin de la vingtaine de la vie : je pense notamment à l'utilisation du laser. Mais nous n'avons pas d'université. Tours et Orléans se partagent les compétences universitaires. La décentralisation réserve des surprises. Au niveau de la région, par exemple, l'action culturelle régionale jusqu'ici était l'œuvre d'un seul homme, le préfet. C'est maintenant la région qui doit prendre en charge la culture. La procédure a changé. Le gouvernement nous a maintenant pour chaque opération... l'obligation de décentralisation !

« Une autre affaire, c'est le « cadeau » incroyable fait par le gouvernement à la région Midi-Pyrénées en contrepartie de la construction de la centrale nucléaire de Golfech. Ce cadeau suppose une supposition indécente d'imaginer que la décision a été prise par le conseil régional de cette région qui est en majorité socialiste ou parce qu'on a fait passer des pylônes au plastique. Ce qui revient à dire qu'on accorde une prime au terrorisme...

« Nous avons donné, dans le Cher et la région Centre, suffisamment l'exemple en acceptant l'im-

plantation de quatre centrales nucléaires, sans protestations. Il faut des compensations financières au niveau du département et de la région, pas seulement autour des centrales et des petites communes qui les accueillent.

« Cette affaire de Golfech est grave. Il y a un principe d'égalité, d'unité, de responsabilité des citoyens devant la loi : on ne peut pas traiter les Français différemment. Il faut donc le Conseil d'État ou devant le Conseil constitutionnel, s'il le faut.

« N'êtes-vous pas trop sévère ? Une telle réforme pouvait-elle se faire en quelques mois ?

« Au lieu d'être une aide, la décentralisation semble une gêne. Le reproche que nous faisons, c'est que la méthode. On a commencé par définir des principes, un reportant à plus tard la question des compétences et des ressources. Or c'est maintenant qu'il faut aller chercher. On a mis la charrue devant les bœufs. On accorde une plus grande responsabilité aux élus, mais on réduit leurs moyens. Et le département, par le gouvernement, et après les cantonales de l'an dernier a varié.

« Nous sommes quotidiennement, dans la pratique de la décentralisation, des difficultés concrètes. Nous ne refusons pas les responsabilités : nous sommes prêts à les assumer. Mais nous ne pouvons pas faire à la fois la transition inévitable, mais il faut qu'elle dure le moins longtemps possible. Hélas, certaines circulaires ministérielles nous facilitent pas la tâche !

« Vous donnez aujourd'hui des leçons de décentralisation. Vous en avez pourtant toute latitude de vous exprimer sur ce sujet par le passé...

« Durant la période d'obscurité à laquelle nous faisons allusion, un homme a été élu à la décentralisation, un homme qui a travaillé députés et sénateurs dans le bon ordre : le projet fixait d'abord les compétences, les ressources, ensuite venait le préfet. Ce texte, qui a été voté par le Sénat, devait être examiné par l'Assemblée, lorsque le jour a succédé à la nuit...

« En matière de démocratie locale, pensez-vous qu'on puisse s'arrêter ?

« Je suis favorable au référendum local. Le problème, c'est qu'en France on fait du type de consultation immédiatement une affaire politique, de changement de société, et on coupe l'opinion en deux. L'autre, c'est que l'opération a promu un homme. Il faut donc des garanties. L'écueil de la politisation était évité. Je serais tenté par une telle initiative mon département sur un sujet qui intéresse la vie quotidienne des habitants.

L'Alsace et le Nord-Pas-de-Calais marchent bien

« Revenons au département de la région... »

« Oui, je suis convaincu qu'il peut y avoir dans un pays quatre niveaux de responsabilité : le plein exercice, la commune, le département, la région, l'État. Trois, cela me paraît raisonnable : la commune, le département, la région, et l'État. La région semble qu'il y ait des divergences au sein du gouvernement. C'est une affaire de tempérament. Certains hommes politiques départementalistes au fond d'eux-mêmes considèrent que c'est le cadre « naturel » ; d'autres sont régionalistes. Le président de la République fait partie des premiers, le ministre de l'intérieur des seconds.

« Et vous ?

« Je suis départementaliste. Je suis des difficultés d'une région comme le Centre : Bourges, ici, nous sommes « en bout de ligne ». Mais nous jouons le jeu de la région : il faut que celle-ci apporte un élément d'équilibre, ce qui n'est pas facile ; il y a des réactions au rapport au département chef-lieu.

« Deux régions « marchent » bien en France : l'Alsace parce que « naturelle » le plan géographique, et le Nord-Pas-de-Calais parce que « naturelle » le plan politique : en effet, un parti y tient tous les rouages.

« Faut-il réviser les limites de la région Centre, qui est très décrite ?

« La région « Boisée » (1), qui envisageait dernière hypothèse, a échoué d'une voix. L'Allier avait dit « oui », l'Indre et le Cher aussi, mais la Nièvre « non ». La région ainsi formée « les marginaux » : régions actuelles paraissent « naturelles » : l'Allier n'est pas à l'aise ; la région Auvergne ; la Nièvre ; plus ligérienne ; bourguignonne ; deux départements du Berry se sentent centrés dans le Centre.

« Faire une région avec ces « marginaux » était une idée intéressante. Mais maintenant les habitudes prises, on entendons quand même développer les relations avec les départements voisins : les frontières régionales. Voyez la question du tourisme dans le Val de Loire : il serait stupide d'engager des opérations sur la rive gauche du fleuve en ignorant ce qui se fait sur la rive droite...

« Cela dit, dans le Centre, il y a un grand développement, c'est celui de la Loire, un boulevard naturel ; les industriels s'implantent à Bourges ; un cul-de-sac. Pour rompre notre isolement, deux axes qu'il faut développer : viaduc pour nous : l'axe nord-sud renforcé avec la prochaine autoroute, et l'axe... »

Propos recueillis par R. GUYOTAT.

(1) Du nom de son concepteur, M. Boisé, maire de Bourges, premier président du conseil général du Centre.

LE JUGEMENT D'UN ANIMATEUR D'ASSOCIATION

Conseils de quartier contre féodalités politiques

Il n'y a pas si longtemps, on montrait du doigt le quartier des Salmoneries, un carré d'immeubles rébarbats, coincés entre deux voies rapides dans le banlieue orléanaise, à Saint-Jean-de-la-Ruelle. Un quartier avec ses 1 800 habitants, qui accumule les problèmes (15 % environ de chômeurs, de familles étrangères) ; la délinquance, les expulsions étaient à l'ordre du jour. Aujourd'hui, le quartier est en train de se transformer. La population a pris en main, et retrouve sa dignité.

A l'origine de ce renouveau, une association de locataires. Avec l'aide d'une équipe d'éducateurs, la compréhension de la municipalité de Saint-Jean-de-la-Ruelle, et la participation d'une opération « H.L.M. d'Orléans », une opération « H.L.M. d'Orléans » a été lancée. Les habitants, après une large concertation avec l'association, ont eux-mêmes les grandes lignes de la rénovation de leur quartier, les modifications architecturales à apporter dans les parties communes comme dans leur propre appartement, prouvant que l'urbanisme n'est pas l'affaire des spécialistes.

Nous avons interrogé M. Serge Gorfa, un des responsables de l'association des locataires des Salmoneries :

« La décentralisation a-t-elle facilité la tâche de rénovation de votre quartier ? »

« La décentralisation n'a pas encore arrivée jusqu'à notre niveau ; nous n'en percevons pas les effets. Elle a profité jusqu'ici aux élus, qui possèdent déjà un certain pouvoir. La « carte » du pouvoir est élargie ; l'exercice des responsabilités n'a pas encore été étendu à de nouvelles couches de la population, à de nouveaux groupes de pression. On s'est contenté de renforcer le pouvoir des élus, ce qui n'est pas toujours forcément une bonne chose... »

« Pourquoi ? »

« La concertation n'est pas « au naturel ». Ce n'est pas un réflexe chez bien des élus — qu'ils soient de droite ou de gauche — comme dans l'administration, et qui raisonnent toujours

en terme de pouvoir. Dans notre association, certains ne parlent pas le français, le niveau ne dépasse pas le certificat d'études. Nous ne savons pas exprimer nos besoins, et il nous faut intervenir par l'intermédiaire d'un technocrate. Les élus ont l'air d'être en face d'eux des interlocuteurs qui leur ressemblent, c'est-à-dire des technocrates. Ils ont des gens qui ont un langage simple, ils sont dépassés... Nous avons donc appris à faire des dossiers, et plus nous avons des dossiers, plus nous avons des respect.

« Vous êtes donc très critique... Et pourtant, la décentralisation est en train de modifier bien des habitudes contraignantes entre Paris et la province... »

« La décentralisation, c'est-à-dire là où les gens vivent, est absolument nécessaire. Pour de multiples raisons, d'efficacité notamment, la mairie reste le lieu central de décision. Mais les élus perdent souvent le contact avec la réalité des quartiers à cause de la politique... »

« Vous êtes donc favorable à la création de conseils de quartier ? »

« Oui, à partir des associations qui existent sur place. Les associations ne sont pas toujours rentables financièrement, mais elles le sont socialement : ne vaut-il pas mieux que cent personnes aient la possibilité de s'exprimer, surtout en milieu populaire, plutôt que de 200 ? Ces conseils auraient un pouvoir de décision sur l'environnement immédiat, avec des moyens de gestion. Nous pouvons aussi gérer l'animation, et pourquoi pas les délégués occasionnels dans le quartier : ce serait un bon moyen de « responsabiliser » les gens... La participation des habitants, c'est vrai, varie en fonction des intérêts ; celle des associations aussi.

« Pourquoi je pense qu'il faut se garder de créer des conseils trop « figés », qui voudraient tout institutionnaliser. Sinon on va « fabriquer » des « petits élus », des « petits pouvoirs », bref on risque de créer de nouvelles féodalités... »

ABONNEZ-VOUS A AIR INTER



30% DE RÉDUCTION DÈS LE PREMIER VOL

CARTES D'ABONNEMENT

FORMULE ①
Carte donnant accès à tous les vols rouges, blancs, bleus, (amortissement entre 5 et 7 aller-retour selon les lignes).

FORMULE ②
Carte donnant accès exclusive aux vols blancs bleus (sur certaines lignes seulement) (amortissement entre 3 et 5 aller-retour selon les lignes).

Le prix de souscription variable selon la ou les lignes choisies.

Pour renseignements, adressez-vous à l'Agence des voyages ou à AIR INTER PARIS - Tél. : (1) 11 11 11

AIR INTER
NOTRE MONDE C'EST LA FRANCE

ÉTRANGER

LA REVANCHE DE POITIERS

Les firmes japonaises vont accroître leur production européenne de magnétoscopes

Bruxelles et Tokyo ont entamé le 7 février, dans la capitale nipponne, des entretiens au niveau ministériel, destinés à préparer la conférence commerciale « quadripartite » qui réunira, le 11 février, des représentants des États-Unis, du Canada, de la C.E.E. et du Japon. M. Willem Haferkamp, vice-président chargé des relations extérieures de la Commission européenne, s'est entretenu avec M. Shintaro Abe, ministre des affaires étrangères, et M. Sadanori Yamashita, ministre du commerce international et de l'industrie (MITI). Selon des sources gouvernementales japonaises, M. Abe aurait souligné la nécessité d'arriver à un règlement rapide des problèmes en suspens, faisant allusion à l'affaire des magnétoscopes. Un accord pourrait être conclu afin que les exportations japonaises de magnétoscopes soient contrôlées et soumise à un plafond. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Tokyo. — Adoptant, les uns après les autres, une stratégie de rechange — classique — pour contourner les mesures protectionnistes dirigées contre leur politique massive d'exportations et conserver leur quasi-monopole du marché européen, les fabricants japonais de magnétoscopes ont la volonté de redéployer leur production à partir d'usines implantées dans les pays de la C.E.E.

Il est certes possible que les autorités japonaises acceptent cette semaine, au cours de leurs négociations avec les responsables de la C.E.E., de limiter leurs exportations dans ce domaine, en échange d'un desserrement du gel de l'importation française. Mais, alors que la C.E.E. cherche à mettre sur pied une parade technologique qui prendra nécessairement du temps, l'accélération du redéploiement nippon faisait-il partie des objectifs recherchés ?

Toutefois est-il que, depuis le « choc » de Poitiers, plusieurs projets ont été annoncés à la presse par les grands fabricants japonais de magnétoscopes : Mitsubishi Electric a l'intention de produire des unités de 60 000 magnétoscopes par an dans son usine écosaise de Haddington, équipée pour le montage de téléviseurs ; Sanyo envisage également dans son usine britannique de téléviseurs, et dès cette année, une production d'un niveau similaire (60 000 exemplaires) ; Sony produit déjà dans une usine établie en R.F.A., sa part étant de 60 000 magnétoscopes par an ; Hitachi va faire même, en R.F.A. également, et pour une même quantité d'unités ; enfin, Matsushita (Technics, Panasonic) est associé à Bosch pour produire au moins 30 000 magnétoscopes en Allemagne fédérale.

On peut déceler quelques traits caractéristiques de ce mouvement d'ensemble parfaitement orchestré

SELON LA COMMISSION

Les pays « agricoles » devraient contribuer davantage au financement de la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne vient d'adopter son Livre vert sur le financement futur de la Communauté. En prévoyant pour une augmentation des « ressources propres » disponibles, elle propose de faire appel à des moyens plus diversifiés qu'aujourd'hui. La principale innovation consiste à suggérer qu'une partie des nouvelles ressources susceptibles d'être mises à la disposition de la C.E.E. soit prélevée sur les États membres en fonction de leur part respective dans la production agricole de la Communauté.

Dans son Livre vert, qui ne propose aucune mesure nouvelle, la Commission se contente d'ouvrir quelques pistes et de permettre ainsi d'engager un débat qui, aussi peu encadré, sera inévitablement confus. Elle s'emploie à résoudre deux problèmes en un seul : doter la Communauté de ressources suffisantes pour lui permettre de faire face, sans mauvaise surprise, aux besoins des politiques communes actuelles et d'éventuelles politiques nouvelles ; surmonter les inconvénients de la réglementation financière actuellement appliquée. Celle-ci, en raison de la prééminence des dépenses agricoles dans le budget européen, fait que les pays membres possédant une agriculture de dimension relativement modeste paient au budget de la C.E.E., de façon chronique, plus qu'ils n'en reçoivent, ce qui est le cas de l'Allemagne fédérale et du Royaume-Uni.

Les « ressources propres » dont dispose la Communauté, et qui risquent d'être bientôt épuisées, se composent des droits de douane, des prélèvements agricoles perçus aux frontières d'une manière plafonnée à 1 %

PHILIPPE LEMAITRE.

En Espagne

La prise de contrôle de la banque Urquijo par la Banque hispano-américaine illustre les difficultés économiques du pays

De notre correspondant

Madrid. — La prise de contrôle, le 2 février, de la banque Urquijo par la Banque hispano-américaine, bien que n'étant qu'une opération financière, illustre les difficultés économiques du pays à laquelle il se voit contraint.

Cette opération, approuvée par le ministère de l'Économie et la Banque d'Espagne, aura lieu par le biais d'une O.P.A. (offre publique d'achat) sur les actions de l'Urquijo, d'une augmentation de capital. Elle est sans équivalent, du moins par l'importance des banques, dans l'histoire de l'économie espagnole. Avec des dépôts s'élevant à 100 milliards de pesetas, la Banque hispano-américaine représente le tiers du crédit bancaire financier d'Espagne. Quant à la banque Urquijo, elle ne figure qu'en troisième position dans le classement, elle joue cependant un rôle important comme pourvoyeur de crédits à l'industrie, dans un contexte où quelque deux millions cinquante entreprises.

La banque Urquijo connaît depuis l'an dernier de sérieuses difficultés, qui avaient déjà mené la Banque d'Espagne à y effectuer l'inspection « de routine ». Ce n'est certes pas le premier échec de crédit espagnol à se trouver ces derniers temps. Divers cas avaient déjà été enregistrés en 1981 et 1982, le plus spectaculaire étant sans conteste celui de la Banque catalane confrontée à un « trou » de 130 milliards de pesetas. De graves imprudences dans la gestion de ces établissements avaient été relevées dans la plupart des cas par les autorités.

Le problème de l'Urquijo semble toutefois d'un autre ordre, puisque c'est la concentration de ses activités dans le domaine industriel qu'elle doit affronter. L'insolvabilité de nombreuses entreprises en ce secteur a prolongé, depuis plusieurs années, la situation de la banque, qui est contrôlée par contre-

Avec l'appui gouvernemental

En particulier les socialistes ont promis qu'ils réviseront pour les banques les conditions « coefficients obligatoires d'investissement ». L'initiative à l'époque franquiste, qui contraignait les banques à consacrer une proportion déterminée de leurs prêts (24 % à l'époque actuelle) à des investissements dans des domaines précis (exportations, logement, etc.) a été supprimée. Les socialistes entendent négocier avec les banques une disparition progressive de ces coefficients en échange d'une politique plus audacieuse de prêts à court terme. Ils veulent à cet égard avec la Banque hispano-américaine qui s'efforce de réduire cinq ans d'une importante réduction de ses coefficients.

THIERRY MALINAK.

BANQUES

L'AFFAIRE DE LA LISTE DES COMPTES SUISSES

Scepticisme des milieux bancaires genevois

L'annonce de la découverte d'un dossier d'un ami de M. René Graziati, qui fait l'objet d'une enquête pour escroquerie, a suscité le scepticisme d'un banquier helvétique, d'une banque suisse de cinq mille Français censés posséder des comptes numérotés en Suisse, soulève le scepticisme des milieux bancaires genevois, voire leur incrédulité.

Ces milieux ne manquent pas d'arguments, susceptibles de leur faire jeter un regard sur les « révélations » que pourrait contenir la liste, provenant d'un escroqueur.

Tout d'abord, le fait était relevé dans les journaux du mardi 8 février, il est tout à fait contraire aux habitudes, et plus encore à la prudence, des banques suisses, de divulguer sur ordinateur à la fois le nom, la nationalité, le montant des comptes des déposants et les sommes qui y figurent. Une telle pratique est l'exception.

portant un nom ne serait pas digne de foi. Ensuite, les informations en provenance de France font état de plusieurs banques, et non d'une seule. Or, dit-on dans les milieux bancaires, il est exclu que des banques différentes aient pu se livrer à de telles pratiques, à moins d'un strict individualisme dans la gestion des comptes de leur clientèle.

Enfin, l'hypothèse d'une fuite provenant d'informaticiens français employés dans une banque helvétique n'est pas réaliste. Les informaticiens occupent des postes relativement subalternes et ne prendraient pas le risque de perdre leur emploi, dit-on, car le vol de fichiers informatiques est devenu une véritable industrie dans le monde, et nul mystère n'est totalement à l'abri d'une « fuite » de données.

Notons enfin que l'avocat de M. René Graziati a déclaré que son client n'était pour rien dans cette affaire.

MONNAIES

Le Soudan se voit accorder un délai de seize ans pour rembourser ses dettes extérieures échues

Le Club de Paris a arrêté, le 4 février, le principe d'un « réajustement important de la dette extérieure de la République démocratique du Soudan », à savoir lundi 7 février la réduction des échéances de remboursement de ses dettes extérieures.

Les représentants des gouvernements des principaux pays créanciers (R.F.A., Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) ont décidé, aux efforts de médiation entrepris par le Soudan, de préciser le principe.

Afin de faciliter la réussite de son programme économique et financier (qui doit bénéficier de l'appui d'un

accord de confirmation du Fonds monétaire international), les représentants ont estimé nécessaire de procéder à un refinancement ou à un réajustement des dettes au 31 décembre 1983 et du service de la dette du 1er janvier 1984.

Le « réajustement » s'applique aux prêts et aux crédits garantis par les Trésors publics des pays créanciers. Il prévoit que le remboursement sera étalé sur une période de seize ans, avec un délai de grâce de six ans.

RÉÉCHELONNEMENT DES DETTES COMMERCIALES ROUMAINES

Il a été confirmé que la Roumanie a conclu la semaine dernière à Paris l'ensemble des banques occidentales qui lui ont consenti des crédits. Cet accord, qui ne sera pas garanti par les Trésors publics, en 1983 pour un montant d'environ 850 millions de dollars. Il est prévu que la Roumanie remboursera cette année 30 % de la somme, soit environ 250 millions de dollars. 10 % supplémentaires seront remboursés en 1984. Quant aux 60 % restants, soit environ 510 millions de dollars, la Roumanie devra rembourser d'ici 1989. Un délai de grâce lui a été accordé jusqu'à la fin de 1986, les versements semestriels prévus intervenant donc au cours des trois dernières années 1987, 1988 et 1989.

Faites le donc vous-même.



SPERRY + UNIVAC

Vous avez besoin d'interroger très vite votre ordinateur, mais, pas de chance, votre question n'était pas prévue, donc pas de réponse ! Alors que faire ? "Il suffit d'écrire ou de modifier un programme". Bon c'est simple, mais, pas de chance, pas de programmeur donc pas de programme ! Alors vous vous résignez, frustré et pourtant... pourtant les données sont là, "il suffirait de les lire, de les trier, de les rapprocher avec d'autres". Oui ! un jeu d'enfant pour l'ordinateur. La solution SPERRY UNIVAC ? Faites-le donc vous-même avec le système MAPPER. MAPPER est un système d'analyse à la décision et au développement de programmes spécialement conçu pour les ordinateurs de la série 1100. MAPPER réalise ce qu'aucun logiciel ne fait, auparavant. Il oblige l'ordinateur à se conformer à votre processus intellectuel naturel. Il vous laisse explorer les pistes, vous libère des procédures rigides. Vous pouvez étudier des scénarios prospectifs. En fait, les graphiques couleur. Passer en revue, à votre gré, vos données ou celles de l'ordinateur central, le tout en donnant des instructions simples, en langage naturel. En le faisant vous-même avec MAPPER.

MAPPER est un système d'analyse à la décision et au développement de programmes spécialement conçu pour les ordinateurs de la série 1100. MAPPER réalise ce qu'aucun logiciel ne fait, auparavant. Il oblige l'ordinateur à se conformer à votre processus intellectuel naturel. Il vous laisse explorer les pistes, vous libère des procédures rigides. Vous pouvez étudier des scénarios prospectifs. En fait, les graphiques couleur. Passer en revue, à votre gré, vos données ou celles de l'ordinateur central, le tout en donnant des instructions simples, en langage naturel. En le faisant vous-même avec MAPPER.

Si vous ne nous écrivez pas, écrivez-nous un de vos problèmes, nous le résoudrons ensemble, au terminal, avec MAPPER. Téléphonnez ou retournez ce coupon à : M. Annie DECHAMPS ou Claude VALLS, SPERRY UNIVAC 3, rue Bellini, PUTEAUX. Tél. : (1) 778.14.66 - Téléc. : UNIVAC 620180

Nom : _____ Adresse : _____ Profession : _____

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DROIT RURAL ET D'ÉCONOMIE AGRICOLE Session I.H.E.D.R.E.A. 83 la participation du journal

Le Monde

Les Offices par produit

A la lumière des décrets d'application, quels sont les produits ?

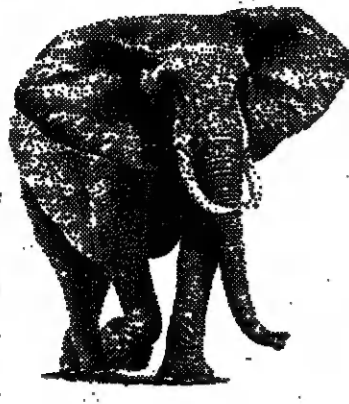
- Organisation passée : l'Etat.
- Les Offices : quels apports, quelles applications ?
- L'exemple de la France : les Productschappen.
- Tableaux des différents décrets de la filière.
- Tableaux avec les parlements sur le thème : incitations et exigences des Offices.

Paris, les 22 et 23 février 1983. Participation : 450 F, repas déjeuners compris. Etudiant : 200 F, déjeuners non compris.

Les renseignements, s'adresser à : Union des Elèves, I.H.E.D.R.E.A., 11, rue E.-Lucasta, 75012 Paris. Tél. : (1) 778.14.66

LA LOI NOUS INTERDIT LA PUBLICITÉ COMPARATIVE. FAITES LA VOUS-MÊME.

LE S1:



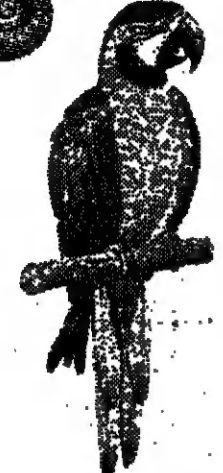
Mémoires

Le S1 a une mémoire d'éléphant:
- Mémoire centrale : 128 Ko en standard extensible à 896 Ko.
- Mémoire de masse : 2 x 600 Ko formatés sur disquette 5 1/4 en standard, version double face 2 x 1.2 Mo, version disque dur Winchester interne ou externe 10.6 Mo.



Adaptabilité

Le S1 tient du caméléon:
- Ergonomie : clavier français séparé, écran antireflet orientable horizontalement et verticalement.
- Systèmes d'exploitation MS/DOS® Microsoft, CP/M 86® Digital Research fournis en standard et option Prologue.
- Applications : traitement de texte, tableaux électroniques Multiplan® et Supercalc®, base de données ; très nombreux logiciels de comptabilité et gestion ainsi qu'applications professionnelles et applications graphiques (CAO/DAO).
- Communications : terminal intelligent de tous les gros systèmes.



Langages

Le S1 sait parler comme un perroquet:
- Sortie vocale en standard.
- Basic : Microsoft, Digital Research, BAL, GW Basic (graphique).
- Cobol : Microsoft, CIS.
- Fortran : ANSI 77.
- Pascal : Microsoft.
- Gamme complète d'outils de développement pour les professionnels.



Définition de l'écran.

Le S1 dessine avec la précision de la nature:
- Ecran haute résolution 800 x 400 points.
• 25 lignes de caractères
• 50 lignes de 132 caractères
• Polices de caractères entièrement programmables.



Prix.

Le S1 a le sens de l'économie:
• unité centrale, clavier, écran
• 128 Ko RAM
• 2 interfaces série, 2 interfaces parallèles
• 2 x 600 Ko formatés sur disquette
• systèmes d'exploitations : MS/DOS® et CP/M86®
• Basic 86
• manuels utilisateurs en français.
- Version de base : 2 x 600 Ko. **29900F HT***
- Version 2 x 1.2 Mo sur disquette double face. **36400F HT***
- Version disque dur intégré 10.6 Mo + 1.2 Mo sur disquette double face. **45000F HT***
Garantie 1 an pièces et main-d'œuvre.
* prix public conseillé

LES AUTRES:

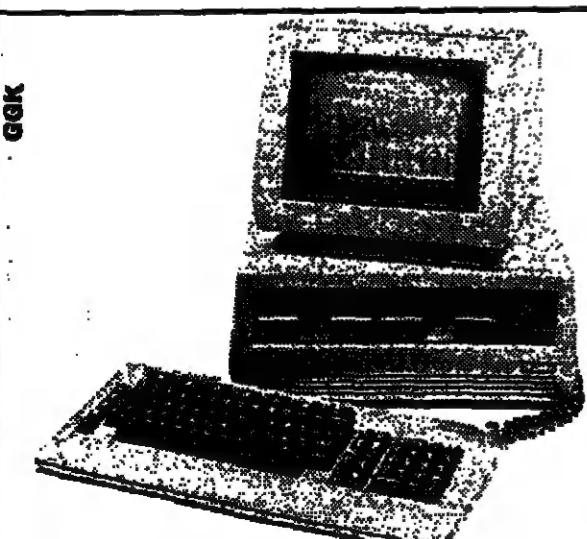
Mémoires

Adaptabilité

Langages

Définition de l'écran.

Prix.



VICTOR TECHNOLOGIES

UNE ÈRE NOUVELLE
DANS LA MICRO-INFORMATIQUE.

Je désire recevoir de la documentation gratuite sur le S1 en renvoyant ce bon à Victor Technologies :
28, rue Jean-Jaurès - 92800 PUTEAUX - (1) 773.85.64.

Nom : _____
Société : _____
Fonction : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
Application : _____

MS/DOS et Multiplan sont des marques déposées de Microsoft, CP/M86 est une marque déposée de Digital Research, Supercalc est une marque déposée de Sorcim.

SONA
LA MONTAGNE
des cadeaux
Bombay, Delhi
Calcutta, Madras
à Paris

TRANSPORTS URBANISME

LES SYNDICATS DU PERSONNEL NAVIGANT APPELLENT A UNE GRÈVE GÉNÉRALE LE 18 FÉVRIER.

L'ensemble des syndicats représentatifs du personnel navigant, technique et commercial, de l'aviation civile vient de lancer des consignes pour un arrêt de travail général dans toutes les compagnies aériennes françaises, le vendredi 18 février.

Ce mouvement a pour objet, « à la fois, de manifester la détermination du personnel navigant à voir aboutir enfin la réforme de son régime de retraite, réclamée aux pouvoirs publics depuis 1976, et de protester contre les atermoiements incessants de ses interlocuteurs ». Selon les syndicats, les négociations tripartites sur la modification du système de retraite complémentaire engagées en novembre dernier périclitent, alors que les pouvoirs publics s'étaient engagés à transmettre des propositions concrètes avant la fin janvier.

« Le résultat de cette situation, affirment-ils, est qu'aujourd'hui le personnel navigant de l'aviation civile touche une pension inférieure à 45 % du dernier salaire (30 % pour les salariés élevés) dans le cas d'un départ à soixante ans, alors qu'un taux de près de 60 % vient d'être accordé aux cadres touchant un salaire équivalent. »

Au cas où il aurait effectivement lieu — mais l'appel à la grève peut-être hâter la conclusion des négociations entre les pouvoirs publics, les compagnies et les syndicats, — l'arrêt de travail des navigants affecterait gravement le trafic aérien en une journée marquée par de nombreux départs et retours de vacances scolaires.

● **Seconde semaine de grève du service de nettoyage à Orly-Sud.** — La grève du service de nettoyage de l'aéroport sud d'Orly est entré lundi 7 février dans sa deuxième semaine. Depuis le 1^{er} février, les deux cent quatre-vingt employés de la société de sous-traitance ONET, chargés d'assurer la salubrité du bâtiment, ont débrayé à l'initiative de la C.G.T. pour obtenir le treizième mois et le paiement de certaines primes.

● **Air France vers Buenos-Aires.** — Air France reprendra, jeudi 17 février, ses vols à destination de l'Argentine, deux fois par semaine. La compagnie nationale avait suspendu cette liaison aérienne en raison du conflit des Malouines. Elle desservira Buenos-Aires trois fois par semaine, à partir du 1^{er} juillet prochain.

Les architectes réclament une « déontologie » des concours

Les grands projets prévus pour la capitale (parc de La Villette, ministère des finances de Bercy, et bientôt Opéra de la Bastille, centre de communication de la Défense, puis Expo de 1989) sont encore sur les planches à dessin. Mais déjà les conditions d'organisation des concours, qui attirent un nombre considérable de candidats (plusieurs centaines pour chaque projet), suscitent des polémiques.

La déception, à la mesure des espoirs levés, nourrit certaines protestations. D'autres, mieux argumentées, visent le fonctionnement des jurys, qu'ils aient choisi clairement un lauréat (ministère des finances) ou qu'ils reportent à plus tard leur choix (parc de La Villette, privé ainsi l'exposition ouverte au Centre Pompidou des neuf « premier prix exaequo » (le Monde des 25 et 27 janvier).

Plutôt qu'une « haute autorité » calquée sur celle qui régit maintenant l'audiovisuel et qui serait chargée de garantir l'honnêteté des jugements, ne pourrait-on autoriser la présence d'observateurs extérieurs (des journalistes, pourquoi pas) lors des réunions des jurys ? Ne serait-ce pas le moyen le plus simple d'assurer cette « transparence » que chacun réclame après coup ? — M. Ch.

● **LE PRÉSIDENT DU JURY DE LA VILLETTE : l'anonymat a été respecté.**

Dans une lettre adressée à Rio-Janeiro, le 28 janvier, à l'Établissement public du parc de La Villette, M. Roberto Burle-Marx, président du jury du concours de La Villette, répond aux critiques :

« Profondément choqué par les articles parus dans la presse française après la publication des résultats du concours international de La Villette, dont j'ai présidé le jury, je tiens à protester de la manière la plus vive et à préciser publiquement les points suivants :

1) Le jury a procédé à l'examen de tous les projets présentés, à l'exception d'un seul qui avait été éliminé par la commission technique pour non-respect de l'anonymat. Aucune sélection préalable n'avait été faite par la commission technique ;

2) Tous les projets étaient couverts par l'anonymat. Celui-ci n'a été levé qu'au terme des délibérations, après que le jury ait établi le palmarès complet du concours ;

3) Les délibérations du jury se sont déroulées en toute indépendance. Aucune pression de quelque caractère et de quelque origine n'a été faite sur lui ;

4) C'est souverainement et après un examen très attentif que le jury a pris la décision de demander aux neuf équipes lauréates d'approfondir leurs esquisses. Le jury considère que cette solution permettra le meilleur choix et dotera Paris d'un parc urbain à sa mesure.

« Au nom de tous les jurés, je tiens à dire que c'est un honneur pour nous que d'accomplir cette mission et que nous la conduirons à son terme, les 24 et 25 mars, avec conscience et indépendance. »

● **LES SYNDICATS D'ARCHITECTES : pour la création d'un « haute autorité ».**

« L'union nationale des syndicats français d'architectes (UNSA) dénonce la façon dont se déroulent actuellement des concours, que les pouvoirs publics avaient annoncé comme devant être exemplaires puisqu'ils concernent des réalisations et édifices, qui doivent porter témoignage de la culture de notre temps.

Après la publication récente des résultats du concours pour la construction du ministère des finances à Bercy, qui a confirmé les craintes déjà exprimées par l'UNSA en décembre 1982 dans une lettre adressée au président de la République et au moment où s'ouvre à Beaubourg l'exposition consacrée au projet du parc de La Villette, qui ne présentera pas au public les neuf projets retenus, l'UNSA souligne la parfaite illustration de procédures qu'il faut à tout prix éviter à l'avenir : non-respect du règlement dans la plus grande partie de ses dispositions d'un côté ; inconstance d'un jury qui n'est pas capable de choisir de l'autre ; secret des motivations de la décision, mépris des concurrents, y compris des concurrents étrangers, équivoque des responsabilités, et en définitive, argent dilapidé et temps perdu pour les architectes et tous les concepteurs. L'UNSA réclame une nouvelle fois, une révision totale des conditions des concours d'architecture et propose l'institution d'une « haute autorité » garante des engagements de l'État et des maîtres d'ouvrage organisateurs ; cet organisme serait par ailleurs responsable de la transparence des résultats et de l'information complète des intéressés et du public. »

● **L'ORDRE DES ARCHITECTES DE FRANCE : les concours coûtent cher.**

« Les concours entraînent une extraordinaire participation des architectes français (...). Les réponses des architectes à la politique des concours sont contrastées : ils cherchent des « marchés » ; ils soumettent leurs recherches à la « critique » ; ils ne réagissent pas à des « confrontations » massives. Cette attitude dynamique mérite d'être soulignée. Mais cette politique entraîne un préjudice net, estimé en 1981, à 100 millions de francs pour environ six cent concours et mises en compétition.

« Les ambitions de la politique architecturale et celle de la profession créent l'obligation morale aux pouvoirs publics d'assurer désormais aux concours d'architecture un déroulement à l'abri de toute critique. Les récentes consultations ont montré que tel n'était pas le cas. »

Le conseil régional de l'ordre des architectes précise « à quelles conditions une mise en compétition peut être à l'abri de toute critique », demande la « définition d'une véritable déontologie des concours » et se tient prêt à désigner des observateurs dans tous les jurys qui souhaiteraient s'entourer des garanties attachées à ses missions.

Le C.R.O.A.I.F. mettra à la disposition des candidats, du public et de la presse, une cellule d'information sur les prochains concours. Le conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des architectes en appelle au ministre de tutelle de l'architecture et au président de la République, qui a souhaité l'apparition d'une « grande architecture de notre temps » pour faire respecter à l'avenir, dans chaque concours d'architecture, les « conditions d'un choix juste et équitable », à la mesure des ambitions affichées.

● **LE COLLECTIF ATELIERS PUBLICS : pour un débat populaire avant l'Expo.**

« Des procédures qui tournent à la confusion pour l'aménagement du parc de La Villette, des concours pour la Défense. Cela à neuf mois des premiers concours pour l'Exposition universelle de 1989. Tout laisse à penser qu'à cette occasion, le débat restreint au cercle fermé des professionnels, le recours exclusif à la procédure des concours, n'aboutissent aux mêmes simulations, aux mêmes déceptions, aux mêmes gaspillages de travail et d'argent, de temps et d'espaces. A moins que... »

« La gendarmerie française un piquet de grève sur un chantier nucléaire dans le Cher. — La gendarmerie est intervenue lundi matin 7 février pour libérer l'accès à la centrale nucléaire en construction de Belleville-sur-Loire (Cher), bloquée depuis le 11 janvier par des grévistes de l'entreprise sous-traitante Babiche. Il n'y a pas eu d'incidents. Cette mesure fait suite à une ordonnance judiciaire. Le piquet de grève était constitué de soixante personnes environ. Les grévistes — quatre-vingts sur un effectif de cent-dix, selon les syndicats, une quarantaine seulement, selon la direction — empêchaient depuis quatre semaines l'approvisionnement de ce site.

« Un délégué pour les professions libérales. — Un délégué auprès du premier ministre sera chargé des questions concernant les professions libérales, a annoncé le 7 février M. Jacques Beaupère, président de l'Union nationale des associations de professions libérales (U.N.A.P.L.).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Émission de 1873.564 actions nouvelles, à raison d'une action nouvelle pour quatre actions actuelles.
Prix d'émission : 120 francs par action.
Jouissance : 1^{er} janvier 1982.
Période de souscription : 17 janvier au 16 février 1983 inclus.

Cette augmentation de capital doit permettre au Groupe de la Compagnie Générale des Eaux de développer les actions engagées au cours des dernières années notamment dans les domaines de l'eau et de l'énergie. Elle permettra aussi de renforcer la structure financière du Groupe en prévision des besoins nouveaux découlant de l'investissement des responsabilités des collectivités locales.

La Compagnie Générale des Eaux engage un nouveau programme d'investissements destinés à améliorer les conditions de production et de traitement de l'eau, à moderniser de nombreux réseaux de distribution d'eau et d'assainissement. Ces investissements permettront une élargie éventuelle des activités de la Compagnie dans le domaine des services, et notamment de promouvoir de nouveaux projets de réseaux de chaleur, qui correspondent à une orientation encouragée par les pouvoirs publics.

La Compagnie entreprend, en outre, un programme de recherche et de promotion de techniques nouvelles. Un Centre de Recherche en cours de construction regroupera les capacités technologiques des différentes entreprises du Groupe.

La Compagnie enfin poursuivra, en 1983, à l'augmentation des moyens financiers d'un certain nombre d'entreprises du Groupe afin qu'elles poursuivent leurs programmes d'investissement. Plusieurs filiales procéderont dans les prochains mois, à l'émission d'actions nouvelles, qui seront souscrites pour une large part par la Compagnie.

Ces dernières années, le Groupe de la Compagnie Générale des Eaux s'est doté d'un ensemble d'activités cohérentes et équilibrées. Il a connu un développement important dans les domaines de l'énergie thermique, de la gestion des déchets et du bâtiment. Enfin, la Compagnie a mené en 1982 avec les Pouvoirs Publics une politique contractuelle qui démontre un cadre d'intervention stable et adapté aux besoins de l'avenir.

La note d'information relative à l'émission de cette émission peut être consultée gratuitement et sans engagement au siège social de la Compagnie Générale des Eaux, 52, rue d'Orléans, Paris 17, ou auprès des établissements chargés de recueillir les souscriptions.

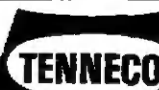
M. René Thomas, président de la B.N.P. en Algérie

Une délégation de la Banque nationale de Paris, conduite par son président, M. René Thomas, s'est rendue en Algérie à l'invitation de la Banque nationale d'Algérie. Participant à cette délégation MM. Jacques-Henri Wahl, directeur général, Pierre Mendras, directeur central, et Emmanuel Mouzère, directeur du département Afrique.

Accueilli par M. Habib Djafar, président-directeur général de la Banque nationale d'Algérie, M. Thomas a pu, au cours d'entretiens avec les ministres des finances, de l'habitat et de l'urbanisme, avec le secrétaire d'État au commerce extérieur et le gouverneur de la Banque centrale, ainsi qu'avec les dirigeants des grandes entreprises algériennes, prendre la mesure des importants programmes d'investissements de l'Algérie et s'informer des priorités retenues, notamment dans le domaine du logement, des transports, des industries agro-alimentaires et de la pétrochimie.

Avec les responsables des banques algériennes, la délégation a évoqué les modalités des financements qu'il convient de mettre en œuvre pour la réalisation de ces investissements.

Ces entretiens ont confirmé la volonté qui existe, tant du côté algérien que du côté français, de donner rapidement des suites concrètes aux perspectives ouvertes par la visite du président Mitterrand en Algérie, et l'état avancé des négociations engagées dans plusieurs secteurs. Ils témoignent également des opportunités qui, dans ce contexte favorable, s'offrent aux entreprises françaises et du rôle marquant qu'est appelée à jouer la Banque nationale de Paris pour soutenir leurs initiatives.



En dépit de l'impact de la récession économique, TENNECO a enregistré des résultats records aussi bien pour le 4^{tr} trimestre que pour l'ensemble de l'exercice 1982.

Le bénéfice net a atteint 819 millions de dollars en 1982 contre 813 en 1981 ; le nombre d'actions en circulation s'étant accru, le bénéfice net par action s'élevait à 5,74 dollars contre 6,01 dollars. Pour le seul 4^{tr} trimestre 1982, la progression par rapport à la période correspondante de 1981 est de 11 % à 288 millions de dollars contre 260.

Par ailleurs, TENNECO a pu améliorer en 1982 la structure de son bilan en réduisant son endettement total de plus de 500 millions de dollars, le rapport dettes à long terme/capitaux propres étant ramené à 44,6 %, niveau le plus faible dans l'histoire du Groupe.

Les investissements de l'exercice ont atteint 2,1 milliards de dollars et devaient se maintenir pratiquement à ce niveau en 1983.

Le secteur de l'énergie a à nouveau apporté la principale contribution aux résultats, avec 80 % de ceux-ci, avec une progression au niveau de 12,3 %. De la production et des gasoileries, deux autres secteurs, les chantiers navals et l'équipement automobile ont enregistré des résultats en forte progression, 39 % sur 1981 et 100 % sur 1980 ; le carnet de commandes des chantiers navals atteint maintenant 8,5 milliards de dollars grâce à la commande récente de deux porte-avions à propulsion nucléaire de la classe Nimitz.

En dépit d'une activité affectée par la récession, la contribution aux résultats du groupe du secteur assurances apparaît en légère progression.

L'ensemble des autres secteurs d'activité du groupe ont vu leur rentabilité croître et représentent globalement 5 % des résultats du groupe.

SÉLECTION VALEURS FRANÇAISE

Le conseil d'administration s'est réuni le 2 février 1983 pour examiner les comptes arrêtés au 31 décembre 1982. En 1982, le solde net de capitaux propres a été d'environ 69,5 millions de francs. Les revenus distribuables de l'exercice sont de 38 776 049,45 F. contre 24 648 139,70 F. en 1981.

Il sera proposé à l'assemblée générale de distribuer un dividende net de 11,40 F. par action plus 1,19 F. d'avoir fiscal contre 8,50 F. et 1,93 F. d'avoir fiscal pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 21 % du dividende global, qui s'applique à un nombre d'actions de 3 222 722 actions de 16 F.

Pendant l'exercice, la valeur liquidative de l'action a connu une croissance de 19,52 %, dividende distribué en outre d'année comprise. Durant la même période, l'indice C.A.C. de la Bourse s'élevait que 0,20 % de hausse.

La souscription aux actions de la Sélection Valeurs Françaises permet de profiter d'avantages fiscaux à deux catégories d'épargnants : — les titulaires d'un Compte d'Épargne en Actions (C.E.A.) à partir du 1^{er} janvier 1983 ; — les épargnants nés avant le 1^{er} janvier 1932, dans le cadre de la loi du 13 juillet 1978, dès lors qu'ils ont déjà procédé à une détaxation de leur revenu investi en actions avant le 31 décembre 1981.

EMPRUNT D'ÉTAT

FEVRIER 1983

Taux : 14,60 %

durée : 8 ans



Pour que la France gagne !

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Missiles : « Pas de pari sur la dé-couplage », par Philippe Richer ; « Une communauté rétablie », par Pierre Lallouche.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- M. Cheysson va se rendre à Damas, à Amman et à Bagdad.
3. ASIE
- La fin du voyage de M. Shultz.
4. AFRIQUE
- GHANA : un demi-million d'expul-sés du Nigeria réintégré dans leurs vil-lages d'origine.
4. EUROPE
- GRANDE-BRETAGNE : le synode de l'Eglise d'Angleterre sur les armes nucléaires.
- 4-5. AMÉRIQUES
- EL SALVADOR : l'armée en état d'alerte pour s'opposer à une offen-sive de la guérilla.
6. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

7. Le maire de Paris s'efforce de préve-nir les attaques sur la gestion du parc de logements de la ville.
8. Les élections municipales : « La sécu-rité dans le débat » (I), par Claude Régent.
10. L'INCULPATION DE KLAUS BARBIE : le risque de l'amalgame et de la réu-mption.

SOCIÉTÉ

11. MÉDECINE
12. EDUCATION
- DÉFENSE

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

13. Le dépouillement des écrans tactiles en informatique.
14. Les atomes de Rydberg, monstre de l'infiniment petit.

CULTURE

15. MUSIQUE : la réimpression de Faust à Toulouse ; « Les Soldats » à Bruxelles et à Lyon.
- CINÉMA : la situation des salles « Art et Essai ».

RÉGIONS

35. CENTRE : la décentralisation avec ceux qui vivent.

ÉCONOMIE

36. SOCIAL : un rapport de M. Pierre Uri sur les inégalités.
37. ÉTRANGER : les firmes japonaises vont accroître leur production euro-péenne de magnétoscopes.
40. URBANISME : les architectes récla-ment une « déontologie » des concours.

**RADIO-TÉLÉVISION (17)
INFORMATIONS
« SERVICES » (19) :**
Mode ; « Journal officiel » ;
Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (20 à 34) ;
Programmes des spectacles
(16-17) ; Carnet (12) ; Marchés
financiers (41).

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
PANTALONS

A partir de **500 F**
ET COSTUMES
MESURE

A partir de **1.450 F**

3.000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS ET ROBES
sur mesure

Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi,
de 10 heures à 18 heures

A B C D E F G H

DÉMENTIE PAR BAGDAD

La progression iranienne en territoire irakien aurait été limitée à une dizaine de kilomètres

Près de vingt-quatre heures après le déclenchement de l'offensive iranienne « Aurore » sur le front sud irano-irakien, la télévision iranienne a présenté, lundi 7 février, les premières images du front, tournées le matin selon le commentaire.

Les forces iraniennes, très fortement appuyées par d'importantes unités blindées, occupaient des positions apparemment abandonnées sans combats par leurs occupants. Situées par la télévision en Irak, ces positions étaient protégées par un réseau de barbelés d'une densité et d'une profondeur exceptionnelles et par de vastes champs de mines.

Le second communiqué commun armée-gardiens de la révolution, publié lundi en fin de matinée, affirmait que les forces iraniennes avaient pris le contrôle de 250 kilomètres carrés de territoire irakien et irakien, mais

ne donnait aucun élément chiffré des pertes irakiennes. Mais selon certaines informations des journalistes iraniens présents sur le front, mais non confirmées officiellement, la progression iranienne en territoire irakien aurait été limitée lundi matin à une dizaine de kilomètres. Les combats déclarés dimanche dans la nuit se déroulaient dans la zone frontalière entre les localités iraniennes de Fakkeh et Bostan, à une centaine de kilomètres au sud de Dezful et à une soixantaine de kilomètres à l'est de la ville irakienne d'Al-Amarah.

Toutes les déclarations iraniennes concordent pour présenter l'offensive « Aurore » comme « déterminante » mais le situent comme la première étape d'une offensive de grande envergure devant mettre fin à la guerre. Pour sa part, Bagdad a affirmé dans un communiqué militaire 990

que les iraniens n'ont pas réussi à prendre pied en territoire irakien, malgré deux attaques successives. Le communiqué fait état du « total anéantissement » de la première vague d'assaut iranienne ainsi que de la destruction de deux divisions d'infanterie et d'un bataillon blindé irakiens dans le secteur de Misan (en face du Fakkeh, du côté irakien).

(A.F.P.)

« La manifestation des Moudjahidin du peuple, prévue pour ce 8 février à Paris, a été interdite par la préfecture de police pour « éviter tout trouble de l'ordre public ». Les organisateurs ont appelé leurs sym-pathisants à se rendre à la réunion publique organisée par le Conseil national de résistance, groupant plusieurs mouvements d'opposition au régime de Téhéran, le jeudi soir 10 février au Palais de la Mutualité.

LES INCIDENTS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Une section de C.R.S. est appelée en renfort à Aix-en-Provence

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. — La campagne électorale est émaillée d'incidents. Après le mitraillage à deux reprises, la semaine dernière, de la permanence du candidat socialiste, M. Jean-Pierre Rosen, le plus grave s'est produit dimanche 6 février. Un passant, M. Gérard Marchand, quarante et un ans, menuisier, qui avait été pris à partie et frappé par un partisan de M. Joissains, maire sortant (rad.), a été découvert mort, lundi 7 février, à son domicile. Son agresseur, M. Patrick Laurent, vingt ans, sans profession, a été interpellé par la police et placé en garde à vue en attendant les résultats de l'autopsie du corps de M. Marchand.

L'incident qui a opposé M. Laurent à M. Marchand s'est déroulé en présence de plusieurs témoins, dimanche, rue des Cordeliers, une des artères les plus fréquentées du centre-ville.

Alexis qui l'aurait des affiches de M. Rosen et du candidat du C.N.I.P., M. Dominique Gajes, M. Laurent s'était attiré les reproches de M. Marchand, reproches auxquels il avait répondu par une pluie de coups. La police était aussitôt intervenue et

avait conduit les deux hommes au commissariat. M. Marchand refusant de déposer plainte, son agresseur avait été relâché.

Lundi matin, M. Marchand était découvert inanimé au rez-de-chaussée de son immeuble. Il était aussitôt transporté à l'hôpital, où son décès devait être constaté. M. Laurent, qui a déclaré faire partie de l'équipe de couleurs d'affiches de M. Joissains, avait menacé précédemment, avec un pistolet d'alarme, et un coup de poing américain plusieurs autres personnes. Deux d'entre elles, un enseignant et un employé de banque, ont déposé plainte au commissariat d'Aix-en-Provence.

A la suite de ces incidents, le commissaire central d'Aix-en-Provence a demandé et obtenu le renfort d'une section de C.R.S. qui effectue des patrouilles nocturnes dans la ville.

L'annonce le 7 février de la candidature de M. Charles Debbesch, ancien député de la région, a suscité la « modification » plus ou moins forcée qui leur est imposée sur la plupart des marchés européens, gêne considérablement les groupes automobiles. Ainsi, en 1982, pour la première fois depuis huit ans, les groupes japonais ont dû diminuer leur production de 3,9 %, du fait de la chute de leurs ventes à l'étranger (-7,6 %). Comme tous les pays du monde, la production de l'industrie automobile au Japon, et de ses effets d'entraînement sur les secteurs amont, la prolongation de cette situation paraît difficilement soutenable aux au-

M. Joissains ayant réaffirmé qu'il solliciterait « même du fond d'une cellule », le renouvellement de son mandat, ce sont au total quatre listes d'opposition qui pourraient s'affronter le 6 mars : celle de M. Gajes (C.N.I.P.) celle qui pourrait conduire M. Charles de Peretti, conseiller général (R.P.R.) d'Aix-Centre. M. Jean-Claude Gaudin, député (P.R.) des bouches-du-Rhône, et président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, a appelé de ses vœux le mardi 8 février l'arbitrage des instances nationales de l'U.D.F. et du R.P.R. pour la constitution d'une liste unique. Selon M. Gaudin, l'investiture que l'U.D.F. avait accordée en septembre dernier à M. Joissains sera probablement « reconstruite » dans la perspective d'une inculpation du maire d'Aix-en-Provence.

GUY PORTE.

**M. LEOTARD : l'opposition
peut gagner une cinquan-taine de villes.**

Invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, lundi 17 février, M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, a estimé que l'opposition pourrait gagner, à l'occasion des élections municipales, « une cinquantaine de villes ». Observant que « la majorité actuelle n'a plus aucun projet ni aucune espérance », il a jugé que « le progrès social n'est pas derrière les Français ». « Il peut y en avoir de nouveau, si on fait autrement », a-t-il noté.

M. Léotard a indiqué qu'il « re-tient » l'hypothèse d'élections législatives anticipées, même s'il « ne la fixe pas comme but ». Il a ajouté que, contrairement à M. Giscard d'Estaing, il ne pense pas que puissent coexister un président de la République et un premier ministre qui auraient des majorités différentes.

Il juge que « ce n'est pas la politi-que qui va condamner M. Mitterrand, mais l'économie ». Selon lui, « le désastre économique est au bout du chemin socialiste (...). » « Le gouvernement dirige le pays à la petite semaine. On parle de rigueur mais c'est une fausse rigueur car on paye à crédit » a ajouté le secrétaire général du P.R.

LES EXPORTATIONS JAPONAISES AUX ÉTATS-UNIS

Tokyo n'entend pas prolonger l'accord de limitation volontaire de ses ventes d'automobiles

Il est « hors de question » que les Japonais acceptent de prolonger une quatrième année l'accord « de limitation volontaire » de leurs exportations d'automobiles vers les États-Unis, a déclaré lundi 7 février M. Nakazawa, directeur général au ministère du commerce international et de l'industrie (MITI).

Quatre jours de l'arrivée à Tokyo de M. William Brock, représentant de la Maison Blanche pour le commerce, cette prise de position donne le ton d'une négociation commerciale qui s'annonce plus dure que jamais. Objet du débat : le marché américain de l'automobile et plus spécialement le créneau des « petites voitures », de plus en plus populaires, dont les groupes japonais, en dépit des limitations volontaires, ont réussi à s'adjuger une part croissante (49 %), mettant ainsi en difficulté la toute-puissante industrie américaine.

Il y a deux ans, menacés de mesures protectionnistes unilatérales outre-Atlantique, les Japonais avaient accepté de limiter « volon-tairement » leurs exportations à 1,68 million d'unités, soit 7,6 % de moins que l'année précédente (1980). Cet accord portait sur une durée de trois ans, et était révisable chaque année en fonction de l'état du marché américain. Renouvelé au même niveau en 1982, il devait être reconduit en avril. Compte tenu de l'effacement du marché améri-cain et des mauvais résultats de l'in-dustrie outre-Atlantique, les auto-rités américaines sont pressées de demander une prolongation de cet accord pour une quatrième année consécutive, et une diminution du niveau plafond des exportations japonaises.

Un groupe de sénateurs améri-cains vient ainsi d'adresser une lettre à M. Brock, lui demandant de négocier une diminution de ce quota de quatre cent mille véhicules par an. La réduction du plafond des ex-portations japonaises a été égale-ment demandée par quatre-vingt-cinq représentants à la Cham-bre, et par l'industrie automo-bile américaine, laquelle réclame une diminution plus modeste, à 1,5 million d'unités par an.

Les Japonais, c'est désormais clair, sont fermement décidés à résister à ces demandes. Le blocage de leurs ventes aux États-Unis, joint à la « modification » plus ou moins forcée qui leur est imposée sur la plupart des marchés européens, gêne considérablement les groupes automobiles. Ainsi, en 1982, pour la première fois depuis huit ans, les groupes japonais ont dû diminuer leur production de 3,9 %, du fait de la chute de leurs ventes à l'étranger (-7,6 %).

Comme tous les pays du monde, la production de l'industrie automobile au Japon, et de ses effets d'entraînement sur les secteurs amont, la prolongation de cette situation paraît difficilement soutenable aux au-

torités japonaises, contraintes d'or-ganiser le repli de nombreux secteurs en crise.

Les Américains ne manquent cependant pas d'arguments, au premier rang desquels un projet de loi, actuellement en discussion au Parlement, obligeant tous les véhicules vendus sur le territoire améri-cain à inclure une part minimale d'éléments et de pièces « made in U.S.A. ». Le projet, s'il était adopté, éliminerait presque aussitôt les principaux groupes japonais du marché. C'est d'ailleurs probablement cette menace qui a poussé Toyota, premier groupe nippon, à négocier avec General Motors un accord de coopé-ration qui le mettra à l'abri de ce type de mesures. Cet accord, qui de-vrait être autorisé, selon des sources japonaises, dès le milieu de la se-maine prochaine, prévoit la fabri-cation, dans des usines désaffectées de General Motors en Californie, d'une petite voiture (1 600 cm³) de conception japonaise, au rythme de 200 000 unités par an, par une filiale commune aux deux groupes (le Monde du 2 février). Cet accord suffirait-il à amadouer les autorités américaines ? Rien n'est moins sûr. Comme ceux déjà conclus entre les groupes américains et japonais, il concerne la production de « petites voitures », les Américains semblent ainsi décidés à s'associer sur ce cré-neau aux « spécialistes » que sont les Japonais, et se réservant la maîtrise du marché des grosses et moyennes cylindrées. Mais la han-dise des géants américains est de voir leurs concurrents « monter dans la gamme » et s'attaquer à leur chasse gardée, menace brandie par les constructeurs japonais. Ils considè-rent, de plus, probablement, que la production locale de voitures japonaises devrait se substituer aux im-portations, et donc réduire d'autant le « plafond négocié ».

VÉRONIQUE MAURIS.

RECOURS DE F.O. AU CONSEIL D'ÉTAT CONTRE LE DÉCRET SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

F.O. a annoncé le 8 février qu'elle avait déposé le 20 janvier un recours au Conseil d'État contre le décret du 24 novembre sur l'assurance-chômage. Ce recours vise les articles 3, 6 et 12 du décret.

(Publicité)

Micro- informatique : DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10000 F et 60000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de PME, professions libérales, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir nécessairement à programmer ?

DECISION informatique, sou-tirée « l'actualité sur les micro-ordinateurs et leurs programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION
les usages professionnels
du micro-ordinateur.
Dernières nouveautés, expo-sitions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

DECISION
10 FF chez votre marchand de journaux.
Abonnement : 195 FF (22 numéros).
5, place du Colonel Fabien 75491 Paris
Cedex 10.

« Les syndicats britanniques de l'automobile contre les importations » : La reprise des ventes d'automobiles en Grande-Bretagne a gonflé les importations, tandis que la production locale continue de diminuer. Ford, qui importe la moitié des voitures qu'elle vend, a annoncé trois mille suppressions d'emploi à Dagenham près de Londres. Les syndicats demandent au gouvernement d'imposer des restrictions officielles et veulent mobiliser l'opinion publique.

VIF RECU DU DOLLAR
6,90 F

Américain lundi 7 février 1983 à New York, le réel du dollar s'est accablé mardi 8 février sur tous les marchés de changes. A Francfort, la monnaie américaine est tombée de 2,48 DM à 2,4359 DM. Tandis qu'à Paris elle venait brutalement de 7,02 F à 6,90 F et qu'à Tokyo elle se vendait à 236,50 yen contre 240 yen. Les analystes financiers internationaux s'interrogent sur les motifs qui ont pu provoquer ce repli.

Le numéro du « Monde »
daté 8 février 1983
a été tiré à 527 222 exemplaires

(Publicité)

CELIBATAIRES

VEUF(VS) DIVORCÉ(S) de 18 à 75 ans, vous pouvez facilement rencontrer des PARTIS sérieux de VOTRE REGION ou de TOUTES REGIONS et choisir la personne « faite pour vous ».

Envoyez seulement vos nom, âge et adresse au **CENTRE FAMILIAL (NE)** 43, rue Laffitte - 75009 Paris (fondé en 1951). Ce sera le départ vers une vie nouvelle.

Vous recevrez GRATUITEMENT et discrètement une liste-échantillon de candidats(es) de votre âge avec une passionnante brochure illus-trée de 68 pages. Ecrivez puis-que cela ne vous engage à rien.